This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

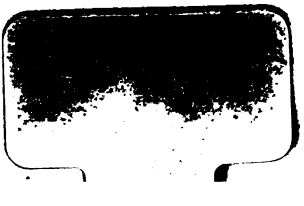
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

6000753120



MEMORIE

ECONOMICO-POLITICHE

SULLA TOSCANA

MEMORIE
ECONOMICO-POLITICHE

O SIA DE' DANNI ARRECATI

DALL' AUSTRIA ALLA TOSCANA

DAL 1737 AL 1859

DIMOSTRATI CON DOCUMENTI OFFICIALI

RACCOLTI E PUBBLICATI

DAL CAV. ANTONIO ZOBI

VOL. I.

FIRENZE
PRESSO GRAZZINI, GIANNINI E C.
—
1860

246. a. 227.

BODLEIANA
BIBLIOTHECA

A' TOSCANI, SALUTE.

Nel mentre che le principali Potenze d' Europa stanno ventilando le solenni deliberazioni prese or non ha guari dall' Assemblea Nazionale per redimere la nostra dilettissima patria dalla signoria straniera, onde restituirla all' Italia, non siavi rincrescevole l' intitolazione di un libro destinato a far conoscere la soma de' mali politici ed economici indotti dalla Corte di Vienna alla Toscana, durante la dominazione Loreno-Austriaca. Il che essendo stato da essa operato con cupe e sottili arti, importa adesso ch' esse siano appien palesi ad ognuno, all' oggetto di far apprezzare quanto conviensi la giustizia de' provvedimenti accolti dai Depu-

tati da Voi eletti a statuire le future sorti del paese, in armonia col benessere generale dell' intera penisola.

I motivi che con rarissimo esempio indussero sì numeroso Consesso in un solo concetto rispetto ad entrambe le provvisioni, Voi già gli conoscete, perchè magistralmente formulati nel seno dell' Assemblea medesima. Non restava pertanto che ad esporre al pubblico esame i documenti officiali comprovanti la convenienza del repudio dato ad una dinastia, che all' ombra de' passati beneficj, ora voleva, contro natura, impedire al nostro paese di correre la via della rigenerazione in cui son entrati tutti gl' Italiani. Tale uf-

ficio è stato da me assunto con solerzia ed alacrità, onde portare sull' ara della patria l' obolo del cittadino, che ad ogni altro rispetto deve anteporre i supremi interessi del consorzio civile in cui vive.

Per lo che ho procacciato di rivendicare alla Storia ed alle ragioni di Stato una ragguardevole quantità di documenti finora racchiusi in gelosi nascondigli. In tal modo resterà facile a chiunque di giudicare la decaduta dinastia, con gli atti stessi del suo governo influenzato dal capo della famiglia residente oltralpe. Se con ciò avrò fatta opra corrispondente all' altezza dell' argomento, prego di volermelo attestare, miei cari Compa-

triotti, con la Vostra indulgenza: ad ogni modo siate certi dell' ardore da me sempre nutrito di giovare alla patria comune; e mentre vi auguro perseveranza nei virtuosi propositi, ad essa ne sia accrescimento di grandezza, di prosperità e di splendore.

Firenze, 30 settembre 1859.

ANTONIO ZOBI.

INTRODUZIONE

Ad una grave quanto lacrimevole narrazione diamo adesso incominciamento: — da una parte cupidigie, estorsioni, prepotenze, egoismo, insidie, pullulano in turpe gara: — dall' altra sofferenze, lamenti, contrasti, mortificazioni e rapine, campeggiano di passo in passo. Così doveva intervenire alla Toscana gentile e debole, accanto all' Austria superba e potente; e così fu in effetto.

Dal ferreo scettro della Casa Medicea oppressa Firenze pel corso di 205 anni (dal 1° maggio 1532 al 9 luglio 1737), potè sperare un qualche ristoro dal nuovo sovrano che piacque alle maggiori potenze europee d' imporle, ad onta del suo buon diritto, confessato pure dall' istesso Gio. Gastone (1). La mitezza del reggimento ognora osservato dai principi di Buglione nella loro secolare dominazione in Lorena e nel Bar, avvaloravano tale speranza. Se non che allorquando Francesco Stefano III duca di quegli Stati ceduti alla Francia, assunse il governo della Toscana,

(1) La relativa *dichiarazione* del granduca Gio. Gastone emessa il dì 11 settembre 1731, generalmente appellata il *testamento politico* di detto Principe, può vedersi al n° IV dell' *Appendice* al vol. I della mia *Storia Civile* della *Toscana*.

egli era già divenuto marito di Maria Teresa, figlia di Carlo VI, postremo imperatore degli Asburghesi. Laonde, in un con la donna, aveva egli dovuto sposare tutte le massime e gl' interessi della Casa Austriaca, e farne quindi la trasfusione nella sua discendenza. E quelle massime ed interessi erano da remotissimo tempo in continua lotta co' diritti e coll' indipendenza d'Italia in generale, e particolarmente della Toscana.

Pretendeva la corte di Vienna che il *Dominio Fiorentino* avesse dipendenza feudale dal *Sacro Romano Impero*, ond' aver pretesto d' ingerirsi a suo talento nelle sorti di questa bella ed agognata parte della penisola. Ma in realtà, coll' estinzione della dinastia Medicea, il Popolo Fiorentino aveva tutto il diritto di reclamare la sua primiera libertà. Conciosiachè il *lodo* di Carlo V, ed il *plebiscito* del 1532, non potessero aver vigore oltre la morte di Gio. Gastone (1); e perciò sin d' allora i popoli, almeno virtualmente, rientrarono nel proprio giure. Nullostante fu loro giuocoforza accettare il sovrano imposto dalle principali potenze d' Europa; attesochè anche prima che scendesse nel sepolcro il prenominato Gio. Gastone, le guarnigioni tedesche fossero venute ad occupare le piazze forti della Toscana. Assunse il Lorenese, fra i granduchi, il nome di Francesco II. La gran maggioranza de' Toscani repugnò al novello signore, quantunque dal suo mite carattere non potessero arguire che temperato reggimento. Ma la di lui

(1) Di questo *lodo* e del sussequente *plebiscito* già parlarono abbastanza gl' istorici contemporanei, Guicciardini, Varchi e Nardi, ed anche il più moderno Galluzzi.

parentela con la Casa d'Austria, e quell'esser preceduto dalle guarnigioni tedesche, faceva dall'altra parte presagire un'amministrazione venale, dura ed antinazionale. Nè s'ingannarono, perchè il presagio discendeva dall'istoria, e dalle tradizioni fondate su dolorose ed irrepugnabili verità.

Tale infatti fu il governo di Francesco II: — savio, illuminato, benefico ogni qual volta non si trovava in conflitto con le vedute e risoluzioni della corte Cesarea: — espilatorio, arbitrario, ingiusto e rapace in tutti i casi contrari. Laonde l'inveterato aborrimento de'Toscani per l'insaziabile avarizia austriaca, invece di scemare avvantaggiò, e prese maggior consistenza, siccome addiverrà appieno manifesto a' lettori delle presenti *Memorie* compilate sopra autentiche carte. Un' irrefragabile illustrazione esse poi vanno a ricevere dal *Sommario de' documenti officiali*, che contemporaneamente ci vien fatta abilità di pubblicare, documenti che ognun potrà riscontrare sugli originali nei respettivi Archivj, uno ad uno indicati. Essendochè la mutazione dinastica e governativa or ora avvenuta in Toscana, abbia finalmente infranto il misterioso segreto, nume e spauracchio dell'assolutismo, con estremo rigore osservato in addietro, onde nascondere la malefica mano che da lontano tiranneggiava il paese. Il quale col favore delle tenebre veniva taglieggiato non solo, ma obbligato a comprarsi la servitù a furia d'umiliazioni, ed a scapito di dignità e d'indipendenza.

Avanti però d'internarsi nell'argomento che prendiamo a svolgere con la debita concisione ed imparzialità, fa d'uopo chiaramente determinare quali argini legali intendesse inalzare la principessa Anna

Maria Luisa de' Medici per tentar d' impedire le sconfinate e proverbiali cupidigie degli Austriaci. Ciocchè per avventura viene a resultare fino all' ultima evidenza da un solenne documento, o *patto di famiglia*, che quantunque già da lunga pezza noto al pubblico, pur tuttavia a noi giova di riprodurlo, qual pietra angolare de' ragionamenti e conclusioni che ne discendono.

Non è questo il luogo di fermarsi a tratteggiare il carattere morale di detta Principessa vedova dell' Elettor Palatino del Reno: avvertiremo semplicemente, che come ultima discendente della stirpe granducale, se non lo scettro, almeno i beni avìti, secondo le regole del diritto comune, a lei si pervenivano, dopo la morte del fratello. Ma vi pretendeva Giuseppe de' Medici principe d' Ottajano; vi pretendeva l' infante don Carlo di Spagna re di Napoli; vi pretendeva il novello granduca Francesco II. Ma in realtà que' beni, troppo male appellati *allodiali*, spettavano esclusivamente alla Finanza pubblica, perchè allorquando i Medici pervennero ad afferrare la sovranità, eran poveri; perchè anche prima d'arrivarvi si servirono de' danari del pubblico per soverchiarlo; perchè durante la loro dominazione procacciarono d' impinguarsi confiscando le ricchezze de' privati, ed impoverendo lo Stato.

Quindi se grande era la massa de' beni territoriali, molti i palazzi e le ville di diporto, estesi i giardini ed i parchi, destinati a deliziare e trastullare i principi, sontuose le suppellettili, numerosi e splendidissimi i monumenti delle Arti e delle Scienze, dall'altra parte era enormissima la cifra de' debiti pubblici creati dall' improvvidenze e scialacqui Medicei,

durante la loro troppo lunga ed infausta dominazione. La storia del malgoverno di quei regnanti, sebbene in gran parte sia consegnata in molti libri, pur nondimeno non è ancora decifrata abbastanza; nè noi vogliamo adesso riandarla, perchè riuscirebbe cosa troppo lunga, e forse inopportuna.

Laonde ci limiteremo a far risaltare, come in fondo al quadro di tanti mali apparisca il raro spirito di patrio amore e di giustizia, che guidò la summenzionata Principessa Elettrice a voler che fosse reso allo Stato ciò che era dello Stato. Appena morto il fratello, ella offerse al successore un plausibile accomodamento (1). Ed in questo troviamo ugualmente commendabile il granduca Francesco, quando seco lei convenne e stipulò quell'atto che rimesse nel dominio della Nazione proprietà usurpatele col favore della forza ammantata da fallace splendore, cioè di quello splendore che si vuol concentrato in un sol punto per tenere interi popoli nell'oscurità (2).

Con apposita Convenzione, la prefata Principessa convenne dunque di cedergli, per sè e successori suoi nel Granducato, tutti i beni stabili detti *allodiali* appartenuti alla sua famiglia, di qualunque natura si fossero, ed in qualunque luogo situati, fuori o dentro Toscana. Nel modo medesimo ella quindi cedè e tra-

(1) Al n° I del *Sommario* vien inserita la *lettera* scritta dall'Elettrice a Francesco II dopo la morte di Gio. Gastone, coll'annesse *proposizioni* al n° II, dalle quali resulta quanto ell'avesse a cuore la tutela degl'interessi toscani nei suoi monumenti; ed al n° III è collocata la *responsiva* di detto Granduca.

(2) La *Convenzione* o *patto di famiglia* fra la principessa Anna Maria Luisa de' Medici ed il granduca Francesco II, fu pubblicata dal Galluzzi in fondo alla sua *Storia del Granducato;* nonostante importa a noi di riprodurla nel *Sommario* al n° IV.

sferì in lui, sempre con la clausola per sè e successori suoi, il dominio di tutti i mobili, effetti e rarità provenienti dall' eredità di suo fratello Gio. Gastone, come gallerie, quadri, statue, biblioteche, gioje ed altre cose preziose. Ed il Granduca s' obbligò a conservare tutto quanto, accettando l' espressa condizione, che delle cose destinate ad ornamento dello Stato, e ad utilità pubblica, nulla mai potesse esser rimosso o trasportato fuori della capitale e dello Stato. Contrasse inoltre l' obbligazione di caricarsi di tutti i debiti fatti dalla Casa Medici fino a quel giorno, nonostante che sorpassassero il valore de' beni e degli oggetti ad esso trasferiti e ceduti nella sua semplice qualità di sovrano della Toscana, e non altrimenti. S'obbligò in fine di mantenere il credito de' fondi pubblici.

E qui è forza esclamare: che se da un lato venne spiegata molta premura per impedire che fosse abusato delle sostanze dello Stato, e degli oggetti destinati a sostenere il decoro nazionale, dall' altro canto fu di mestieri che la Toscana ricomprasse a ben alto prezzo le cose che la cessata dinastia avevale poco a poco carpite, confondendo in sè la Nazione. Dicemmo la Toscana e non il Granduca, perchè Francesco II stipulava per sè e successori suoi nella rappresentanza sovrana, e non in qualità di privato. E ciò è tanto vero, che i beni ed i debiti Medicei, sin da quel momento persero qualsivoglia apparente qualità o quesito colore d' *allodiali*, e divennero *demaniali*, o sia proprietà attive, e respettivamente passive della Finanza pubblica.

Oltre di che, in un articolo segreto annesso alla Convenzione segnata in Vienna il 31 d' ottobre del

1737 rimase stabilito, che i beni situati fuori di Toscana, pervenuti in Casa Medici per ragioni ereditarie di femmine, e sottoposti a vincoli fidecommissari, qualora piacesse al Granduca d' alienarli anche prima della morte della Principessa contraente, fosse fatto in di lei nome, colla condizione che il retratto prezzo venisse cautamente rinvestito nel Granducato a vantaggio dello Stato, ed in garanzia della massa de' creditori del patrimonio ceduto. Fu adottato tal sistema ond' evitare i reclami delle corti di Napoli e di Madrid, sempre abbastanza influenti ad inquietare il Granduca nella vendita de' beni medesimi, se fossesi eseguita a suo conto. Nulladimeno, abbenchè da poco tempo investito della sovranità della Toscana, pur egli covava in petto pensieri rivolti a disporre delle sostanze pubbliche a proprio comodo ed utilità. La qual cosa non ignorava forse l' Elettrice; per cui tentò di mettervi de' ripari, che niente valgono ove manca la buonafede, o i bisogni sono troppo imperiosi e soverchianti.

Al momento che il già duca di Lorena ascese sul trono toscano, vennegli a mancare l' assegnamento pagatogli dalla Francia in compenso dell' estorta cessione. Dimorava è vero alla corte di Vienna con la sposa, ma le Finanze imperiali versavano nelle maggiori strettezze; laonde per conto proprio e del suocero egli provava urgenti necessità d' escogitar mezzi per far danari a qualunque costo. Era generale la fama in Europa, ed assai maggior del vero, rispetto all' opulenza de' Medici, ed alla quantità del numerario esistente nel Granducato. Le quali esagerazioni venivano credute a Vienna più che in qualunque altro luogo, giacchè là i bisogni erano arrivati al massimo

grado. Dicemmo esagerazioni, perchè non è mai ricco chi ha più debiti che sostanze, e le antiche ricchezze de' mercanti toscani eransi tutte consumate, disperse, insterilite, per colpa principalmente della nefanda politica Medicea.

Circa a 14,000,000 di scudi ammontavano i debiti creati dalla scioperatezza di una corte divenuta asilo di nani, di buffoni, di prostitute e di *ruspanti*; mentre i beni mobili ed immobili, che in virtù della sopraenunciata Convenzione acquistarono le vere e proprie qualità di *demaniali*, rimanevano di gran lunga al disotto. Imperciocchè il Principe successore non avrebbe in verun modo potuto disporne, altro che a vantaggio e benefizio dello Stato, e non mai a vantaggio e benefizio proprio. Tanto meno poi avrebbe potuto e dovuto farne distrazione a comodo di corti straniere, quale appunto si era quella di Vienna, stata sempre osteggiante le sorti e le libertà dell' invidiata Toscana.

Il cambiamento dinastico superiormente accennato, sarebbe potuto a lei riuscire propizievole, qualora il novello Granduca avesse riseduto tra i sudditi, e non fosse stato vincolato di parentela colla corte più interessata a deprimere e dilaniare le provincie italiane da essa influenzate. Tosto che le guarnigioni tedesche sottentrarono alle spagnuole nelle piazze militari del Granducato, mostraronsi avidissime di carpire tutte quelle cose, di cui più penuriavano nelle sterili lande native. E se nei primi tempi esse furono continenti, ciò essenzialmente dipese dalla grandissima cura che avevano i comandanti, di non disturbare d' avvantaggio il morente Gio. Gastone. Ma appena egli fu trapassato, ed i maggiori im-

pieghi governativi invasi da uno sciame di famelici Lorenesi, le intemperanze soldatesche non ebbero più freno, perchè la lontananza del sovrano favoriva le cupidigie civili e militari, quantunque il principe di Craon ed il conte di Richecourt fossero onesti e discreti gentiluomini.

Gran disordine regnava è vero nelle pubbliche faccende, ed estrema corruttela fra le creature dell'estinto monarca, che la sua morte in qualche modo potè arrestare, senza peraltro dar termine a' disastri dello Stato; essendochè altre piaghe politiche e finanziere, d' indole e natura assai perniciosa, venissero allora ad insorgere. Le quali poco a poco andarono crescendo, ed incancrenirono talmente, da intaccare e minacciare l' esistenza autonomica del paese medesimo; siccome speriamo che sarà completamente dimostrato da queste *Memorie*, che sotto un punto di vista possono riguardarsi il supplemento d' altri libri storici già dati alle stampe (4).

Le avversioni in altri tempi incontrate nel fare le relative ricerche in Archivj, che avrebbero dovuto esser pubblici, mentre tenevansi in certo tal qual modo segreti, ci pose allora in difetto di quanto adesso è venuto in nostra facoltà di vedere, d' esaminare e di stampare. Laonde abbiamo di buona voglia assuntò l' incarico di raccogliere e pubblicare questi *documenti*, validissimi a porre in evidenza i danni economici e politici indotti dalla corte d' Austria alla Toscana, a cagione delle subalterne relazioni del

(4) Vogliamo qui alludere alla *Storia Civile*, che per affinità di materia dovremo frequentemente citare in queste *Memorie*, e non per verun sentimento di quella vanità da cui siamo affatto alieni.

suo governo con la corte medesima. La qual compilazione accompagnata da analoghe avvertenze e disquisizioni, equivale ad una particolare istoria delle smodate ingerenze arrogatesi dal gabinetto imperiale nei negozi interni ed esterni di uno Stato, a cui talvolta si son perfino negate le apparenze della legittima indipendenza, abbenchè incontestabile per origine, e per universale sanzione di antichi e moderni trattati. In altri termini, le sunnotate ingerenze dal 1737 in poi, possono qualificarsi un intreccio continuato di più o men coperte prepotenze, arbitrii, spogliazioni e rapine del forte sul debole.

Stimiamo quindi far opra di collettore diligente e coscienzioso dando ora fuori quanto altra fiata ci venne impedito, e di compier atto di buon cittadino portando a pubblica cognizione i modi usati dall'Austria in tutti i periodi della dominazione Lorenese in Toscana, per arrivare a' suoi fini. E così viene a rendersi viepiù palese la timida e passiva condotta osservata dall'amministrazione granducale dirimpetto alla perpetua nostra conculcatrice, e la connivenza da essa con lei avuta nell'oppressione de' popoli soggetti. E poichè i documenti che di ciò fanno prova, adesso esibiti all'esame delle persone intelligenti e spassionate, cantano di per sè stessi abbastanza chiaro, così abbiamo risoluto d'associare la brevità alla temperanza, rilasciandone totalmente l'apprezzamento giuridico agli uomini più versati e competenti nel diritto internazionale. Di maniera che ci siamo trattenuti soltanto in quei particolari in cui più è apparso il bisogno di speciali schiarimenti, per rannodare le disposizioni da essi resultanti, coll'andamento generale della storia politica e finanziera della Toscana.

Volemmo pertanto divise queste *Memorie* in quattro parti, quanti furono i principi Lorenesi che quivi regnarono, e nella disposizione de' *documenti* si è adottato l' ordine metodico. Nel solenne e memorabile istante in cui gli stanziamenti già presi dall' Assemblea de' Rappresentanti le popolazioni toscane vanno ad esser sottoposti al gradimento delle grandi potenze d' Europa, la compilazione che adesso ci facciamo pregio di sottomettere agli uomini di Stato, ed al giudizio de' lettori qualunque, non può restare senza effetto; segnatamente appo coloro che son chiamati ad influire sulle future sorti *del bel paese là dove il sì suona.* Dio e gli uomini possano alfine aver benigno riguardo alle lunghe aspirazioni della classica terra italiana, restituendole quella indipendenza cui hanno diritto tutti i popoli di una medesima lingua, e che dall' Austria fu tolta in specie alla Toscana, prevalendosi della comunanza di stirpe. Donde principalmente ne è proceduto, che i guai politici ed economici indotti da tal comunanza, hanno sorpassato di gran lunga le migliorie civili operate nell' interno, ed hanno cagionato il repudio di essa avvenuto per generale consentimento de' popoli.

PARTE PRIMA

(REGNANTE FRANCESCO II DI LORENA)

---

§ I. *Donativi o tributi straordinarii richiesti da Vienna alla Toscana in tempi diversi.*
» II. *Distrazione delle gioje della Corona granducale a benefizio della corte imperiale.*
» III. *Vendita de' beni demaniali situati fuori di Toscana a pro del Principe.*
» IV. *Le Comunità del Granducato costrette affrancarsi dal servizio militare in Germania sborsando danari.*
» V. *Sconcerti economici e politici derivati alla Toscana dalla residenza del Sovrano a Vienna.*

§ I.

Non appena fu stipulato il *patto di famiglia* testè avvertito, le cupidità di cui già facemmo menzione audacemente spiegarono le loro veementi tendenze ad assorbire tutto quanto facea parte della vasta eredità medicea. Se non che vi era framezzo la Principessa Elettrice, la quale con grandi occhi vegliava alla conservazione del retaggio avìto: vi si opponeva la suddetta Convenzione troppo di fresco accettata e firmata dall'istesso Granduca. Oltre di che vi repugnava il sentimento pubblico, e la coscienza d'alcuni ministri dell'estinto sovrano rimasti sempre in carica. Ma Francesco II trovavasi nella più grande urgenza di cavar danari

dalla Toscana, onde risolse di farlo, senza troppo curarsi della delicatezza de' mezzi all' uopo adattati.

Imperciocchè, quantunque egli fosse un assai mediocre militare, pur nondimeno l' imperator Carlo VI suo suocero lo aveva elevato al grado di supremo condottiero dell' esercito cesareo nella guerra vertente colla Porta Ottomanna, onde compiacere alla *setta gesuitica* molto influente in corte, ed assai male impressionata de' più esperti generali imperiali di religione eterodossa (1). Tal ufficio pose il Granduca nella situazione d' assumere vistose spese nel suo particolare, all' oggetto di piacer sempre più all' Imperatore, le cui Finanze erano affatto esauste. La successione alla dignità imperiale doveva esserne il premio, e perciò non ebbesi renitenza a sottomettere il Granducato ad ingiusti balzelli, a riprovevoli estorsioni, ad esorbitanti gravezze. Francesco di Lorena non conosceva il nuovo Stato che per fama, la quale glielo aveva dipinto con colori esagerati; quindi fu facile a cedere all' ingorde insinuazioni de' ministri imperiali, apparecchiati da lunga mano a volerne ritrarre i maggiori profitti possibili, ed a qualunque costo.

Laonde importa ora chiaramente e nettamente determinare qual fosse il vero stato economico del paese a detta epoca. La sterminata opulenza degli antichi Pisani, de' Senesi e de' Fiorentini, abbenchè non sia una favola, era però svanita con l' esistenza politica de' Comuni, e sol ne restavano pallide vestigie sui pubblici edifizj, e nei capolavori delle Arti, delle Scienze e delle Lettere. Infatti, le industrie manifatturiere ed i traffici interni, fonti d'immensi guadagni negli andati secoli,

(1) Il Coxe ed il Compagnoni nelle respettive Storie della Casa d'Austria fanno di ciò ampia testimonianza.

non rimanevano che nominalmente. I commerci esterni consistevano in merè rimembranze, ed il desiderio della loro riattivazione compariva un vano pensiero di mente losca ed inferma. Livorno era più un ampio e comodo scalo, un sicuro magazzino alle merci degli speculatori di tutte le nazioni, che un mercato attivo ed utile pe' Toscani. Le pessime leggi economiche ed amministrative allora vigenti, pare che fossero fatte a bella posta per impedire la diffusione delle ricchezze circolanti in quella piazza. Esse avevano aperta la via del mare, mentre trovavano chiusa quella di terra, mediante barriere inalzate dalle improvvidenze legali.

Giaceva l'Agricoltura in balìa di rozze ed empiriche pratiche, ed i suoi prodotti non bastavano di gran lunga ad alimentare la popolazione, quantunque scarsa e naturalmente sobria. Attesa la malsanía dell'aria, i terreni più feraci languivano nello squallore: la Maremma, la pianura pisana, le valli della Nievole e della Chiana, offrivano l'aspetto di lande quasi deserte e micidiali. Le imposte non erano suscettibili d'accrescimenti, senza manifesto pericolo di suscitare clamori e scompigli, e con poca o nessuna speranza d'esigerle. Dall'altra parte i debiti accollati all'Erario, assorbivano i migliori proventi, ed i beni di suolo correspettivamente divenuti *demaniali*, davano incerti ed insignificanti frutti. Gli oggetti destinati a formare il glorioso patrimonio della nazione, esigevano eziandio non lievi somme per la loro manutenzione e conservazione. Il macchinismo governativo assorbiva parte notabile delle pubbliche risorse prima che arrivassero in cassa: i Lorenesi ne succhiavano una ragguardevole porzione.

A fronte di tutto ciò essendo il monarca ogni momento più pressato dai crescenti bisogni proprii e della

corte di Vienna, colla quale aveva omai accomunate le sorti, non potè resistere alla tentazione di procacciarsi numerario dalla Toscana. Il suo avvenimento al trono granducale volle che fosse inaugurato con un *donativo gratuito* di scudi 300,000, o sia franchi 1,764,000, somma stanziata dal Senato de' XLVIII (1). Però il conte Emanuele di Richecourt lorenese, anima del nuovo governo, ed il senator Carlo Ginori fiorentino, che ambiva d'entrare nelle grazie della corte austriaca, mestarono assai per ottenere dal Senato una deliberazione cotanto gravosa ed intempestiva per le popolazioni (2); e forse essi medesimi ne furono i proponenti.

Questo *donativo* venne sostanzialmente a risolversi in una vera imposizione straordinaria, destinata a sovvenire il Principe nei suoi privati emergenti affatto estranei al paese. Egli peraltro seppe ben colorire le sue cupidità con una finzione, e per meglio velarla alcuni senatori rimasero incaricati del reparto e distribuzione dell'im-

(1) Non è stato possibile di rintracciare il relativo *partito del Senato*, conforme resulta dal *certificato* qui annesso:

« Fra le Deliberazioni e Decreti del Senato Fiorentino non esiste « sotto il suo proprio giorno quello che dicesi fatto a' 27 di gennaio 1737 « (stile fiorentino) circa al donativo di Trecentomila scudi al Granduca « Francesco di Lorena.

« Li 22 Settembre 1859.

« Gaetano Milanesi
« Direttore della Sezione I^a della Divisione III^a
« dell'Archivio Centrale di Stato

« Dalla Soprintendenza Generale agli Archivj dello Stato
« li 8 Ottobre 1859.

« Il Segretario
« C. Guasti.

(2) Le *lettere* di Francesco II al conte di Richecourt ed al senator Ginori, e l'ordinanza al Senato de' XLVIII, vengono prodotte al n° V de' documenti.

posta sopra tutti i popoli del Granducato (1). In mezzo alla povertà generale, la sola casta clericale poteva dirsi doviziosamente provvista; nonostante ell'avrebbe voluto sottrarsi al pagamento della sua quota; ma poi pagò per non mettersi così sulle prime in urto col novello sovrano (2). Il quale indi a poco, con uno spirito tutto fiscale, comandò alla Reggenza d'introdurre in Toscana il *Giuoco del Lotto*, con severe prammatiche repulso dai Medici, e sull'esordire dagli stessi suoi luogotenenti ampliate e confermate (3).

Dopo 22 anni, cioè nel 1760, venne pur sollecitato, anzi richiesto da Vienna, un altro *donativo gratuito* in occasione del matrimonio dell'arciduca Giuseppe, figlio primogenito dell'Imperator-Granduca, coll'infanta Isabella Luisa di Parma. Tal richiesta fu appoggiata ad un falso supposto, vale a dire, che in simili casi avesse similmente praticato la cessata dinastia. Un solo esempio potevasi addurre di danari regolarmente dati dallo Stato alla corte medicea per nozze; e ciò accadde quando Cosimo III impalmò la bella quanto stravagante principessa Margherita d'Orleans. Quei danari furono di spontaneo moto offerti e stanziati dal Senato, unico, vero e legittimo rappresentante la sovranità costituzionale del Popolo e Stato di Firenze. Imperciocchè un tal atto potè allora esser intitolato *donativo*, denomi-

(1) Negli *editti* allora emanati fu preso a pretesto il debito contratto pel mantenimento delle truppe spagnuole che avevano stanziato nel Granducato prima che arrivassero le guarnigioni tedesche, le quali vivevano interamente a carico dell'Erario granducale.

(2) Quali e quante fossero le ricchezze del chiericato toscano a detta epoca può vedersi alla pagina 170 del tomo I della citata *Storia Civile*.

(3) Della proibizione, come della introduzione del *Giuoco del Lotto* in Toscana, già dicemmo abbastanza alla pag. 172 e 206 del detto tomo I della *Storia Civile*.

nazione affatto impropria nel caso in discorso, che pertanto è da riguardarsi un *balzello* bell'e buono.

E tanto più dee considerarsi in quest'aspetto, in quanto che il Senato Fiorentino, nemmen venne chiamato a darvi la sua sanzione (1); la qual cosa induce a credere, che se fosse stato consultato non vi avrebbe acconsentito. La determinazione del *balzello* fu riposta in arbitrio del Consiglio di Reggenza, il quale conoscendo perfettamente le deplorabili condizioni in cui versava la Toscana, risolse di limitarlo a scudi 100,000, corrispondenti a franchi 588,000. Tutti i cittadini laici colpiti dal *balzello* medesimo, quantunque se ne dolessero, pur si disposero a rassegnarvisi; ma gli ecclesiastici, e tra questi i più ricchi, vi repugnarono apertamente. I prelati più rissosi vollero profittarne per fomentare discordie e scandali fra la Santa Sede e la potestà temporale; alla fine però dovettero ritirarsi dalla contesa, rimettendovi assai di riputazione e d'interesse.

Avvegnadiochè la saggia fermezza del celeberrimo senator Giulio Rucellai facesse sì che venisse consacrata una volta per sempre la massima, come gli ecclesiastici siano tenuti alla compartecipazione de' pesi pubblici gravitanti sulla generalità de' cittadini (2). Laonde, mentre il *balzello* riusciva da una parte eccessivamente oneroso ed intempestivo, fortuna volle, che mercè la sapienza di un benemerito personaggio, il maleficio transitorio si convertisse in salutare e stabile beneficio per l'avvenire. Occorre peraltro notare, che a cagione delle deteriorate condizioni economiche del paese

(1) Il preteso *donativo* venne effettivamente imposto, conforme resulta dal documento riportato al n° VI.

(2) Di ciò è data piena contezza alla pagina 378 e seg. del tomo I della *Storia Civile*.

in questo frattempo, scadute fino al punto da mancare il danaro per le più minute contrattazioni, 100,000 scudi nel 1760 apportaron assai maggior disastro che i 300,000 somministrati nel 1738, siccome verrà esposto più innanzi.

§ II.

Da antico tempo godevano molta rinomanza in Europa le gioje della corte medicea, generalmente appellate della Corona (1). Tal rinomanza era giustificata non solo dalla quantità, ma pur anche dalla loro rara bellezza. I Medici le avevano comprate co' danari dello Stato, in varie guise appropriatisi, e perciò la detta qualifica convenivale esattamente. Ad ogni modo eran esse comprese nel *patto di famiglia* o Convenzione del 1737, e per conseguenza la loro essenza demaniale era stata canonizzata a tutti gli effetti, onde non potevano esser trasportate fuori di Toscana, nè in veruna maniera distrutte o alienate. Quando il granduca Francesco, nel 1739, accompagnato da Maria Teresa e dal principe Carlo, si recò a visitare il Granducato, queste gioje, col consenso dell' Elettrice, furono da essi adoprate; e probabilmente sin d'allora venne concepito l'avido pensiero d'invertirne l' uso patteggiato con la summenzionata Principessa.

(1) Nella *Cronaca* del Settimanni si legge, che alla morte di Cosimo II avvenuta nel 1621 le gioje ed altre pietre preziose della Casa Medicea erano tali e tante, che furono stimate scudi 1,645,475. 1. 13. 4 corrispondenti a franchi 9,675,394 : 40. Un rubino acquistato da Cosimo I nel 1548 per scudi 15,500, pari a franchi 91,140, ed il famoso brillante venduto dai gesuiti a Ferdinando I nel 1601, per la somma di scudi 35,500, o sia franchi 208,740, figuravano in capo di lista.

Già sin dall'anno avanti aveva il Granduca rivolta la sua attenzione alla suppellettile Medicea, siccome resulta dal seguente dispaccio inviato al Consiglio di Reg-
« genza: « Nous supposons que de Nos meubles et ef-
« fets qu'on a fourni à la Serenissime Electrice il en
« aura été fait un inventaire exact; s'il ne l'est pas,
« vous le ferez faire incessament; et comme par la
« convention entre Nous et la d.e Serenissime Electrice,
« *non seulement les choses précieuses, mais aussi tous les*
« *Bijoux, et autres effets de la succession du fêu le Gran-*
« *Duc Nôtre Prédecesseur nous appartiennent*, Nous ne
« doutons pas qu'il n'en ait aussi été dressé un inven-
« taire fidele: Vous nous l'enverrez, et vous nous man-
« derez en même temps à la garde de qui on a confiè
« les-dits Bijoux et effets pour que Nous sachions qui
« en est responsable (1). » È falso però il supposto, che per la Convenzione del 1737 gli oggetti preziosi, le gioje e gli altri effetti costituenti l'eredità de' granduchi predecessori, fossero passati in proprietà del successore, al quale spettava unicamente l'uso, conforme è assai nettamente espresso nella Convenzione medesima. Ma una tale interpetrazione andava troppo a genio di Francesco II e del gabinetto imperiale, per non essere che carezzata ed accolta.

A dì 20 ottobre 1740 venuto a morte l'imperator Carlo VI, lasciò la figlia ed il genero nei più grandi imbarazzi politici e finanzieri; per cui le gioje di Toscana, rimaste assai ben scolpite nella loro memoria, principiarono a destare cocenti appetiti, ugualmente che i beni stabili demaniali situati in Francia. Col loro importa-

(1) Questo *dispaccio* trovasi nell'Archivio della Reggenza, tomo I, ec. a carte 161, anno 1738.

re volevansi ristorare l'esauste casse di Vienna, cosa che già s'era incominciato a fare fondendo le argenterie medicee, appena morto Gio. Gastone, per convertirle in moneta onde servirsene oltralpe (1). Quindi le spogliazioni datano da un'epoca molto prossima alla conchiusione del *patto di famiglia*, violato appena stipulato, ad onta di tutte le premure e della sorveglianza poste in opra dall'Elettrice perchè venisse rispettato.

Ma la strepitosa guerra silesiaca con Federigo di Prussia ardendo sempre più, e per conseguenza facendosi maggiori i bisogni della corte cesarea, essa decise di fare un tentativo diretto sull'animo pertinace dell'Elettrice. Francesco e Maria Teresa istantemente pregarono la sunnominata Principessa di aderire alle loro richieste; ma ella si mantenne inflessibile (2). Laonde, senza obliare le forme volute dalla civiltà, all'uno ed all'altra fece chiaramente intendere, che quanto trovavasi disposta a trattare per la vendita de'beni di Francia, altrettanto irremovibile ella era sull'articolo delle gioje (3). Infatti ella seppe resistere alle calde insinuazioni avanzatele a nome del Granduca dal senator Carlo Ginori di consegnargli le dette gioje per trovarvi sopra danari in prestanza, e seppe resistervi quantunque venissero anco impiegati i buoni ufficj del marchese Carlo Rinuccini suo intimo confidente (4).

Per non irritarla di soverchio (giacchè si mirava anche alla sua privata eredità), parve per un momento che la corte di Vienna desistesse da tale improntitudi-

(1) Vedi il documento IX.
(2) Vedi i documenti VII, VIII.
(3) Vedi i documenti IX e X.
(4) Vedi i documenti XI, XII, XIII e XIV.

ne (1). Se non che di momento in momento rendendosi viepiù incalzanti le urgenze pecuniarie, venne risoluto di chiedere nuovamente quelle gioje tenute in custodia dalla Principessa medesima, e la chiesta venne accompagnata con apparato di forza coercitiva. Il Sergente Maggiore della Guardia del Corpo, ed il Tenente della Guardia Svizzera, nell' atto di presentarle una lettera del Granduca, bruscamente le intimarono di rimettere le gioje nelle loro mani: però la sua costanza non venne meno (2). Fallito anche questo indegno strattagemma, che mentre offendeva le suscettibilità e le ragioni di una vecchia signora, ledeva pure i diritti del pubblico, non restava che di usare la forza effettiva. Ma l'Elettrice, dopo d' aver recisamente negato d' aderire a disoneste istanze, ne portò addirittura aperte lagnanze al Granduca, il quale accertatosi di non poterla smuovere da'suoi propositi, procacciò di scusarsi alla meglio, per attendere l'istante della di lei morte ond' arrivare al suo intento (3). Prese quindi a querelarsene col principe di Craon e col marchese di Stainville, accagionando il Rinuccini della vociferazione di un fatto, di cui peraltro tutta sua era la colpa e la vergogna (4).

Grave d' anni e d' acciacchi cessò la Principessa di vivere il 18 febbrajo 1743, e se qualche compianto ella portò con sè nel sepolcro, dipese unicamente dal fastidio derivato dalla signoria straniera sottentrata alla nazionale. Non andò guari che le improntitudini austriache poterono esser allora soddisfatte senza contrasto. Era la

(1) Vedi i documenti XV e XVI.
(2) Vedi il documento XVII.
(3) Vedi i documenti XVIII e XIX.
(4) Vedi i documenti XX e XXI.

Reggenza composta d'uomini onesti e dabbene; nonostante uniformaronsi prontamente a' sovrani voleri, in quanto che i ministri consiglieri nelle monarchie assolute, massime in quella austriaca, non son altro che i primi cortigiani ed esecutori de' comandi sovrani. Rade volte possono trattenere le prave intenzioni del monarca, ed insinuare il bene, quando è in contradizione con i suoi interessi e vedute. Il *Senato Fiorentino* ed il *Concistoro Senese*, erano i soli due corpi politici che avrebbero potuto far opposizione alle spogliazioni austriache, ma spossati nell'ozio non erano altrimenti in grado di farvi testa. La loro esistenza era più nominale che reale; dell' antico conservavano le semplici apparenze. Per giunta la Convenzione del 1737 non era stata loro comunicata, nè pubblicata.

Imperciocchè fu cosa molto agevole al Granduca di farsi mandare a Vienna dette gioje, le quali non tornarono mai più in Toscana, neppur quando la corte tornò a risedere a Firenze; o almeno se in parte ricomparvero colla venuta di Leopoldo I, di bel nuovo disparvero al suo ritorno in Germania. Rimangono soltanto nei nostri Archivj gl' inventarii e le stime, le quali sebben basate su dati molto inferiori al loro vero valore, nulladimeno ne fanno ascendere il prezzo alla cospicua somma di scudi 300,000, corrispondente a franchi 1,764,000 (1). Nè le spogliazioni s' arrestarono a questo segno; anzi da quindi in poi aumentarono a passi di gigante, perchè l'Austria, com'era sconfinata nei suoi bisogni, così neppur conosceva limiti nell' appropriarsi le sostanze altrui.

(1) Al n° XXII de' documenti inserti nell' annesso *Sommario* può vedersi l'*Inventario* solenne delle gioje dello Stato di Toscana, ed a suo luogo verrà trattato della stima allora fattane.

Sempre guidata la Principessa Elettrice da un profondo sentimento d'affezione per la Toscana, e nel tempo stesso piena di benevolenza per Francesco II, giunse perfino ad istituirlo erede universale di tutti i suoi beni e delle facoltà particolari, sottoponendo peraltro le gioje e gli oggetti rari e preziosi alle medesime condizioni stabilite nella più volte citata Convenzione del 1737 (1). Quindi al sovrano *pro tempore* l'uso, allo Stato la proprietà, conforme il Granduca istesso aveva consentito lei vivente (2). Però simile accordo non incontrò miglior sorte del precedente, siccome era da prevedersi. Alcuni degli oggetti ereditarii più rimarcabili furon trasportati a Vienna, e dopo adempiti i legati speciali, ogni rimanente fu venduto per rinfrescar lo scrigno privato del Principe (3). Quei resti patrimoniali ascesero alla non indifferente somma di scudi 180,359 o sia franchi 1,060,510: 92, mentre alla Finanza toscana rimanevano gli oneri da detta eredità discendenti (4).

Il perchè la volontà della defunta venne ad essere manifestamente defraudata, e lo Stato aggravato di pesi che non lo riguardavano. Ma la rigorosa giustizia esige che di ciò si tenga esatto conto per contrapporgli e farne compensazione co' crediti messi in campo dalla Casa Loreno-Austriaca contro la Finanza toscana in tempi a noi più vicini, de' quali ci dovremo occupare nel tratto

(1) Vedi la *particola del testamento* dell'Elettrice relativa alle sue gioje particolari inserita al n° XXIII de' documenti del *Sommario*.

(2) Vedi al n° XXIV la *particola* della lettera indirizzata dall'Elettrice al granduca Francesco II per renderlo inteso delle sue disposizioni testamentarie.

(3) Le *note* autentiche degli oggetti preziosi trasportati a Vienna possono esaminarsi sotto i n^{i} XXV, XXVI e XXVII del *Sommario*.

(4) Delle somme ritratte dall'eredità dell'Elettrice sarà tenuto discorso più innanzi.

successivo. In quanto a'due *donativi gratuiti*, essendochè essi vadano a risolversi in veri e proprii *balzelli*, crediamo che nulla vi sia da ripetere, tranne che le resultanze del fatto istorico denotante l'astuta finezza impiegata dall'Austria per arrivare a'suoi intenti venali. Il valore peraltro delle due sopraenunciate partite di gioje, senza porre a calcolo gli oggetti di cui s'ignora la stima, fa debito sicuramente a chi osa vantare crediti provenienti dai medesimi antenati. E siccome questi oggetti eran per sè stessi infruttiferi, ed in precedenza dichiarati inalienabili, crediamo ragionevole di portarne avanti il capitale soltanto, e non i frutti, abbenchè fossevi luogo a ripetergli, per quella parte almeno di gioje che furon vendute, o in altro modo alienate e distratte. Però il loro valore determinato dalle stime, quando non siano restituite in natura, farà sempre debito a'successori di chi cotanto ingiustamente osò d'appropriarsele.

Nè qui s'arrestarono le indebite appropriazioni della corte di Vienna, la quale anzi di giorno in giorno escogitava nuovi strattagemmi per far giuocare la comunanza di rapporti e d'interessi tra il Granduca e la Sovrana degli Stati ereditarii austriaci, ond'effettuare nuove spogliazioni in Toscana. Di maniera che le richieste di danari alla Reggenza per parte di Francesco II erano incessanti (1); ed ancor quando questi mancavano, arrivossi perfino a pretendere che si creassero nuovi debiti, adducendo ad esempio le mal'opre degli antecessori (2). Nel tempo medesimo andavasi maturando più vasti disegni per espropriare ed impoverire un innocente paese, che la corte imperiale trattava con la cruda inesorabilità ed avarizia di un ingordo e sdegnato

(1) Vedi il documento XXVIII.
(2) Vedasi i documenti XXIX, XXX, XXXI.

conquistatore. Gli atti stessi emanati dal gabinetto cesareo sono abbastanza espliciti, perchè vi sia bisogno di farvi sopra ulteriori chiose e commenti.

§ III.

Senza internarsi d'avvantaggio sul tema degli oggetti preziosi inalienabili ed inamovibili dalla Toscana, illecitamente distratti e trasportati a Vienna per comandamento del granduca Francesco II a comodo di quella corte, passeremo addirittura ad enumerare quali e quanti altri capitali ritratti dalla vendita de' beni stabili, abbia lo Stato nostro scapitati a cagione delle improntitudini austriache. Conciossiachè la cifra di questi capitali sia veramente enorme di fronte ad un piccolo paese ridotto in povertà, ed oppresso dai debiti, per colpa di quei medesimi che almeno gli trasmessero i detti oggetti e beni, in compenso del mal tolto, ed in una certa tal qual correspettività de' nuovi oneri.

Regnante il prenominato sovrano l'amministrazione del Granducato restò è vero separata da quella dell'Impero; nientedimeno tutte volte a' ministri cesarei piaceva d'intingere negli averi del primo a favore del secondo, lo facevano a loro posta. Su ciò spiegavano allora, come sempre, una singolare abilità nel tirare a sè le sostanze de' piccoli stati italiani su quali potevano esercitare qualche influenza, e gli riguardavano come dipendenze obbligate a sussidiare l'erario imperiale. Dopo l'esaltazione del Granduca al soglio germanico massimamente, diportaronsi con la Toscana da sitibonde sanguisughe. Ora prendevano ad eccitare la naturale avidità del monarca con fargli credere, che l'eredità medicea fosse di sua privata pertinenza, e tal'altra procacciavano di regolarne

le decisioni con anticipate suggestioni, ancor quando si trovavano in conflitto col Consiglio di Reggenza.

Sin da' primordii ell' aveva ravvisato la convenienza d' alienare i latifondi demaniali interni, perchè poco produttivi, a cagione di trascurata cultura e di pessima amministrazione. Ma la vendita non incontrò favore, sebbene i compratori venissero perfino allettati con titoli *marchionali e comitali*, ed il prezzo dovesse esser erogato nel dimetter *Luoghi di Monte* (1). Le idee speculative su' fondi rustici a quella età eran ben poco avanzate, mentre il timore di possibili evizioni per parte de' diversi pretendenti alla successione medicea, tratteneva i capitalisti da voltare il pensiero a simili compre. Di maniera che i latifondi demaniali situati nel Granducato rimasero in gran parte invenduti.

In diverso modo procedèrono le cose rispetto a' beni similmente demaniali sparsi all' estero. Quelli di Francia, di Roma e d' Urbino rimasero infatti alienati, ed ugual sorte avrebbero subìta gli altri di Napoli, se non fossero stati sequestrati per ordine di Carlo III, che affacciava pretese sull' intera eredità medicea. La vendita di tutti questi stabili sarebbe stata un' eccellente misura finanziera ed amministrativa, qualora il prezzo ricavatone fossesi impiegato nell' estinzione d' altrettanta quota di debito pubblico. Ebbe luogo effettivamente la vendita, ma le somme realizzate vennero tosto inghiottite nelle fauci della corte cesarea; cosicchè le proprietà demaniali toscane andarono poco a poco a scemare, e i debiti restarono quali erano.

(1) Nella filza I, *Dispacci di Francesco II alla Reggenza*, in data del 9 maggio 1738, avvi un *rescritto* col quale viene accordato il titolo di *marchesato* o di *contea* alle possessioni dello Stato che sarebbero alienate ad acquirenti desiderosi di decorarsi con titoli feudali.

I primi beni stabili venduti furon quelli di Francia. Temevasi a Vienna che alla morte dell'Elettrice il re Luigi XV gli avrebbe fatti incamerare: quindi i molti e pressanti stimoli alla detta Principessa, acciocchè ne venisse disposto lei vivente (1). Laonde, dopo lunghe e tediose trattative, cioè nel 1742, restò compiuta la relativa contrattazione subordinata all'espresso patto del rinvestimento del prezzo in stabili o rendite poste nel Granducato (2). Ascese questo in complesso alla rilevante somma di scudi 223,000, corrispondente a franchi 1,311,240, de' quali non solamente non fu adempito il rinvestimento, ma nemmeno se ne volle mai accordare rimborso o compensazione all'erario toscano. Abbiamo invece autentiche prove che versarono a benefizio del tesoro imperiale, come nei nostri Archivj abbondano i documenti dai quali resulta la costante negativa dell'Austria ad ammettere le reclamazioni più volte avanzate in proposito (3).

Il Granduca medesimo, nel 1760, vendè al Governo pontificio il grandioso palazzo mediceo di Roma, appellato di *Madama*, per il prezzo di scudi 60,000, pari a franchi 352,800, somma ugualmente incassata dalla corte di Vienna, che osservò il comodo contegno di non accordarne veruna compensazione alla Toscana. Anche il *Casino* suburbicario, detto di *Papa Giulio*, facente parte del patrimonio mediceo, e per conseguenza divenuto

1 Vedi il documento XXXII.

2 Vedansi i documenti XXXIII, XXXIV, XXXV, XXXVI, XXXVII XXXVIII, XXXIX, XL, XLI, XLII, XLIII e XLIV, dai quali apparisce il minuto e preciso andamento delle trattative che dovettero cotanto angustiare la vecchia Principessa.

3 Questo argomento sarà opportunamente svolto e dimostrato per mezzo de' documenti che verranno prodotti in seguito, segnatamente nella *parte terza* di queste *Memorie*.

demaniale, troviamo essere stato venduto a particolare profitto dell' Imperator-Granduca. Se ne ignora peraltro il prezzo assegnatogli nel contratto, e la stima qualunque ella si fosse; laonde ci limitiamo a notarne la distrazione dalla massa delle proprietà nazionali, senza diffondersi nell' indagare, per via di congetture, il suo vero valore. Vogliamo però notare che questa massa diminuiva di giorno in giorno per colpa di chi avrebbe anzi dovuto procacciarne la conservazione, ampliazione e miglioramento.

Una più grave sottrazione le fu ancora apportata dalla corte cesarea tre anni dopo. Nel 1763 ell' adunque devenne all'alienazione delle sette grosse *tenute* o *fattorie* d' Urbino. Erano esse pervenute nei Medici pel maritaggio della principessa Vittoria della Rovere col granduca Ferdinando II, ed in virtù della Convenzione del 1737 entrarono a far parte del patrimonio demaniale. Nonostante Francesco II le vendeva alla Camera Apostolica come se gli appartenessero privativamente, e ne ritraeva il cospicuo capitale di scudi 550,000, equivalenti a franchi 3,234,000 (1). Ma poichè da antico tempo eran esse colpite da vincoli fidecommissari, la Camera Apostolica, per sua cautela e sicurezza richiese al venditore il rinvestimento del prezzo in certe tali signorie di Germania (2). La qual cosa le venne accordata; ma le signorie germaniche furon voltate in conto proprio dall'Imperator-Granduca, onde restaron sempre

(1) Queste *fattorie* con palazzi padronali ed urbani, molini ec. erano situate presso Pesaro, Sinigaglia, Castel Leone, Fossombrone, Urbino, Urbania e Poggio del Berni. Alla *fattoria* di Castel Leone vi erano annesse anche delle rendite dette giurisdizionali.

(2) Delle *signorie germaniche* verrà meglio in acconcio di trattarne più avanti.

in Casa d'Austria, ad onta che a più riprese il Governo di Firenze ne abbia avanzate delle calorose istanze a Vienna (1). Ed abbenchè questa ed altre simili reclamazioni fossero abbastanza fondate sulla giustizia e sulla ragione, non trovaron mai ascolto per parte del gabinetto imperiale, con manifesto pregiudizio della Finanza toscana, che avrebbe potuto in diverse occasioni giovarsi di sì cospicui capitali per sovvenire a' proprii bisogni, o per fare le compensazioni che di ragione.

I sopraddetti beni di Francia, di Roma e d' Urbino, indubitate proprietà dello Stato nostro, ed incontestabilmente venduti a benefizio particolare del Principe e della sua corte straniera, formano debito alla Casa Loreno-Austriaca, di cui Francesco fu stipite. E siccome quei beni per la loro intrinseca natura eran fruttiferi, così ne discende la legittima conseguenza, che le somme realizzate nei respettivi atti di vendita, debbono esser riguardate fruttifere anche da quindi in poi, ed i frutti aggiunti alla sorte, far debito agli eredi di coloro che s' appropriarono i capitali. Eccone il prospetto:

Beni di Francia in sorte .	Scudi	223,000	o sia Franchi	1,311,240.	—
Frutti al 3 % dal 1742 al 1858	»	776,040. . .	»	4,563,115.	20
Beni di Roma idem	»	60,000. . .	»	352,800.	—
Frutti idem dal 1760 al 1858	»	176,400. . .	»	1,037,232.	—
Beni d' Urbino idem	»	550,000. . .	»	3,234,000.	—
Frutti idem dal 1763 al 1858	»	1,567,500. . .	»	9,216,900.	—
	Scudi	3,352,940	Franchi	19,715,287.	20

La stessa corte d'Austria ci diede non ha guari l'esempio di ripetere i frutti scaduti da lunga serie di anni sopra capitali molto invecchiati, ed anco sindacabili nei loro titoli originarii, conforme avvertiremo in pro-

(1) Ciò resterà dimostrato in tutta la sua pienezza dai documenti che accaderà di mandare alla luce successivamente.

cesso di tempo. Il frutto del 3 per cento non può sembrare assolutamente gravoso alle discrete persone; tanto più ch'è il saggio medesimo determinato dall'Austria rispetto al credito da essa vantato e fatto valere contro la Toscana, usando una pertinacia propria della corte romana. La mitezza del saggio vien poi a risaltare maggiormente riflettendo, come non siano stati tenuti a calcolo i frutti de' frutti scaduti, i quali in sì lungo spazio di tempo pur formerebbero una significante addizione alle sopraddette cifre. Se que' beni fossero rimasti a disposizione del demanio toscano, rappresenterebbero oggidì valori per lo meno raddoppiati, a confronto di quelli allora realizzati, e le loro rendite avrebbero intanto versato a favore dello Stato, legittimo ed unico proprietario de' suddivisati fondi.

In diversi tempi aveano i Medici comprati alcuni feudi, delle terre e delle rendite pubbliche nel reame di Napoli per formarne appannaggio a' loro bastardi, i quali venuti ben presto meno, tali ricchezze ricaddero nello stipite regnante prima della sua estinzione. All'epoca del *patto di famiglia* tra l'Elettrice e Francesco II, questi fondi e capitali passarono, insieme con tutti gli altri costituenti il patrimonio mediceo, nel demanio toscano. Se non che Carlo III re delle Due Sicilie, che pretendeva aver de' diritti alla successione di Gio. Gastone, appena saputane la morte impedì al granduca Francesco di prenderne possesso. Lasciò peraltro il godimento delle rendite all'Elettrice finchè visse; poscia ordinò mettersi il tutto sotto sequestro. Vennero allora inoltrate formali protestazioni, per cui ne nacque una lunga ed animata disputa fra i gabinetti di Vienna e di Napoli (1).

(1) Vedi il documento XLV.

Non è questo il luogo adattato per internarsi nelle ragioni prodotte da ambe le parti: importa solo notare, che alla perfine la Finanza toscana rimase defraudata anche di quelle sostanze assai ragguardevoli (1). Le quali infine se furono dalla Toscana perdute, ciò dipese dallo avere un monarca attinente alla Casa d'Austria; per modo che gl' interessi del Granducato dovettero sempre piegare a quelli dell' Impero, siccome diverrà ancor più evidente nel tratto successivo.

Avevano i Medici in più e diversi modi e tempi fatti de' considerabili prestiti alla corte di Spagna da Carlo V in poi, onde rendersela benevola, estender dominio, ed acquistare influenza nelle cose d'Italia. Essi stessi ne richiesero più e più volte il rimborso, ma ora con un pretesto, ora con l'altro, non poteron mai ottenerne la restituzione, nè il puntuale pagamento de' frutti; e ciò tanto per parte della stirpe austriaca che della borbonica a quella succeduta sul trono di Madrid. L'istorico del Principato Mediceo espose abbastanza chiaro le vicende de' crediti spagnuoli, i quali erano insoluti allorquando i creditori rimasero estinti (2). Sarebbe spettato al Lorenese loro successore di far valere i titoli, che in virtù della Convenzione del 1737, aveva sopra di essi acquistato il demanio toscano. Ma la corte di Spagna, nemica a quella d'Austria, impedì a Francesco II d'assumere le convenienti trattative; tanto più che il gabinetto di Madrid, come l'altro di Napoli, andavano fantasticando ragioni ereditarie discendenti dalla regina Elisabetta Farnese,

(1) Vedi i documenti XLVI, XLVII e XLVIII esprimenti la natura e la portata de' beni medicei nel reame di Napoli.

(2) Il Galluzzi parla in diversi passi della sua Istoria delle prestanze fatte dalla corte di Firenze a quella di Madrid, e fa anche cenno delle cattive ricompense da questa di tanto in tanto date a quella.

figlia di una principessa medicea. Imperciocchè la inimicizia delle due corti nocque agl'interessi toscani, come in appresso riuscì ugualmente di pregiudizio a' medesimi l'alleanza da esse vicendevolmente contratta, siccome ci faremo a dimostrare più innanzi (1). Laonde è d'uopo sin d'ora esclamare; che l'aggiogamento della Toscana alla Casa Loreno-Austriaca fu cagione d'immense perdite e spogliazioni nazionali; e ciò non solo per le sempre crescenti improntitudini della corte di Vienna, ma anco perchè le inimicizie come le amicizie della corte medesima ognora produssero enormi sacrificj.

§ IV.

Di altri pregiudizj gravissimi derivati alla nostra diletta patria dalla comunanza di stirpe con l'Austria dobbiamo adesso intrattenerci. Le guarnigioni alemanne venute nel Granducato anche prima che spirasse Gio. Gastone ond' assicurare la successione nel Lorenese, tornarono di mano a mano alle proprie case, ed il servizio militare interno rimase, come per lo passato, affidato agl' indigeni. Se non che gli ufficiali superiori tedeschi e lorenesi rimasero sotto le bandiere granducali, e ciò per inforestierare un paese, che voleva esser allora come ora italiano, e nel tempo stesso per dar loro agio di satollare insaziabile venalità. Ma l'amalgama desiderata non avvenne; la presenza di que' forestieri può paragonarsi a poche stille d' olio sparse sopra ad ampia superficie d' acqua. I due liquidi eterogenei, sebben posti a con-

(1) Vedi il documento XLIX in cui sono tracciate le vicende subite dai crediti medicei con la corte di Spagna, alcuni de' quali si confondono co' capitali di Napoli, attesa la comunanza di sovranità fra i due Stati.

tatto ed agitati per mischiarli e confonderli insieme, tosto che restano un momento in quiete, la loro diversa e repellente natura gli porta a separarsi. I Toscani fecero di più; il contatto forzato co' Tedeschi contribuì a renderne viemaggiormente radicata l'avversione.

Correva l'anno 1756 allorquando venne a sapersi nel Granducato, che un corpo di soldatesca stanziale avrebbe tosto dovuto mettersi in marcia per la Germania, affine di prender parte alla seconda guerra silesiaca fra Maria Teresa e Federigo II. Un'indicibile costernazione insorse pertanto in ogni ceto e qualità di persone, segnatamente fra i militari, che oltre di esser malcontenti dei loro ufficiali forestieri, nulla volevano sapere di guerra estranea al proprio paese. Aveva l'Imperator-Granduca richiesta la Reggenza d'allestire tre battaglioni di fanti che dovessero in tutti sommare a 3120 teste (1); ma i Reggenti conoscendo l'umore de' Toscani presero sollecitamente a rappresentargli quali e quanti inconvenienti sarebbero derivati allo Stato, privandolo così della maggiore e miglior parte della truppa regolare (2). Con umilissime parole esposero essi, che constando questa di soli 4903 uomini, compresi gli ufficiali, gl'infermi ed i guardacoste, facendo la sopraddetta sottrazione non vi sarebbe restato modo di supplire al servizio interno. Ma le aggiustate rimostranze non trovaron grazia appo Vienna: il monarca rescrisse apparecchiassero i battaglioni, e non pensassero più in là (3).

Nonostante il benevolo conte di Richecourt, che in molte occasioni adoprossi per alleggerire alla Toscana la toccatale sventura d'esser posta a discrezione della

(1) Vedi il documento L.
(2) Vedi il documento LI.
(3) Vedi il documento LII.

corte cesarea, cercò dilazionare la spedizione quanto più potè. Ma poco dipoi revocato dalla carica di capo della Reggenza, ed essendo stato mandato a sostituirlo il maresciallo Antoniotto Botta-Adorno, non vi fu più rimedio. Commettevagli risolutamente Francesco II d'affrettare quell'invio, sulla norma di precise ed indeclinabili istruzioni. In ordine alle quali, e giusta la Convenzione stipulata fra l'Imperator-Granduca e l'Imperatrice-Regina, marito e moglie, le soldatesche toscane comandate dal colonnello Goundrecourt dovettero mettersi in cammino alla volta della gelida Germania nel cuor dell'inverno dal 1757 al 58 (1).

Se profonda e visibile apparve la repugnanza di dette soldatesche per un'impresa affatto straniera agli interessi nazionali, non minore fu certamente il rincrescimento delle popolazioni che videro partire un sì eletto numero di giovani per cimentare la vita a causa di particolari ambizioni e vedute della corte d'Austria. Laonde le diserzioni incominciarono a diradarne le file appena postisi in cammino, e più crebbero nel dilungarsi dalla terra natale (2). Arrivati alla frontiera del Tirolo, il malcontento salì al massimo segno, perchè i commissari austriaci deputati a prendere in consegna i tre battaglioni granducali, incontanente operarono una sensibile diminuzione nelle paghe (3). Sino a quel punto le spese del viaggio posarono interamente sull'erario toscano, il quale veniva così obbligato di contribuire al sacrificio de'più scelti e validi militari di una nazione, che non aveva niente che fare con Maria Teresa e con la sua progenie, ognora nemica e funesta alla prosperità dell'Italia.

(1) Vedi il documento LIII.
(2) Vedi il documento LIV.
(3) Vedi il documento LV.

Un'altra grave sconcezza venne contemporaneamente effettuata rispetto a' soldati ausiliarii appartenenti a Stato assolutamente autonomo ed indipendente. Furon obbligati a prestar giuramento di fedeltà e d'obbedienza all'Imperatrice-Regina, che nessun titolo di sovranità ella aveva sulla Toscana e sulle sue genti (1). Giurarono, ma le diserzioni aumentarono; l'indignazione nel Granducato piuttosto che scemare crebbe notabilmente, e l'aborrimento pel servizio militare spiegò un tal spaventevole carattere, da far fuggire dalla Toscana la maggior parte de'giovani atti alle armi. Per la qual cosa la popolazione decrebbe vistosamente; l'agricoltura invece di procedere in meglio indietreggiò; la sconcertata economia pubblica e privata ne risentì fatali contraccolpi; tutto volse a ritroso. I Medici esecrabili ed esecrati parvero allora buoni principi; attesochè i mali passati a confronto co' presenti sembrassero lievi, ed i Toscani esaltando gli estinti, aborrivano i Loreno-Austriaci.

Ma non pertanto Francesco II desisteva dall'idea di levare ulteriori reclute dal Granducato: chiese altri 957 uomini per ricompletare i battaglioni rimasti assai danneggiati dalle malattie, dalle perdite sofferte nella battaglia di Lignitz pugnata il 15 d'agosto 1759, colla peggio degli Austriaci, e dalle sopravvertite diserzioni (2). Imperciocchè un fremito d'orrore non tardò ad aggiugnersi alla costernazione suscitata dalle notizie de'fratelli morti in quella rotta famosa; per cui i giovani che temevano d'esser compresi nella nuova leva militare si diedero ad abbandonare in massa le loro case. Le provincie pontificie finitime al Granducato, come pure Lucca,

(1) Vedi il documento LVI.
(2) Vedi il documento LVII.

Modena, Parma, Genova, Corsica e Sardegna, rigurgitavano d'emigrati toscani.

Nulladimeno il maresciallo Botta-Adorno ciecamente devoto a' voleri imperiali proponeva l'adozione de' più strani compensi per impedire una calamità, che sostanzialmente era motivata da ingiuste ed arbitrarie ordinazioni del supremo imperante. Avvegnadiochè non sia lecito a' principi di costringere i sudditi, loro malgrado, a versare il sangue per cause affatto estranee al proprio paese, come appunto si verificava in questo caso. Per men rea sorte sedevano consiglieri in Reggenza Pompeo Neri, Gaetano Antinori, Roberto Pandolfini, i quali presero tosto ad esporre al sovrano: « Come non « eccedendo in Toscana il popolo alla cultura tanto fati- « cosa ed industriosa, che si richiede per i terreni, e « sussistendo dopo tanti anni di felice tranquillità, un'av- « versione naturale al servizio di guerra, non esservi « stato altro compenso per rimettere in questi reggi- « menti il minor numero che si poteva di soldati, re- « lativamente alle necessarie guarnigioni, che di obbli- « gare le Comunità a descrivere li più capaci, e man- « darli per forza accompagnati dalli esecutori (birri), « senza di che poche teste si sarebbero arruolate (1). » Laonde venivano a conchiudere; che una leva intesa a surrogare i vuoti esistenti nei battaglioni militanti in Germania, non che difficile, affatto impossibile ella sarebbe riuscita.

Tuttavolta, poichè premeva assai all' Imperator-Granduca di prestare ogni maniera di soccorsi alla Consorte posta in grado di pericolante fortuna, altre reclute furon inviate oltremonte nei due anni posteriori. Cosic-

(1) Vedi il documento LVIII.

chè la Toscana fu obbligata di fornire a Vienna in più tempi 4496 teste. Se ne domandarono ancora; ma il Consiglio di Reggenza sempre più persuaso de' gravissimi disordini che sarebbonsi aggiunti agli sconcerti economici e politici già derivati allo Stato dalle antecedenti leve, con quello ardire che nasce dalla coscienza del dovere, e dalla perfetta cognizione della verità, decise di provarsi pur una volta a scongiurare il sovrano. Fattagli presente la malagevolezza di condurre ad effetto la nuova richiesta per assoluta mancanza di soggetti adattati a portar l' arme, propose di supplirvi assoldando volontari in Germania, o arruolando prigionieri. Questa volta le rimostranze della Reggenza trovarono ascolto, perchè erano accompagnate dal gradito suono che la Toscana avrebbe supplito alle spese d' arruolamento. Finirono quindi le leve, ma non finirono i guai, che finir non potevano alle mani di una corte ugualmente avida del sangue e dell' oro toscano.

Infatti, mentre desistevasi dalla richiesta d' ulteriori contingenti, in quella vece imponevasi alle Comunità del Granducato una contribuzione di fiorini 60,000 di Vienna corrispondenti a franchi 156,000 (1). Per modo che la derelitta Toscana o in un modo o nell' altro doveva continuamente esser angariata e taglieggiata dalla prepotenza austriaca. Giusta la Convenzione stipulata a comodo del gabinetto imperiale, le spese di andata e ritorno delle milizie nostrane da Firenze alla frontiera del Tirolo, consistenti in scudi 6000, pari a franchi 35,280, rimasero a carico dell' erario toscano; il quale avvi motivo di credere che fosse anche obbligato di contribuire al loro mantenimento durante la guerra. L' emigrazione

(1) Vedi il documento LIX.

di cui testè facemmo breve motto, offriva un affliggente spettacolo là dove trovavasi, perchè si consumava negli stenti per mancanza di lucrative occupazioni. Nel tempo medesimo l'agricoltura e le arti interne, che hanno con essa diretta relazione, languivano per difetto di braccia valide a farle fiorire. Imperciocchè l'indigenza degli emigrati non poteva esser sovvenuta da parenti e dagli amici rimasti nella desolazione. Tutto gemeva dunque nell'inedia a cagione del malgoverno che s'andava facendo di uno Stato, che dal gabinetto di Vienna sembrava preso a sfruttare e disertare.

Alla perfine fu di mestieri appigliarsi a richiamare gli emigrati, acciocchè volessero restituirsi alle consuete occupazioni. A tal effetto venne promulgato il seguente editto: « Sua Maestà Imperiale informata che qualche « leva straordinaria d'uomini seguita nei prossimi de- « corsi anni nel Granducato di Toscana, per servire « nelle truppe, quantunque nelle attuali circostanze con- « venientissima per ogni titolo, e di decoro insieme alla « stessa nazione toscana, abbia cagionato che molti dei « suoi amatissimi sudditi, per timore di essere arruo- « lati, hanno abbandonato ciò che doveva esser loro « del più sensibile attacco, la patria cioè, e le loro case « e campagne; e volendo la prefata M. S. I., sempre « intenta alla conservazione, e maggiore felicità de' suoi « popoli, rimediare con la sua paterna premura ad un « sì fatto disordine,... accorda il libero e sicuro rim- « patriamento ecc. (1). » Accordare il libero e sicuro rimpatriamento a gente emigrata per sottrarsi ad ordinazioni arbitrarie ed ingiuste, è il linguaggio irrisorio e

(1) Questo *editto* del 28 gennajo 1762 può riscontrarsi nella raccolta delle patrie leggi.

peculiare dell' Austria, la quale in ogni tempo ha cercato di farsi ragione de' proprii torti, stravolgendo il senso delle cose.

Ignoriamo con precisione qual fosse il numero degli emigrati, che certamente dev' essere stato assai vistoso, subito che il Governo istesso col surriferito *editto* ne faceva un' irrecusabile confessione. Venne similmente pubblicato in appresso altr' *indulto* pe' disertori dal 1° aprile 1758 al 31 dicembre del 1761 (1). Sommavano questi a 550 sopra a 4903 teste descritte sotto le bandiere granducali, diserzione enormissima, e forse senz' esempio. La qual cosa peraltro sta a dimostrare l' avversione che sin d' allora avevano i Toscani per l' associazione co' Tedeschi ambìta invano dalla corte cesarea. Erano essi detestati fra noi sin dai tempi medicei: il Settimanni ed il Galluzzi, scrittori del passato secolo, raccontano che nel 1734 il granduca Gio. Gastone dovette far metter grossa guardia all' abitazione del conte Caimo oratore cesareo a Firenze, per tutelarlo dal furore de' cittadini sdegnati a cagione di conosciuti maneggi imperiali (2). Già facemmo menzione del rincrescimento generalmente manifestatosi, quando le guarnigioni tedesche subentrarono alle spagnuole nelle principali piazze della Toscana, onde imporre alla nazione un giogo quanto illegittimo ed immeritato, altrettanto duro e funesto.

Come poi s' osasse appellare *convenienti* e *decorose* le suddette leve, mentre stavano a vilipendere i principj del

(1) Il preallegato *indulto* può ugualmente ricercarsi nella raccolta delle patrie leggi, mentre il numero de' disertori vuolsi ricercare nel documento

(2) Il Settimanni, autore sincrono, parla di ciò nella sua *Cronaca* inedita nell'Archivio Mediceo, ed il Galluzzi ne porge conferma nel libro IX della sua *Storia del Granducato.*

diritto pubblico ed internazionale, non sappiamo certamente comprendere. Nessun interesse aveva la Toscana nelle controversie esistenti tra Federigo II e Maria Teresa; nondimeno veniva obbligata di compartecipare ad una guerra, che all'incontro assai nuoceva alle sue condizioni economiche. Ciò appunto dipendeva dalla comunanza di stirpe con l'Austria, infausto dono apparecchiato dalle maggiori potenze d'Europa al paese che servì di culla al risorgimento della civiltà nel medio-evo. È tempo per Dio che il danno e la vergogna vadano a cessare per sempre, e che le potenze medesime, se non vogliono rimediarvi da per sè stesse, lascino almen fare a' popoli italiani.

Gl' *indulti* pubblicati a riguardo degli emigrati e dei disertori, ebbero in mira il doppio e plausibile scopo di ripopolare le campagne, e d'aver soldati bastanti al servizio ordinario interno dello Stato. Se non che l'emigrazione e la diserzione, essendo state provocate dal sovrano, agli occhi de' savi essi risolveronsi in atti irrisorii. Dall'altra parte siamo in dovere d'accennare, che i militari toscani incorporati nell'esercito austriaco durante la *guerra de' sette anni*, non mancarono di diportarsi con coraggio e valore tutte volte si trovarono a fronte di nemici non loro. Anzi più fiate si distinsero per superiore intelligenza e bravura, sebbene il dolore della lontananza dalla patria, le continue fatiche, i disagi della campagna, e le armi prussiane, ne facesser perire oltre 3000 in aride ed inospitali lande.

L'Imperator-Granduca prendendo a pretesto i buoni servigj resi dai Toscani in Germania, ordinò che tutta la truppa granducale fosse messa sul piede dell'austriaca, e ciò non solo in quanto agli esercizj ed alla disciplina, ma pur per le assise (1). Bella ricompensa in verità si

(1) Vedi il documento LX.

dava ad uno Stato che aveva dovuto rimetterci tanto d'uomini e di danari!! Non contenta l'Austria di spogliarlo de' suoi averi, e d'insterilirne le risorse, lo privava inoltre de' distintivi di un' autonomia, ch' ella nè altri qualunque aveano il diritto di toglierle o di menomarle. Ma di tali garbatezze ella non fu mai scarsa, nè restia con gli amici, e specialmente co' buoni e fedeli servitori d'Italia. Le storie degli ultimi cento anni ne sono piene, e la Toscana particolarmente n' ebbe la sua buona parte; conforme anderemo svolgendo con la continuazione di queste *Memorie*, e con l'aiuto d'ineccezionabili documenti.

§ V.

Oltre i capitali ed i beni già parte a parte descritti, indubitatamente distratti dalla corte cesarea a pregiudizio del demanio toscano, la costante residenza tenuta da Francesco II a Vienna, produsse altri gravissimi sconcerti economici al nostro paese, i quali non debbon esser qui passati in silenzio. In primo luogo fa duopo avvertire, che l'appannaggio del sovrano, o come or direbbesi *lista civile*, invece di spendersi nello Stato che lo somministrava, andava a smaltirsi in Austria. Imperciocchè là rigurgitava il danaro toscano, mentre nel Granducato se ne verificava assoluta mancanza, fino al punto che sul finire del regno di detto Principe, anche i più grandi proprietarj ne penuriavano in modo da dover pagare i loro servi e manifattori con grasce in natura. Non diremo la povertà, chè dominava in tutti, ma la più squallida miseria compariva da ogni lato.

Tale appannaggio determinato dal monarca istesso in lire 1,260,000 all' anno, nello spazio di 28 anni venne

a formare la rilevantissima somma di lire 35,280,000, corrispondenti a fr. 29,635,200. Era questa in verità esorbitante per un piccolo Stato, che non arrivava ad un milione d'abitanti, ed allora assai meno produttivo di quel che siasi oggigiorno (1). Esorbitantissima ella poi rendevasi a confronto *de' dodici mila ducati d'oro all'anno* assegnati al *capo dello Stato* medesimo colla *riforma costituzionale* stanziata dal *Senato Fiorentino il* dì 10 gennaio $153\frac{7}{6}$ (2). La qual *riforma* o *provvisione* vigeva tuttavia, perchè non era stata mai abrogata da chi aveva il potere di farlo, vale a dire, dai legittimi rappresentanti la nazione.

Nè qui si limitarono gli aggravj di simil natura indotti dal Lorenese sulla Toscana. Per soprassoma ei volle onerarla di laute pensioni a favore della principessa Carlotta di Lorena, del principe di Elboeuf, del marchese di Stainville, e d'altri suoi propinqui e cortigiani dimoranti all'estero. L'obbligò inoltre di spedire grosse somme annuali a Nancy, antica capitale dello Stato da esso ceduto alla Francia, per far fronte a' suoi impegni particolari, ed a corrispondere fissa prestazione alla Camera Imperiale di Pavia. Da un autentico *prospetto* delle spese erariali per l'anno 1757 si rileva, che il cumulo di tali corresponsioni accessorie alla *lista civile* ascendeva a lire 582,283 all'anno, pari a franchi 489,117. 72 (3). Abbiamo fondati motivi per credere, che simili pagamen-

(1) La popolazione della Toscana nel 1760 consisteva in sole 945,063 anime.

(2) *Dodici mila ducati d'oro* equivalgono circa a lire fiorentine 168,000, o sia franchi 141,120.

(3) Vedasi il documento n° XXVII, intitolato: « Prospetto delle « spese certe ed incerte che secondo lo stato presente cadono in un « anno nel Granducato di Toscana, vale a dire, per il 1757, » inserito nell' *Appendice* al tomo I della *Storia Civile*.

ti continuassero presso a poco sul medesimo piede, finchè visse detto Granduca; donde viene a resultarne la cospicua cifra di lire 16,303,924, o sia franchi 13,695,296. 16. Aggiunta questa a quella superiormente indicata, abbiamo un totale di franchi 43,330,496. 16. Tanto adunque costò alla Toscana il mantenimento ordinario del primo Granduca della nuova stirpe, e de' suoi parenti e favoriti, in 28 anni di regno.

Ma neppur qui arrestaronsi le trascendentali venalità lorenesi ed austriache. Premeva al monarca di ricevere anticipatamente in Vienna il detto appannaggio, pagabile in effettivo contante, essendochè le relazioni commerciali fra i due paesi fossero quasi nulle. Per assicurarsi della puntualità delle riscossioni, egli costrinse la Reggenza di dare in appalto, ad una compagnia di speculatori suoi confidenti, le rendite rimaste a disposizione della Finanza; il che riuscì ugualmente dannoso allo Stato ed alle popolazioni. Dovevano gli appaltatori pagare in sue mani non solo l' appannaggio in conto del canone, ma dargli pure una partecipazione degli utili netti resultanti dalla speculazione, nella quale intingevano anche i suoi avidi consiglieri e cortigiani di Vienna.

Da misure cotanto improvvide e rapaci ne scaturirono immensi mali per la Toscana; avvegnachè la Reggenza non potesse mai introdurre verun miglioramento nell'amministrazione delle Finanze, nè nel sistema daziario. Le grame popolazioni frattanto trovavansi di continuo inquietate, angariate e smunte da inesorabili pubblicani, che volevano e dovevano soddisfare alle proprie ed all' altrui ingordigie. Non v' era riparo o compenso di sorte alcuna: il paese divenne preda d' arpie tutt' intente a divorarlo senza pietà. Gli appaltatori generali avevano poi de' singoli subappaltatori di essi più crudi e fiscali.

La conosciuta avidità del sovrano creò una turpe gara d'imitatori ne'suoi subalterni; di maniera che le cariche pubbliche non eran più fatte per servire al pubblico, ma per spogliare i popoli, a profitto di quelli soli che se le procacciavano comprandole a prezzo di danaro, o d'altri inonesti modi (1).

È adesso di mestieri riassumere le cose sin qui dette nei loro estremi resultati, vale a dire, di riunire in un chiaro e breve specchio le cifre de'capitali di varia specie e natura estorti e defraudati da Francesco II alla Toscana. Dicemmo estorti e defraudati, perchè non era in sue facoltà d'imporre *donativi gratuiti;* perchè non aveva alcun diritto di costringere i Toscani a far la guerra contro la Prussia: come non poteva portar via dalla Stato oggetti inalienabili ed inamovibili, nè in veruna maniera appropriarsi il prezzo di beni spettanti al demanio pubblico. La logica delle cifre è il più eloquente e potente raziocinio che sia al mondo; quindi ad essa inoltriamo il debito appello, e ad essa vogliano far attenzione i lettori.

(1) Il quadro delle calamità economiche riversatesi sulla Toscana in sequela dell'improvvido appalto delle rendite finanziarie, lo esponemmo già alla pag. 218 e seg. del tomo I della *Storia Civile:* come alla pag. 63 e seg. del tomo II dicemmo le ragioni che nel 1767 indussero Leopoldo I ad abrogare in tronco il relativo contratto con gli Appaltatori.

RECAPITOLAZIONE

De' capitali certi distratti dalla Toscana regnante Francesco II, indipendentemente dal suo annuale appannaggio, del quale abbiamo parlato di sopra.

DONATIVI				
(Irrepetibili)				
Primo Donativo . . . Scudi richiesti	300,000. –. –. –.	pari a fr.	1,764,000. —.
Secondo Donativo. . . . . »	100,000. –. –. –.	»	588,000. —.
AGGRAVJ PE' CONTINGENTI MILITARI				
(Irrepetibili)				
Fiorini 60,000 di Vienna per esimersi dei nuovi contingenti, eguali a . . »	26,530. 4. 5. 8.	»	156,000. —.
Scudi 6000 per le spese di andata e ritorno dalla Frontiera del Tirolo a Firenze . . . . . »	6000. –. –. –.	»	35,280. —.
GIOJE DELLO STATO				
(Repetibili infruttiferi)				
Prima partita. . . . . »	300,000. –. –. –.	»	1,764,000. —.
Seconda partita. . . . . »	180,359. –. –. –.	»	1,060,510. 92.
BENI DEMANIALI				
(Repetibili fruttiferi)				
Beni stabili di Francia, di Roma e d'Urbino venduti in sorte *(Vedi pag. 38)*. »	833,000. –. –. –.	»	4,898,040. —.
Frutti al 3 per % decorsi dalle respettive epoche di vendita a tutto il 1858 *(ivi)*. . . . . »	2,519,940. –. –. –.	»	14,817.247. 20.
Totalità, Scudi	4,265,829. 4. 5. 8.	pari a fr.	25,083,078. 12.

Giova ora osservare, che quanto a noi sembrano inconcussi, giusti e ripetibili i titoli che si riferiscono alle *Gioje dello Stato*, ed a' *Beni demaniali* distratti a comodo particolare del Principe, altrettanto crediamo che nulla vi sia da rivendicare circa a' *Donativi gratuiti*, ed agli aggravj e spese prodotte dalla *Spedizione militare* in Germania, calamità di una portata incalcolabile. Nulladimeno ponemmo sì gli uni che gli altri nel medesimo specchio per dimostrare a colpo d'occhio, quali e quanti scapiti e disastri abbia la Toscana dovuto soffrire per colpa dell'ingerenza usurpata dalla corte cesarea nei negozj governativi di uno Stato che non le apparteneva. Occorre anche notare, che se i due titoli ripetibili e compensabili con gli eredi del predetto sovrano non procedono di pari passo nelle loro conseguenze, ciò dipende dalla diversa natura de' medesimi. Resulta il primo da oggetti per sè stessi infruttiferi, e tale lo abbiamo pertanto considerato: consta il secondo di beni stabili capaci di rendita, ed effettivamente fruttiferi, per cui al prezzo in sorte vi aggiugnemmo la rendita annuale fino a tutto l'anno 1858. Laonde i crediti che la Toscana ha da ripetere contro la Casa Loreno-Austriaca, per titoli discendenti dal primo Granduca di quella stirpe, ammontano a scudi 3,833,299, pari a franchi 22,539,798 : 12, conforme può vedersi nello specchio di sopra inserito.

A tutte queste somme liquide e certe, vi è da aggiugnere gli oggetti rimossi dal Granducato, senza essere stati sottoposti a stima preventiva; non che le argenterie medicee ridotte in moneta, ed il prezzo del *Casino di Papa Giulio* che ci resta sempre ignoto, di cui, tenemmo ragionamento a suo luogo. Similmente ignoto ci rimane se l'imprestito proposto dal Principe a carico dello Stato per sovvenire alle proprie bisogne, venisse effettivamente

creato. La molta confusione che domina nelle scritture del tempo, e l'arte che si poneva nel velare i resultati finali de' negozj governativi, ci hanno impedito di penetrare più in là. Nonostante è facile comprendere, anche da quanto abbiamo potuto constatare, di qual pregiudizio fosse per la Toscana lo avere un sovrano imparentato con la Casa d'Ausburgo, e rivestito della porpora imperiale. Vantavano gli antichi Cesari diritti di *alto dominio feudale* sulla Toscana; ma non gli esercitarono mai. Francesco Loreno-Austriaco peraltro, essendo ad un tempo Imperatore e Granduca, si permesse ogni più strano arbitrio, ogni sorta di spogliazione. Nessun vassallo imperiale venne forse mai tanto maltrattato quanto lo fu il nostro paese in quei 28 anni d'infausta dominazione.

Una sola volta egli si portò a visitare il Granducato, e ciò più per appagare la curiosità di vedere un paese decantato per le sue naturali bellezze, e pe' monumenti delle Arti, anzi che per conoscere e studiare lo Stato nel modo che a regnante conviensi. L'interna amministrazione civile rimase quasi affatto affidata al Consiglio di Reggenza, il quale in verità fu sempre fornito di soggetti illuminati, illibati e sperimentati nel maneggio de' negozj pubblici. Il solo maresciallo Botta-Adorno forma eccezione; ed anche questo fu un triste arnese regalatoci dalla corte cesarea che se ne voleva disfare, e se ne disfece con mandarlo a martoriare un popolo innocente. Sotto il suo governo la Toscana precipitò nell'inopia, e nell'estremo languore. Nonostante dovette pagarlo finchè visse (1), e sebben Leopoldo I non mancasse poi d'allontanarlo sollecitamente da sè, ebbe però

(1) La pensione assegnata al marchese Botta-Adorno quando partì dalla Toscana nell'ottobre del 1766, fu di lire 84,000, corrispondenti a franchi 70,560 : 00.

il rincrescimento di doverlo riconoscere in qualità di *vicario e commissario imperiale in Italia.*

Molte ed importanti innovazioni legislative, furon dall'altra parte introdotte dalla Reggenza, sulle quali in appresso un sapiente edificio di civiltà venne inalzato dal successore, il quale trovò apparecchiate le fondamenta, ed eccellenti materiali per costruirlo. Sotto questo punto di vista la lontananza del sovrano non sarebbe stata da lamentarsi, se i bisogni di continuo rinascenti della corte austriaca non l'avessero troppo di sovente obbligato a smungere un paese in sè stesso sterile, e ad infranger così i patti da esso giurati con la Principessa Elettrice a sicurezza delle proprietà dello Stato, senz'alleviarlo d'alcun peso.

Oltre di chè, anco l'autonomia politica venne a soffrirne non poco. I diversi potentati europei che in addietro tenevano rappresentanti a Firenze e viceversa, ora incominciarono a riguardare la Toscana come una dipendenza dell'Impero. Preferivano quindi di trattare gli affari direttamente a Vienna col monarca, invece che colla Reggenza. Contemporaneamente gli oratori austriaci all'estero eran incaricati di curare gli affari relativi alla Toscana, con non lieve detrimento di zelo e di sollecitudine nel disbrigo de'medesimi. Sin d'allora la dignità della Corona granducale scemò assai di splendore e di considerazione, non che d'influenza, pur nelle stesse piccole corti d'Italia. Tutto doveva passare per la trafila de'ministri cesarei, e riportare il beneplacito della corte di Vienna, la quale in onta e disprezzo de'trattati e delle ragioni del popolo toscano, si prevalse delle circostanze per ridurlo sempre più in sua soggezione.

Donde è lecito inferirne, che tutti i mali e disordini economici e politici piombati sulla derelitta Toscana re-

gnante Francesco II, dipesero essenzialmente dall'essersi innestato con la Casa d'Ausburgo. Noi siamo pertanto d'avviso, che qualora egli si fosse addirittura trapiantato dalla Lorena nel Granducato, senza contrarre parentela con l'Austria aggressiva, un ben diverso indirizzo avrebbero ricevuto gli affari nostri. Di che appunto ne abbiamo validi argomenti nelle buone ordinazioni, e nelle savie prammatiche promulgate sotto il regno di detto Principe, tutte volte non eran moleste o contrarie alle vedute del gabinetto di Vienna. Con un'esemplare pertinacia ha sempre mirato quel gabinetto, sin da remoti secoli, ad estendere la sua dominazione in Italia, e segnatamente in Toscana, cuore della penisola.

Quando l'Austria congiunse il duca di Lorena, già designato Granduca di Toscana, in matrimonio con Maria Teresa, fece un gran passo verso questo antico segno delle sue aspirazioni. Ottenuto l'intento, non ad altro attese che a spogliare il paese de'frutti della sua antica industria, degli avanzi della passata opulenza. Danari, uomini, oggetti preziosi carreggiarono per la Germania, donde a noi mai venne alcun bene; sivvero continue calamità e sventure di tutti i generi. A ciò pongan mente i Toscani d'oggidì; rammentino le vecchie ingiustizie e l'espilazioni, che io m'accingo a fargliene palesi altre di più recente data.

PARTE SECONDA

(REGNANTE LEOPOLDO I LORENO-AUSTRIACO)

---

§ I. *La corte di Vienna estorce danari dalla Toscana, anche dopo la morte di Francesco II, a dispetto del successore.*
» II. *La politica austriaca prepondera sempre nel Granducato regnante Leopoldo I.*
» III. *Il novello Granduca riconosce i diritti di proprietà dello Stato sugli oggetti formanti parte dell' eredità medicea.*
» IV. *Separazione de' patrimonj della Corona e della Finanza, entrambi dello Stato, da quello particolare del Principe.*
» V. *Leopoldo cede il Granducato a Ferdinando III, il quale lo fa dichiarare suo debitore di rilevante somma.*

§ I.

Sembrava ad ognuno troppo giusto e ragionevole, che le spogliazioni della corte di Vienna in Toscana dovessero finalmente cessare coll' istallazione del novello sovrano, avvenuta nel settembre del 1765. Leopoldo I incominciava il suo tirocinio con un atto di pubblico dovere, poichè appena asceso sul trono rendeva omaggio a' diritti nazionali (1). Egli adunque assumeva l' esercizio del supremo potere in virtù di questi diritti, ed anco de' trattati internazionali, che gli guarentivano la piena indipendenza dalla corte d'Austria, e da qualsivo-

(1) Vedasi quanto dicemmo su tal proposito alla pag. 16 e seg. del tomo II della *Storia Civile*.

glia altra potenza. Ed infatti ei prese la consueta investitura dal *Senato Fiorentino*, che glie la dava col cerimoniale d'uso, celebrandone pubblico rogito (1). I potentati d'Europa, grandi e piccoli, lo riconoscevano capo di uno Stato libero ed indipendente da molti secoli, e qual era stato dai Medici tenuto.

Ma non pertanto il suo fratello Giuseppe II re de' Romani ed imperator di Germania, quantunque lo avesse confessato e dichiarato tale anche prima che venisse a morte il comun genitore, volle desistere dal disastrare la Toscana (2). Il gabinetto cesareo non poteva in veruna maniera accomodarsi a far tacere le improntitudini esercitate nel Granducato, regnante Francesco. Ugualmente Maria Teresa, che poco stimava e meno amava gl'Italiani, siccome ne diede solenne prova col fiero e crudo contegno spiegato co' Genovesi, sentì alcuna compassione di un popolo dal di lei marito angariato e depauperato al massimo segno, ond'appunto provvedere alle bisogne della sua corte.

Di maniera che, tosto spirato l'Imperator-Granduca, il gabinetto di Vienna affacciò la strana pretesa di voler per sè tutto il denaro esistente nelle casse del governo in Toscana, *in die mortis*, ed il valore dei

(1) La funzione dell'investitura ebbe luogo nella sala maggiore del *palazzo vecchio* il dì 17 marzo del 1766, coll'intervento di tutti i *corpi costituzionali dello Stato* secondo il rito praticato dai principi medicei.

(2) L'atto di renunzia di Giuseppe II alla sovranità della Toscana, che ad esso competeva come figlio primogenito dell'imperator-granduca Francesco, porta la data del dì 14 luglio 1763, e fu da me reso pubblico nell'*Appendice* al tomo II della *Storia Civile*, n° LVIII. Contemporaneamente egli renunziò a qualunque diritto che mai potesse competergli sulla Toscana, la quale sin da quell'istante fu da esso riconosciuta indipendente affatto dalla corte di Vienna e dall'Impero, e totalmente separata di beni, d'interessi e d'amministrazione.

generi in natura che si trovavano nei magazzini dello Stato. Avanzata la pretesa in tuono d'assoluto comando, e sostenuta con la veemenza d'irresistibile superiorità, il Principe diciottenne, circondato da cortigiani messigli attorno dalla madre, e perciò devotissimi agl'interessi austriaci, dovette piegare, e suo malgrado rassegnarsi a strane esigenze. Per il men reo partito, Leopoldo I stimò meglio d'appigliarsi al compenso di far transazione, vale a dire, di concedere colle buone una parte delle pretese sostanze mediante accordo, invece di resistere, e d'esporsi a perdere il tutto colle cattive (1).

Molti anni dopo il Principe istesso in cotal guisa rendeva notorio l'odioso avvenimento, di cui sembrava condolersi: « L'avanzo che fu trovato in essere nel 1763, « *egli diceva*, apparisce da un prospetto che ascendesse « alla somma di lire 12,083,629. Consisteva questa somma, parte in contanti, parte in generi, specialmente « di regalie allora esistenti, e parte in nomi di debitori. La porzione peraltro del numerario rimase assai « diminuita, allorchè fu costretto il Granduca per le conseguenze del Testamento dell'augusto suo Genitore, e « della Convenzione seguita in Vienna, a rimettere, appena giunto in Toscana, nella medesima città, tutti i « danari esistenti nella cassa del Riservo, ed in altre « subalterne, che formavano la somma di lire 3,762,816 « perchè giudicati attinenti all'eredità, *benchè fossero* « *d'attinenza del pubblico.* Nè servirono le opposizioni « del Granduca, che non furono attese, e dovè trovarsi

(1) L'istrumento di transazione celebrato fra Giuseppe II imperatore e Leopoldo I granduca di Toscana, quantunque venisse inserito al n° IV dell'*Appendice* al tomo II della *Storia Civile*, stimiamo opportuno di riportarlo anche al n° LXI de'qui annessi documenti insieme col carteggio diplomatico passato fra il maresciallo Botta-Adorno ed il conte Orsini di Rosemberg su tal proposito.

« nei maggiori bisogni cagionati specialmente dalle due « universali carestie accadute nei due anni consecuti vi « e che finirono in una funesta epidemia, colle casse « affatto vuote di danaro (1). »

Biasimo più esplicito e severo di questo, e maggiormente autorevole e solenne, non è stato forse mai più pronunziato contro le insaziabili improntitudini austriache. Conciossiachè usasse Leopoldo di tal linguaggio in un documento destinato a giustificare officialmente l'amministrazione della Toscana da esso tenuta pel corso di 25 anni. E quel linguaggio egli usava quando appunto regnava in Austria; il che equivale all'accusa di furto formulata da personaggio rivestente la qualità di Arciduca d'Austria. La qual circostanza concorre efficacemente a canonizzare i rilievi da noi emessi sulle rapine ed estorsioni consumate dalla corte di Vienna in addietro, oltre le prove emergenti dai documenti che corredano la presente pubblicazione.

Se non che un Principe il quale poneva in tanta evidenza le inique ingordigie austriache, da lui medesimo subìte con rammarico quando era lungi da quel trono, avrebbe certamente potuto e dovuto correggerle appena che vi fu montato. Sarebbe stata questa vera gloria, perchè non ve ne può essere una maggiore, più splendida e duratura di quella derivante dal dare o dal rendere ad ognuno il suo. I danari da esso tanto mal volentieri pagati al fratello, appartenevano indubitatamente al *pubblico*, cioè alla Toscana; a lei dunque doveva procac-

(1) Questo squarcio è tolto dal famoso libro (pag. 2 e 3) intitolato, — *Governo della Toscana* — mandato alla luce con tutte le solennità officiali dall'istesso granduca Leopoldo nel 1790, quando egli appunto, attesa la morte del fratello Giuseppe, era divenuto signore degli Stati ereditarii austriaci.

ciare che fossero restituiti subito che venne in sua facoltà di farlo. Ma nulla però ei fece, quantunque se gliene presentasse propizia occasione. Alla Toscana rimasero gli antichi ed i nuovi danni; all'Austria la vergogna d'abominevoli estorsioni e rapine; a Leopoldo I la taccia di maggior liberalità nelle parole, che di rigida giustizia nelle azioni. Sovrano a Vienna dimenticò le compensazioni reclamate dallo Stato che gli aveva dato campo a guadagnarsi bella fama: pensò unicamente alla sua nuova posizione, scordando la passata. Per dirla brevemente, Leopoldo sul trono imperiale comparve minore che su quello granducale; ad ogni modo restò al disotto delle contingenze de' tempi che sopravvennero.

Che i danari ed i generi in questione fossero veramente dello Stato, conforme alle sue proprie dichiarazioni, non può cader dubbio per diverse considerazioni: prima di tutto perchè formavano la dote naturale e necessaria della sua esistenza economica; altrimenti gli stati non potrebbero avere continuità di vita civile e politica. Secondariamente, quando venne a morte Gio. Gastone, tutto quanto fu trovato nelle casse e nei magazzini pubblici, rimase a libera disposizione del successore, e non a favore della Principessa Elettrice sua sorella ed erede legittima. Anche allora venne fatta la distinzione delle sostanze demaniali dai beni allodiali; e pur questi la Principessa medesima procacciò che fosser dichiarati di proprietà pubblica, dichiarazione accolta dal successore. Di maniera che nessuno aveva diritto a disporre delle sostanze erariali, neppure il supremo imperante, altro che a benefizio della Finanza nazionale.

Ma in quella vece, come Francesco II aveva abusato della sovranità vivendo per spogliare la debole Toscana delle sue gioje e de' beni demaniali, il gabinetto

austriaco si valse delle sue disposizioni testamentarie per trarne pretesto ad ulteriori spogliazioni. Dal carteggio diplomatico passato fra il plenipotenziario granducale, conte Orsini di Rosemberg, ed il ministero toscano intorno a questo argomento si rileva, che il testamento del predetto Francesco II versava a favore della monarchia austriaca. Se ciò è vero, non sappiamo quindi comprendere come s' osasse pretendere che gli effetti spettanti ad uno Stato affatto alieno ed indipendente, dovessero esser aggiudicati a quella monarchia. Laonde sotto qualunque punto di vista vogliasi prendere a considerare questo negozio, la pretesa vittoriosamente sostenuta dalla corte cesarea, viene a risolversi in un' inaudita ingiustizia, appoggiata unicamente alla ragione del più forte. La quale se in qualche modo potè allora scusare il giovane Leopoldo I della transazione stipulata con un fratello esigente, e sotto l' influenza di una madre che pretendeva farla da tutrice, non lo assolve però dalla mancata riparazione quando quella forza era pervenuta in sue mani. Egli non ignorava che la sottrazione del danaro in discorso, aveva obbligato le Finanze toscane a disastrose operazioni: nonostante la coscienza di Leopoldo imperatore non arrivò a fargli comprendere il dovere di rindennizzare il Granducato, che dovette andarne, come sempre, a capo rotto. Per la qual cosa ci si fa lecito sin d'ora affermare, che la Toscana fu sempre riguardata dall' Austria, come la Spagna considerava il vicereame di Napoli, cioè una contrada presa a sfruttare per sopperire alle consumazioni della capitale della monarchia. La differenza consisteva soltanto nell' essere i granduchi consanguinei ed ereditarii, e rivestiti d'apparenze sovrane. In detta occasione noi dunqne perdemmo un' altra somma corrispondente a franchi 3,140,765: 00.

§ II.

Portata ad effetto la predetta transazione, tanto ingiusta quanto disastrosa per la Toscana, il gabinetto di Vienna attese a spinger più innanzi le sue aggressioni ingiuriose e vulneranti l'essenza politica ed autonomatica dello Stato nostro. Profittando dell'occasione in cui occorse stabilire il *trattamento* da farsi al nuovo Granduca, la corte imperiale rimesse in campo le futili, insussistenti e viete pretese di feudalità, ond'esiger da esso atti di riverenza e di subiezione verso l'Impero, assai più significanti di quelli usati dai principi medicei. Oltre la partecipazione officialmente avanzata dall'imperator Giuseppe II al granduca Leopoldo I, come a vassallo, della seguíta elezione del maresciallo Botta-Adorno a suo *commissario plenipotenziario in Italia* (1), il principe Kaunitz Rittberg propose al conte Orsini di Rosemberg primo ministro in Toscana, l'uso di formule veramente inammissibili nella corrispondenza diplomatica per chiunque sovrano senta in modo dignitoso ed adequato all'indipendenza reale della propria corona. Volevasi nulladimeno che la sottoscrizione delle lettere granducali all'Imperatore fosse concepita in tali termini: *umilissimo, ossequiosissimo e fedelissimo vassallo, servitore e fratello ec.* (2).

Ma il conte Orsini di Rosemberg, misuratamente replicando al prenominato Kaunitz gran-cancelliere, gli

(1) La *lettera patente* inviata da Giuseppe II e Leopoldo I, relativamente al *vicariato imperiale* del Botta-Adorno in Italia, fu spedita in Vienna a' dì 9 dicembre 1763; si conserva nell'Archivio del Ministero degli Affari Esteri, e vien prodotta al n° LXII del *Sommario* de' qui annessi documenti.

(2) Vedi il documento n° LXIII.

faceva osservare la stranezza di simile novità; essendochè i granduchi medicei scrivendo a sua maestà imperiale fossersi sempre sottoscritti *umilissimi servitori* e nient'altro. E per conseguenza, soggiugneva il prefato ministro granducale, non esservi nessuna ragione di pretendere adesso da un loro successore, Arciduca d'Austria, più di quanto avevano essi costantemente praticato con ben lunga serie di Cesari. Le condizioni politiche ed autonomatiche dello Stato di Firenze non aver subìto verun essenziale cangiamento col trapasso della sovranità dalla dinastia Medicea a quella di Lorena, e perciò non potersi or ammettere, nè introdurre formule indicanti maggior soggezione (1). Il principe Kaunitz facendo dal suo canto la parte a maraviglia, replicava in termini, come se la feudalità della Toscana fosse posta fuori d'ogni dubbio; e mentre proponeva un'altra formula, sempre diversa e più subiettiva dell'antica, annuiva che la corrispondenza fra le due corti fosse tenuta in lingua italiana, giusta il già introdottone uso (2).

Fu costante accortezza de'fabbricatori d'insidie, d'affacciare, insieme con le gravi, anche le piccole pretese, all'oggetto di recedere su queste per insister su quelle, ond'arrivare ad ottener transazioni, e così comparir discreti e condiscendenti, quando in realtà carpiscono o usurpano. Il principe Kaunitz, dopo d'aver addotti alcuni effimeri esempj di ricorsi interposti dal Governo toscano alla Dieta imperiale, regnante Francesco II (che fa d'uopo ricordarsi come rivestisse nel tempo medesimo le qualità di Granduca e d'Imperatore), inviava a Firenze un *memoriale* finamente elaborato su di questo argomento. Vol-

(1) Vedi il documento n° LXIV.
(2) Vedi il documento n° LXV.

tato dall' idioma tedesco nella favella italiana, in questi termini suona la sua conchiusione:

« Siccome con l' andar del tempo potrebbero verificarsi casi importanti e dubbiosi, così potrebbe S. A. « R. l' Arciduca Granduca riguardare come assolutamente del suo migliore interesse d' attenersi alla feudalità « imperiale della Toscana, ormai confermata da antica « consuetudine, da trattati, e da molte altre solenni disposizioni, come ancora dalle massime principalmente « stabilite nell' istituzione del Granducato in *secondogenitura* (1); e potrebbe l' A. S. adattarsi quindi a procedere alla domanda presso il Consiglio Aulico dell' Impero dell' investitura della sua alta dignità, come « hanno già praticato altri distinti feudatarj italiani, e « tra questi il Re di Sardegna ed il Duca di Modena, « ed a mostrare così la sua sollecitudine all' investitura « definitiva; tanto più che è notorio come tutta Italia, « e la massima parte delle potenze europee hanno appunto gli occhi rivolti alla condotta che l' A. S. sarà « per tenere in questo incontro, e che dall' omissione « di tal formalità potrebbero derivare conseguenze dannose a' veri interessi di S. A. R. (2).

Un più strano avviso, o meglio una insidiosa esorta-

(1) I solenni istrumenti concernenti la separazione perpetua della Corona di Toscana da quella d' Austria, attentamente considerati ed esaminati, non contengono veruna diretta o indiretta allusione alla pretesa feudalità del Granducato dall' Impero. E ciò è tanto vero, che ognuno può sincerarsene leggendo detti istrumenti inseriti, uno di seguito all' altro, con la traduzione dalla latina nella lingua volgare a fronte, al n° LVIII de' documenti in *Appendice* al tomo II della *Storia Civile*.

(2) Questo *memoriale* esiste nel suo idioma originale nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri, e precisamente in detta Filza 11, n° 3, insieme con le altre due lettere del conte di Kaunitz prodotte sotto i numeri LXVI e LXVII del *Sommario*.

zione di questa, fuorchè dalla corte di Vienna, poteva esser mai inoltrata a *sovrano costituzionale di Stato franco ed indipendente*, quale appunto si era, ed è in diritto ed in fatto il Granducato di Toscana. Volevasi che Leopoldo I procedesse a chiedere l'investitura dall'Impero, quando già regnava di fatto, e senza verun contrasto per parte di chicchessiasi; e dopo che aveva egli presa simil investitura dal *Senato Fiorentino*, in cui solo risedeva il diritto e la legittima potestà di conferirgliela. Tutti i suoi predecessori resero quest'omaggio al primo *corpo costituzionale dello Stato*, non escluso Francesco di Lorena (1), corpo politico creato qual base angolare del *gran patto* da cui ebbe origine il principato toscano (2). Vero si è altresì, che l'imperator Carlo VI, circa al tempo della transizione del Granducato dall'una all'altra dinastia, emesse alcuni atti relativi ad includer la Toscana nella giurisdizione feudale dell'Impero, ma quegli atti non furon in alcun modo accettati dai Collegi rappresentanti la nazione, nè tampoco dai granduchi.

Anzi, allorquando Gio. Gastone videsi condotto a quelle estremità che tanto angustiarono gli ultimi suoi anni di vita e di regno, prudentemente attese, come meglio seppe e potè, a metter in salvo le ragioni competenti

(1) Francesco di Lorena delegò il principe di Craon suo ministro plenipotenziario in Toscana a ricevere l'investitura ed il possesso della sovranità, accordatogli dal *Senato Fiorentino*, coll'intervento de' deputati del *Concistoro di Siena*, siccome apparisce dai documenti pubblicati dal Cantini nel tomo XXV della sua *Legislazione Toscana illustrata.*

(2) L'antica *Costituzione* stipulata ed accettata dal popolo fiorentino e dai principi medicei nel 1532, e le modificazioni indottevi nel $153\frac{7}{6}$, possono vedersi ai n^{i} X, XI e XII, dell'*Appendice* al tomo V della *Storia Civile*, come al n^{o} XIII avvi la *Costituzione* data da Cosimo I a' Senesi.

alla nazione fiorentina, facendo, mediante pubblico notaro, una solenne *protesta* delle violenze, di cui egli ed i popoli soggetti venivan fatti segnò per parte delle potenze interessate a mercatare e sottoporre lo Stato ad indebito traffico. « Mal sentendo il predetto Granduca es-
« sere la detta domanda ed istanza di grave pregiudi-
« zio a' diritti de' popoli e Stati sudditi di S. A. R. *(leggesi*
« *nella protesta medesima)*, e contraria alla retta ragione
« ed alla giustizia, perchè nel trattato segnato il di 22
« luglio 1731, aggiunta nuova stipulazione alle antiche,
« si confermano, si ripetono, si rinnuovano tutti quei
« patti e quelle convenzioni, in vigore delle quali fra i
« Principi contraenti, erasi convenuto della riduzione
« del Granducato di Toscana, e specialmente del Domi-
« nio Fiorentino, in feudo del S. R. Impero; primiera-
« mente nella quadruplice alleanza fino dall'anno 1718,
« in esecuzione della quale ne fu data l'investitura; e
« in secondo luogo in altri susseguenti trattati fino al-
« l'ultimo prefato mese di luglio poc'anzi scorso; i quali
« patti e convenzioni in niun modo ponno convenire col-
« l'indennità e ben' essere de' popoli e Stati toscani, anzi
« ledono i loro diritti, e specialmente distruggono la li-
« bertà del popolo fiorentino, e perciò senza violazione
« del diritto delle genti, per verun motivo potevano farsi,
« non esplorata particolarmente la volontà de' popoli fio-
« rentini, nè a cagione di pubblica utilità, e per pre-
« parare e conservare, come spacciano, la pace uni-
« versale d'Europa; sì perchè altri mezzi offrivansi per
« questa pace, sì perchè è assurdo, giusta le comuni
« regole di giustizia, che pel bene universale d'Europa
« la sola Toscana soggiaccia a quei danni, in niun modo
« giustamente compensati o indennizzati.

« Laonde protestarono contro i detti trattati, *e tutto*

« *il fatto e da farsi per la loro esecuzione*, tanto il Se-
« renissimo Cosimo III, di f. m., padre ed antecesso-
« re di S. A. R-, come ancora l'istesso Serenissimo
« Gio. Gastone I, in più volte, presso gli stessi prefati
« Principi a Londra, al Congresso di Cambray, a Vien-
« na e altrove. E conoscendo la predetta A. S. che non
« conviene, nè è lecito renunziare, nè opporsi alle dette
« proteste, colle quali vengono preservati e posti in si-
« curo in perpetuo ed irrevocabilmente i diritti de' po-
« poli e Stati a lei sottoposti; poichè, se prestasse assen-
« so a ciò che palesemente può ridondare a detrimento
« de' popoli e Stati a lui sudditi, abuserebbe del potere
« a lui conferito per loro tutela, e per garantire e pro-
« teggere il loro ben essere; e poichè non risiede in lei
« autorità di disporre di cosa di tanta importanza, da
« avere effetto poi dopo la sua morte, in pregiudizio
« de' detti popoli e Stati; e poichè, siccome non vien
« permesso alla detta R. A. S. di disporre degli Stati da
« lei ritenuti per diritto feudale (1), così sarebbe con-
« tro il diritto se disponesse della Repubblica fioren-
« tina, *il governo della quale la famiglia Medici ri-*
« *cevè da un popolo libero, e che godeva libertà*, qual
« Repubblica, egli non può in verun modo ricompen-
« sare o redintegrare; perciò S. A. R. comprova, con-
« ferma e rinnuova la predetta *protesta* fatta a Londra
« nel Congresso di Cambray, a Vienna ed altrove. »

E più innanzi il prenominato Gio. Gastone ripiglia a condolersi con frasi concepite nel seguente tenore: « Del

(1) Lo Stato di Siena fu dal re Filippo II infeudato a Cosimo I sin dal 1557, sebbene lo avesse conquistato con le proprie armi, e la Repubblica senese non fosse stata mai feudataria di alcuna potenza. Però quella feudalità venne indotta a riguardo della Corona di Spagna, e non del S. R. Impero.

« rimanente, essendo lesivo a' dritti de' popoli e Stati di « detto Granducato di Toscana tutto ciò ch'era stato « convenuto fra le predette MM. LL. circa il rinnuovare « la forma del diritto pubblico nel Granducato di To- « scana, e circa il ridurre il Dominio Fiorentino in feu- « do imperiale; nè spettando all'A. S. R., nè essendo « ciò in di lui potere, egli osa lusingarsi che i detti « giustissimi Principi non lo vorranno costringere a di- « sporre di cose, di cui non può disporre, nè a tra- « mandare atto veruno da cui possa comparir partecipe « ed approvatore di disposizione da essi fatta: perciò « il Marchese Bartolommei (1) ponga primieramente tutto « in opra onde non soffrir coazione per tale accessione « al detto trattato. Se poi necessità ve lo astringesse, « allora a scanso di maggiori mali, serva alla neces- « sità; ma procuri di farlo, se gli sarà permesso, ado- « perando certe clausole, in virtù delle quali, in qual- « che maniera, restino salvi i diritti de' popoli e Stati « toscani: perchè nella stessa eventuale investitura fu- « ron aggiunte le parole: *sempre salvo qualsivoglia al- « trui diritto* (2). In vigore adunque di tali lettere, ed « in vigore della plenipotenzia che ha il detto sig. Mar- « chese Bartolommei, potendo accadere che da lui si « eseguisca cosa, per cui si possa un giorno preten- « dere esser stati lesi i diritti de' popoli e Stati predetti; « se qualche cosa di tal fatta accada, quantunque S. A.

(1) E' questi il medesimo marchese Bartolommei, che stipulò poscia la Convenzione del 1737, la quale abbiamo tante volte citata ed invocata.

(2) Basta questa clausula per ritenere, che i diritti competenti alla nazione fiorentina non poteron essere, nè furon mai effettivamente abrogati. I diritti de' popoli sono come i lumi eterni che i nostri maggiori deponevano nei sepolcri, i quali appunto gli destinavano là come simboli dell'eternità dello spirito.

« R. sia asseverantemente persuasa, che col suo con-
« senso non può arrecar danno a' diritti de' suoi sudditi,
« specialmente in quelle cose che loro competono dopo
« la di lui morte, tuttavia a maggior cautela, e per so-
« vrabbondanza, e perchè sia più palese essere stato suo
« volere, che i diritti de' popoli e Stati predetti, e spe-
« cificatamente del popolo fiorentino, in ogni tempo ri-
« mangano illesi, però il predetto Ser. Granduca, in
« presenza degl' infrascritti testimoni, e di me Notaro
« sottoscritto, in ogni miglior modo protestò e protesta,
« dichiarò e dichiara, che in verun modo prestò e pre-
« sta assenso a tutto ciò che a tal oggetto si operasse
« a Vienna ed altrove dal detto Ferdinando Bartolom-
« mei suo Ambasciatore, in qualunque modo siasi, e per
« tutte quelle cose alle quali l'istesso Ser. Granduca
« rispose, o risposero i suoi Ministri, o fosser costretti
« di rispondere al conte Girolamo Kaimo ambasciatore
« di S. M. Cesarea e Cattolica, ed a tutte le altre cose,
« che in qualunque modo e tempo, e da qualsivoglia
« persona si potessero fare pel predetto effetto; ed
« astraendo il consenso da tutti gli atti predetti, vuole
« che tutte quelle cose non si possano in verun modo
« proporre ed allegare in pregiudizio di detti suoi Stati
« e popoli, anzi esser tutte irrite e di nessun momento
« e senza efficacia, ed a tutti gli effetti aversi come
« nulle, false e vane, come espressamente in ogni mi-
« glior modo dichiara e protesta (1). »

Dai surriferiti squarci estratti e tradotti letteralmente dalla solenne dichiarazione dell' ultimo sovrano della prima dinastia, viene a resultarne: Che il popolo fiorentino

(1) L' intero documento può vedersi al n° IV dell' *Appendice* al tomo I della *Storia Civile*, ov' è inserito nel suo testo originale latino.

era perfettamente libero ed indipendente quando accettò il *principato costituzionale* della Casa Medici: Che la detta Casa non poteva, nè volle mai cangiare il diritto pubblico del Granducato: Che solo nel 1718 incominciarono alcune potenze europee a pretendere e stipulare tra loro la feudalità della Toscana: Che Cosimo III e Gio. Gastone I, in ogni miglior modo e tempo, protestarono contro e s'opposero a tali ingiuste, irrite ed insussistenti stipulazioni: Che ancor quando vi avessero acconsentito, avrebbero commessi degli atti nulli ed inefficaci, perchè non avevano l'autorità nè il potere di offendere, ledere o manomettere la libertà de' popoli soggetti, rispetto a' quali incombeva anzi a' granduchi *pro tempore* il preciso dovere di conservarli e mantenerli illesi: Che estinta la Casa Medicea regnante, i popoli della Repubblica fiorentina rientravano nel proprio giure, di acconciarsi e disporre di sè a loro piacimento: Che in fine tutte queste ragioni eran poste dal Principe protestante sotto la salvaguardia del supremo diritto universale delle genti, che non può mai venir meno, finchè vi saranno uomini nel mondo che non rifiutino affatto i virtuali precetti derivanti dalla giustizia e dalla verità da Dio poste a capo delle cose sociali.

Ed il prefato Granduca, indignatissimo particolarmente de' procedimenti della corte austriaca, che non gli dava posa un momento, bramando di spingere le cautele fino al massimo segno di scrupolo, discese a conchiudere la sua dichiarazione con questi sensi: « Ferma « stante la predetta protesta, come perfettamente fatta, « ed assoluta, rimossa ogni revoca e sospensione, per- « chè è a cuore del detto Serenissimo Granduca, che « in avvenire di questa Sua volontà non possa dubi- « tarsi, per ora S. A. R. vuol palesarla, e rende pa-

« lese all'illustrissimo e reverendissimo Arcivescovo di « Pisa, come primo Vescovo di Toscana, e che ha piena « cognizione de' diritti de' popoli e Stati toscani, e spe- « cialmente del popolo fiorentino, e vuole ripetere e « rinnuovare presso di lui una tal protesta; perciò or- « dina che se ne scriva lettera allo stesso illustrissimo « e reverendissimo Signor Arcivescovo, firmata da S. « A. R. accludendovi la presente protesta, la quale pres- « so di lui ripete e rinnuova, e ordina che venga ripe- « tuta e rinnuovata nella predetta lettera, invitandolo « che a piè di quest'istessa protesta, in qualche modo « attesti ch'egli ne ha cognizione, ch'egli l'ha letta, « e che presso di lui è stata ripetuta e rinnuovata la « lettera, ad ogni miglior fine ed effetto che di ragio- « ne (1). »

Stimando inoltre quell'infelice monarca di dover similmente provveder ad ogni possibile futura contingenza, soggiunse: « Ordina a tutti i suoi Offizi e ministri, ai « quali questa protesta è nota, od in futuro è per es- « ser nota, che a nome del prefato Serenis.° Granduca, « e suoi successori e popoli tutti, cui giova o potesse « giovare, ripetano e rinnuovino quest'istessa protesta « ec., tante volte quante sarà d'uopo, che sempre ed « in ogni tempo tal dissenso si ripeta e rinnuovi, ed « in verun modo e tempo non possa introdursi alcuna « prescrizione, o qualsivoglia presunzione d'intervallo « di tempo, anche per 100 e più anni. E perciò in ogni « tempo, qualunque Offizio e ministro, ed anche privato « del popolo, sotto il predetto nome, ed a nome di tutti

(1) Mons. Francesco Frosini allora Arcivescovo di Pisa, ricevè appunto e ripetè tal *protesta*, nei modi prescritti dal Granduca, alla presenza del notaro Tellini, e con tutte le forme e solennità volute dai regolamenti, conforme apparisce dall'originale.

« coloro a' quali interessi, possa interrompere tal pre-
« scrizione, e qualsivoglia presunzione avanti oneste
« persone, sì pubblicamente come in segreto; cosic-
« chè possa dirsi che sia stata sempre la forza o la im-
« potenza di dichiarare e sostenere apertamente il pro-
« prio *gius*, e che non possa introdursi ed allegarsi,
« nemmen per congettura, il consenso e l'acquiescen-
« za ec. » A tutto quanto venne soddisfatto colla divulgazione dell'intero documento per le stampe, eseguita al cospetto della coscienza de' popoli in generale, e coll'assentimento in mille modi espresso dai Toscani, come quelli che vi hanno un più particolare interesse.

Giova adesso porre sott' occhio a' nostri lettori quanto scrisse su tal proposito, Riguccio Galluzzi, cioè l'istorico del Principato Mediceo: « Il Granduca (Gio. Ga-
« stone) vedendosi nella indispensabile necessità di su-
« bire la legge che gli era imposta, si prestava a tutto
« ciò che gli era suggerito per parte de' Tedeschi e del-
« li Spagnoli; ma volendo lasciare a' posteri un docu-
« mento irrefragabile che giustificasse la sua condotta
« guidata dalla forza delle potenze, e non dalla pro-
« pria libertà e riflessione, depositò presso l'Arcivescovo
« di Pisa una sua protesta segreta. Quest' atto in data
« delli 11 Settembre (1731), autenticato con le mag-
« giori solennità, conteneva in sostanza una dichiara-
« zione di Gio. Gastone di esser cerziorato pienamente
« della lesione che si apportava a' diritti e prerogative
« della Città di Firenze con ammettere la *feudalità*, dei
« mali che ne sarebbero derivati ai popoli, e della man-
« canza di facoltà in esso per acconsentirvi; in conse-
« guenza protestava d'accedere al trattato di Vienna
« indotto dalla forza, e che mancando il consenso dei
« popoli non rimanevano essi vincolati per quest' atto,

« mentre egli intendeva di lasciarli in quella piena li-
« bertà ed indipendenza che godevano quando si sot-
« toposero al governo della sua famiglia (1). »

Tali detti acquistano maggiore importanza riflettendo, che il Galluzzi scriveva la sua *Storia* per comandamento di un Principe successore nel trono granducale, che rivestiva la qualità d'Arciduca d'Austria, e che riservava a sè medesimo la censura preventiva di detta opera. L'esimio avv. Paolini mandando poscia alla luce la *protesta giangastoniana* osservava: « Il popolo di Firen-
« ze aveva ceduta la sovranità alla famiglia Medici, che
« governò la Toscana per due secoli. Gio. Gastone che
« ne fu l'ultimo rampollo, gemendo sulla sorte futura
« della sua patria, e volendo lavarsi agli occhi della
« posterità, della macchia d'avervi contribuito, scrisse
« contro le operazioni della Spagna e dell'Imperatore
« una protesta solenne (2). » Poco stante egli soggiugne: « Il diritto diplomatico della Toscana alla libertà
« è dunque incontrastabile; ma vi è di più. Un Prin-
« cipe uscito dalla famiglia degli usurpatori aveva con-
« cepito il progetto di rendere al popolo una parte dei
« suoi diritti. Leopoldo aveva già formato un piano di
« *Costituzione* monarchica mista, che esiste ancora ma-
« noscritto nel porta fogli del celebre Senator Gianni (3).

(1) Galluzzi, *Istoria del Granducato*, libro, IX, cap. VIII.

(2) La prima pubblicazione in stampa volante di quest'importantissimo documento, fu fatta l'anno 1800 per cura del prefato Paolini, il quale lo indirizzava a Napoleone Buonaparte primo Console della Repubblica francese, apponendovi in fronte una sua *prefazione* con questo titolo: — *Prospetto delle ragioni che assistono i Toscani sopra i diritti anche diplomatici che hanno alla libertà del loro paese, comprovati* ec. — L'originale si conserva attualmente nell'Archivio Mediceo facente parte di quello Centrale di Stato.

(3) La *Costituzione* di cui fa cenno il Paolini esiste attualmente

« E non solamente questo Principe aveva fatto una teo-
« ria di governo libero; egli aveva preparato il popolo
« al cangiamento che voleva eseguire. » In altri più precisi ed esatti termini, non sarebbe stato questo un cangiamento, ma sivvero una doverosa reintegrazione de' propri, naturali e legittimi diritti competenti al popolo toscano.

A chi potesse mai sembrare vieta od oziosa questa disquisizione, ora che il S. R. Impero cadde in polvere da oltre mezzo secolo, noi siamo in grado di rispondere, che ciò appunto facemmo per dimostrare con quale arte e finezza abbia l'Austria in ogni tempo tentato di sovvertire i diritti de' popoli italiani, e d'aggiogare a sè i piccoli Stati della penisola. Un'altra risposta daremo loro più avanti, ed a migliore occasione. Però non vogliamo adesso pretermettere d'osservare, come non contenta la corte di Vienna della superiorità delle forze materiali, e degli stretti vincoli di sangue col giovanetto Leopoldo, attese invece a profittare di questi per indurlo a farle spontaneo omaggio dell'alto *gius* della corona nazionale, cercando di persuaderlo a chiederne l'investitura al Consiglio Aulico. Egli peraltro non si lasciò accalappiare in così perfido laccio, e adottato un contegno riservato e prudente, procacciò che tal insidia rimanesse frustrata e sepolta nel silenzio. Ora però che questo silenzio ci è dato di romperlo, ben volentieri ce ne facciamo l'organo per rendere sempre più palese l'iniquità della politica austriaca, anco rispetto a' principi del proprio sangue.

Quantunque Leopoldo I si disimpacciasse con sufficiente scaltrezza dal suddetto tranello, nulladimeno l'au-

nelle mani del venerando marchese Gino Capponi dal quale ricevemmo l'*estratto* inserito al n° IX de' documenti che fanno *Appendice* al tomo V della *Storia Civile*.

tonomia diplomatica non potè riaversi dalla tutela cesarea in cui era caduta regnante il padre suo. Le legazioni austriache presso le corti estere seguitarono a rappresentare la Toscana anche dopo la morte di Francesco II. Particolari agenti teneva Leopoldo a Roma, a Napoli, a Parigi, a Venezia; ma negli affari di qualche importanza eran essi subordinati a' ministri imperiali, e talora affatto esclusi dalle trattative, per cui tutti i segreti del gabinetto granducale eran noti a Vienna. Maria Teresa e Giuseppe II imperavano per questa via a Firenze, e la politica esterna del figlio e fratello Granduca doveva pienamente uniformarsi alla loro. Vedute di malintesa economia suggerirono a quel frugale sovrano di conservare la rappresentanza diplomatica toscana negli oratori imperiali; di maniera che l' autonomia nazionale all' estero, durante la dominazione Lorenese, è sempre stata un languido ed effimero simulacro.

Le amicizie e le inimicizie, le paci e le guerre della corte cesarea, eran pertanto comuni alla corte granducale, ed il paese veniva così obbligato a risentirne tutti i contraccolpi, senza veruna sua ingerenza od interesse. L' antica neutralità del Porto di Livorno, aperto a' negozianti d'ogni nazione, e la fama di liberalità acquistata dal Granduca, mossero i coloni americani, mentre combattevano la guerra dell'indipendenza, a far delle proposizioni al gabinetto toscano, per stabilire delle relazioni commerciali fra i due paesi, le quali avrebbero potuto riuscire di sommo vantaggio per noi (1). Leopoldo I vi prestò orecchio in principio; ma poi, mandata in lungo la cosa, non volle venire a conclusione, per non contravvertire a

(1) Ciò vien affermato nell' autobiografia di Filippo Mazzei toscano, il quale dimorando allora in America, fu da quei coloni inviato inutilmente a Firenze per trattare di questo negozio.

Giuseppe II, che ad istigazione dell'Inghilterra riguardava gli Americani come ribelli. Essi si rivolsero a Genova, ed i Liguri accorti ed industriosi, fecero buon viso alla proposta, per modo che divennero i più favoriti navigatori e mercatanti di quelle regioni. Quando l'Inghilterra ebbe riconosciuta l'indipendenza degli Stati Uniti, furono introdotte altre pratiche, le quali non sortiron il desiderato successo (1). Era tardi; tutto il commercio dell'America con l'Italia rimase nelle mani dei Genovesi: esso avrebbe potuto esser almeno diviso con Livorno, qualora si fosse saputo tener conto della prima profferta.

Tra i rilevanti benefizj apportati da Leopoldo I alla Toscana, un male grandissimo venne da esso indotto allo Stato privandolo affatto di milizia stanziale, per darlo interamente in mano alla più vile *sbirraglia* (2). Entrava nelle vedute e nel piano generale della politica di Casa Loreno-Austriaca, che gl' Italiani non s' appigliassero al mestiere delle armi, tranne quelli che volessero assoldarsi nell' armata imperiale. Per difetto appunto di milizie proprie, ebbe il Granducato a soffrire gravi perturbazioni e disordini nel 1790, tosto che il prenominato monarca andò a Vienna per assumere il governo

(1) Nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri, Filza 37, a 56, esistono le carte relative a questa trattativa, che ebbe luogo senz' effetto a Parigi dal 1784 all' 87, per abbandono de' negoziatori americani.

(2) Il granduca Leopoldo I ebbe tanto in uggia la milizia stanziale, che poco a poco la ridusse quasi a nulla. Sole 4 compagnie gli erano rimaste per presidiare la capitale, quando con decreto del dì 22 febbrajo 1790 disciolse anche queste, e ordinò rilasciarsi la città di Firenze a guardia de' *birri* e de' *facchini*, conforme apparisce dal documento n° XXXVII dell' *Appendice* al tomo II della *Storia Civile*. Indi partì per Vienna, e poco stante incominciarono le suddivisate perturbazioni.

de' regni ereditati dal fratello. Ciò offerse l'opportunità sempre gradita al gabinetto cesareo di mandare in Toscana guarnigioni alemanne, tirando invece i Toscani sotto le sue bandiere. Infatti, prima di trasmettere la corona granducale sulla testa del figlio secondogenito, Leopoldo mandò da Vienna a Firenze un battaglione di fanti, ed uno squadrone di cavalli, imponendo alla Reggenza di disciogliere una specie di *guardia cittadina* formatasi in Firenze a tutela delle persone e delle proprietà. Nel tempo medesimo egli obbligò 200 reclute toscane a prender servizio nel reggimento austriaco *Caprara* di guarnigione in Lombardia (1).

La qual cosa fu un' aperta violazione del giure nazionale, perchè non è in facoltà di alcun sovrano costringere i sudditi a servire in armate straniere, e tanto meno di valersi delle milizie aliene per guarnire Stati autonomi, indipendenti e separati. Ma giovava al gabinetto cesareo di stendere le sue falangi a traverso l'Italia, fino al mare Tirreno, e così fu fatto. Piaceva inoltre a Leopoldo di mandare nel Granducato un qualche nerbo di truppa forestiera per effettuare un' insigne prepotenza, vale a dire, la deportazione degl' implicati in dette perturbazioni nelle galere di Messina, e nella fortezza di Pizzichettone. Che i rei di pubblici disordini siano puniti, è necessità sociale, com' è dovere di principe giusto e buono di far eseguire le leggi penali; ma non è in potestà di alcun sovrano aggiugnere pene a pene nei casi speciali, quando non siano comminate dalle leggi preesistenti. Quindi un arbitrio fu cagione di altri arbitrii e prepotenze, e tutto in fine venne a de-

(1) Archivio del Ministero degli Affari Esteri, Filza 44, posizione 38.

rivare dall' errore, o vero dalla malizia d' aver trascurate le milizie stanziali per favorire la *sbirraglia*.

I tumulti del giugno 1790 non sarebbero avvenuti, se il governo fosse stato forte abbastanza per contenere i malintenzionati reazionarj; o appena scoppiati gli sarebbe stato facile reprimerli. Lo stesso Granduca non avrebbe trascurato le soldatesche nazionali, se ad ogni sinistro evento non avesse potuto contare sull' appoggio della truppa austriaca. Laonde, la politica dinastica dei Loreno-Austriaci è riuscita sempre funesta alla prosperità interna, all' autonomia ed all' indipendenza, quanto ancora alla dignità esteriore del Granducato, eziandio regnante il personaggio più stimabile di quella stirpe. Dobbiamo peraltro avvertire, come appena Leopoldo I ebbe renunziata la corona granducale a Ferdinando III, questi non solamente procacciò d' attenuare le pene inflitte dal padre a' predetti facinorosi, ma rimandò tosto in Germania la guarnigione tedesca, e fece ritornare in patria le summentovate reclute (1). Ma non pertanto restò chiusa la serie de' guai economici e politici rovesciati dalla corte di Vienna sulla Toscana; essendochè molti altri e più gravi ce ne siano ancora da raccontare.

§ III.

I primi passi di Leopoldo I nell' amministrazione del Granducato, segnano altrettanti tratti di retta giustizia, e d' illuminati e savj provvedimenti. Uno de' più

(1) Archivio del Ministero degli Affari Esteri, Filza predetta, posizione n° 39. Dalla medesima posizione si rileva altresì, che il governo di Ferdinando in detta occasione, mandò 10 giovani *discoli* al servizio austriaco. Egli doveva gastigare i *discoli*, ma non poteva forzarli ad entrare fra le soldatesche straniere.

segnalati fra questi non può cader dubbio che fosse l'apertura della *Galleria Fiorentina*, con regolamenti adattati a renderla continuamente accessibile all'istruzione degli artisti, ed alla curiosità de' forestieri. I capolavori delle arti antiche e moderne, con immenso dispendio raccolti dai Medici in Roma ed in Firenze, non avevano mai ricevuto alcuna razionale distribuzione, e rimanevano qua e là sparsi e disordinati per le camere e le aule de' diversi palazzi e ville granducali di dette città, e come se fossero suppellettili, stavano alla semplice discrezione de' respettivi guardaroba. Volendo ora il Granduca meglio provvedere alla loro conservazione, all'ammaestramento della gioventù dedicantesi all'esercizio delle Arti Belle, ed al pubblico decoro, risolse di riunire tutti gli oggetti amovibili rari e preziosi provenienti dall'eredità medicea in un solo locale.

A tal plàusibile effetto risolse d'istituire un Ufficio espressamente destinato a contenere e conservare tutte le pitture, sculture, disegni, stampe, medaglie, monete, cammei ed altre rarità e cose preziose, di pertinenza dello Stato in virtù della Convenzione del 1737 (1). Laonde egli pose il nuovo direttore, canonico Giuseppe Querci, sotto l'immediata dipendenza della Finanza, a carico della quale era giusto che ridondasse il mantenimento di detta *Galleria* (2). Non era, nè poteva esser dubbia la proprietà degli oggetti in essa prima e poi compresi; ma non pertanto la formale recognizione di questo diritto merita minore encomio, dopo che il padre suo aveva menato tanto scempio delle sostanze demaniali, non senza pur manomettere gli oggetti interessanti il lustro

(1) Vedi l'art. III del documento n° IV nell'annesso Sommario.
(2) Vedansi i documenti compresi sotto il n° LXVIII.

della nazione. Con aprire regolarmente al pubblico la *Galleria Fiorentina*, egli dunque rese un solenne omaggio a detta *Convenzione*, e discese coll'esempio a santificare la più gelosa fra le proprietà nazionali, vale a dire, il possesso nei Toscani delle opere germinate dallo slancio del genio col concorso delle virtuose discipline.

Procacciò in appresso Leopoldo I che i molti e pregevoli monumenti delle arti greche e romane raccolti dai Medici nel palazzo di *Campo Marzio*, e nella villa alla *Trinità de' Monti* in Roma, venissero poco a poco trasportati a Firenze per ridurli in un solo centro. Ciò accadde nello spazio di varj anni, e quando egli dovette poi abbandonare la Toscana, l'operazione era compiuta con non piccolo dispendio per parte dello Stato, sì a cagione de' costosi trasporti, quanto nell'apparecchio d'appositi e sontuosi locali. Allora fu che la tante volte invocata *Convenzione* del 1737 ricevè in questa parte il suo pieno adempimento; e mentre lo Stato toscano si vide messo realmente in possesso di ciò ch'era suo, i dotti studj ottennero un ampio e fecondo campo alle loro indagini e lucubrazioni, e la capitale della Toscana si cinse la fronte di un serto che la rende orgogliosa fra quante sono le città che coltivano le Arti, le Scienze e le Lettere.

Allorquando il prefato Granduca ordinò che fosse fatta la separazione delle opere artistiche dal mobiliare de' regj palazzi e ville, venne a resultarne che fra le molte rarità medicee, vi erano pure non pochi oggetti spettanti alla storia naturale in diversi tempi raccolti. Buona fortuna volle che al seguito del giovan Principe si trovasse il dott. Felice Fontana da Pavia, il quale aveva dati a Leopoldo nella sua prima età alcuni rudimenti in queste discipline, per cui conservò sempre mol-

ta deferenza verso il maestro. Profittò il Fontana di questa circostanza per proporre al Granduca la fondazione di un *Museo di Fisica* in Firenze, che dovesse riuscire corrispondente all' alta reputazione di altri famosi stabilimenti fiorentini. Ottenne il Fontana la quantità de' mezzi a ciò necessarj, oltre il locale espressamente acquistato e ridotto a santuario di quanto avvi di più singolare fra le naturali produzioni. Tutto ciò stanziava il Granduca sul pubblico erario, a carico del quale ugualmente portava il mantenimento ordinario del *Museo* medesimo. Egli stesso ebbe la cura di farci sapere, che la istituzione di detto *Museo*, e dell' annesso *Orto Botanico*, costò alla Finanza 850,155 lire, pari a fr. 714,130: 20 (1).

Tra le arti di lusso coltivate con indefesso ardore dai Medici, tiene sicuramente il primo luogo la manifattura delle pietre dure, specie di *musaico* condotto col duplice artifizio d' intarsio e di commesso. Belle a vedersi, quanto costose sono a condursi queste opere, le quali formano pregio peculiare della città nostra. Coltivarono appunto i Medici tal manifattura per adornare id calcedoni e diaspri il loro delubro sepolcrale, mal pensando che i sontuosi mausolei possano far dimenticare il lezzo di nefandi ed orribili vizj. Estinta la dinastia, l' arte rimase allo Stato toscano con tutto il corredo de' suoi magazzini, essendo ella compresa nella ridetta *Convenzione* stipulata fra la Principessa Elettrice ed il granduca Francesco II; ed abbenchè formasse una dipendenza del *Guardaroba Maggiore*, ugualmente che la *Galleria Fiorentina*, faceva carico al pubblico era-

(1) Vedansi i documenti inseriti al n° LXIX. Oltre di che occorre avvertire, come la somma riportata nel testo, circa al dispendio d' istituzione del *Museo*, figura a pag. 71 del *rendiconto* pubblicato dal Granduca medesimo.

rio, da cui interamente attingeva le risorse il detto Dipartimento, indipendentemente dall'appannaggio sovrano.

In seguito di questo principio ispirato da massime di retta giustizia, quando piacque al Granduca d'aggregare all'*Amministratore del Patrimonio della Corona*, anche la superiore sorveglianza all'Officina delle pietre dure, prescrisse che fosse compilato l'inventario e la stima del materiale greggio e lavorato esistente nei magazzini, affinchè non dovesse mai cader in dubbio la proprietà dello Stato. La consegna venne effettuata pel ministero de' *Sindaci*, i quali hanno per scopo di rivedere e di tutelare le amministrazioni e le proprietà pubbliche. E del pari venne così praticato quando rimase separata la *Galleria Fiorentina* dalla *Guardaroba Generale*. Ora dunque, ancorchè l'*Officina delle pietre dure* ed il *Museo di Fisica* abbiano successivamente subìte delle variazioni, e cambiata dipendenza, nulladimeno la proprietà è rimasta intatta ed inalterata allo Stato, cui appartengono per origine e per patto (1).

E di tutte queste cose abbiamo stimato conveniente far motto, e di provarle mediante irrefragabili documenti, perchè nè adesso, nè in avvenire, alcuno possa mai revocare in dubbio la vera e legittima proprietà di detti stabilimenti per parte dello Stato toscano. I quali se talvolta assunsero apparenze d'istituti privati, ciò unicamente provenne da una certa ambizione spiegata dalla corte granducale nel 1814, d'aver sotto di sè cose tanto ammirate dai forestieri. Il lustro della città volevasi così far riflettere sulla corte soltanto, siccome faremo più opportunamente osservare in seguito. Giova adesso avvertire, che sebbene i granduchi Ferdinando III e Leopol-

(1) Vedansi i documenti inseriti al n° LXX.

do II abbiano figurato di mantenere a proprie spese i detti istituti, essi però gravaron sempre in realtà l'erario pubblico, perchè i detti sovrani di mano a mano aumentarono, e di proprio arbitrio, il loro appannaggio pagatoli dallo Stato. Sul quale argomento avremo più propizia occasione di tornare ancora una volta.

§ IV.

Volendo Leopoldo I recare a compimento un grand'atto di giustizia amministrativa, alle parziali sanzioni già date rispetto agli oggetti preziosi ed alle opere insigni testè memorate, decise quindi di procedere alla separazione de' beni della Finanza da quelli della Corona, quantunque gli uni e gli altri appartenessero allo Stato. Così egl' intese d'indurre e stabilire una netta linea di confine fra gl' interessi e la contabilità del pubblico erario, e la cassa particolare della casa del Principe, considerato come primo funzionario e rappresentante la sovranità della Toscana. Contemporaneamente ordinò che delle sue sostanze personali, e degli assegnamenti dotali ed estradotali della consorte, se ne tenesse conto a parte, affinchè non si dovessero mai confondere o promiscuare co' detti beni di ragione pubblica per indole, per patto e per ragione degli assunti oneri.

Nel preambulo del summenzionato atto di separazione leggonsi queste nobili espressioni: « I principj di « giustizia, ed i sentimenti di delicatezza che dirigono « la nostra volontà, ci determinarono già da lungo tem- « po a distinguere e separare gl' interessi della Finanza « dello Stato, da quelli che formano il patrimonio ere- « ditario della nostra Corona, e da quelli che costitui- « scono il nostro libero patrimonio personale e di fa-

« miglia. Adesso che vediamo ridotti questi oggetti a « quella chiarezza che ci ha pienamente persuasi, vo- « gliamo anche separare e distinguere dalle altre l'am- « ministrazione delle Finanze, che contiene gl'interessi « economici dello Stato, poichè è nostra intenzione, che « di quelli non sia disposto che per soddisfare ai biso- « gni e pesi dello Stato medesimo, con il minimo ag- « gravio possibile de' sudditi contribuenti alle pubbliche « tasse ed imposizioni. Quindi, anche de' beni della Co- « rona, e del nostro libero patrimonio personale, vo- « gliamo che sia tenuta un'amministrazione separata ed « indipendente dalle Finanze dello Stato (1) ». Ottimo provvedimento fu questo sicuramente, essendochè trop- po di frequente s'incontri una certa confusione nelle scritture della Depositeria, fra gl'interessi dello Stato, quelli della Corona, ed i personali de' principi fino a detta epoca.

Ciò premesso importa ora avvertire, come sin dal- l'arrivo di Leopoldo I in Toscana, fosse stata fissata un'assegnazione sul tesoro pubblico pel di lui mantenimento, alquanto superiore a quella fruita dal suo genitore. Conciossiachè essa consistesse in lire 1,260,000, conforme a quanto già dicemmo, e questa ei la facesse ascendere a lire 1,575,000 all'anno, pari a franchi 1,323,000, oltre gli aggravi indotti da Francesco II sulle Finanze nostrane a favore di persone estranee al paese. Nondime- no riuscì sommamente proficua all'economia nazionale la venuta del Granduca nella capitale della Toscana, perchè cessò l'esportazione del danaro in straniere con- trade, senza che se ne risentisse verun compenso. Ces- sarono ancora le spogliazioni viennesi, che tanto depau-

(1) Nella raccolta delle patrie leggi vedasi l'*editto* del dì 6 apri- le 1789.

perarono lo Stato sotto il regno del suo predecessore, ad eccezione di quella avvenuta all' incominciar del nuovo, che già abbiamo lamentata sul principio di questa seconda parte.

Occorre dall' altro lato notare una tal quale arbitraria sfrontatezza ognora praticata dai granduchi nell' aumentare di quando a quando la dotazione annuale della propria corte, senza consultare *il Senato de'XLVIII*, a cui apparteneva esclusivamente la facoltà d' indurre modificazioni ed ampliazioni all'appannaggio primitivo (1). Pur troppo è vero che poco o nulla valgono i patti ed i freni legali, quando nelle *costituzioni politiche* mancano i necessarj contrappesi di forze materiali. Il famoso messer Francesco Guicciardini incorse appunto in quest' errore, allorquando credè di poter chiudere al *Signor Cosimino* le casse dello Stato con un articolo della *Costituzione*. Francesco Vettori meglio ammaestrato alla scuola dell' esperienza, o più sincero del Guicciardini, fece saviamente riflettere a' suoi colleghi l' inutilità di quella deliberazione, subito che si consegnavano nelle mani del nuovo eletto le chiavi delle fortezze e delle armerie (2).

(1) I *motuproprj* che vengono inseriti al n° LXXI dell'annesso *Sommario*, provano bastantemente una tale affermazione.

(2) Narra il Segni nel lib. VIII delle sue *Storie Fiorentine*, che il Vettori disse al Guicciardino queste memorabili parole: « Mi maraviglio « ben ora di voi, che siete stato sempre tenuto prudente, che conside- « riate tante minuzie nel far creare questo principe: perchè se gli date « la guardia, l' arme e le fortezze in mano, a che fine metter poi, « ch' ei non possa trapassare oltre un determinato segno? In quanto a « me desidero, che Cosimo sia un buon principe, e l' eleggo ancora « con animo di servirgli, e di sopportarlo quando ei fosse cattivo, e « non osservasse cosa alcuna che sia scritta costì. » Cosimo fu un triste principe, ed in lui s' avverò interamente la profezia politica di messer Francesco Vettori, che non è stata mai smentita da alcuno de' suoi successori delle due dinastie.

Infatti, tutti i granduchi medicei disposero delle sostanze dello Stato, come di cose affatto proprie, ad onta della *Costituzione* elaborata dal Guicciardini.

Già vedemmo come Francesco di Lorena ne facesse anche maggiore scempio; e Leopoldo I, per quanto temperante e frugale egli fosse, di quando a quando non ebbe repugnanza d'accrescere il peso della sovranità allo Stato. Di suo motuproprio, estese l'annuale appannaggio fino alla somma di lire 1,975,000, pari a franchi 1,659,000. 00, compresa l'assegnazione concernente la Guardaroba generale pagata dalla Depositeria (1). Tutte le suppellettili in essa esistenti provengono dall'eredità medicea, ed il loro mantenimento, rinnovamento ed aumento, anche in appresso, ha fatto carico alla Finanza, ora direttamente, e talora indirettamente. Nell'articolo III della tante volte citata *Convenzione* del 1737 si legge: « Le guardarobe, mobili, argenterie ed effetti « che sono per l'uso resteranno alla *libera disposizione* « di S. A. R. » La parola *disposizione* non significa *proprietà*, ma bensì il semplice *uso* e *possesso*, a comodo e piacimento del sovrano *pro tempore*; mentre la proprietà effettiva e complessiva di detta eredità, venne solennemente riconosciuta appartenere e deferita di diritto e di fatto allo Stato.

Tal clausula particolarmente praticata a riguardo delle suppellettili e mobili domestici, fu indotta affinchè i sovrani non si trovassero di soverchio imbarazzati e vincolati nel farne uso, piuttosto in un sito che nell'altro, a differenza di quanto era stato convenuto rispetto alle opere

(1) Le carte inserite sotto il n° LXXII del *Sommario* dimostrano evidentemente, come in ogni tempo le suppellettili dei RR. Palazzi e Ville siano state considerate arredi inerenti alla Corona, e non proprietà private della dinastia Lorenese.

d'arte. Nel medesimo articolo avvi appunto su tal proposito: « Di tutto quanto è per ornamento dello Stato, per « utilità del pubblico, e per attirare la curiosità de' fore- « stieri, non sarà nulla trasportato e levato fuori della « capitale e del Granducato. » Ora, poichè sarebbe riuscito troppo grave inconveniente, se la famiglia regnante non avesse potuto trasportare da un palazzo all'altro i mobili più usuali, così opportuno venne stimato di mitigare l'antecedente espressione, introducendovi l'altra di *libera disposizione*, la quale non implica nient'affatto la proprietà, restata sempre piena ed intatta allo Stato. Ad esso infatti rimase allorquando lo scettro toscano passò a' Borboni, e poi a' Buonaparte, che come sovrani ne usarono, e che il tutto ugalmente lasciarono a disposizione di chi venne dopo di loro, senz'affacciare pretesa o reclamo di sorte alcuna.

Fatta questa specie di non inutile digressione, ripiglieremo a dire, che se giudiziosa e razionale fu la separazione degl' interessi della Finanza da quelli della Corona, altrettanto giusta e plausibile comparisce la distinzione voluta da Leopoldo I in quanto al suo patrimonio privato. Tali ordinamenti ci danno un'idea assai vantaggiosa del prenominato Granduca, disinteressato al punto di volere che le rendite del suo patrimonio privato dovessero andare in comune con quello della Corona per il mantenimento della corte. Fa qui d'uopo esporre in che veramente consistesse il detto suo *patrimonio personale;* e per avventura siamo in grado di produrre un irrefragabile *documento*, il quale ce ne dà la più completa ed esatta cognizione, perchè emanato dall'istesso sovrano, sotto l'influsso delle migliori guarentigie. Le annesse *dimostrazioni* numeriche, compilate con la maggiore accuratezza desiderabile, presentano

fino all' ultima evidenza, lo stato de' capitali componenti quel *patrimonio*, cioè quale si era nell' anno 1786, parte allogati a Vienna, e parte in Toscana (1).

Tutti gli assegnamenti dotali ed estradotali dell' infanta Maria Luisa di Spagna, moglie del prefato Granduca, furono originariamente impiegati nei banchi pubblici di Vienna, ove ugualmente rimasero allogati alcuni degli annui frutti da essi resultanti. Ma poichè l' esazione e gerenza di tali frutti venne dal Principe medesimo confidata alla Depositeria di Firenze, di tempo in tempo questa fu da esso autorizzata a valersene nelle bisogne dello Stato, sì in Toscana che fuori. Ella fece inoltre de' considerabili acquisti in *Luoghi di Monte*. Laonde, quando Leopoldo risolse di devenire alle distinzioni e separazioni di sopra enunciate, egli resultò creditore della somma indicata in detto *documento* ed annesse *dimostrazioni*. La qual somma era esclusivamente sua propria, giacchè è regola incontrovertibile di diritto comune, che i frutti dotali, durante il matrimonio, appartengano al marito, come il fondo dotale resta sempre affetto alla moglie. È di grande importanza per l' intendimento nostro di stabilire adesso questa regola, la quale fornì appunto a Leopoldo il titolo per qualificare come suo *patrimonio personale* i capitali resultanti dall' impiego dei predetti frutti dotali.

Ma nel cumulo di quei capitali peraltro entravano anco i frutti della somma, con troppo manifesta ingiustizia estorta da Giuseppe II all' erario toscano nel 1766; il quale per aver consenziente il fratello a tal furfanteria, s' obbligò di corrisponderglieli sua vita natural durante a

(1) Al n° LXXIII del *Sommario* vengono inserite le *dimostrazioni* che corredano il detto *documento* ivi pure collocato.

ragione del 4 per % Ad ogni modo essi avrebbero dovuto versare nel tesoro dello Stato, dappoichè il Granduca istesso confessò, *che quella somma apparteneva al pubblico;* per cui avvi una patente contradizione fra le parole ed i fatti Leopoldini; nè questo è l'unico esempio. Nell'*editto* testè citato avvi inoltre: « Questo Ammi- « nistratore (della Corona) dipenderà unicamente e diret- « tamente da noi, ed alle nostre risoluzioni dovrà dare « esatta esecuzione, non come supreme decisioni della « volontà del Sovrano, ma come particolari disposizioni « del proprietario, e possessore de' beni compresi sotto « tale amministrazione. » Con alto intendimento segnava dunque Leopoldo una distinta linea di separazione fra gl'interessi della Corona e quelli della Finanza; e premuroso com'era della regolarità amministrativa, e dell'uguaglianza civile, spingeva così le disposizioni legislative fino agli estremi termini.

Nel *rendiconto* da esso mandato alla luce l'anno dipoi si trova scritto: « L'effettiva separazione ordinata « con l'editto del 6 aprile 1789 volle S. M. (er'allora « divenuto re d'Ungheria, di Boemia ec.), nonostante « che avesse ridotto alla più stretta economia il man- « tenimento proprio e della numerosa sua regia prole, « che anche i suoi assegnamenti personali, e intera- « mente proprii, perchè derivanti dalle doti di S. M. la « Regina, *e dal vitalizio con S. M. C. l'imperator Giu- « seppe II*, non si tenessero più separati, ma servisse- « ro ancor essi al mantenimento della sua Corte, ed a « sgravare perciò lo Stato da quel maggior supplemento, « che senza tali assegnamenti sarebbe occorso, come « chiaramente lo dimostra la differenza che resulta fra « lo sbilancio del primo al secondo semestre in cui ebbe « effetto la riferita separazione. » Tal separazione adun-

que fu il complemento degli obblighi assunti dal padre suo con la Principessa Elettrice de' Medici.

Niente gioverebbe allo scopo nostro diffondersi in maggiori particolarità su di questo argomento: a noi basta aver fatto conoscere, come con la formazione del patrimonio della Corona, Leopoldo I adempisse allo spirito ed alla lettera della Convenzione del 1737, cioè che i beni tutti dell'eredità medicea, mobili ed immobili, in forza di essa, trapassarono completamente ed interamente nello Stato. Infatti, quanti ancora ne rimanevano in essere gli comprese in detto patrimonio, destinato al congruo mantenimento del Principe, qual supremo magistrato dello Stato medesimo. La Corona è cosa inerente ed inseparabile dalla sovranità che risiede virtualmente nella nazione; ed in tal modo egli venne a canonizzare la proprietà de' detti beni nell'ente morale che la rappresenta sotto il nome di governo, il quale se si cambia in quanto alle persone ed alle forme, sempre però sta fermo, ed è indefettibile, com'ente morale, espressione dell'aggregazione sociale.

Nelle *istruzioni* date all'Amministratore dell'appannaggio della Corona, fra le altre disposizioni avvi quella, che delle rendite provenienti dal patrimonio personale del Principe si dovesse tener scrittura separata, da quelle derivanti dai fondi assegnati alla decorosa sussistenza del sovrano. Ma per un tratto d'eminente e generosa equità ei volle pure, che le rendite de suoi privati capitali fossero annualmente erogate nelle spese ordinarie della propria casa e famiglia, la quale essendo appunto numerosa, esigeva vistosi dispendj. Prescrisse inoltre, che ogni di più abbisognevole pel mantenimento della medesima, attinger si dovesse dal pubblico erario; ma nel tempo istesso ingiugneva al suddetto Ammini-

stratore, che d'accordo col Ministro delle Finanze, invigilasse attentamente, *onde il patrimonio della Corona, e molto meno il suo personale, non si locupletassero a discapito del tesoro dello Stato* (1). Impose ad entrambi, che di tutto quanto potesse giovare al buon servizio pubblico, nulla si dovessero a vicenda occultare, acciocchè le due amministrazioni procedessero con perfetta intelligenza in quella miglior via economica, in cui avea sempre atteso ad avvantaggiare gl'interessi della nazione.

L'intervento del Ministero delle Finanze nei sopraddetti negozj, ebbe in mira due salutari effetti. Primo: che in esso rimanesse l'alta tutela e sorveglianza della buona conservazione del patrimonio della Corona, costituito da tanti beni nazionali, avulsi unicamente dall'amministrazione dello Stato per comodo e speditezza del Principe. Secondo; che il Ministero medesimo potesse essere continuamente a portata dell'andamento regolare della nuova direzione, onde conoscere le cause che potevano talora indurre la preveduta supplenza del tesoro pubblico alle spese private della corte. La qual disposizione mitigava, e rassicurava in gran parte dall'arbitrio che il Granduca s'era lasciato sempre aperto d'imporre all'erario ultronea gravezza, ove le rendite de' due suddetti patrimonj non arrivassero a coprire le spese della corte da esso regolate a suo talento.

Nel progetto della nuova *Costituzione* che Leopoldo I ebbe in animo di dare alla Toscana si trova scritto: « La separazione del patrimonio dello Stato da quello

(1) Vedansi gli articoli 14 e 15 delle *Istruzioni* sopraccitate ed inserite al n° LXXIV de' documenti dell'annesso *Sommario*.

« del Principe sarà mantenuta. » E più sotto: « È vie-
« tato alienare i beni della Corona, ma saranno promos-
« se le allivellazioni già incominciate di questi (1). »
Donde assai chiaramente apparisce, ch'egli non intendeva vantare altri titoli di proprietà, oltre quelli legittimi che ognuno ha sopra i capitali e fondi di ragione privata, dai legali detti *castrensi*. De' beni nazionali egli anz' intese di formarne la perpetua dotazione della Corona, cosa ben diversa dalla persona del Principe, attributo proprio della sovranità, vale a dire, di chi rappresenta la nazione come capo del governo dello Stato. Con molta sagacità avrebbe in fine voluto quell' illuminato Granduca, che i beni costituenti la predetta dotazione non si fossero mai potuti alienare, all'oggetto che i sovrani trovassero ognora in essi un decoroso appannaggio indipendentemente dal tesoro pubblico, affinchè nessuna promiscuità pecuniaria passasse fra Stato e Corte. Però nel tempo istesso prescriveva che si continuasse la già incominciata allivellazione de'detti beni, provvedimento salutare ed efficacissimo per conservare il dominio diretto de' fondi, senza pregiudizio della libertà che ha d' uopo l' industria agricola per prosperare convenientemente.

Nè con ciò intendiamo far panegirici a quel sovrano; chè questo non sarebbe il luogo, nè il tempo adattato. Volemmo unicamente esporre i fatti co' quali egli mandò ad effetto le stipulazioni concordate dal padre suo con la Principessa Elettrice, che è quanto dire', la canonizzazione de' titoli di proprietà acquistati dalla nazione toscana sopra l' universalità de' beni medicei. I motivi per cui ci risolvemmo a simile esposizione, saranno appieno

(1) Tanto si legge negli articoli 11 e 13 del documento n° IX dell' *Appendice* al tomo V della *Storia Civile*.

palesi al paziente lettore che vorrà seguitarci nella continuazione di un racconto precipuamente destinato alla difesa de' diritti nazionali, di continuo aggrediti, manomessi e conculcati, ora in un modo, ora nell' altro, dalla Casa Loreno-Austriaca.

§ V.

Non sì tosto ebbe il Granduca compiuta la suddetta operazione economico-amministrativa, che può annoverarsi fra i migliori provvedimenti di tal genere adottati durante il suo regno, l' imperator Giuseppe II cadde pericolosamente ammalato; ed alla perfine incontrò la morte in Vienna a dì 20 febbrajo del 1790, senza lasciar di sè alcuna figliuolanza. Laonde gli Stati ereditarii degli Ausburgo pervennero, per diritto di successione, a Leopoldo I, il quale però nel temp' istesso rimaneva inabilitato a ritenere lo scettro toscano; imperciocchè fosse già previsto il caso che le due corone d' Austria e di Toscana non potessero esser mai riunite sulla medesima testa (1). Se egli avesse subito istallato il figlio Ferdinando nella sovranità del Granducato, sarebbesi al certo risparmiati gli atti che offuscarono l' ultimo periodo della sua dominazione. Ma avendo istituita in quella vece una Reggenza incapace a reggere il paese con senno ed energia, le sue più importanti riforme n' ebbero gran tracollo. La libertà del commercio e le prammatiche giu-

(1) Ciò apparisce con la maggiore evidenza dal solenne *istrumento* celebrato in Vienna il di 14 luglio 1763, come può riscontrarsi fra i documenti segnati di n° LVIII dell'*Appendice* al tomo II della *Storia Civile*. Tutto quanto fu poi ratificato ed incluso nel *trattato* stipulato fra le corti d' Austria e di Spagna a S. Ildefonso il dì 7 Agosto del medesimo anno.

risdizionali furon indegnamente manomesse dai reggenti spaventati dalla plebaglia incitata da perfidi reazionarj. Leopoldo medesimo sfrondò da Vienna il glorioso serto, che con indefesso studio, pel corso di 25 anni, aveva saputo intessersi in Toscana (1).

Sarebbe adesso fuor di proposito se volessimo rifare la storia dell'infelicissimo periodo finale del regno Leopoldino, mentre gli avvenimenti c'incalzano a proceder veloci nello svolgimento dell'argomento che abbiamo preso a trattare. Diremo adunque, come Leopoldo, un anno dopo la sua partenza tornasse a Firenze per istallare il figlio secondogenito sul soglio granducale; ma questa gita non riuscì di verun frutto alla reputazione del Principe abdicatario, nè giovò agl'interessi della Finanza nostrana. La quale aveva tutto il diritto di esigere da esso un atto d'eminente giustizia, atto che avrebbe potuto sicuramente formare un punto luminoso nella sua vita, e forse il più splendido negli annali del principato toscano. Vogliamo con ciò alludere al rimborso della somma prepotentemente carpita da Giuseppe II alla Toscana nel 1766, di cui facemmo menzione in addietro. Il Granduca medesimo avea già divulgato per le stampe, che quella somma *era di pertinenza del pubblico*, e che allorquando dovette farne l'invio a Vienna, avea dovuto soggiacere alla forza preponderante del fratello.

Era pur troppo vero, che detta quantità di danari apparteneva alla Finanza dello Stato; conciossiachè ella fosse estratta dalla *Cassa del Riservo*, della quale cade ora

(1) Su di questo proposito non possiamo che rimandare il lettore agli ultimi paragrafi del tomo II della *Storia Civile* scritta non senza coraggio e pericolo quando regnava in Toscana la Casa Loreno-Austriaca, e quando i soldati austriaci occupavano il paese.

in acconcio dare adequata notizia. Ella fu istituita per ordine dell' imperator-granduca Francesco dietro *dispaccio* spedito da Vienna il 4 dicembre del 1760, e mandato ad esecuzione dal maresciallo Botta-Adorno con *rescritto* del dì 9 gennajo 1761. Di sei in sei mesi dovevano in essa colare tutti gli avanzi della Depositeria generale, e delle casse subalterne dello Stato, *per rimanere sotto la dipendenza privata ed immediata de' sovrani comandi, ed agli ordini del capo del governo, esclusa qualunque ingerenza del Direttore ordinario delle Finanze* (1). Ma non pertanto questi avanzi cessavano, nè potevano cessare d' appartenere allo Stato; tanto più che il già indicato appuntamento annuale voluto dal sovrano come propria *lista civile*, eravi prelevato. Nulladimeno trovasi che dal 1761 al 63, Francesco II estrasse da questa Cassa la somma di lir. 1,951,890. 7. 4., pari a fr. 1,639,587. 90. per valersene nelle sue particolari bisogne (2). Donde ne consegue, che le somme recapitolate alla pagina 54, consistenti in franchi 25,083,078. 12., da quel monarca indebitamente distratti dalla Toscana, subiscono aumento, ed arrivano alla cifra di 26,722,666: 02., sperduti nelle ingorde e sterminate fauci dell' Aquila austriaca.

Dalla Cassa medesima furon poscia estratte le lire 3,762,816 imposte da Giuseppe II nel 1766, conforme esponemmo di sopra; per cui nel 1790 ben disse il

(1) Ciò è scritto in fronte ad un *campione della Depositeria* segnato di n° 568, de' libri e carte pervenuti all' Archivio Centrale di Stato dalla Depositeria medesima. Il detto *campione* contiene tutta l' amministrazione della *Cassa Riservata* dal 1761 in cui fu istituita, al 1779 nel quale venne soppressa.

(2) Apparisce dal *campione* citato nella *nota* antecedente, che la predetta somma fu inviata a Francesco II in tre diverse partite, cioè il dì 30 giugno 1762, 15 febbrajo e 22 ottobre 1764. Tali partite sono registrate colla rubrica: *Rimesse straordinarie a Vienna.*

fratello suo, *che appartenevano al pubblico e non all' eredità paterna.* Ma se egli allora tanto ben disse, non bene certamente operò l'anno successivo, quando ai 4 di maggio del 1791 devenne alla stipulazione di un singolare *chirografo* con Ferdinando III, tosto che lo ebbe insediato sul trono granducale. In forza di esso il padre cedè al figlio tutti i capitali personali che aveva in Toscana, derivanti dai frutti dotali, e dal vitalizio convenuto con Giuseppe II sin dal 1766. Ora però l'imperator Giuseppe era morto, ed egli stesso era divenuto erede e sovrano di tutti gli Stati austriaci, e per conseguenza ad esso incombeva il sacro dovere d'indennizzare il tesoro toscano di tutte le sottrazioni patite per colpa de' suoi autori. Se non altro, per esser coerente, avrebbe dovuto procacciare, che la somma da esso così malvolentieri spedita a Vienna, fosse ora restituita a chi s'aspettava, conguagliandola con quanto egli andava creditore con lo Stato nostro.

Ammontava questa a scudi 1,391,953. 1. 5., pari a franchi 8,184,684. 69., mentre l'erario toscano, tra sorte e frutti determinati al 4 per cento, avrebbe dovuto esser rimborsato dell'altra ragguardevole somma di franchi 6,248,835. 00. (1). Di maniera che il credito di Leopoldo, sarebbesi residuato a franchi 1,935,849. 69. qualora da Imperatore d'Austria avesse ragionato ed agito come avea parlato ed operato da Granduca di To-

(1) Dal precitato *campione* della *Cassa Riservata* resulta l'effettivo invio a Vienna della somma voluta a forza da Giuseppe II in detto anno 1766, in conformità della Convenzione del 6 giugno di detto anno. Resulta inoltre, che quando ella fu soppressa per *motuproprio* de' 29 novembre 1779, i danari in essa esistenti, che sommavano a lire 1,259,862. 14. 3, furono versati nella cassa della Depositeria, perchè appartenenti alla Finanza. Siccome Leopoldo diede questa somma allo Stato da Granduca, così doveva restituirgli l'altra da Imperatore.

scana. Ma dal più elevato soglio di Vienna egli vide le cose sotto un aspetto diverso da quello giusto ed onesto da cui le aveva contemplate sedendo sul seggio granducale. Laonde, nell'istante d'abbandonarlo volle anch'esso la *decima*. A mediazione dell'avvocato Leonardo Frullani fu convenuto e formulato il *chirografo* testè memorato, il quale ora vede per la prima volta la luce (1). Non possiamo, nè vogliamo in alcun modo entrare nell'esame giuridico di questo documento, che per le sue intrinseche ed estrinseche qualità riveste foggie e condizioni piuttosto strane che singolari. Padre e figlio, sovrani ambedue, stipulano da per loro quel *chirografo*, senza il concorso di verun ministro o funzionario pubblico, e lo stipulano appena che il padre ebbe renunziato la corona granducale al figlio. Un tal esame di validità competesi a' giureconsulti più versati nelle quistioni diplomatiche, ed agli statisti meglio istrutti nelle materie spettanti al diritto amministrativo. Stimiamo quindi di limitare la nostra esposizione alla sola parte istorica, la quale andrà di mano in mano svolgendosi nel tratto successivo.

Conciossiachè dalla cessione del credito fatta dal padre al figlio, e dall'obbligazione respettivamente assunta da questi verso di quegli, abbiano origine le pendenze d'interessi mantenute sempre vive dalla corte d'Austria contro la Finanza toscana, fino al punto d'ottenerne ulteriore sanzione, ad onta di tutto quanto la Casa Loreno-Austriaca avrebbe avuto il debito di restituire alla Finanza medesima. Il defalco del 20 per 100 accordato da Leopoldo a Ferdinando con quel *chi-*

(1) Tal *chirografo*, con l'annesso *prospetto* ed una *lettera* dell'Amministratore del Patrimonio della Corona, può vedersi al n° LXXV del qui unito *Sommario*.

rografo, non dee ascriversi ad effetto di liberalità del padre rispetto al figlio, ma sivvero agli scapiti cui andavano soggetti i *Luoghi di Monte* a cagione delle fluttuazioni commerciali, delle ritenzioni e balzelli che venivano talora imposti, e del perditempo per l'esazione de' frutti dopo lo scioglimento del *Monte Comune* (1). In forza del quale scioglimento i predetti *Luoghi di Monte* erano divenuti tanti *censi* tra particolari e particolari, e per conseguenza occorreva non piccolo dispendio per risquoterne i frutti in dettaglio. Volle per giunta Leopoldo che il figlio gli desse in garanzia il Patrimonio della Corona, Patrimonio, che come già vedemmo, apparteneva allo Stato, ragione per cui la confezione di detto instrumento avrebbe dovuto farsi con l'intervento de' soliti funzionarj dello Stato, per l'organo de' dicasteri governativi, e con le consuete solennità diplomatiche.

Tutto questo manca assolutamente nella celebrazione del predetto *chirografo;* il quale in fin de' conti macchia ed offusca la bella fama d'integrità e di rettitudine, che con immensa fatica erasi guadagnata Leopoldo I volgente il periodo di cinque interi lustri. Un Principe che s'era presentato al pubblico col raro esempio di render esatto conto del suo operato, non doveva certamente illaqueare il figlio con un'obbligazione che intaccava gl'interessi dello Stato, senza rendere allo Stato ciò ch'egli aveva riconosciuto e proclamato appartenergli. Imperciocchè, se noi avemmo più fiate motivi ed occasioni di dar lode al Principe medesimo, il più illuminato e benevolo della Casa Loreno-Austriaca,

(1) Rispetto allo scioglimento del *Monte-Comune*, ed alla sorte de' *Luoghi di Monte*, oltre la legge del 7 marzo 1788, ci riportiamo a quanto esponemmo alla pag. 441 e seguenti del tomo II della *Storia Civile*.

or non possiamo astenerci da compartirgli nota di biasimo, perchè gli austeri precetti dell'imparzialità ce lo impongono. Nè con ciò crediamo di poter esser colti in contradizione; perchè la diversa natura de' fatti allora e adesso per noi raccontati e provati mediante ineccezionabili documenti, parlano abbastanza chiaro, e ci mettono al coperto da ogni attacco. Discendiamo quindi a concludere: che Leopoldo I sul trono granducale fu sovrano giusto ed intemerato; asceso sul soglio imperiale mutò pensieri e contegno, ed anche alla Toscana diede patenti contrassegni d'avere sposate le idee rapaci ed oppressive, tradizionali nella corte austriaca, la quale può veramente dirsi, *che invecchiando peggiora.*

PARTE TERZA

(REGNANTE FERDINANDO III LORENO-AUSTRIACO)

---

§ I. *Ferdinando III aggrava il Patrimonio della Corona di un estradotale a favore di sua moglie.*
» II. *Prestazioni condizionate fatte dalla Toscana agli Austriaci nel* 1799 *e* 800 *non mai rimborsate.*
» III. *Infruttuose trattative del Governo etrusco co' Principi Loreno-Austriaci per liquidare gl' interessi pendenti.*
» IV. *La Toscana obbligata dall' Austria a prender parte alla guerra di Napoli nell' anno* 1815.
» V. *Trattato d' alleanza fra le corti di Vienna e di Firenze.*
» VI. *L' Austria rimette in campo le pretese de' Luoghi di Monte contro la Toscana.*
» VII. *Appannaggio della corte alla restaurazione del* 1815.

§ I.

Prima di rassegnare lo scettro granducale al figlio secondogenito, procacciavagli Leopoldo una sposa tra le figlie del re Ferdinando IV delle Due Sicilie. A' 9 d' agosto del 1790 se ne celebrava in Napoli l' apoca matrimoniale, e ponevasi per fondamentale condizione, che le corone di Toscana e d' Austria rimanessero perpetuamente separate, giusta le precedenti disposizioni resultanti da' trattati internazionali, e dalle convenzioni di famiglia (1). Procedevasi quindi a stabilire la dote della

(1) Nell' art. VII della preallegata apoca o contratto di sponsali, è integralmente inserito il testo dell' istrumento a ciò relativo celebrato

principessa Maria Luisa, obbligando il futuro sposo, a costituirle un estradotale di 60,000 fiorini del Reno, equivalenti a scudi 25,714. 2. –. –. di Toscana, da prendersi sulla Finanza dello Stato. Importa notare, che questa obbligazione veniva assunta soltanto dal padre del designato sposo; cosicchè Leopoldo onerava l'erario pubblico di gravezze che riguardavano la famiglia privata del sovrano, e ciò faceva nel periodo di transizione, in cui egli era più un abusivo amministratore del Granducato che il vero sovrano.

Effettuato poscia il ridetto matrimonio, e pervenuto Ferdinando III al soglio toscano, ei si dispose ad adempire gl' impegni paterni rispetto alla moglie. Laonde di suo motuproprio, a' 25 aprile del 1793, ordinò che il suespresso estradotale fosse formato in tanti *Luoghi di Monte* spettanti al Patrimonio della Corona, e per esso allo Scrittojo delle Reali Possessioni, che come abbiamo già veduto era proprietà dello Stato (1). Imperciocchè padre e figlio arbitraron assai donando alla Principessa un capitale che loro non apparteneva; e tanto più trasmodarono dopo la separazione de' beni patrimoniali, di cui abbiamo tenuto proposito in addietro. Se nella civil convivenza tutti gli uomini hanno il dovere di essere osservanti delle regole di giustizia, e coerenti a sè stessi, i principi in special modo son tenuti a ben guardarsi di non intinger mai le mani nelle sostanze pubbliche a loro particolare profitto o de' propinqui, e sopra a tutto di non contradire a sè stessi, nè con le

in Vienna il 21 di luglio del detto anno 1790, che già pubblicammo al n° LVIII dell' *Appendice* al tomo II della *Storia Civile*. La quale apoca si conserva nella serie de' documenti internazionali e dinastici esistenti presso l' *Avvocatura Regia* in Firenze.

(1) Tal motuproprio vien riportato al n° LXXVI del *Sommario*.

parole, nè co' fatti. Ma la dinastia Loreno-Austriaca, sotto apparenze oneste e miti, non fu mai schiva da volgere a suo prò le cose spettanti alle ragioni pubbliche; ed a seconda delle circostanze, a comparire or liberale e generosa, e talora avara e dispotica, ponendo per giunta in non cale la data fede.

§ II.

Molti e fondati motivi abbiamo per credere, che non fosse questo il solo peso indotto da Ferdinando III sulla Finanza dello Stato, prima della sua partenza dalla Toscana, dietro insinuazioni o comandi della corte di Vienna. Nè minori motivi abbiamo per ritenere, che gran parte delle peripezie politiche rovesciatesi sul Granducato dal 1791 al 1799, dipendessero dall' influenza e pressione esercitata dal gabinetto cesareo su quello di Firenze. Ma nulla possiamo aggiugnere a quel poco che già dicemmo altra fiata, perchè quando ci è stato aperto l' Archivio del Ministero degli Affari Esteri, lo trovammo affatto vuoto delle carte che si riferiscono a quell' importante periodo di tempo. Un grave disastro cagionato da malizia e paura produsse quel vuoto. Al momento che i Francesi entravano per la prima volta in Firenze (25 marzo 1799), il granduca Ferdinando III faceva abbruciare dette carte, conforme avvi ricordanza nell' Archivio medesimo (1). La qual cosa dà ragione-

(1) In fronte al *registro* d' Archivio si trova il seguente *ricordo* manoscritto: « D' ordine di S. A. R. furon bruciati tutti i fogli che si tro- « vavano nell' Archivio degli Affari Esteri dal 1° gennaio 1791, fino « all' invasione de' Francesi in Toscana, come potranno attestare S. E. « il sig. Cav. Fossombroni Ministro degli Affari Esteri, ed il sig. Gaetano « Rainoldj Segretario del Consiglio di Stato. »

volmente a sospettare, che vi si contenessero corrispondenze e documenti compromittenti i gabinetti di Vienna e di Firenze. Imperciocchè noi siamo costretti deplorare un avvenimento che defrauda la patria istoria dei lumi che avrebbe avuto il diritto d'attingervi, e che ci somministrerebbero più sicuri argomenti per giudicare un governo che in apparenza ebbe condotta debole, vacillante ed inconseguente.

Dall'altra parte sappiamo con certezza, che allorquando il prenominato Granduca dovette abbandonare la Toscana, egli era in debito col Patrimonio della Corona di somma, cui verrà meglio in acconcio d'esporre più innanzi. Abbiamo udito varie volte affermare da testimonj oculari, che nell'atto di partire ei traesse con sè molte delle argenterie spettanti alla Guardaroba della Corona; ma non ne conosciamo con precisione la quantità ed il valore. Quindi passiamo avanti ad esporre come le truppe tedesche, nel luglio del 1799 avendo invaso il Granducato, tosto ricorressero all'erario pubblico per ottener danari, ed alle Comunità per aver vettovaglie e foraggi. L'alito predominante de' tempi soffiava da Aquilone: i Tedeschi riceverono danari e generi di sussistenza, quantunque il loro ingresso in Toscana dipendesse da motivi e circostanze estranee al paese. I comandanti austriaci trovarono talmente comoda la cosa, e ne profittarono al segno, che si valsero dell'imperdonabile connivenza del *Senato Fiorentino* per approvvisionarsi nel Granducato anche durante l'assedio di Genova, dicendo e scrivendo sempre che sarebbe stato tutto pagato puntualmente (1).

(1) Vedansi le lettere de' generali austriaci inserite per ordine di data sotto il n° LXXVII del *Sommario*, esistenti in originale nell'Archivio del Ministero degli Affari Esteri.

Per dar nel genio al furibondo *Senato*, essi frattanto l'appoggiavano nella più insana, vessatoria e funesta reazione che mai fosse contro i patriotti. Attesero pure ad infiammare il fanatismo e le rabbie degl'insurgenti aretini, i quali trascesero ad orribili eccessi, in sequela d'aspirazioni e suggestioni viennesi, e sotto il comando d'ufficiali austriaci. Tosto gli Aretini pagarono a ben caro prezzo i frutti di una stupida esaltazione, perchè gli Austriaci quando videro sè stessi in pericolo, non pensarono minimamente a difenderli (1). È questo il solito contegno spiegato dalle genti germaniche co' popoli italiani, vale a dire, di commoverli con astute ciancie relative alla legittimità de' troni, alla santità degli altari, per averli propizii e coadiuvatori nell'imprese dirette a' danni dell'istessa penisola, lasciandoli poi in preda a' risentimenti delle altre nazioni, ogni qual volta è ad essi toccato la peggio. Donde ne è proceduto, che gl'Italiani resisi accorti a proprie spese delle perfidie ed ingratitudini tedesche, giurarono odio eterno all'Austria, e non faranno mai pace con essa, finchè ella s'ostinerà a voler possedere un palmo di terra di quà dall'Alpi.

Era facile prevedere, che la nota avarizia del gabinetto imperiale non sarebbesi mai risolta a soddisfare le obbligazioni contratte da' suoi generali col *Senato Fiorentino*, e che le somministrazioni da essi ottenute sarebbonsi convertite in spogliazioni. Nullàdimeno un tal fa-

(1) Dopo tutto ciò che dicemmo su tal proposito nei capitoli V, VI e VII del tomo III della *Storia Civile*, sarebbe superfluo ritornare sopra di quei luttuosi avvenimenti; tanto più che anche di fresco l'egregio Nicomede Bianchi ha maestrevolmente disegnato il quadro dell'iniquo contegno osservato dalla corte cesarea con l'Italia in generale, e con la Toscana in particolare, mediante la sua applaudita *Storia della politica austriaca rispetto a' sovrani ed a' governi italiani.*

scino stava sugli occhi dell' imbecillito Consesso, e sì truce aspetto avevano i prepotenti soldati imperiali, che fu loro dato tutto quanto chiedevano. Liquidati i conti venne a resultarne, che le spese occorse pel mantenimento delle truppe austriache stanziate in Toscana negli anni 1799 e 800 consisterono in scudi 366,089; mentre l'importare delle somministrazioni ad esse fatte quando stavano all'assedio di Genova, ascesero a scudi 309,228. Imperocchè ammontano in complesso a scudi 675,317. o sia franchi 3,970,863. 96. La qual somma, giusta le obbligazioni assunte dai generali Klenau, Frelich, Hoenzollern, Palfy ed altri, avrebbero dovuto essere rimborsate dalla corte d' Austria, obbligazioni contratte nel momento di ricevere le vettovaglie e simili provvigioni. Ma dopo la sconfitta di Marengo, forzati gli Austriaci ad abbandonare il Granducato, se ne andarono senza pagare e senza devenire ad alcuna sistemazione.

§ III.

Ma tosto che la Toscana per accordi presi tra l' Austria e la Francia a Luneville, fu costretta di cambiar padrone, l'imperator Francesco e l'ex-granduca Ferdinando, non indugiaron gran fatto a spedire un loro legato a Firenze per reclamare quanto loro pretendevano appartenergli in forza del trattato ivi segnato il dì 1° febbrajo del 1801. L' articolo V° del trattato antedetto, è in cotal sentenza concepito: « S. A. R. il Granduca di Toscana ri-
« nunzia per sè e suoi successori e pretendenti al Gran-
« ducato di Toscana, e alla parte dell' Isola dell' Elba
« che ne dipende, come pure a tutti i diritti e titoli re-
« sultanti da questi diritti su i detti Stati i quali sa-
« ranno posseduti da ora in avanti in tutta sovranità e

« proprietà da S. A. R. l'Infante Duca. di Parma. Il « Granduca otterrà in Germania un'indennità piena ed « intera de' suoi Stati d'Italia. — Il Granduca per- « altro potrà a suo piacimento disporre dei beni e « proprietà che possiede particolarmente in Toscana, « sia per acquisto personale, sia per eredità degli ac- « quisti personali del defunto S. M. l'Imperatore Leo- « poldo II suo padre, e del defunto S. M. l'Imperatore « Francesco I suo avo. Resta parimente convenuto che « i crediti, stabilimenti ed altre proprietà del Grandu- « cato, come ancora i debiti dovutamente ipotecati su « questo paese passeranno al nuovo Granduca (1). » Ma invece di un granduca, mediante successivi accordi passati tra la Francia e la Spagna, venne un re di schiatta Borbonica (2). Fa ora d'uopo soffermarsi alquanto a considerare attentamente le diverse disposizioni contenute nella seconda particola del surriferito articolo V°, avvertendo innanzi tutto, come il detto trattato fosse stipulato direttamente dal gabinetto di Vienna col Governo repubblicano francese, senz'intervento dell'espropriato sovrano.

Vennero in primo luogo guarentiti a Ferdinando III, i suoi beni particolari situati in Toscana, e quelli ereditati dal padre e dall'avo, e ciò nel tempo istesso che rimaneva escluso dalla sovranità. Da quanto però abbiamo esposto finora resulta evidentemente, che l'imperator-granduca Francesco, anzi che fare acquisti personali

(1) Il trattato di pace segnato a Luneville tra l'Austria e la Francia, può vedersi al n° CXI dell'*Appendice* al tomo III della *Storia Civile.*

(2) Vedasi il trattato stipulato a Madrid il 21 di marzo del 1801 tra la Francia e la Spagna, inserito ugualmente sotto il n° CXII nell'*Appendice* testè citata.

nel Granducato, si occupò nello spogliarlo senza veruna misericordia. Rispetto a' *Luoghi di Monte* intestati a Leopoldo I, e poscia ceduti e venduti a Ferdinando III, già facemmo rilevare qual sacro debito corresse al cedente di compensare e rimborsare il tesoro toscano del capitale carpitogli dal suo predecessore sul soglio cesareo. Ferdinando medesimo aveva onerato e manomesso il patrimonio inalienabile della Corona granducale, destinando porzione de' suoi capitali ad aumentare la dote della moglie, in sequela d' impegni contratti dalla corte di Vienna con quella di Napoli (1); che è quanto dire, da chi non aveva il minimo diritto, nè l' autorità d' imporre simili obbligazioni al popolo toscano.

Non si sa comprendere come Leopoldo I potesse trascendere a contrarre una simile obbligazione, dopo che nel suo rinomato *rendiconto* erasi data la cura di farci sapere; « Che gli sponsali stabiliti ed effettuati « nel 1787 della R. Arciduchessa Maria Teresa sua pri- « mogenita con S. A. R. il Principe Antonio di Sasso- « nia, non volle che arrecassero alcun dispendio allo « Stato, e che alla soddisfazione delle doti venisse « supplito con i propri capitali costituenti il privato « e personale patrimonio della M. S. fuori di Tosca- « na (2). » È questa un' altra patente contradizione che s' incontra tenendo dietro al minuto andamento della vita pubblica e privata di quel sovrano, il quale nonostante comparisce più illustre per gesta che ritraggono dalle virtù benefiche, che dal dispotismo che paralizza ed insterilisce tutto quanto vien tocco dal suo alito venefico ed essiccatore.

(1) Di questa manomissione verrà dato il necessario sfogo più avanti.

(2) Vedasi il libro intitolato: *Governo della Toscana* ec., a pag. 71 in *nota*.

In secondo luogo occorre notare, come il gabinetto austriaco a Luneville fosse diligente in stipulare la recognizione de' debiti ipotecati contro lo Stato toscano, covando in petto i proprii titoli. Sin d' allora probabilmente meditava di non voler mai devenire alle compensazioni che di ragione. Ma nel tempo medesimo l'Austria accettò e sanzionò che i crediti spettanti alla Finanza nostrana, nessuno eccettuato, ad essa restassero intatti, com'era di giustizia. Laonde, ella comprese ed implicò la restituzione di tutti i capitali e valori arbitrariamente ed ingiustamente alienati e distratti a pregiudizio della Toscana dal primo Granduca Lorenese, per dar pasto all' insaziabile venalità della corte cesarea. Contemporaneamente le parti contraenti ammessero e proclamarono quanto era rimasto fissato nella Convenzione del 1737, rispetto agli stabilimenti sin d' allora destinati al decoro ed all' abbellimento pubblico, ed al lustro del sovrano *pro tempore*, d' esclusiva proprietà dello Stato. Imperciocchè rimase in ogni sua parte confermata la gran separazione (se di conferma avesse mai avuto bisogno), delle proprietà nazionali, da quelle personali de' Principi Lorenesi, stipulante il granduca Francesco II, ed effettuata e sancita da Leopoldo I.

Ora, sotto l'influenza di tutte queste disposizioni ed obbligazioni, nel settembre del 1803 arrivò alla corte d' Etruria il marchese Filippo Ghisilieri, incaricato dall' imperator Francesco d' Austria, e da Ferdinando già divenuto Elettore di Salisburgo, di reclamare specialmente i crediti ch' entrambi vantavano contro lo Stato toscano. Non dee trascurarsi di notare, come la lettera credenziale del Ghisilieri pel conte Giulio Mozzi ministro segretario di Stato della Regina Reggente d' Etruria, fosse firmata dal conte Luigi Cobentzel gran cancelliere

dell' Impero austriaco, cioè da quel medesimo ministro che aveva stipulato il trattato di Luneville (1). Di altre due lettere era il Ghisilieri latore indirizzate alla Reggente dai due fratelli austriaci, sempre intenti a sbramare le loro cupidità sul bel paese ove il sì suona (2).

Non ignorava il Governo etrusco quali fossero gl' impegni fermati a Luneville, nè tampoco era all' oscuro delle pretese con cui si presentava il marchese Ghisilieri; essendochè ne avesse già ricevuta comunicazione dalla corte di Spagna (3). Laonde non poteva ricusarsi dall' entrare con esso in trattative; ma quando ebbe udite le prime aperture fattegli dal legato austriaco, apprese la necessità d' apparecchiarsi a seria e gagliarda contesa. Pretendeva il Ghisilieri la pura e semplice recognizione de' crediti risegnati in faccia a' suoi mittenti contro la Finanza nostrana, senza voler ammettere a veruna compensazione i crediti che questa aveva con essi. A tal' effetto egli formò una *Commissione ad hoc* componendola del senator Claudio Sergardi Amministratore del Patrimonio della Corona, di Giulio Piombanti Soprintendente de' Sindaci, e di Bernardo Lessi Avvocato Regio, all' oggetto di concretare le ragioni di diritto e di fatto più valevoli a far argine a sì strana pretesa (4). Eran questi tre uomini accetti all' espulsa dinastia; però, siccome forniti di probità e d' attaccamento al proprio paese, penetratisi dell' obbligo che

(1) La *lettera* del conte Cobentzel, e la *responsiva* del conte Mozzi, possono vedersi al n° LXXVIII del *Sommario*.

(2) Il *pienopotere* dell' Elettore di Salisburgo, accompagnato da una *nota* del Ghisilieri al Mozzi, stanno sotto il n° LXXIX.

(3) La lettera del ministro don Pedro Cevallos al conte Mozzi su tal proposito, può vedersi al n° LXXX del *Sommario*.

(4) Il *Motuproprio* a ciò relativo è inserito al n° LXXXI del *Sommario*.

incombe ad ogni buon cittadino di prestarsi alla difesa degl' interessi nazionali, s'accinsero alacremente all' opra.

Pronto avviso venne di ciò dato al Principe di Castelfranco oratore spagnuolo a Vienna, e a don Pedro Cevallos sedente nei consiglj di Carlo IV a Madrid, coll' intendimento d' invocarne l' appoggio, onde superare la lotta diplomatica che andava ad ingaggiarsi (1). Intanto che la predetta Commissione attendeva a raccogliere i documenti necessarii all' uopo, e ad estrarne l'intimo senso, il conte Mozzi, cedendo alle premure del marchese Ghisilieri che non gli dava posa, e che proponeva perfino di discutere l' affare verbalmente, gl' inviò come saggio una prima *Memoria de' triumviri* relativa a' conteggi esistenti fra i detti Principi e la Toscana (2). Se non che il loro legato, cavillando sull' espressioni del trattato di Luneville, decisamente rifiutò d' accogliere le ragioni militanti a compensare i crediti fra le parti, restati appieno illesi, conforme facemmo di sopra osservare. La *nota* responsiva del Ghisilieri rendeva frattanto accorto il Governo etrusco del veemente conflitto che avrebbe dovuto sostenere principalmente con l' Austria (3); per cui mentre sollecitava la Commissione a compiere i suoi studj, dall' altra parte le imponeva il carico di fargli talmente succosi e validi da poter riuscire a sicura vittoria con un nemico quanto ingordo, altrettanto soverchiatore. E la Commissione rispose all' appello in modo degno di personaggi meritevoli dell' alta fiducia in essi riposta. Occorre dare una breve analisi delle loro accurate lucubrazioni.

(1) Le sopraccitate *lettere* del conte Mozzi al ministro Cevallos, ed al Principe di Castelfranco, sono inserite al n° LXXXII del *Sommario*.

(2) Vedi il documento n° LXXXIII.

(3) Vedi il documento n° LXXXIV.

In quanto al punto di diritto la *Commissione* antedetta produsse un bell'apparato di dottrine legali valevoli ed opportune a dimostrare con la maggiore evidenza, che in virtù del *patto di famiglia* del 1737, tutti e singoli i beni ed oggetti costituenti a quell'epoca il patrimonio allodiale mediceo, erano assolutamente divenuti demaniali. Imperciocchè nessun fondo mobile od immobile eservi in Toscana che avesse la qualità allodiale rispetto a' Principi Loreno-Austriaci, tranne il capitale da Leopoldo I investito in *Luoghi di Monte*, e da esso poscia ceduto a Ferdinando III, alle condizioni testè enunciate. Nessun altro acquisto personale essere stato fatto dai predetti sovrani, mentre constava in modo ineccezionabile, che il loro primo autore aveva effettuate ingenti sottrazioni alla Finanza ed alla Corona; le quali non si potevano esimer dal compensare co' titoli attivi che mettevano avanti per cause ereditarie. Anche i varii capitali impiegati da Ferdinando III nei banchi di Vienna e di Venezia per conto del Patrimonio della Corona, doversi considerare proprietà della Finanza, perchè frutto d'avanzi di un Patrimonio che apparteneva allo Stato (1). Infatti, Leopoldo I aveva per legge dichiarato, che qualora le rendite del Patrimonio medesimo non fossero state bastanti al mantenimento del Sovrano, dovesse supplire la Depositeria: per ragioni di correspettività, gli avanzi spettar dunque al tesoro dello Stato.

Ciò posto in sodo, la Commissione antedetta cumulò il prospetto de' titoli da contrapporsi alle partite reclamate dal legato austriaco. Furono questi ristretti

(1) Al n° LXXXV del *Sommario* viene inserita la dotta *Memoria* compilata dalla Commissione per dimostrare la qualità demaniale de' beni tutti trasmessi dalla Casa de' Medici allo Stato di Toscana; la qual *Memoria* fu dal conte Mozzi con apposita *nota* comunicata al Ghisilieri.

a' soli beni stabili di Francia, di Roma e d'Urbino, venduti da Francesco II a suo particolare profitto; alle gioje dello Stato esportate a Vienna in contravvenzione al solenne patto del 1737; alle spese fatte dall'erario toscano nel 1799 e 800 pel mantenimento delle truppe austriache, cose tutte discorse in addietro (1). Tali titoli incontrarono la più fiera e decisa opposizione per parte del marchese Ghisilieri, il quale sosteneva, che la transazione accaduta tra Giuseppe II e Leopoldo I, e l'altra tra il medesimo Leopoldo e Ferdinando III, toglievano ogni e qualunque appiglio di contrapposizione circa al prezzo ritratto dalla vendita de' detti beni demaniali, quanto ancora pel valore attribuito alle gioje dello Stato. Aggiugneva egli eziandio, che mentre Leopoldo I regnava in Toscana, ritirava da Vienna tutte le sue rendite personali, per impiegarle nei bisogni dello Stato, e quindi sarebbevi stato motivo di reclamare molti effetti e stabili formati o acquistati con esse. Nulla di più strano ed assurdo, essendochè i *documenti* e le *dimostrazioni* numeriche che fanno loro corredo nel quì annesso *Sommario*, provino tutto il contrario; e tali *dimostrazioni* e *documenti* emanano appunto, o portano la sanzione del prefato Granduca (2).

In seguito di queste e d'altre simili opposizioni, non scevre di burbanzose maniere, contemporaneamente inoltrate dal gabinetto di Vienna alla corte di Madrid, il Governo etrusco per sua natura debole e vacillante, conoscendo quanto a Carlo IV padre della Reggente premesse

(1) È pregato il lettore di aver ben presente tutto quanto abbiamo detto finora su tal materia, e più ancora le gravissime resultanze che emergono dagli antecedenti documenti.

(2) Vedansi i documenti e le dimostrazioni che abbiamo già incluse nella *Parte Seconda* del *Sommario*.

di tenersi ben edificata la Casa d'Austria, dovette predisporsi a delle concessioni (1). Laonde venne ingiunto alla Commissione di ristringere i titoli di contrapposizione a que' soli che avesse stimato potersi sostenere vittoriosamente fino in fondo (2). Essa pertanto elaborò un giudizioso *ultimatum*, con il quale senza recare alcun pregiudizio a' già affacciati titoli di credito, per amore di conciliazione, limitò le partite da contrapporsi a sole due categorie, cioè al prezzo de' beni stabili demaniali venduti a profitto de' principi, ed al rimborso delle spese d'approvvisionamento per le truppe austriache allorquando assediavano Genova (3). Sarebbe adesso inopportuna la discussione della validità giuridica degli altri titoli intralasciati dalla Commissione per compiacere al Governo superiore guidato da riflessi diplomatici; giacchè a noi soprattutto importa d'esporre istoricamente gli artifizj e le simulazioni impiegate da' Loreno-Austriaci per tentare di nascondere o d'adonestare le spogliazioni toscane.

Dopo lunghe ed animate conferenze passate fra il cav. Luigi Lustrini segretario del detto conte Mozzi ed il marchese Ghisilieri, questi discese ad ammettere in diritto, che tutti i beni ed oggetti contemplati nella Convenzione del 1737, erano demaniali, purchè si rispettassero i fatti antecedenti, vale a dire, le sottrazioni effettuate sino a quell'epoca. Ammesso questo principio,

(1) La qual cosa apparisce dalla voluminosa corrispondenza tenuta dal conte Mozzi con la corte di Spagna su tal proposito, e col Principe di Castelfranco che rappresentava pure la corte d'Etruria presso quella di Vienna, che per non esser troppo prolissi intralasciamo, meno la lettera che viene inserita al n° LXXXVI.

(2) Vedi il documento n° LXXXVII.

(3) Vedi l'*Ultimatum* inserito al n° LXXXVIII.

il Governo etrusco dovette rassegnarsi a grandi sacrifizj, più per obbedire ad estere pressioni, che per difetto di ragioni adattate a far trionfare la propria causa, qualora la forza e la lealtà de' contendenti fosse stata uguale (1). Nonostante i rettori toscani non avrebbero voluto recedere dal prezzo de' beni d' Urbino, siccome affetti da vincoli fidecommissarii, e regolarmente rinvestito in Germania, ond' erano da considerarsi per non alienati. Ma il Ghisilieri premuroso di venire alla conclusione, e di toccar danari, escogitò un ripiego racchiudente la più raffinata fraude, che potè effettuare nella doppia sua rappresentanza. Propose adunque d' abbandonare pur questo titolo, e di riconoscere quelli addotti dall' Elettore di Salisburgo: promettendo nel tempo istesso di far sì che l' Imperatore d' Austria avrebbe rimborsate tutte le spese fatte dalla Toscana per le sue truppe dentro e fuori del Granducato. Sollecitata la Reggente da brighe interne ed esterne, acconsentì finalmente ad un rovinoso accomodamento.

Il dì 1.° maggio del 1804 rimase infatti stipulata in Firenze una Convenzione fra l' ex-granduca Ferdinando, già divenuto Elettore di Salisburgo, e la Regina Reggente d' Etruria, portante in sostanza: Che primieramente venivano dichiarati appartenere al suddetto Elettore gli scudi 25,714. 2. —. —. da lui medesimo assegnati a carico del Patrimonio della Corona in aumento di dote alla moglie ora defunta, e che gli sarebbero stati subito pagati i frutti scaduti: Che gli scudi 1,113,562. 3. 16. —. consistenti nei noti *Luoghi di Monte* ad esso ceduti da Leopoldo I, erano dichiarati

(1) Il documento n° LXXXIX dell' annesso *Sommario* sta a dimostrare quanto dolessero questi sacrifizj alle persone meglio a portata di conoscere e giudicare di tal negozio.

di sua libera proprietà personale, con l'aumento di scudi 108,014. 2. 11. 1. per frutti scaduti a tutto l'anno 1802, e di pagare immediatamente in contante i frutti del periodo intercalare fino al giorno della celebrazione dell'instrumento: Che i capitali dall'Elettore sunnominato impiegati nei banchi di Vienna e di Venezia quando regnava in Toscana, quantunque accompagnati dalla dichiarazione che ciò ei faceva per conto del Patrimonio della Corona, a lui appartenessero liberamente nella complessiva somma di scudi 144,037. 1. —. —. (1). Tal Convenzione pertanto riuscì in ogni sua parte favorevole all'Elettore di Salisburgo, quanto disastrosa per la Finanza toscana nelle varie sue stipulazioni.

Due *articoli segreti* furon nel tempo medesimo rogati ed annessi all'instrumento principale, in virtù de'quali l'Elettore Salisburgense s'obbligò di non esigere per l'avvenire i frutti, nè di far la voltura de'detti *Luoghi di Monte*, sin tanto che l'Imperatore d'Austria non avesse acceduto alla recognizione della totalità delle spese occorse per le truppe imperiali determinate in scudi 675,317 (2). Se non che il marchese Ghisilieri, profittando del mese accordato per attendere le opportune ratifiche, cercò d'esigere i frutti di sopra menzionati, i quali gli furono effettivamente pagati nella somma di scudi 52,621. 2. 10. 3., o sia franchi 309,413: 60, scopo supremo della sua preparata insidia (3). Ei finse di mandare a Vienna per espresso corriere la conclusa Convenzione ond'averne pronta ratifica, ma questa non ven-

(1) La detta *Convenzione*, insieme co'due *articoli segreti* che ne dovevano formare parte integrale, è inserita al n° XC del *Sommario*.

(2) Vedansi gli *articoli segreti* annessi alla *Convenzione* citata nella *nota* precedente.

(3) Vedi la giustificazione di questi pagamenti prodotta sotto il n°.XCI.

ne mai, mentre ad istanza del Governo etrusco la corte di Spagna di buona voglia annuì d' accedervi (1). Interessata la diplomazia in questa nuova vertenza, nel dicembre del detto anno 1804, il marchese Ghisilieri disse formalmente al conte Mozzi, che S. M. I. e R. Apostolica non avrebbe abbuonate le spese fatte per le sue truppe, senza la piena prova che i generali austriaci avessero data positiva promessa di pagare le sopraindicate somministrazioni. Nel tempo istesso significava la sua prossima partenza, e l' arrivo del baron Colli, ond' assumere qualità di ministro plenipotenziario austriaco presso la corte d' Etruria (2).

A Vienna ed a Madrid, non che al Ghisilieri medesimo fu fatta sentire la sorpresa di simil contegno; ma la sicurezza di poter convincere co' fatti consigliò d' accettare la richiesta prova. Occorse tempo non breve per raccogliere i documenti necessarii all' uopo, anco perchè la Congregazione istituita per il riordinamento delle Finanze, composta di personaggi competentissimi, cioè di Leonardo Frullani, Neri Corsini, Vittorio Fossombroni, Pandolfo Spannocchi, Giovanni Fabbroni, fu richiamata a prendere in esame l' affare, ed a pronunziare il suo giudizio (3); il quale riuscì conforme a quello emesso dalla Commissione *ad hoc* (4). Sono entrambi elaborati

(1) La lealtà del governo etrusco, nonostante l' ingente scapito che andava a risentirne il Demanio nazionale, risalta con la maggiore evidenza dalla *lettera* del conte Mozzi al ministro spagnuolo Cevallos, collocata al n° XCII del *Sommario*.

(2) Il baron Colli aveva presentate le sue *credenziali* come ministro plenipotenziario austriaco a Firenze sin dal marzo del 1803; ma poi per dar tutta la libertà agli astuti maneggi dell' incaricato speciale Ghisilieri, se ne partì per tornare quando questi parvero compiuti.

(3) Il magistrale giudizio pronunziato dalla quinquevirale *Congregazione di Finanze* può vedersi al n° XCIII.

(4) La *Memoria* della *Commissione* triumvirale per giustificare in

con alta e sagace intelligenza, e con chiarezza e vigoria di raziocinj veramente degni de' personaggi componenti i detti sodalizj. Posciachè nell' agosto del 1805 venne il tutto partecipato al ministro Colli, che nel maggio del 1806 prese a rispondere, come la sua Corte non avesse trovati abbastanza convincenti gl' esibiti documenti. Contemporaneamente formulò la richiesta de' frutti scaduti dal maggio 1804 in poi pe' capitali riguardanti l' Elettore di Salisburgo. Ma il governo etrusco fondandosi nei sopprammemorati *articoli segreti*, vi si rifiutò nettamente; per cui l' Elettore e l' Imperatore si composero a nuovo silenzio, attendendo forse più avventurose occasioni per tornare in lizza (1).

Però la Regina Reggente bramosa di dar fine a tal negozio, nel giugno del 1807, per mezzo del Principe di Castelfranco fece sentire alla corte di Vienna, com' ella avesse preteriti i molti titoli di credito della Finanza toscana contro la Casa Loreno-Austriaca, per desiderio principalmente di concordia, ed in vista del rimborso annunziato dal marchese Ghisilieri rispetto alle spese fatte per le truppe imperiali. Fedele a' suoi principj ed impegni, esser sempre disposta a pagare i detti frutti all' Elettore, ogni qual volta l' Imperatore consentisse la prelevazione della somma contemplata in detti *articoli*. Se non che il gabinetto di Vienna fece allora esplicitamente intendere, per l' organo del prefato Principe di Castelfranco, ciò che covava nell' animo da lungo tempo; vale a dire, che negava qualsiasi rimborso, sembrandogli troppo giusto e naturale, che la

specie i crediti della Toscana rapporto al mantenimento delle truppe austriache, è inserita al n° XCIV del *Sommario*.

(1) Il carteggio inserito sotto il n° XCV pone tutto quanto in piena evidenza.

Toscana sopperisse alle spese occorse pel mantenimento di truppe adopratesi per difendere e ripristinare l'ordine legale nello Stato. Ancor quando ciò si fosse verificato rispetto alle cose interne, una tale obiezione non poteva applicarsi alle somministrazioni ricercate ed ottenute condizionatamente dai condottieri austriaci durante l'assedio di Genova. Qui fu che apparve in tutta la sua orrida nudità la simulazione usata dal marchese Ghisilieri nel conchiudere la Convenzione del 1804, all'oggetto d'incassar subito la somma dipendente dai frutti scaduti, anche prima della ratifica delle parti contraenti, e così acquistar tempo per ottenere ultronee concessioni dalla corte d'Etruria (1).

Uguali comunicazioni vennero fatte dal baron Colli, che nonostante insisteva per aver altri danari in conto di frutti. Ebbesi allora ricorso all'espediente di far tornare in scena le partite de' già noti crediti nazionali, ond'attutare così audaci esigenze. Se la Convenzione non era buona per l'Austria, non doveva, nè poteva esser valida per la Toscana. Le parti contraenti riprendevano le loro anteriori posizioni; tanto più che il difetto della ratifica era esclusivamente dipeso dall'imperator Francesco. Al cav. Luigi Lustrini fu nuovamente commesso di riaprire amichevoli trattative col predetto baron Colli, ma con ben poco frutto, attesa la di lui ostinazione nel voler tutto quanto era stato concesso a favore de' Loreno-Austriaci, e nulla tenere rispetto al patteggiato rimborso verso l'erario toscano. In quest'arida platea s'agitò il dibattimento fino all'autunno del 1807, senza devenire a conclusione di veruna sorte. Ed allor-

(1) Le *lettere* e *note* inserite sotto il n° XCVI lo provano ineluttabilmente.

quando un certo componimento parve che fosse raggiunto, Dio volle, nella sua immensa sapienza e misericordia, che il donnesco ed ignave reggimento Borbonico perisse in modo ancor più infelice di quel che nato e vissuto fosse. La Regina Reggente d'Etruria, col picciol re Carlo Lodovico, furon destinati ad altri Stati, che non ebber mai: il baron Colli poco di poi cessò di vivere in Firenze: la Casa d'Ausburgo ben presto si trovò nell'umiliante condizione d'aver mercè dai Napoleonidi.

Instaurato il governo imperiale francese in Toscana, fu tra i suoi primi e più benefici pensieri quello di sciogliere il *Monte Comune*, e di liquidare i debiti pubblici che vi erano inscritti. La voltura de' *Luoghi di Monte* in testa dell'Elettore di Salisburgo non era stata eseguita, giusta la disposizione contenuta nella Convenzione del 1804, perchè non ratificata. Quindi tali *Luoghi* rimasero compresi nella categoria delle partite estinte per depennazione ordinata dalla legge sul gran libro delle miserie degli Stati (1). Ignoriamo se l'Elettore di Salisburgo inoltrasse su di ciò veruna rimostranza a Parigi negli anni in cui la Toscana rimase aggregata all'Impero francese. Nonostante per due motivi incliniamo a credere negativamente; primo, perchè nei nostri Archivj non àvvene alcuna traccia; secondo, perchè le consuete arroganze dell'Austria co' piccoli Stati dispariscono quando ella si trova a fronte di chi può spiegare forze uguali o superiori alle sue. Essa però fu assai sollecita di reclamare per sè i detti *Luoghi di Monte*, quantunque

(1) In quanto alla bella ed importante operazione eseguita dal governo francese per liquidare ed estinguere l'enorme massa del debito pubblico toscano, niente possiamo aggiugnere a quanto dicemmo alla pag. 704 e seg. del tomo III della *Storia Civile*.

avesse simulato d'averli ceduti all'Elettore di Salisburgo, appena che questi ritornò ad essere Granduca di Toscana, di che daremo la debita contezza più innanzi. Le popolazioni del Granducato videro ricomparire giubbilando il figlio di Leopoldo I sul seggio paterno, ignare de' reconditi disegni dell'Austria sull'Italia, la quale per assicurarsi gl'ingrandimenti territoriali ottenuti nella penisola, procacciò di rendersi affatto dipendenti e ligi i principi restaurati, conforme accenneremo in appresso.

La Toscana ebbe molto in fastidio l'aggregazione all'Impero di Francia decretata da Napoleone I, dopo che aveva detto solennemente a' suoi Deputati: « Bisogna « che i Toscani si uniscano al regno italico; ciò io fac- « cio al fine di render l'Italia una nazione composta di « otto milioni d'abitanti, e per quanto questa riunione « possa rincrescervi per il momento, dovete però esser « persuasi, che il bene dell'Italia tutta lo esige, e per- « ciò dovete spogliarvi delle piccole passioni, e mirare « al grande scopo della formazione di una potenza, che « ci metta in grado di non essere più soggetti ad altri, « come lo siamo stati fin qui, perchè divisi (1). » Nobili parole degne di un uomo sapiente nelle faccende del mondo: se non che indi a poco egli disfece la Toscana in tre dipartimenti gallici, conservandole però una certa apparenza autonomatica, a' soli effetti della rappresentanza cortigianesca. Le quali cose diametralmente opposte a quelle promesse, mentre contribuirono a tener viva la boria municipale, e ad impedire la fraternizzazione degli animi nella penisola, resero oltremodo scontente le masse popolari, in cui già incominciava a rivivere il sentimen-

(1) Tai detti Napoleonici, abbenchè inserti alla pag. 652 del tomo III della *Storia Civile*, a cagione d'opportunità, abbiamo adesso stimato di dovergli riprodurre.

to della nazionalità. Il medesimo Buonaparte avea fatto balenare al cuore ed alla mente degl' Italiani questa splendida e lusinghiera idea, sin da quando cinsesi la fronte colla *ferrea Corona* degli antichi re italici. *Guai a chi la toccherà*, ei disse a piè dell' altare di S. Ambrogio; poscia un Loreno-Austriaco la profanava, ed un Loreno-Austriaco in fine la faceva rapire. Tal enormità non può rimanere impunita per parte degli uomini, nè del cielo.

Deluse quelle brillanti speranze, allorquando i fati disertarono il vessillo dell'Eroe dalle cento vittorie, gl'Italiani mostraronsi poco sensibili alla sua caduta, perchè troppo picciolo divario trovavano dall' esser infrancesizzati o intedescati. Il Piemonte e la Toscana appunto desiderarono di tornare sotto lo scettro degli antichi sovrani, per nausea della signorìa straniera. Nemmeno i Lombardi repugnarono dal rientrare in soggezione dell' Austria, memori del mite freno di Maria Teresa, delle sapienti riforme di Giuseppe II, ed allucinati dalle nuove promesse (1). Anche i Veneti rassegnaronsi facilmente ad ugual sorte, conscii com' erano di non poter altrimenti ripristinare il regime repubblicano. Le popolazioni papaline, sperando recuperare le secolari franchigie municipali, non aborrirono quanto avrebbero dovuto detestare il *governo jerocratico*, il peggiore di tutti. I Napolitani furon contenti di restare con Murat, che si diportava italianamente; ma ne dovevano esser lieti per troppo breve tempo. Tutt' insieme adunque distaccaronsi allegramente dall' uomo abbandonato dalla fortuna, e ciò perchè quell' uomo maraviglioso aveva trascurato di col-

(1) Il *proclama* indirizzato dall' arciduca Giovanni agl' Italiani nel 1809, e l' altro del general Nugent nel 1813, *promettevano unità ed indipendenza*; ma quando gli Austriaci furon padroni della penisola, non le diedero che strapazzi, oppressioni, spogliazioni e tirannidi.

tivare il concetto nazionale quanto avrebbe potuto e dovuto.

Se Napoleone I avesse seriamente applicato a formar dell' Italia una potenza compatta e forte, anche al di là delle sue espressioni, le orde settentrionali sarebbero state al certo respinte, ed i troni italo e franco, invece di crollare sarebbonsi consolidati. Un tal errore nocque a lui, alla Francia, alla penisola. Infatti Napoleone finì i suoi giorni a S. Elena: la Francia pagò le spese della guerra a tutta l'Europa: l'Italia ha dovuto soffrire immense sventure ed estremi guai per il corso di 46 anni più, a cagione delle rabbie e delle ferocie austriache, rese ancor più gravi ed insopportabili dal livore frenetico de' suoi satelliti. Ma l'idea della nazionalità, ad onta di tutto questo, da esso in qualche modo incarnata, ha or di recente fatti dei notabilissimi progressi, grazie alla cooperazione di Napoleone III. Gl' Italiani riconoscenti l'ammirano e lo esaltano; il mondo civile lo applaude e lo saluta generoso e magnanimo. Evitando il suddivisato sbaglio, egli troverà forze ed appoggio, ove lo zio incontrò indifferenza e debolezza. Adempia i voti di una nazione oppressa, e ne avrà gloria immortale: in ciò consiste la sua sicurezza di regno, e la grandezza futura: in ciò si racchiude il segreto del pacifico riposo, tanto ambìto e ricercato dalle nazioni e dai governi d'Europa, e tanto necessario al perfezionamento graduale della civiltà, che il mondo intero ha diritto di conseguire dopo lunghi secoli di tenebrosa barbarie, di tremende rivoluzioni, e di sanguinose peripezie.

§ IV.

Il gran convento della diplomazia europea ragunato in Vienna sin dall' ottobre del 1814 non aveva ancora

ultimato il patto della ristorazione degli antichi sovrani, allorachè le novelle della evasione di Napoleone il Grande dall'isola dell'Elba sopravvennero a scompigliare i primitivi concerti. L'Italia particolarmente vi scapitò assai, poichè il re Giovacchino di Napoli avendo dato a sospettare di non esser estraneo a quella evasione, la corte di Vienna, che di mal occhio vedeva rimasto un Napoleonide su quel trono, tosto decise d'apparecchiarsi a sbalzarlo per rimettervi Ferdinando di Borbone suo vecchio alleato. Così ella intendeva d'assicurarsi meglio i suoi vecchi e nuovi dominii italici, e di render più libera e spedita la supremazìa cui aspirava su tutta quanta la penisola. Era questo un disegno concepito da remoti secoli, e dall'imperator Carlo V portato in gran parte ad effetto. Se non che la separazione da esso fatta, vivendo, delle due corone di Spagna e d'Austria, produsse la conseguenza, che l'Italia restò più sotto l'influenza della corte di Madrid che di Vienna. Ma venuto meno il ramo austriaco di Spagna, il gabinetto cesareo riprese gl'interrotti conati: infatti Carlo VI, Maria Teresa e Giuseppe II, non lasciarono intentato alcun mezzo per riuscirvi. Ed allorquando il colosso che aveva spaventato tutta l'Europa fu relegato in un'isola angusta e remota, l'imperator Francesco ed il Metternich, attesero a realizzarli con le più sottili e nefande arti.

Il re Giovacchino non aveva ancor varcato i confini del reame, che l'Austria già faceva apprestamenti guerreschi. All'incominciare del mese di marzo del 1815, don Neri de' principi Corsini ministro plenipotenziario toscano al Congresso (1), officialmente avvertiva il granduca

(1) Sotto il n° XCVII del *Sommario*, può vedersi il *pienopotere* dato da Ferdinando III al Corsini relativamente al Congresso di Vienna.

Ferdinando III, che l'Imperatore suo fratello aveva deciso di rafforzare e render mobile la sua armata d'Italia, e di formarne un'altra di riserva nelle provincie limitrofe per assicurare la tranquillità della penisola, che poteva esser facilmente compromessa dalle vertenze esistenti fra i governi di Parigi e di Napoli (1). Vittorio Emanuele I re di Sardegna, per quanto ne andava dicendo il ministero austriaco, esser disposto a secondare queste misure cautelative; quindi l'Imperatore desiderava che pur la Toscana vi concorresse. Il Principe di Metternich soggiugneva, esser necessario che il Granduca effettuasse subito degli armamenti, e ponesse i suoi mezzi militari a disposizione del maresciallo Bellegarde. Laonde calorosamente inculcava al Governo granducale di prender incontanente gli opportuni concerti col predetto comandante austriaco. Frattanto si dava assicurazione, che le truppe imperiali non avrebbero posto piede in Toscana, qualora non vi fossero state richiamate dai movimenti di quelle napolitane (2).

Ai 15 di marzo Murat uscì dal reame, ed invase gli Stati romani con fioritissime schiere, incamminandosi verso il Po. La qual cosa offerse gradito appiglio all'Austria per compiere il divisamento di detronizzarlo a viva forza. All'appressarsi de'Napoletani a Roma, papa Pio VII, presa la via di Toscana, andò a rifugiarsi in Liguria, eccitando piamente le popolazioni contro i Murattiani. Il granduca Ferdinando III quando seppe che s'avvicinavano a' suoi confini, fece altrettanto, lasciando la

(1) La prima *relazione* del Corsini al Granduca sull'argomento della guerra dipoi scoppiata fra il Re di Napoli e l'Imperator d'Austria, che volle trascinarvi anche i principi italiani, è inserita nel *Sommario* al n° XCVIII.

(2) Vedi il documento n° XCIX.

somma dell' autorità nelle mani de' tre ministri e consiglieri Fossombroni, Frullani e Nuti, con facoltà d' adottare tutti quei provvedimenti, che l' urgenza delle circostanze avesse consigliati, e la salute pubblica richiesti o imposti (1). Essi ne fecero il più prudente e miglior uso possibile; nulladimeno non poterono schivare d' incorrere nelle apprensioni de' ministri britannici, e nelle ire e rimprocci del gabinetto austriaco, che sin d' allora intendeva di farla da padrone nelle piccole corti d' Italia.

La partenza di Ferdinando da Firenze dispiacque assai al re Giovacchino, il quale da Ancona prese tosto a significargli, che non aveva alcuna mira ostile contro di lui, nè contro la Toscana, e che il semplice passaggio delle sue truppe pel Granducato, non avrebbe minimamente pregiudicato, nè alterato l' esercizio del potere sovrano locale (2). Lo avvisava inoltre, che avendo egli grandissimo interesse alla conservazione del buon ordine nelle regioni meridionali della penisola, qualora non si fosse restituito a capo del proprio governo, egli stesso avrebbe pensato a provvedere alle bisogne del momento. Ma il Granduca non vi diede ascolto: i Napoletani invasero parte della Toscana, che ben presto ne rimase sgombra, perchè obbligati a retrocedere innanzi alle preponderanti schiere tedesche. Alle quali tosto associaronsi le soldatesche granducali, per andare insieme con quelle all' impresa di Napoli, impresa fratricida e contraria agl' interessi generali d' Italia, ed a quelli particolari della Toscana. Conciossiachè Napolitani e Toscani siamo una medesima gente; il regno di Napoli essere stato meglio retto dal Murat che dal Borbone; la

(1) Vedansi i documenti inseriti al n° C del *Sommario*.

(2) La *lettera* del re Giovacchino al granduca Ferdinando vien collocata al n° CI.

penisola avrebbe trovato in re Giovacchino un contrappeso alle aggressioni austriache. In quanto a noi, oltre il torto e la vergogna d' aver impugnate le armi a danno di popoli fratelli, dovette l' erario sobbarcarsi di spese gravissime, nel tempo in cui per uno strano concorso di sfavorevoli circostanze, le popolazioni languivano nella più desolante ed assoluta miseria.

La partecipazione de' Toscani a quella campagna, non dee certamente ascriversi a spontanea risoluzione del Governo granducale, ma sivvero alla prepotente pressione dell' Austria; la quale nei suoi segreti penetrali ha sempre gioìto quando ha potuto mettere alle prese gl' Italiani con gl' Italiani. Il generale austriaco Nugent, che nell' inseguire i Murattiani aveva pure inondato il Granducato, avanzò incontanente a Ferdinando III l' istanza d' aver sotto di sè le milizie nostrane, per impiegarle nella spedizione di Napoli, giusta la mente della corte di Vienna (1). Nessuna opposizione fecevi il Granduca, già opportunamente avvertito da don Neri Corsini, che la dichiarazione di guerra dell' Austria al re Giovacchino inserita nella *Gazzetta di Vienna*, comprendeva anche tutti gli Stati d' Italia; e per conseguenza esser lui astretto d' agire in conformità dell' istruzioni date dalla Cancelleria Aulica al Comandante dell' armata imperiale in Italia (2). La qual cosa appuntino rivela, che il trasformato imperator Francesco teneva i principi italiani al disotto degli antichi vassalli di un Impero già annichilato. Essi almeno dovevano esser precedentemente intimati a comparire con le loro cerne in determinati siti: ora

(1) Il carteggio già inserito sotto il n° XCIX del *Sommario* sparge abbastanza lumi sopra di questo argomento.

(2) Vedasi la *seconda relazione* del Corsini al Granduca già collocata al n° CII del *Sommario*.

i sovranetti della penisola trovavansi costretti a far la guerra senza esserne tampoco consultati. Pendevano tuttavia le conferenze diplomatiche viennesi, quando l'Austria padroneggiava così i principi italiani, comecchè fossero effettivamente suoi *vicarii* o *proconsoli*.

Che il gabinetto di Vienna realmente la pensasse in tal guisa, resta confermato dall'ingiunzione data al Corsini, e da esso trasmessa al Granduca, di far subito partire dalla Toscana gli agenti del governo napolitano, e tutte le persone in qualsivoglia modo da quello dipendenti. E come se ciò fosse poco, vollesi anche interrotto il commercio marittimo con detto Stato, a sommo scapito della mercatura nazionale. Nel tempo medesimo esigevasi, che si facessero i maggiori sforzi possibili per secondare le operazioni dell'armata austriaca in marcia a quella volta. Era questa un'anticipazione del prezzo che l'Austria pretendeva dalla Toscana per gl'ingrandimenti territoriali, che il Congresso trovavasi nella disposizione di concederle (1). Ma quei piccoli territorj non appartenevano all'Austria, nè in veruna maniera potevano conservare la loro afata e microscopica autonomia. Il plenipotenziario toscano peraltro, ond'agevolarne l'acquisto, procacciò di tenersi ben edificato il Principe di Metternich, anima del gabinetto austriaco, e presidente del convegno (2). Sotto questo punto di vista può esser in qualche maniera scusata l'eccessiva deferenza praticata dal Corsini con la più avara, la più esigente, e la più usurpatrice corte di quante mai ne furono, sono e saranno.

(1) Di questi ingrandimenti territoriali accaderà di parlare più innanzi.

(2) Vedasi la *terza relazione* del Corsini al Granduca sotto il n° CIII del *Sommario*.

Qual conto ella facesse dell' autonomia e dell' indipendenza, che la diplomazia europea proclamava di voler rendere agli Stati e governi d'Italia, giova apprenderlo dall' istesse parole del Corsini al Granduca: « Il Prin- « cipe di Metternich mi chiamò jeri sera (21 aprile) « per comunicarmi un dispaccio di Lord Burghersh a « Lord Clancarty, ove in data del dì 11 stante da Li- « vorno s'annunzia, che il Governo rimasto in Firenze « era entrato in trattative col generale napoletano Pi- « gnattelli sopra una dichiarazione di neutralità della To- « scana pretesa da questo Generale; che in seguito di « tal trattativa si era mandato un ordine al generale « Nugent di far partire le truppe di V. A. I. e R., e « separarle dal Corpo austriaco, a cui erano state riu- « nite; che quest' ordine sembrava essere stato confer- « mato dall'A. V. I. e R.; che per l'istesso motivo le « truppe distaccate verso Pisa e Livorno, non erano « venute a riunirsi al generale Nugent; che tutto ciò « era stato fatto senza interpellare il Ministro austriaco « conte Buol. L'A. V. I. e R. comprenderà facilmente « le vive lagnanze, che in seguito di questi fatti (anzi « supposizioni) si sono avanzate dal Ministro inglese al « suo Collega, e che da questo si sono indirizzate « al Ministro austriaco (1). » La corte di Vienna esigeva dunque che i rettori toscani riguardassero gli oratori imperiali residenti a Firenze, in linea di tutori o di curatori necessarj interpellarsi in ogni loro divisamento e passo politico. Ed il gabinetto inglese non solo allora approvava un contegno cotanto arbitrario ed aggressivo, ma gli dava pur aita, acciocchè l'ingiusta ed indegna subiezione s'effettuasse.

(1) Vedasi la *quarta relazione* inviata dal plenipotenziario toscano a Ferdinando III inserita al n° CIV.

« Il Principe di Metternich, *riprende a dire il Cor-*
« *sini*, dopo di aver presi gli ordini di S. M. l'Impe-
« ratore mi ha dichiarato, che questo affare meritava la
« più seria attenzione; che nissuna trattativa poteva,
« nè doveva intraprendersi con un inimico della Casa
« d'Austria, e de' di lei alleati; che la sola esitazione
« e titubanza nel sistema politico da seguitarsi era in-
« finitamente dannosa *per l'esempio*; che molto più lo
« era per le qualità che si riuniscono nella persona di
« V. A. I. e R., come Principe austriaco, e fratello di
« uno de' principali alleati; che ciò avrebbe potuto pro-
« durre un raffreddamento nello spirito pubblico, che
« era tanto necessario di animare; che alla vigilia d'in-
« cominciare una guerra generale contro Bonaparte, ed
« i suoi alleati o aderenti, non si sarebbe mai potuto
« tollerare che uno Stato qualunque, *e molto meno uno*
« *Stato austriaco*, rimanesse neutrale o indifferente nella
« guerra contro Murat; che una simile condotta, se
« potesse attribuirsi a V. A. I. e R. avrebbe in certo
« modo compromessa anche la Casa d'Austria co'di lei
« alleati, e che per conseguenza, se una tale trattativa
« avesse avuto un resultato qualunque, V. A. I. e R.
« *era in dovere di disapprovarlo pubblicamente e solenne-*
« *mente*, e di uniformarsi al sistema politico di questa
« Corte, secondandola con tutti i mezzi del di Lei Stato. »

Imperciocchè l'Austria, oltre di considerare il Governo toscano come un pupillo a lei soggetto, teneva pure il Granduca obbligato di mettere in sua balìa, ogni qual volta le fosse piaciuto, tutti i mezzi posseduti da uno Stato affatto indipendente, che solo aveva la disgrazia della comunanza di stirpe regnante. Queste cose rimaste allora segrete, vivaddio, vengon finalmente alla luce per illuminare opportunamente, non i Toscani soltanto, ma gl'Ita-

liani tutti, ed anche le vigili corti d'Europa, quando più ne ferve il bisogno. Le mire aggressive ed invaditrici dell' Austria nella penisola, in mille guise son già palesi e conte; nondimeno ch' ella tant' osasse pensare e dire, ed anco eseguire, non avremmo mai creduto, se non ci fossero capitati alle mani gli scritti autografi del plenipotenziario toscano. E ciò essa andava praticando con un governo, che se torti aveva, eran appunto quelli d'esser con lei troppo ligio ed osservante. Però la Toscana non era, nè sarà giammai uno *Stato Austriaco*, come pretendeva il Metternich che fosse; non lo era, nè lo è in diritto, perchè la sua originaria indipendenza e libertà non possono esser vulnerate e manomesse dalle sconfinate prepotenze e violazioni imperiali; non lo era, nè lo è in fatto, perchè se le popolazioni repugnarono ad infrancesizzarsi, tanto più hanno sempre aborrito dall' intedescarsi. Seppero e sanno i Toscani ora più che mai d' esser Italiani, e d' abitare nel cuore della penisola: — i sozzi e reiterati amplessi de' loro governanti con la prostituta dell' Istro, aver non poco contribuito a renderli migliori patriotti.

La condotta osservata dai rettori toscani nell' occasione del passaggio de' Napolitani pel Granducato, invece di meritar riprensione per parte del gabinetto di Vienna, comparisce anzi censurabile al cospetto della nazione. Avvegnadiochè, autentiche relazioni mandate dal Granduca al Corsini ed all' Imperatore, ci forniscano sicuri ragguagli di soverchie deferenze da essi usate rispetto a' generali e ministri austriaci dimoranti in Italia (1). Le quali deferenze, anche considerate per il lato

(1) Al n° CV del *Sommario* vedasi la *Memoria* inviata dal Granduca all' Imperatore, e la *Lettera* scritta dal Consigliere aulico e Diret-

meno odioso, compariscono basse piaggerìe d'evirati servi verso altero padrone, sdegnoso fino al punto d'irritarsi al primo sentore di mendaci relazioni. Il conte Giov. Rodolfo Buol-Schavenstein oratore austriaco a Firenze, aveva in qualche sospetto il conte Fossombroni, ministro segretario di stato del granduca Ferdinando III, di nutrire non abbastanza riverenza per l'Aquila bicipite. Laonde egli prese viemaggiormente ad infiammare la corte imperiale, già assai invelenita contro di lui pei testè menzionati rapporti di Lord Burghersh. Ma il Granduca che amava e conosceva a fondo il suo principale ministro, tolse a scusarlo, e la trama di sbalzarlo dal seggio andò a vuoto.

Nulladimeno, fu giuocoforza che la Toscana unisse la sua truppa alle falangi imperiali, in un'impresa che doveva certamente deteriorare le condizioni speciali de'regnicoli, e le generali d'Italia, aprendo assai più vasto campo all'influenza austriaca. Circa a 4000 uomini de'nostri passarono effettivamente sotto gli ordini del generale Nugent, e parteciparono a quella brevissima guerra finita colla famosa capitolazione di Casa Lanza (1). Queste milizie quasi interamente formate da ufficiali e soldati reduci dalle campagne Napoleoniche, diportaronsi in modo consentaneo a genti ben agguerrite, sì per il valore che per la disciplina. Non è del nostro intendimento esporre i minuti particolari che riguardano tal impresa, anco perchè in altri libri già ne dicemmo tutto quan-

tore della Segreteria intima Rainoldj a don Neri Corsini per giustificare la condotta tenuta dal Governo granducale durante l'invasione de'Murattiani in Toscana.

(1) La completa descrizione di tutte le fasi della guerra di Murat con l'Austria nel 1815, può vedersi nel libro VII della forbita *Storia del Reame di Napoli* dell'illustre Pietro Colletta testimone oculare.

to sapevamo (1). Adesso però assai c' importa stabilire; che la compartecipazione delle soldatesche granducali a detta spedizione, dipese assolutamente dalla volontà del gabinetto di Vienna, il quale più che ad ingrossare le proprie schiere mirò a tener sempre vivi i dissidj e le funeste divisioni tra i diversi popoli italiani. Anche i Parmigiani ed i Modenesi, del pari che i Toscani, dovettervi prender parte. Murat fu sbalzato dal trono, siccome l' Austria desiderava: Ferdinando di Borbone che lo aveva ricoperto di sangue, recuperavalo per disonorarlo con nuove scelleratezze: l' Italia frattanto trovossi completamente avviluppata nell' ampia rete tessuta nelle cupe latèbre austriache.

I danni piombati in particolare sul Granducato in tal frangente, furon molti e gravi. L' autonomia e la dignità del Principato toscano rimasero indegnamente oltraggiate ed offuscate, non tanto dalle ingiuste e brutte rampogne del Metternich al Corsini, quanto dall' aver voluto trascinare questo Stato indipendente in una guerra fratricida ed antinazionale. La quale a' pregiudizii politici, aggiunse eziandio gli economici; essendochè i traffici e la mercatura di Livorno soffrissero notabile detrimento dalla voluta interruzione delle relazioni commerciali co' porti e scali di un reame abbondevole di cereali, quando appunto nell' interno del paese pativasi crudel carestia. Le strettezze del pubblico erario eran tali, che per far fronte alle spese della guerra fu di mestieri appigliarsi al partito estremo, cioè d' accrescer l' imposte ed i balzelli alle derelitte e grame popolazioni (2). Esse

(1) Vogliamo qui alludere al volume IV della *Storia Civile*, pag. 59 e seguenti.

(2) Con *editto* del di 28 aprile 1815 fu messa un' imposta straordinaria di scudi 150,000 sui beni stabili; di 90,000 scudi sul commer-

chiedevan pane a prezzo di lavoro; ma il poco che vi era lo consumavano i Tedeschi che transitavano per Napoli, ed il danaro raccolto dalla Depositeria restava assorbito dalle milizie nostrane sulle rive del Garigliano. Laonde, nei due anni consecutivi, la carestia de' cereali e la penuria del numerario salirono al punto, che la fame e l'epidemia cagionarono straordinaria mortalità, quantunque i rettori umanamente si diportassero.

Le spese occorse in detta spedizione ascesero a lire 3,255,151. 13. 4., pari a franchi 2,734,327. 40., al di là del mantenimento ordinario delle milizie che vi presero parte, se fossero rimaste nelle proprie stanze (1). Nell'anno appresso decise il governo di repartire detta somma fra le Comunità dello Stato, alcune delle quali hanno tuttavia accese le passività allora contratte (2). Di maniera che tutto il peso della guerra venne a rovesciarsi sulle più povere ed innocenti popolazioni; e così appena accaduta la restaurazione de' Loreno-Austriaci, i Toscani dovettero di bel nuovo assaporare l'amaritudine della dinastia straniera, e con stranieri signori troppo collegata di sangue e d'amicizie. Già dicemmo a suo luogo qual soma di mali derivasse alla Toscana dai contingenti militari somministrati dal granduca Francesco II a Maria Teresa durante la *guerra de' sette anni*, soma più che raddoppiata dalla spedizione in discorso;

cio; di 40,000 scudi venne aumentata la tassa di famiglia, ed una ritensione proporzionale fu effettuata sugli stipendj degl'impiegati, *all'oggetto di far fronte all'esigenze della guerra riaccesasi in Italia.*

(1) Tanto abbiamo ricavato dal *Bilancio originale manoscritto della Finanza toscana per l'anno* 1816 esistente nell'Archivio della Depositeria generale.

(2) La *risoluzione* di portare a carico delle Comunità del Granducato la spesa occorsa nella spedizione di Napoli, è del di 14 settembre 1815 per aver effetto nell'anno successivo.

la quale per giunta, relativamente a' nostri, ebbe fisonomia e carattere di guerra fratricida. Fu questo un tratto di nefanda politica dell' Austria, tutt' intenta a riaccendere le vetuste discordie italiche, già in parte dome dalla vecchiezza, e le altre sopite o neutralizzate negli anni in cui gli eserciti napoleonici scorsero la penisola dall' Alpi a Scilla. Al suono del dolcissimo *sì* gl'Italiani riconobbersi l' un con l' altro; diedersi l' amplesso di riconciliazione, e di comune e tacito consenso si strinsero in lega per tornar nazione.

Con grandi occhi e larghe braccia vegliava e cospirava l' Austria per rendere gl' Italiani impotenti a qualunque moto che mai volessero azzardare in questo senso. Don Neri Corsini, ch' era molto addentro nei segreti pensieri di quella corte, non mancava d' avvisare il granduca Ferdinando III, che l' Imperatore ed il Metternich, sin d' allora meditavano *di formare dell' Italia uno Stato federativo sotto la direzione dell' Austria come potenza principale* (1). « La Corte di Sardegna, soggiugneva il « Corsini, mediante i trattati diretti che ha fatti colle Po- « tenze alleate, non ha assolutamente l' istesso carattere « che si fa prendere agli altri Stati, cioè Modena, To- « scana, Papa e Napoli, per ora come Re di Sicilia, e « poi in maggior estensione quando sarà tornato al pos- « sesso del regno di Napoli. » Tutti gli Stati italiani dunque, meno che il Piemonte sollecito e geloso custode della sua indipendenza, dovettero esser aggiogati all' Austria, che sotto altre forme voleva ristabilito l' antico Impero, ed esercitare supremazia tanto in Germania che

(1) Vedasi la *quinta relazione* del Corsini al Granduca inserita al n° CVI del *Sommario*, *relazione* di somma importanza politica per coloro che bramano d' apprendere le intenzioni usurpatrici della corte d' Austria in Italia sin dal momento che si compieva la restaurazione del 1814.

nella nostra penisola. Non si mostrava il Corsini avverso a detta confederazione, perchè forse vedeva l'impossibilità di contrastarla al cospetto del fratello di colui che ne voleva esser capo e padrone. Ma nel tempo istesso davasi tutto l'impegno d'attenuare gl'inceppamenti e gli aggravj, che con arti astutissime il gabinetto di Vienna ha sempre cercato d'occultare le catene nell'atto d'apparecchiarle, onde facilitarne l'accettazione, per poi spiegarne tutta la durezza e la violenza all'occasione opportuna.

§ V.

Uno de' più segnalati tratti dell'abilità diplomatica di don Neri Corsini a prò della Toscana fu certamente quello d'indurre le potenze assembrate a concilio di dichiarare, *ch'ella veniva resa a Ferdinando III a forma delle stipulazioni contenute nel trattato preliminare di Vienna del* 3 *Ottobre* 1735 (1). Laonde ora importa risalire a quell'epoca per constatare il regime politico allora vigente nel Granducato, ond'apprezzare convenientemente il valore di detta dichiarazione. Nessuno, crediamo, vorrà impugnare che il Principato Mediceo fosse stabilito su basi costituzionali rappresentative, sì a Firenze che a Siena. I patti espressi nelle relative *provvisioni* furon contemporaneamente accettati e ricevuti dai principi e da' popoli, e dagli stessi sovrani stranieri e nazionali più volte riconosciuti, ed ancora invocati e stimati necessarj (2). Il che è tanto vero, che nella Convenzione

(1) Vedasi l'art. 100 dell'*Atto finale* di Vienna del 9 giugno 1815.

(2) Per tacere la lunga serie de' fatti che stanno ad illustrare un tale asserto, ricorderemo soltanto la confermazione data da Carlo V alle *costituzioni fiorentine* del 1532 e 1537, e la richiesta fatta da Pio V

passata fra le corti di Madrid e di Firenze il 25 luglio del 1731 (vale a dire due secoli dopo l'installazione del Principato), a proposito dell'eventuale successione dell'infante don Carlo, all'Art. IV.° si legge: « Promettono « parimente (i contraenti) che sarà mantenuta la co- « stituzione del Governo della Toscana, nell'economico, « civile e giurisdizionale ec. (1). »

Simili frasi, quantunque non ripetute nel precitato trattato del 1735, nulladimeno debbono intendervisi tacitamente comprese, perchè è regola sicura ed invariabile di giure pubblico, che il passaggio degli Stati da una ad altra dinastia s'effettua sempre senza verun'alterazione delle leggi e statuti fondamentali in osservanza, tranne i cambiamenti che fossero stimati opportuni dalle parti cointeressate. Statuti e leggi organiche aveva il Granducato al momento della transizione dall'una all'altra dinastia. Senati elettivi, collegi rappresentativi, magistrature necessarie, derivanti dalle vecchie costituzioni, funzionavano tuttavia, cose affatto manomesse ed annichilate dai Lorenesi. I popoli peraltro vi rimasero estranei, e la colpa fu tutta de' principi. Ma il Corsini richiamando a novella vita quel trattato, ravvivava pure i diritti politici della nazione, diritti spesse volte infranti e smarriti nei turbinosi ed oscuri andirivieni del dispotismo, quantunque al pari delle nazioni sian sacri ed imperituri. Il dispotismo non riconosce altro nume ed altro diritto che la forza e la volontà proprie. Non si creda pertanto che vogliamo qui rappresentare don Neri Corsini qual ministro tenero pel *regime costituzionale*; ri-

dell'accettazione del *Tridentino* per parte del *Senato*, quantunque fosse stato precedentemente ricevuto da Cosimo I.

(1) Questo trattato può riscontrarsi nel libro IX dell'*Istoria del Granducato* di R. Galluzzi.

tenghiamo anzi che il suo *liberalismo* non oltrepassasse i limiti dell'*assolutismo illuminato*, *onesto*, *mite e benevolo*. Nonostante dobbiamo ad esso confessare il merito di aver implicitamente procacciata la conferma de' diritti originarii del popolo toscano, conferma pronunziata dalle grandi potenze appellate restauratrici.

Quali fossero le vedute e gli spiriti animatori di questo personaggio educato all' ombra di sincero amor patrio, relativamente al futuro assetto della Toscana, può il lettore averne esatta cognizione dalle medesime parole da esso usate nelle due *memorie* presentate a' negoziatori europei anche prima ch'entrassero in concilio (1). Discorre nella prima della convenienza d'ampliare il Granducato in modo da renderlo capace di provvedere alla propria sicurezza, con assegnargli frontiere adattate a più efficace sorveglianza. A tal effetto reputar necessaria l' abolizione degli antichi feudi del Monte S. Maria, Montauto e Vernio; doversi ugualmente far disparire le molte toparchie che frastagliavano le infelici provincie di Lunigiana e di Garfagnana; anche il territorio lucchese per intimi rapporti naturali ed artificiali convenirsi mirabilmente alla Toscana. Rispetto poi alla frontiera marittima egl' insisteva per l' aggregazione del Principato di Piombino, già posseduto dai Ludovisi-Boncompagni di Roma, feudatarj della Corona di Napoli. Prese nella seconda a dimostrare la necessità, che Portoferrajo, insieme con tutta l'isola dell'Elba, fosse riunito allo Stato, che avrebbe così acquistato l' opportuna consistenza per occupare il rango che se gli perveniva (2).

(1) Al n° CVII dell' annesso *Sommario* vengono prodotte le due *memorie* citate nel testo.

(2) L' isola dell' Elba, in virtù del trattato di Parigi del di 11 aprile 1814, se l'era riservata in piena sovranità l' imperator Napoleone, il

Le giuste rimostranze del Corsini ottennero in gran parte il desiderato intento, poichè il Monte S. Maria, Montauto, Vernio e Piombino, fossero incontanente incorporati alla Toscana. La fuga di Napoleone da Portoferrajo pendente il Congresso, favorì similmente l'aggregazione dell'Elba al Granducato, mediante i compensi di ragione alli antecedenti signori (1). Il Re delle Due Sicilie renunziò a qualunque pretesa sul già incorporato *Stato dei Presidj*: allora però finiron d'andare in perdizione i titoli del Demanio toscano sui beni lasciati dai Medici a Napoli. Anche gli antichi crediti granducali con la Spagna fecero naufragio nello scoglio presentato da quella corte, che non sapeva rassegnarsi a perdere tutti i dominii italici pe' suoi rampolli. Ma l'Austria che voleva dominare a Parma e Piacenza, sotto il nome di Maria Luisa ex-imperatrice di Francia, mentre acconsentiva la reversibilità di Lucca alla Toscana, volle allora sfruttarla per conto proprio, e quindi assegnarla temporaneamente al ramo Borbonico Parmense (2). Relativamente a' feudi della Lunigiana e della Garfagnana, fallì del tutto il disegno concepito dal plenipotenziario toscano, a cagione delle brighe ordite da Francesco V duca di Modena, il quale dovendo succedere alla madre Beatrice Cybo d'Este nel ducato di Massa e Carrara, si maneggiò in guisa da impedirne l'accettazione. Laonde quelle povere provincie rimasero ancora spezzate e

quale vi sbarcò il 3 maggio successivo per dimorarvi fino al di 26 febbrajo del 1815.

(1) Vedasi il precitato art. 100 dell'*Atto finale*, e quanto dicemmo su tal proposito nel tomo IV della *Storia Civile*.

(2) Il diligente istorico lucchese, marchese Mazzarosa, nel libro undecimo della *Storia di Lucca* narra minutamente l'esorbitanti estorsioni commesse dagli Austriaci in quella città dal 1814 al 17, che col pretesto di governarla vi si vollero trattenere per espilarla miseramente.

divise fra diversi sovrani, abbenchè i feudi imperiali disparissero completamente. Se gli ebbe il Duca di Modena; al Corsini riuscì soltanto d' ottenere, che più tardi avrebbero potuto servire a de' cambi o ad altri accomodamenti territoriali con il Granduca di Toscana (1).

Se non che i detti accrescimenti di territorio produssero un grave carico, ed un orribil vincolo allo Stato nostro, cioè la compartecipazione all' impresa di Napoli, della quale abbiamo già tenuto proposito, e la conchiusione del trattato d' alleanza con l' Austria, di cui scendiamo adesso a ragionare. Sulla non dubbia fede del Corsini facemmo già motto del progetto immaginato dall' Austria di formare una Confederazione degli Stati italiani, sotto la sua presidenza, ond' aggiogarli tutti al proprio scettro. Ma non essendo ella riuscita a tal fine, attesa la contrarietà della corte di Sardegna, fiancheggiata dall' Inghilterra e dalla Russia, ebbe ricorso ad altri espedienti. Appena che le maggiori potenze d' Europa posero la loro segnatura al troppo famoso *Atto finale di Vienna*, il Metternich presentò a' ministri de' principi italiani de' trattati particolari, coll' apparente intendimento d' assicurare il costante riposo della penisola, e di guarentirsi il possesso degli Stati respettivi. Simili trattati peraltro, quando vengono stipulati fra governi di forze tanto disuguali, come si verificava in questo caso, vanno sempre a risolversi in una certa subiezione de' piccoli verso i grandi, tanto più se avvi comunanza di stirpe fra i regnanti.

Tre giorni dopo la stipulazione del funesto *Atto*,

(1) Tali accomodamenti furono quanto meglio rimase possibile perfezionati dal Corsini medesimo nel 1844, siccome esporremo in appresso. Già le reversibilità di Lucca alla Toscana, ed il ritorno de' Borboni a Parma, eran cose regolate nel trattato supplementare di Parigi del 10 giugno 1817.

che per oltre 40 anni doveva tormentare Stati e nazioni, per favorire unicamente le improntitudini e le ambizioni de' sovrani, rimase conchiuso un trattato segreto tra l'Austria e la Toscana, vale a dire, tra fratello e fratello. Lo spirito informatore del quale, da capo a fondo congiura a rendere il Granducato una vera dipendenza dell' Austria, che così di mano in mano andava facendo smisurate conquiste in Italia. Per indurre il Governo granducale ad aderirvi, ella tolse a pretesto la guerra che allora si combatteva in Francia contro Napoleone I; ma nel trattato non si fece motto di ciò per renderlo permanente, e la Toscana restò obbligata a dar sussidj d'uomini e di danari all'Austria ogni qual volta a lei talentasse (1). Rimase in tal guisa completata e stretta la più pesante e fatal catena che la stirpe Lorenese abbia mai potuto fabbricare a' danni della Toscana nel corso di 122 anni. Sebbene l'obbrobrioso instrumento sia rimasto ignorato agli occhi de' più, nulladimeno il contegno da quindi in poi spiegato dalla corte granducale, ha fatto ad ognuno comprendere, ch' essa era un' emanazione di quella imperiale di Vienna; donde ne è proceduto la generale alienazione degli onesti Toscani dalla prosapia, che invece di connaturarsi nel paese, ha preferito di mantenersi straniera.

Che l' Austria sin da quel punto mirasse ad aggio-

(1) Questo *trattato* esistente nella serie degli atti internazionali dell' *Avvocatura Regia*, doveva esser inserito nell' *Appendice* al tomo IV della *Storia Civile*, ed era già stampato, allorquando ad istigazione dell' Avv. Regio Giuseppe Mantellini, e del Presidente Baldasseroni mi fu inibito di pubblicarlo per mezzo del *Delegato del Quartiere S. Giovanni*. Dovetti anche scapitarvi la spesa tipografica, quantunque la stampa libraria fosse libera. Eran essi tanto loschi da non prevedere che un dì l'avrei potuto dare alla luce, insieme con tant' altri documenti che non possono esser di loro soddisfazione. Può vedersi al n° CVIII del *Sommario*.

garsi tutti i sovrani d'Italia, in modo che non potessero minimamente deviare dalle sue vedute politiche, ce lo assicura il Corsini medesimo in altra sua *relazione* nella quale si legge: « Per persuadermi sempre più della « somma utilità di quest'atto (il Principe di Metternich) « mi mostrò la minuta del trattato che andava a fir- « mare col comm. Ruffo, e mi mostrò due articoli se- « greti, il primo de'quali contiene l'obbligazione (per il « re Ferdinando IV) di non entrare in alleanza con al- « cun'altra potenza, e la renunzia al preteso *patto di* « *famiglia*; ed il secondo obbliga il Re delle Due Sici- « lie a non ammettere l'introduzione di alcuna forma « di Governo, o istituzione nazionale, che non sia coe- « rente ai principii di quelle che S. M. l'Imperatore ha « stabilite nel Regno Lombardo-Veneto (1). » Se il gabinetto di Vienna così trasmodava con il sovrano del maggiore Stato della penisola, ed egli v'aderiva, cosa dovremo noi pensare della Duchessa di Parma, del Duca di Modena, del Granduca di Toscana? Come principi di sangue Loreno-Austriaco, non avranno certamente potuto scansare di contrarre consimili obbligazioni: però non abbiamo finora scoperto verun documento che ce lo attesti esplicitamente. Ma il contegno ligio e subiettivo da essi costantemente osservato di fronte a'voleri dell'Imperatore, danno consistenza all'opinione avvalorata da molti riscontri di un recondito *concordato dinastico.*

Il granduca Ferdinando III avèva peraltro ricevuto l'investitura della sovranità dal *Senato Fiorentino*, funzione che implicava la conferma de'*privilegi costituzionali* in tutta la loro estensione. Avrebbe quindi commesso un

(1) Sotto il n° CIX del *Sommario* vedasi la *relazione* spedita dal Corsini a Ferdinando III a proposito di questo trattato d'alleanza.

attentato contro lo Stato, e contro la propria autorità, vale a dire, una vera empietà politica. Certo poi si è che le cure spese dall' Austria per rendersi interamente dipendenti i governi italiani, anzi che di giovamento, riuscirono pregiudicevoli a' suoi interessi. Conciossiachè in proporzione che si rese palese la loro dipendenza, scemarono di forza morale, e divennero spregevoli agli occhi de' popoli, i quali tosto si persuasero come non fossero altrimenti compatibili col progresso civile della nazione. Donde gli eccitamenti degli uomini superiori alle moltitudini d' unirsi nell' odio contro la potenza, che così gli esautorava per averli più sottomessi. Ella se ne avvide, e raddoppiò la vigilanza e le forze per assicurarsi la supremazia usurpata nel gran convento viennese. Incominciò allora quella guerra tra lei e noi, che or coperta or palese, dura tuttavia, senza speranza che cessi, se non quando ell' avrà del tutto sgombrata la classica terra, cui è indegna di premere, perchè non sua, e perchè troppo indegnamente espilata, ingiuriata e vilipesa. Il Congresso accordò alla Toscana ampliazioni territoriali: la corte imperiale dal canto suo la soverchiò di pastoje inestricabili, ed alla perfine venne a resultarne il cambiamento dinastico non ha guari accaduto.

I *sempre augusti*, fino a Giuseppe II e Leopoldo II, furon ognora ostili al potere pontificio per gelosia di dominazione italica. Mancati i *Cesari*, ed incominciata la nuova serie degl' *imperatori austriaci*, Francesco I (già II del medesimo nome), senza diventar miglior *cattolico romano*, mutò di contegno con la corte romana. Stese l'ipocrita mano ad ambiziosi chiericati omai divenuti impotenti a regger popolazioni vergognantisi di soggiacere ad una casta proterva ed imbelle, nemica di qualsiasi miglioramento governamentale. Non per riverenza alle

somme chiavi, ma per estendere bensì l'occupazione militare nella penisola, l'imperator Francesco ed i successori suoi di quando a quando mandarono delle truppe ausiliarie a' papi, che intanto offrivano al mondo solenne prova della propria incapacità a tenere Stati. Alla perspicacia italiana non restò occulto il concetto austriaco d'impadronirsi delle provincie alienantisi dalla tirannide clericale, per cui finalmente fu riconosciuta la necessità di sbarazzarsi de due perniciosi alleati. Mentre nel fondo del cuore essi a vicenda si detestano, tutte volte però si tratta di ribadire le catene d'Italia dannosi venali ed inverecondi amplessi, che le ragioni dell'umanità vogliono spezzati e maledetti in eterno.

Tosto che i monarchi contraenti la *Santa Alleanza* appresero come a Napoli fossersi propagate le *idee costituzionali* trionfanti in Spagna ed in Portogallo, e che il Re delle Due Sicilie aveva accettato e giurato il nuovo regime politico interno, si strinsero a convegno in Troppau nella Slesia austriaca, onde concertare l'azione per rintuzzare i *nuovi conati rivoluzionarj*. Ma questi *conati* da essi appellati *rivoluzionarj*, non erano altro che giuste e ragionevoli esigenze de' popoli, di conseguire legittime franchigie ed oneste libertà, che sole avrebbero potuto impedire i rivolgimenti che la *Santa Alleanza* andava fomentando co' mezzi repressivi. Stava altamente a cuore dell'Austria lo *statu quo* in Italia; per cui ella talmente si maneggiò con l'Imperatore di Russia, e col Re di Prussia, da indurli a consentire la famosa *circolare* del dì 8 dicembre 1820, esprimente un programma pieno zeppo di futuri moti rivoluzionarj, specialmente nella nostra penisola. Per allora la Francia tennesi sulle generali, e l'Inghilterra protestò senza ricorrere alla forza; di maniera che l'Austria decise d'in-

tervenire con tutta la sua forza nel reame di Napoli. Costante nelle proprie tradizioni diplomatiche, tentò anche questa volta d'avviluppare i governi italiani in una seconda guerra fratricida, tirandogli al Congresso di Laybach uscito dal seno delle conferenze di Troppau (1).

Un curioso documento segretamente vergato da Aurelio Puccini presidente della Polizia toscana nell'anno 1821, ci fornisce un'assai viva pittura delle infelici condizioni in cui sin da quell'epoca gemevano gli Stati della Chiesa. È questo il *rapporto* consegnato dal prenominato Puccini a don Neri Corsini plenipotenziario granducale al Congresso di Laybach, colà appunto inviato dietro espressa richiesta delle corti d'Austria e di Russia (2). Tra le altre cose ivi si legge: « Nelle « Marche e nelle Legazioni sono assai numerose le set- « te, e grandi mezzi impiegano i loro aderenti per dif- « fondere lo spirito della rivoluzione, e l'odio contro i « governi monarchici. Queste sette vanno là prodigio- « samente aumentando di proseliti, e sperano nei tor- « bidi d'Italia, comunque arrivino. *Forse il maggior nu- « mero di questi settari è mosso dal desiderio soltanto di « vivere sotto un governo in cui i sistemi e l'amministra- « zione dipendano meno dall'arbitrio ministeriale;* ma que- « sto vulcano che si forma nel più bel paese d'Italia, « è a contatto precisamente degli Stati di S. A. I. e R. « Se non verrà, con misure veramente riparatrici, estin-

(1) Le negoziazioni e transazioni politiche avvenute a Troppau ed a Laybach, possono ricercarsi nel tomo V degli *Annali d'Italia* del Coppi, e nella *Raccolta Diplomatica* del Martens, tom. IX, pag. 592 e seguenti.

(2) Resulta dalle carte officiali esistenti nel Ministero degli Affari Esteri, che appena sciolte le conferenze di Troppau, i Ministri d'Austria e di Russia invitarono il Granduca a mandare un suo oratore a Laybach, invito ugualmente trasmesso alle corti di Sardegna e di Roma.

« to, si dilaterà sempre, e infine influirà anche sulla « nostra quiete, arriverà a guastare il buono spirito « degli altri, e sarà un germe di sempre nuove inquie- « tudini in Italia. *Oggi l'odio di quei partiti romagnoli « si sfoga colle maniere dei tempi del Duca Valentino.* Mol- « te uccisioni vennero commesse negli anni scorsi so- « pra ecclesiastici ed impiegati pubblici a Forlì, Ra- « venna e Faenza; altre in maggior numero ne sono « state eseguite modernamente nelle dette città, sicu- « ramente per odio di parte (1). »

Da tal veridico sbozzo disegnato dal Direttore generale della Polizia toscana ne discende la logica conseguenza, che i cattivi sistemi governativi, e gli arbitrii ministeriali de' funzionarj papalini, erano le intime cause promoventi le cospirazioni nelle Romagne, e che facevano ripullulare i misfatti, i quali resero cotanto sciagurata l'età del *Duca Valentino.* Era il Puccini un vecchio *giacobino* ridotto a *pentimento*, e perciò conosceva a fondo il lavorìo delle *sette*: il Corsini si penetrò delle sue osservazioni, nè trascurò di far sentire l'importanza di simili rilievi a' congregati di Laybach, in specie a' legati di Pio VII. Nessun valido rimedio peraltro venne adottato, perchè la Curia romana ostinata nel seguitar sistemi incompatibili co' nuovi tempi, non volle arrendersi. Ella trovavasi sotto sotto spalleggiata dalla corte di Vienna, bramosa di profittare per sè de' traviamenti altrui (2). Mancato poscia al reggimento dello

(1) *Appunti sulla Toscana* consegnati dal Puccini al Corsini il di 11 gennajo 1821: si conservano originalmente fra le carte relative al Congresso di Laybach nella già Segreteria di Stato.

(2) Quantunque il gabinetto imperiale mostrasse molto interesse per la repressione de' malcontenti nelle Romagne, e per la conservazione del potere temporale de' papi, nulladimeno il Corsini fa fede, che non

Stato il savio cardinal Consalvi, le antiche ideè curiali ripresero maggior lena; l'amministrazione clericale divenne d'ora in ora più insopportabile a' sudditi. I disordini, le atrocità e le reazioni succederonsi in quelle misere provincie, continuamente costernate, o dal ferro dell' assassino, o dalla bipenne del giustiziere. A nome dell' umanità così oltraggiata, i posteri decideranno, sopra chi debba ricadere la colpa di tanto sangue, vale a dire, se fu più reo chi corse da sè stesso alle vendette, o il magistrato giudicante nelle tenebre di tribunali passionati e corrotti, instrumenti di fazioni politiche in lotta fra loro a danno dell' universale.

Dai dispacci riservati del conte Fossombroni al prefato Corsini apparisce, che il conte di Ficquelmont oratore austriaco a Firenze, ed il generale Frimont supremo duce dell' armata di spedizione per Napoli, ad esso avanzassero delle proposizioni per la mobilizzazione del contingente stabilito nel predetto trattato d' alleanza (1). Ma l' accorto ministro profittando di un' indisposizione di salute sopravvenuta al Granduca, e del fermento che serpeggiava nelle Legazioni e nelle Marche, disse loro: « Nul-
« la poter disporre senza consultare l' oracolo sovrano:
« frattanto sembrargli cosa troppo pericolosa lo inde-
« bolire la truppa stanziale quando gravi malumori ru-
« moreggiavano a' confini del Granducato. L' armata già
« in marcia per Napoli, soggiugneva, sopravanzare al
« bisogno, e siccome i Toscani se ne vivevano tran-

contento di essersi presi i castelli di Ferrara e di Comacchio, ora agognavasi pure Ancona e Civitavecchia, conforme resulta dai dispacci officiali che inseriamo al n° CX del *Sommario*.

(1) Il lettore già conosce questo trattato; che ora esso venisse invocato dai suddetti funzionarj austriaci, lo abbiamo rilevato da un dispaccio decifrato del Fossombroni al Corsini.

« quillamente, stimar più utile che pur le truppe impe-
« riali preferissero la via della Romagna a quella tra-
« versante il Granducato, ond' esser preste a raffrenar
« colà i temuti torbidi (1). » Simili ufficj porgeva il Corsini all'Imperatore ed al Metternich in Lubiana; di maniera che, se lo scorazzare in giù e su de' Tedeschi per la Toscana, non potè esser affatto ovviato, diminuì assai, e del contingente richiesto non fecesi altrimenti parola. Lo che ci è grato poter additare al paese, onde n' abbia la debita riconoscenza verso quei soprallodati personaggi.

Alla loro saviezza principalmente si deve l'interna contentezza che inspirò a Ferdinando III un' illuminata fiducia nei sudditi, per cui tenne ognora aperte le porte della Toscana a quanti onorati uomini trovavansi cacciati dalle proprie case per aver fatta professione di patriottismo. Il Duca di Modena era di ciò adiratissimo, e ad ogni momento ne avanzava querele alla corte di Vienna. Ficquelmont assumeva la bassa parte d' accusatore presso il Granduca (2): Ferdinando riceveva la lista infame sol per farla in pezzi, mentre all'oratore imperiale intimava: *lei renda conto di tutto quanto al suo sovrano, ed io penserò ad informarne mio fratello.* Ficquelmont venne tosto appellato ad altre funzioni, ed il Bom-

(1) Tutto quanto apparisce dalla corrispondenza privata del Fossombroni col Corsini durante il soggiorno di quest' ultimo a Laybach.

(2) Di tale avvenimento ne corse fama sin da quel momento; ma noi abbiamo potuto meglio accertarcene esaminando recondite carte relative ai tre congressi di Vienna, di Lubiana e di Verona, le quali se la Provvidenza ci darà ancora spazio bastevole di vita, un dì saranno mandate alla luce, con quel corredo d' illustrazioni che ora la ristrettezza del tempo non ci consente. Gli amatori degli studj storico-politici troveranno in esse abbondante messe di nuove colpe austriache in faccia all' Italia.

belles, di cui avremo occasione di parlare più innanzi, fu destinato a surrogarlo. Di malincuore vide l'Austria un tal atto di fermezza e d'indipendenza, commesso da sovrano d'Italia, e del suo sangue, ma furbescamente vi si rassegnò. Gli esuli continuarono a ricevere un amorevole ospitalità, ognora incontrando nei ministri disinteressati e cortesi patrocinatori. Imperciocchè la Toscana salì di fuori a tal grado di reputazione e di splendore, che uguale non aveva forse mai raggiunto. Rettitudine e previdenza segnavano il sentiero a' governanti, ed i governati gioivano e benedicevano a quelli: l'Europa invidiava ed applaudiva agli uni ed agli altri.

Assai difformemente procedevano le sorti nazionali nelle diverse regioni della penisola. La *Costituzione napolitana* andò dispersa sotto l'enormissimo peso delle falangi austriache; i moti del Piemonte abortirono per sconsigliata connivenza del re Carlo Felice (ultimo rampollo del ramo primigeniale Sabaudo) con l'imperator Francesco, onde il giovane e fervido Principe di Carignano ebbe a cercarsi un asilo nella reggia toscana. I due maggiori Stati italiani dovettero soffrire crude persecuzioni e supplizj. Modena e Parma modellaronsi sul contegno spiegato dall'Austria nel Lombardo-Veneto, ove gli esigli, le proscrizioni, le prigionie ed il patibolo, se da una parte contristavano le popolazioni, dall'altra germinavano i *liberali* nella proporzione di cento ad uno. Se non che la più orrida carnificina avvenne nelle Romagne per comandamento di Rivarola cardinale di Santa Chiesa, di quella Chiesa cioè, che prende nome da *Colui che sul Golgota pregò perdono per gli stessi suoi crocifissori.* Tutto andava a seconda delle vedute austriache: dalla vetta delle Alpi al Mar Sicano sventolava impunemente la bandiera imperiale: Metternich signoreggiava nei gabinet-

ti d'Europa, e dopo i successi ottenuti a Troppau ed a Laybach nelle faccende italiane, altri s'apparecchiava a coglierne a Verona, ove una terribile bufera doveva formarsi a danno d'altre libertà.

Al qual nuovo concilio venne pure inviato plenipotenziario per la Toscana don Neri Corsini: gravi cose vi dovevano esser ventilate anche rispetto alla nostra penisola. Sopra a tutte la durata dell'occupazione militare austriaca nelle Due Sicilie ed in Piemonte, e la conservazione de' diritti del principe Carlo Alberto di Savoia-Carignano al trono de' suoi antenati. Premeva assai al granduca Ferdinando III d'ajutare il genero, onde schivare le insidie Austro-Estensi rivolte a soppiantarlo. Interessava a tutti i governi d'Italia, tranne quel di Modena, la conservazione del regno Sardo, all'oggetto di controbilanciare in qualche parte almeno le oltracotanze del gabinetto di Vienna. Stava altamente a cuore della nazione intera, che un Principe nazionale fosse un dì in grado di dire alla veneranda madre: *io son con te per rialzarti dalla secolare prostrazione.* Nemmeno era indifferente alla Russia, all'Inghilterra ed alla Francia, che il futuro guardiano delle Alpi, dal Mediterraneo all'Elvezia, appartenesse alla schiatta degli antichi signori. All'opposto l'imperator Francesco ed il Metternich avrebbero voluto inalzarvi il Duca di Modena, che aveva per donna, Beatrice figlia primogenita di Vittorio Emanuele I re abdicatario, e così aspiravano a dominare totalmente l'Italia superiore da un mare all'altro. La qual cosa rendeva oltremodo spinosa la legazione del plenipotenziario toscano, rappresentante di un sovrano fratello e cugino di detti principi avversi a Savoia.

I tre monarchi della cosiddetta *Santa Alleanza* vi concorsero personalmente, insieme co'respettivi ministri;

per cui il granduca Ferdinando dovette ugualmente intervenirvi, tanto più ch'eravi re Carlo Felice alquanto adirato col Carignano. Poteva esser facilmente sedotto ad abbracciare le vedute Austro-Estensi, che per buona sorte furono paralizzate dalla Russia e dalla Francia; la quale d'altronde s'addossò il carico d'intervenire in Spagna per agire a mano armata contro instituzioni liberali da essa stessa professate. I diritti di Carlo Alberto non solo uscirono illesi, ma ottennero la desiderata recognizione, mercè la fermezza dell'imperatore Alessandro, dietro perfetto accordo col re Luigi XVIII. Alla qual confermazione contribuirono moltissimo i buoni ufficj del Corsini col conte di Nesselrode, e col marchese di Villa-Hermosa molto addentro nella confidenza di Carlo Felice. Pervenne il Granduca a ristabilire la buona armonìa fra i due agnati; ma il Carignano dovette sottomettersi ad una specie d'espiazione militando sotto il Duca di Angoulemme in Spagna, giacchè sdegnosamente aveva rifiutato d'indossare le assise austriache. Fu duro il patto; non poteva però del pari respingerlo senza incorrere nel risentimento della corte di Francia, ed esporsi quindi ai rischii della successione.

Sarebbe stata questa una vera sventura nazionale; se Carlo-Alberto non avesse potuto conseguire il trono de' suoi maggiori, oggigiorno l'Italia gemerebbe affatto sotto il giogo di quell'Austria, ch'invece ella guarda con l'alterezza di vincitrice. Tra i ministri toscani non fu solo il Corsini a perorare la causa del Carignano; chè pure il Fossombroni molto s'adoprò per rendergli benevola la Francia (1). L'uno e l'altro poi godendo la

(1) Il marchese Gualterio ha ciò dimostrato con buoni documenti inseriti nel II volume delle sue *Memorie Storiche* ec.

piena fiducia del Granduca, poterono molto contribuire ad alleggerire il peso dell' occupazione militare straniera a Napoli ed in Piemonte, quantunque il Metternich lungamente sofisticasse prima d' accomodarvisi (1). Frustrato Francesco IV di Modena nelle sue più vive ambizioni, posesi per rabbia sull' accusar tutti i governi italiani. Il Corsini scriveva in cifra al Fossombroni: *il Duca è qui mettendo male a tutti, ed in specie a noi, che ci querela per ogni parte. Non dà posa ad alcuno, ma non fa breccia, e Carignano è troppo bene appoggiato da Alessandro e da' suoi ministri.* Nulladimeno qualche cosa ottenne, cioè che i governi italiani si trovassero sempre più avvinti all' Austria in quanto al regime politico interno, ed alle relazioni diplomatiche esterne.

Ma la Toscana peraltro non se ne avvide finchè visse il prefato granduca Ferdinando, mancato a' viventi il giorno 18 giugno del 1824, compianto sinceramente dai sudditi, lacrimato dai forestieri ospitati nel Granducato, benedetto da un' intera generazione d' uomini, attese le benefiche virtù del suo governo. Tollerante per carattere, giusto per principj, non si lasciò imporre dall' Austria tanto che potesse forzarlo a comparire innanzi a lei ed a' popoli in figura di soggetto. Memore delle angherie da essa ricevute negli anni che fu costretto dimorare in Germania, tornato in Toscana tenne placidamente alto e dignitoso lo scettro granducale. I sudditi glie ne furon gratissimi, e più l' amarono vedendolo curante della loro prosperità economica. Il nome di Ferdinando però sotto questi punti di vista, non può esser disgiunto, da quelli di Vittorio Fossombroni, di Neri Corsini, di Leonardo Frullani. Nonostante forma sempre gran merito a' prin-

(1) Vedasi il documento inserito al n° CXI del *Sommario*.

cipi la buona scelta de' ministri, e la docilità nell' accettarne i consigli ed i suggerimenti. Gli encomii universalmente dati all' amministrazione Ferdinandea costituirono una splendida e ricca eredità pel successore, se egli avesse saputo o voluto farsi delle qualità paterne un programma di regno. Ma non andò guari che il figlio prese tutt' altra via; i vecchi consiglieri si tirarono in disparte, specialmente il Fossombroni stato sempre poco ben accetto all' Austria. Alla saggia tolleranza subentrò un fare leggiero e scomposto; la reggia fu inondata d' uomini tristi, ambiziosi, venali, adulatori e corruttori, e nella reggia medesima furono scavate le fondamenta della dinastia odiernamente caduta.

§ VI.

Più d' una volta avemmo occasione di toccare delle arti insidiose impiegate dall' Austria per arrivare a' suoi avari intenti; ciocchè per avventura rimase appieno dimostrato dal fraudolento contegno da essa spiegato relativamente alla Convenzione stipulata dal marchese Ghisilieri nel 1804, di che abbiamo tenuto proposito a suo luogo. Quel contegno sleale viene a ricevere un' amplissima conferma ed illustrazione da quanto ancora ci resta ad esporre. Tosto che Ferdinando III si fu restituito nel Granducato, la corte di Vienna prese a reclamare per sè il capitale derivante dai noti *Luoghi di Monte*, che in addietro aveva simulato appartenere all' Elettore di Salisburgo per scansare le compensazioni che di ragione con la Finanza toscana. La qual cosa lascia chiaramente intravedere, che pur ella sentiva la ragionevolezza delle compensazioni medesime. Ma ora che non temeva serie opposizioni per parte del Governo gran-

ducale, troppo a lei vincolato per antichi e recenti legami dinastici e politici, chiese addirittura, che le fosse subito dato un acconto sulla sorte e frutti scaduti sino a quell'epoca, e che senza ritardo si devenisse alla definitiva sistemazione di tal pendenza (1).

Conoscevano perfettamente i rettori toscani la storia del reclamato credito; conoscevano del pari la validità e la portata de' titoli di contrapposizione che militavano a favore dell'erario nazionale. Nel tempo istesso non ignoravano fino a qual punto s'estendessero le improntitudini e le prepotenze della corte imperiale. Laonde reputarono espediente d'adottare temperamenti palliativi, cioè d'offrire un piccolo acconto, per acquistare comodità d'escogitare nuovi titoli compensativi, quantunque non si volessero del tutto dimenticare i precedenti. In sequela di un dotto *parere* rassegnato al Granduca medesimo, venne indi replicato al ministro austriaco (2); che il reclamato credito doveva ad ogni modo subire la sottrazione corrispondente all'ammontare delle spese fatte dalla Toscana per le truppe austriache negli anni 1799 e 800; che in virtù della Convenzione segnata il dì 28 giugno 1814 concernente la cessione dello Stato di Würzburgo alla Baviera, l'Imperatore s'era obbligato di ritenere per conto del fratello le rendite di alcune provincie, rendite non mai pervenute al Granduca; che in forza della Convenzione antedetta la corte imperiale avrebbe dovuto dare a Ferdinando III, in beni

(1) Tal richiesta venne officialmente avanzata il 19 ottobre 1815 dal conte Buol; ma poichè la *nota* non fa che ripetere le frivole ragioni espresse dal Ghisilieri e dal Colli nei già addotti documenti, così stimiamo di doverla tralasciare.

(2) Il *parere* del Consiglio dei Ministri al granduca Ferdinando III può vedersi al n° CXII del *Sommario*.

stabili situati in Austria, la somma di fiorini 500,000 a titolo di compensazione per iscapiti precedentemente sofferti; che infine la consegna di detti beni formava sempre un desiderio insoddisfatto (1).

Il conte Appony succeduto al conte Buol nella Legazione di Firenze, incontanente replicava; che la sua corte non sarebbe mai discesa a compensare le contrapposte spese per le truppe austriache, sin tanto che la Toscana non avesse prodotto le obbligazioni di rimborso rilasciate da' Comandanti austriaci. Era questa una vieta cantafera, *un vero cavillo bindolesco*, perchè il fatto delle somministrazioni e delle relative promesse di pagamento, non poteva essere in alcun modo impugnato, fuori che da chi fa professione di far comparire il bianco per nero o viceversa. Gli altri obietti furon dall'Appony sottoposti all'esame del gabinetto di Vienna, onde ne derivarono discussioni, note e contronote, che ora più ed ora meno animate, durarono per tutta la vita di Ferdinando III, senza che alla sua morte si fosse raggiunto verun plausibile costrutto per la Toscana. Anzi ella dovette pagare diversi acconti all'Austria, ognora presta a trarre profitto dalle circostanze per spremere danari da un paese, che aveva avuto la tracotanza d'appellare austriaco. De' quali acconti torneremo più acconciamente a favellare nella quarta ed ultima parte di queste *Memorie.*

Giova intanto fare un parallelo del diverso contegno praticato dalla Francia e dall'Austria con la Toscana. L'Austria carpisce le gioje dello Stato, e le ritiene costantemente per sè. Vende beni demaniali, e ne

(1) La categorica *risposta* alla *nota* del Ministro austriaco fu data il di 3 novembre 1816 in conformità del *voto* del Consiglio.

incassa il prezzo a proprio utile e comodo. Invade il Granducato, dimandą vettovaglie, e poi rifiuta pagarle. Vanta dei crediti, che non vuole ammettere ad eque e doverose compensazioni. S'induce a stipulare transazioni sol quando le preme d'avere de' nuovi danari; poscia nega ratificarle. Vede i tempi a lei farsi propizii, e subito ne profitta per dettar leggi, ed esigere contribuzioni da uno Stato troppo inferiore di forze per opporvisi con successo. — Le armate francesi invadono il Granducato; portano con sè molti capolavori delle Arti per adornarne Parigi, ed alcuni preziosi codici. In appresso vien tutto restituito, o se qualche cosa resta sulla Senna, è col beneplacito de' legittimi dispositori (1). Il governo francese, allorquando venne a cessare in Toscana, va debitore con le pubbliche amministrazioni, e co' particolari, di alcune somme. Col trattato del 30 Maggio 1814 la Francia si obbliga di pagare l'occorrente; previa una regolare liquidazione, il dì 25 Aprile del 1818 i Toscani ottengono la complessiva indennità di 4,500,000 franchi, effettivamente realizzati (2). Questo parallelo non ha bisogno di altro commento che quello resultante da una fresca reminiscenza, cioè quando Francesi ed Italiani combattevano con pari ardore gli Austriaci a Magenta ed a Solferino, i Toscani abbracciavano esultando i Napoleonidi ed imprecavano a' Tedeschi.

§ VII.

Tra le più importanti riforme amministrative introdotte da Leopoldo I, notammo già la separazione de' pa-

(1) Nei tomi III e IV della *Storia Civile* già esponemmo simili spogliazioni e restituzioni.

(2) Negli Archivii del Ministero degli Affari Esteri e della R. Depositeria, si conservano le carte comprovanti simile asserzione.

trimonj della Finanza e della Corona. Tal disposizione rimase in osservanza durante il primo periodo del Governo Ferdinandeo, del Regno Etrusco, e della dominazione Napoleonica. La Granduchessa Elisa aveva un appannaggio di franchi 1,000,000 all' anno, mentre l'*Intendenza della Lista Civile* manteneva le fabbriche e giardini imperiali, le pubbliche Gallerie, il Museo di Fisica, l' Officina delle pietre dure. Al ritorno di Ferdinando III in Toscana fu ordinato che tutti i dipartimenti economici dello Stato nuovamente si concentrassero al ministero delle Finanze. Ma nel tempo istesso vollesi ritenere sotto l'immediata dipendenza della corte il Museo di Fisica e l'Officina delle pietre dure, all' oggetto che la splendida riputazione derivante da quelli stabilimenti, creati e mantenuti colle sostanze pubbliche, facesse decoro soltanto al Principe (1). Sulle prime egli tolse dall' erario quanto danaro gli abbisognò; indi stabilì l' assegnamento mensuale in scudi 25,000. Tosto lo elevava a scudi 28,000 e poco stante a scudi 31,000 il mese (2). Esso ragguaglia a franchi 2,187,360 all' anno, vale a dire, franchi 528,360 più dell'assegnamento fattosi da Leopoldo I avanti di recare ad effetto la predetta separazione amministrativa (Vedi a pag. 89).

Le fabbriche ed i giardini granducali rimasero altresì a carico della Finanza, spesa enorme per lo Stato, perchè la corte non ha mai cessato d' imporre nuovi comodi ed abbellimenti che non le costavano niente. Ha supplito è vero alla conservazione, e diremo ancora all' ampliazione del Museo e dell' Officina testè indicati, ma in fine de' conti il danaro venne ognora attinto dalla

(1) Vedi il documento n° CXIII.
(2) Vedi il documento n° CXIV.

Depositeria, e in quella misura che più è piaciuto all' arbitrio sovrano. Imperciocchè i detti stabilimenti pubblici non hanno mai cessato d' esser mantenuti colle sostanze del pubblico, ed i granduchi Lorenesi non furono in verità troppo schivi dal mettervi le mani in ragione crescente, siccome è abbastanza manifesto dalle cose fin qui dette, e dai prodotti documenti. Nulladimeno ciò addiverrà ancor più palese da quanto ci resta a dire sull' appoggio di ulteriori documenti officiali, i quali speriamo che valgano ad illuminare pienamente coloro che tuttavia conservassero delle velleità (intendiamo dire degli onesti, e non de' birbanti faziosi, che non s' illuminano mai, non essendo la luce fatta per loro) rispetto a quelli che tramontarono da un orizzonte in cui erano stranieri per origine, per sentimenti e per alleanze, ed ove più stranieri che mai si resero co' conati politici, e le azioni personali negli ultimi tempi.

PARTE QUARTA

(REGNANTE LEOPOLDO II LORENO-AUSTRIACO)

§ I. *Situazione dello Stato all' ascensione al trono di Leopoldo II.*
» II. *Venti anni di pacifico governo.*
» III. *Recognizione di debito con l' Austria.*
» IV. *Il Granduca acquista beni stabili appartenenti alla Finanza.*
» V. *Reversione di Lucca e Signorie Bavaro-Palatine.*
» VI. *Riforme e Statuto.*
» VII. *Vicissitudini politiche del* 1848-49.
» VIII. *Gli Austriaci occupano la Toscana.*
» IX. *Rannodamento delle relazioni diplomatiche con l' Austria, Modena e Parma.*
» X. *Concordato con la S. Sede.*
» XI. *Abolizione dello Statuto.*
» XII. *Il Governo in continua lotta con le popolazioni.*
» XIII. *Congresso di Parigi, ed allarmi dell' Austria e d' alcuni governi italiani.*
» XIV. *Pio IX visita la Toscana.*
» XV. *Ultime concessioni di danari fatte dal Governo toscano all' Austria.*
» XVI. *Appannaggio della Corte.*
» XVII. *Estremi resultati dell' amministrazione economico-politica della Toscana nell' ultimo decennio.*

§ I.

Nessun Principe ascese forse mai al soglio con maggiore aspettazione di quella che circondava Leopoldo II allorquando il padre suo rese lo spirito a chi glielo avea dato. L' operosa sapienza dell' avo e la temperata liberalità del genitore gli avevano spianato un agevole e

glorioso sentiero generalmente approvato. I suoi precedenti studj intorno agli scritti dell'immortale Galileo, e di Lorenzo de' Medici, avevano indotto l'opinione, che lui regnante sarebbero rinate le dotte speculazioni di chi ebbe per motto *provando e riprovando*, e le *platoniche lucubrazioni di Careggi.* Narrasi che nell'ultimo suo abboccamento col padre agonizzante, dopo d'avergli questi caldamente raccomandati i congiunti, i famigliari più affezionati e benemeriti, i sudditi in generale, finisse dicendogli: *rispetto al Fossombroni nulla vi dico, perchè io anzi ho raccomandato voi a' suoi talenti, abilità e fedeltà.* La qual cosa se è vera, come abbiamo motivo di credere che sia, ci pone nel dubbio se maggiormente onori il sovrano che trapassava, o il ministro che sopravviveva. Le antiche e le moderne istorie, per quanto sia a nostra cognizione, non additano avvenimenti che contengano elogio più sentito e magnifico del prenarrato, e pronunziato appunto nell'istante in cui l'uomo ha la maggior presunzione di dire il vero.

I talenti, l'abilità e la fedeltà del Fossombroni, ognora secondato dal Corsini, ebbero tost'occasione di rendere un segnalato servigio al novello monarca ed alla patria. Avevano essi preveduto, che la corte d'Austria nel caso della morte di Ferdinando, sarebbesi voluta intromettere nella proclamazione del successore. Essendo questi arrivato sull'orlo del sepolcro, il primo ministro specialmente applicò ad attraversare la strada agl'intrighi e cavilli diplomatici, proclamando senz'altro il figlio successore al padre appena spirato. Quelle previsioni non erano infondate; conciossiachè il conte Lodovico Filippo di Bombelles, legato imperiale a Firenze, recassesi incontanente a ricercare il Principe Ereditario nella suburbana villa di Castello, ove stava lacrimando la

perdita del genitore. Avrebbe dovuto indirizzarsi al nuovo Granduca; ma chiese invece dell'*arciduca Leopoldo*, insistendo di vederlo personalmente per fargli importanti comunicazioni. Allora se gli fece avanti il Fossombroni, colà recatosi a bella posta, annunziandogli; *che il Granduca Leopoldo II, oppresso dal dolore, non riceveva alcuno, e ch'egli nella qualità di suo Segretario di Stato, era là pronto ad ascoltare tutto quanto avesse da fargli sapere.* In tal guisa l'oratore austriaco si trovò sconcertato nei disegni probabilmente fondati sull'inesperienza del giovan Principe; sicchè rimase affatto eliminata qualunque interessenza del gabinetto di Vienna in un negozio cotanto delicato e vitale per la dignità della Corona toscana, e per l'indipendenza dello Stato (1).

Nel rientrare in città vide il Bombelles affisso l'*editto* che nel frattempo il Corsini aveva fatto stampare per dar notizia al pubblico della morte dell'uno, e dell'assunzione al trono dell'altro sovrano, ma non potè opporvisi. Lo scabro frangente rimase dunque superato da un'acuta antiveggenza, ciocchè forma la più sublime dote degli uomini di stato, i quali con pochi tratti d'accorgimento, spesso giovano alle nazioni assai meglio di quei presuntuosi ignoranti, che sol perchè divenuti ministri, tutto credono sapere e far bene, mentre sono il flagello de' popoli, la rovina degli stati, i traditori de' principi. Quegli uomini peraltro hanno d'uopo di piena libertà d'azione per ben disimpegnare il loro ministero, vale a dire, di godere l'intera fiducia del monarca cui consigliano e servono. Esso dee stare in cima all'edificio governamentale, ma più per rappre-

(1) Non facciamo qui che ripetere quanto già scrivemmo in proposito alla pag. 296 e seguenti del tomo IV della *Storia Civile*.

sentare che per esercitar da sè l'autorità sovrana. Ferdinando III non esercitò quasi mai il supremo potere, senza il parere de' suoi consiglieri e ministri, ond'egli n'ebbe lode di saggio, ed il suo governo d'illuminato e prudente. Nella sostanza e nella forma tenne sempre dell'assoluto; se non che nell'applicazione delle misure costantemente miti, ponderate e benevole, poco o nulla lasciò desiderare a' popoli soggetti, quelle franchigie ed instituzioni che altrove si reclamavano per inalzare delle barriere a' continui trasmodamenti del potere dispotico.

Giova addurne delle prove incontestabili. Nel 1821, quando più fervevano i moti di Napoli, di Piemonte e del Lombardo-Veneto, e che l'Austria accusava ed istigava al rigore contro i settari, il Governo toscano usava sì vigilanza, ma sempre congiunta alla maggior equità possibile. Alle proscrizioni, alle confische, a' supplizj usati nelle superiori e nelle inferiori regioni della penisola, i rettori della ridente contrada centrale, della gentile Toscana insomma, contrapponevano blande ammonizioni fatte ad alcuni giovani con intendimenti paterni. Anche prima d'appigliarsi a qualsiasi procedura e mortificazione, maturamente ponderavano la natura e la portata delle cose nelle loro più remote conseguenze. Di maniera che Principe e Ministri furon ben guardinghi dall'autorizzare inquisizioni vessatorie, e dall'ammettere neppure l'apparenza di quei tribunali straordinarii che impressero un'orma nefanda negli altri governi (1). Attorno

(1) Il *voto* collettivamente indirizzato dal Consiglio de' Ministri al granduca Ferdinando in quanto alle mene settarie del 1821, ed al modo di procedere intorno a coloro che vi si erano ingolfati, quanto ancora il *responso sovrano* che avvi in calce, spiegano abbastanza quali fossero i pensamenti del governo superiore toscano a quell'epoca, e perciò abbiamo stimato conveniente di riportarlo al n° CXV del *Sommario*.

attorno al Granducato l'umanità sopportava fremendo battiture e dolori; al di dentro regnava la quiete, la contentezza, la concordia e l'unione delle popolazioni col monarca, donde quella prosperità e floridezza che incantavano tutti i visitatori stranieri. I quali molti qui s'intrattenevano a lunghe dimore, e gli altri restituendosi alle loro case celebravano la Toscana come il paese più felice d'Europa, ed il Governo pel più savio di tutti.

Dal 1814 al 1824 la moralità pubblica aveva fatti progressi significantissimi. Al cessare della dominazione francese i detenuti nelle carceri ammontavano circa a 1,100, ed i condannati a' lavori forzati oltrepassavano i 600. Il Governo ripristinato avendo subito applicato a neutralizzare i partiti, a ristabilire le precedenti discipline educative, fondate sui costumi e sulla morale delle famiglie, a rassicurare la maggior libertà nell'esercizio delle proprietà reali e personali, a ricondurre la legislazione abituale nei Toscani, a rimettere in vigore il Codice criminale Leopoldino, assai più mite del Napoleonico, ne resultarono eccellenti effetti. Nel 1824 i detenuti nelle prigioni appena sommavano a 550, e i delinquenti condannati al Bagno ed all'Ergastolo non superavano i 400. In queste cifre entravano i militari giudicati dai Consigli di Guerra, alcune femmine traviate, e de' giovanastri scapestrati e poco vogliosi di lavorare (1). Notisi ancora, che la popolazione era sensibilmente aumentata; essendochè nel 1814 contasse soltanto 1,154,000 anime, e nel 1824 ascendesse ad 1,237,000. Imperciocchè s'ingannerebbero a partito coloro che volessero desumere la proporzione de' delinquenti e de' tra-

(1) Queste cifre sono autentiche, perchè ricavate dalle carte officiali della già Segreteria di Stato.

sgressori in ragione di popolazione, mentre il loro maggiore o minor numero dipende esclusivamente dall' agiatezza popolare, dalla moralità pubblica, dalla mitezza delle leggi, e dalla temperanza governativa. Il decennio al quale si riferiscono le nostre osservazioni, ne fornisce un luminosissimo esempio.

Le ottime prammatiche sulla libertà commerciale ed industriale, tornate in vigore colla ripristinazione del Governo granducale, se attese speciali circostanze non poteron impedire la carestia e la mortalità verificatesi negli anni 1816, 17 e 18, poterono altresì attenuarle grandemente. Scomparse le cause eccezionali che le avevano ingenerate, cessarono immediatamente i loro sinistri effetti; per cui la patria legislazione su tal materia potè esser più benefica che mai. Nel breve giro di sei anni dileguossi ogni traccia delle patite calamità; l'agricoltura riacquistò vigore e sviluppo prodigioso; la mercatura esterna ed i commercii interni estesero le operazioni ed i guadagni; le industrie antiche ricevettero incrementi notabili, mentre spargevansi semi fecondi per dar vita a delle nuove; l'attività de' traffici rendeva lieti i trafficanti. Di maniera che le condizioni economiche della Toscana avanzavano con una prosperità che potrebbe esser reputata favolosa, se non vivessero tuttora molti di coloro che ne furono testimonj oculari, e che ebber parte a' godimenti. A costoro noi facciamo appello senza tema d' essere smentiti, nè accagionati d' esagerazione.

Se così prosperamente allora procedevano le condizioni economiche del paese, anche le Finanze dello Stato del pari gongolavano. L'entrate generali dell'anno 1824 consisterono in lire 19,114,191. 11. 3., o sia f. 16,055,920. 92.: le spese limitaronsi a l. 16,060,859. 1. 4.,

pari a fr. 13,491,122. 23. Vi era quindi un avanzo di lire 3,053,332. 9. 11., che ragguaglia a fr. 2,564,799. 30. Dal primo Maggio 1814 a tutto Dicembre 1824 gli avanzi cumulati raggiunsero la somma di lire 16,755,581. 13. 8. o sia fr. 14,074,688. 61. Lo stato attivo alla fine di quest'ultimo anno presentava l'ingente somma di lire 108,254,550. 2. 9., il passivo 27,506,197. 7., per cui l'avanzo netto si verificava in lire 80,748,352. 15. 9. che corrispondono a fr. 67,828,616. 34. In questo stato attivo figurava la partita di lire 5,754,775. 3. 3., che tanto era il numerario effettivo esistente nelle casse della Finanza pubblica a quell'epoca, al di là de' bisogni ordinarj dello Stato (1). Tali cifre bastano per avventura a far il panegirico de' rettori d'allora, e più specialmente di Leonardo Frullani ministro delle Finanze nell'ultimo decennio, mancato di vita pochi giorni prima che cessasse di vivere il granduca Ferdinando, il quale ebbe in lui un'illimitata fiducia sin dalla sua ascensione al trono (2).

Non si creda pertanto che noi vogliamo rappresentare la detta amministrazione decennale come un modello di perfezione: siamo ben lungi da simile idea, che avrebbe più dello stordito che del savio. Conciosiachè quanto da essa scaturì a prò del paese, fu più effetto delle provvide riforme del secolo passato, ed opra d'uomini esperti e probi, che efficace virtù di stabili instituzioni. Vi erano molte e sapienti leggi economiche, civili

(1) Anche queste cifre sono ugualmente autentiche, perchè ricavate dal *Bilancio consuntivo originale del* 1824 esistente manoscritto nella R. Depositeria.

(2) Il granduca Ferdinando conobbe il Frullani nel 1791, allorquando fu incaricato di redigere il *chirografo* del 4 maggio di detto anno relativo a' *Luoghi di Monte*, già inserito al n° LXXV dell' annesso *Sommario*.

e giurisdizionali che funzionavano mirabilmente a fomentare il benessere nazionale; ma peraltro mancavano affatto le garanzie per la loro conservazione, e per il perfezionamento progressivo. Gli uomini passano; a' buoni succedono i tristi e gl' inetti; ad essi possono solo far argine le instituzioni politiche radicate nei cuori, e raccomandate a' costumi delle masse popolari. Un tal difetto non sarebbe d' altronde giustamente rimproverabile a riguardo del granduca Ferdinando III, e de' suoi ministri; perchè ancor quando avessero voluto dotare il paese di franchigie costituzionali, e così reintegrarlo nei suoi primieri diritti, l' Austria si sarebbe sicuramente opposta a qualsivoglia concessione. Il trattamento da essa applicato alle *costituzioni* di Napoli e di Piemonte ce ne somministra ineluttabile argomento. Dal 1815 in poi ella ha del pari tiranneggiato i popoli ed i governi italiani, ed il più delle volte si è di questi servita per tener quelli nell' oppressione. Imperciocchè la nazione ha dovuto finalmente levarsi in arme per combattere la nemica principale, ed i suoi satelliti e coadiuvatori, andati con facilità in rovina per aver stoltamente preferita l' alleanza austriaca agl' interessi de' popoli.

Il rimprovero testè avvertito potrebbe essere con maggior ragionevolezza indirizzato a Leopoldo I, piuttosto che ad altri. Egli aveva tutto apparecchiato per la pubblicazione di un nuovo *patto costituzionale*, ne vagheggiò l' idea per undici anni, e si lasciò sfuggire l'occasione propizia per recarla ad effetto (1). Altri guai s'introdussero lentamente nel macchinismo governativo per

(1) Nell' Archivio della Segreteria Intima granducale abbiamo rintracciato prove irrefragabili dei pensieri di Leopoldo I su tale argomento, di che terremo proposito più avanti.

colpa degli uomini incaricati della restaurazione. I buoni ordini amministrativi introdotti dal governo francese furono atterrati con colpi da barbari; il Codice civile Napoleone proscritto per sostituirvi leggi parziali incomplete ed oscure; le milizie stanziali abbandonate alla mollezza nel seno dell'indifferenza; il sistema municipale Leopoldino ridotto nella massima schiavitù; le pubbliche aziende ripiene d'uomini più devoti all'assolutismo ed al guadagno, che distinti per intelligenza, capacità, illibatezza ed amore per la cosa pubblica. Donde venne ad ingenerarsi una fiacchezza generale in ogni diramazione dell'edificio governativo, il quale in appresso diede a divedere di contenere germi d'inquietante corruzione. I falli amministrativi scoperti dai *Sindaci* nelle loro *revisioni*, non dovendo essere sottoposti al giudizio di verun tribunale ordinario (di cui affatto si mancava), ma semplicemente rassegnati alla decisione sovrana, troppo spesso riuscivano assoluti, o condonati col godimento dello stipendio in pensione. Quindi la malacontentezza nelle popolazioni contribuenti scandalizzate di tanto scialacquo, mentre l'infezione andava copertamente facendo progressi spaventevoli nelle troppo numerose schiere de' funzionarj civili, divenuti viepiù guasti e fiacchi negli anni successivi.

§ II.

Sotto questi auspicj misti di bene e di male incominciò adunque a regnare Leopoldo II, sorretto dal Fossombroni e dal Corsini. Al defunto Frullani venne tosto sostituito l'avvocato Francesco Cempini, più legale che finanziere. Buon per lui se non si fosse mai discostato dai consigli de' sunnominati ministri, o di chi gli avesse

ugnagliati in esperienza e profonda cognizione de' negozj di Stato, quanto ancora nel sincero attaccamento al paese. Avrebbe questi certamente meno disastri da deplorare, ed egli meno sventure ed amarezze da trangugiare. Malagevole e grave si è in verità l'incarico nostro d'esporre i falli commessi da un Principe precipitato dal trono, e tuttora vivente. Ma siccome stimiamo che ciò possa esser di alcun giovamento alla patria, senza esitazione ce lo siamo addossato, perchè il supremo dovere del cittadino si è quello di servire all'esigenze nazionali, tenendo in subalterno grado qualsiasi altra considerazione o riflesso. Leopoldo II, che molte volte osò qualificarsi *italiano* e *padre de' popoli*, diè questi finalmente in balìa d'adirate soldatesche straniere, ponendo sè medesimo in braccio all'Austria, nostra naturale e perpetua nemica. Laonde, astrazion fatta dall'uomo caduto dal soglio più risplendente e gentile d'Italia, noi ci terremo all'imparziale e stretta esposizione degli avvenimenti, che invece lo chiarirono *estraneo* e *patrigno*.

Qualora tai detti siano per arrivare fino a lui, dovrà almeno sicuramente riconoscere in noi tutta quella indipendenza e circospezione che promettemmo sin da principio. Vogliano poi i lettori avvertire, che più di una fiata alzammo la voce contro le sue improvvidenze governative ancor quando egli teneva in pugno lo scettro, e ciò per ammonirlo della lubrica strada in cui era entrato (1). Nonostante volle perseverarvi, sebbene avvisi concomitanti gli pervenissero da molte e più autorevoli fonti, perchè omai avvinto nei lacci austro-clericali, che sè a tutta Italia odiosi, a Toscani odiosissimi.

(1) Vogliamo con ciò riferire al tomo V della *Storia Civile*, ed all'*Appendice* al *Manuale degli ordinamenti economici* ec.

Pervenuto al soglio in età di 27 anni, nessuna pratica esso aveva degli affari, essendochè il padre l'avesse sempre tenuto lontano dalle faccende governative, colpa gravissima, e forse la maggiore che si possa rimproverare a Ferdinando III. La gelosia dell'esercizio del potere nei principi regnanti di Casa Loreno-Austriaca è massima predominante, anche a riguardo de' figli e successori. Il granduca Ferdinando la spinse fino al punto, che quando venne a morte, il Principe Ereditario, neppur una volta aveva potuto interloquire nel Consiglio de' ministri; anzi allorquando il consiglier Frullani gliene fece analoga proposta, sdegnosamente la rigettò.

L'educazione del cuore e dello spirito del Principe fu affidata ad onesti e chiari patrizi, ma gretti e pregiudicati, quali appunto si erano il marchese Carlo Araldi-Torresini ed il conte Alessandro Opizzoni, entrambi lombardi, quantunque la corte avesse stanza in Germania. Costoro attesero più a formarne un privato gentiluomo, che un personaggio destinato a reggere Stati. Sopra ad ogni altra scienza dovrebbero i giovani principi applicare allo studio del giure pubblico, ed alla filosofia politica della storia universale, ond'acquistare la pienezza de' lumi necessarj per afferrare in tutta la loro estensione e portata i grandi affari governativi con quella celerità e fermezza, che immensamente influiscono al buon esito de' medesimi. Se i principi mancano di queste cognizioni indispensabili e peculiarissime per mantenere in credito la sovranità, e ben regolato lo Stato, abbenchè siano animati da rette intenzioni, probi ed assidui nella condotta delle ordinarie faccende, prima o poi inciampano in scogli che compromettono il proprio e l'altrui essere. Quindi vien meno per loro anche la compassione, perchè i piccoli beni restano travolti e di-

menticati fra lo strepito delle catastrofi derivanti dai grandi mali. Tale comparisce agli occhi nostri Leopoldo II, vale a dire, minuzioso, cervellotico, accettatore di persone, più per simpatia che per riflessione, e nel tempo istesso troppo al disotto delle imbarazzanti situazioni createsi da sè medesimo.

In tre diversi periodi fa d'uopo distinguere la sua dominazione; cioè i primi venti anni di regno; il corso ascendente e discendente delle riforme, e quello della reazione. Il primo fu luminoso, ma floscio; il secondo incerto e tempestoso; il terzo irrazionale, oppressivo e rovinoso. In quanto al primo osserveremo anzi tutto, che fino al 1830 avendo l'Europa goduto profonda pace, anche l'Italia andò esente da qualsiasi convulsione politica, senza che i popoli delle Romagne cessassero dal cospirare, perchè non cessava il malgoverno de'chiericati. Dormiva la Toscana profondo e tranquillo sonno, ma un coperto fuoco vulcanico le serpeggiava all'intorno. Un solo avvenimento di qualche importanza venne apparecchiato in detto spazio di tempo, che meriti speciale attenzione. Questo si è il bonificamento della Maremma paludosa e malsana, che infinite commendazioni fruttò al suo preordinatore per parte de' vicini e de'lontani (1). Noi però stimiamo conveniente di passar sopra a' particolari di questa colossale impresa, essendochè non ignoriamo che un speciale lavoro delineato da mano maestra sia per comparire di giorno in giorno alla luce (2). Solo avvertiremo, che i benefizj della grande

(1) Vedasi il *motuproprio* del dì 29 novembre del 1828.

(2) Intendiamo d'appellare al *Rapporto* indirizzato a S. E. il Presidente del Governo della Toscana sul Bonificamento delle Maremme dal 1828-29 al 1858-59, compilato dall'Ispettore Antonio Salvagnuoli-Marchetti consigliere nella Direzione Economico-Idraulica del Bonificamento ante-

operazione, rimasero talora paralizzati, e tal'altra disconosciuti, a cagione de' pregiudizj radicati nella mente del Sovrano, e del geloso e prepotente contegno spiegato dai funzionarii da esso destinati all'esecuzione.

Fino a quell'epoca non si dipartì quasi mai il Granduca dai consigli de' detti ministri, e le cose procederono con generale soddisfazione; ma in quest'anno si videro prendere un declinante indirizzo. Carlo X re di Francia avendo stimolato i Francesi alla rivolta, mediante le provocanti *ordinanze di luglio*, tutte le corti europee ne furono atterrite, anco perchè i popoli italiani andaronsi sensibilmente concitando. Leopoldo II trovavasi allora in Vienna, ove la notizia di tal rivoluzione destò grandissime apprensioni. Si temè che l'esempio del Belgio contro l'Olanda s'estendesse all'Italia vogliosa di sottrarsi al servaggio straniero. Quindi il gabinetto austriaco diede incalzanti avvertimenti a' sovrani della penisola di stare all'erta, eccitandoli al rigore, intantochè egl' ingrossava le guarnigioni, e raddoppiava il suo esteso spionaggio politico. Qual' istruzioni ed avvisi orali ricevesse Leopoldo dall'Imperatore e dal Metternich, noi non possiamo sapere certamente. Sappiamo bensì che rifiutò una festa pubblica che se gli voleva dare al suo ritorno (1), e che da quel momento in poi il Fossombroni stato sempre poco nelle grazie del gabinetto imperiale, incominciò a perdere di favore, di credito e d'influenza appo il Granduca, non senza scapito delle cose nazionali.

Quando egli ricomparve in Firenze, gli animi avean

detto, pregevole lavoro che si sta stampando per ordine del Governo medesimo.

(1) Delle cagioni che indussero il Governo toscano a rifiutare questa festa stata precedentemente accettata ed approvata, ne tenemmo già discorso nel tomo IV della *Storia Civile*, a pag 404 e seguenti.

principiato a scompigliarsi; le idee liberali acquistavano estensione e proseliti, ed il Governo assumeva una tinta fosca ed insolita a cagione di Torello Ciantelli presidente di Polizia, uomo arbitrario e vessatore, interamente devoluto all' Austria. Già la Toscana, imitando in questo gli altri governi d' Europa (tranne quello di Modena), aveva spedita la sua recognizione a Luigi Filippo re de' Francesi, il quale essendosi procacciato l'amicizia e l' affetto de' *sovrani fratelli*, *cugini e zii*, dava loro officiali assicurazioni, che non avrebbe mai favorito la *propaganda rivoluzionaria* (1). Rincuorati i principi dalle intenzioni loro manifestate dal monarca francese, l' Austria specialmente nulla curando che si proclamasse dalla tribuna di Parigi il principio del non intervento, decise dal canto suo d' intervenire ogni qualvolta gl' Italiani dessero segni d' indipendenza, tanto da essa che da' suoi proconsoli. Venuto a morte Pio VIII romano pontefice, tutti i malcontenti dello Stato ecclesiastico, di Modena e di Parma, in un attimo trovaronsi d' accordo per levarsi contro chi li tiranneggiava indegnamente. Correva già l' anno 1831, allorachè l' Italia centrale, meno la Toscana, diede palesi segni di volersi toglier dal collo, ed a qualunque costo, gli autori diretti ed indiretti delle sue calamità e peripezie.

A cotanto rumore parvero non voler rimanere indifferenti i liberali toscani, almeno per quanto andava riferendo il presidente Ciantelli, il quale non sognava che cospirazioni e rivolte, forse a ciò istigato dalla Polizia austriaca in stretti rapporti con esso. Non trascurava verun occasione per infonder timori nell' animo del Granduca, già voltato a' sospetti, e per tirare dalla sua

(1) Vedansi le tre lettere inserite sotto il n° CXVI del *Sommario*.

parte anche i ministri fermissimi nell'usata temperanza. Il conte di Bombelles legato imperiale a Firenze sin dall'anno precedente era stato revocato, e mandato in suo luogo il noto conte Saurau, soggetto che da lunga mano versavasi nelle bisogne politiche d'Italia. Questi adoprevasi con fina destrezza per tenere il Principe male edificato de' sudditi, ond' alla prima occasione averlo consenziente a ricevere presidii tedeschi. La macchinazione procedeva alacremente in tal senso, allorquando Francesco IV duca di Modena fu costretto fuggire dalla sua capitale, e le Romagne rivoltaronsi interamente dalla soggezione de' chiericati romani. Correva il Febbraio del 1831 pregno più di turbazioni, che promittente felici successi alla causa liberale italiana. Vollesi far credere al Governo toscano, che in mezzo a divertimenti carnascialeschi sarebbesi gridato: *Viva la Costituzione*, e costretto lo stesso Principe ad aderirvi, quando la maggior parte della scarsa truppa stanziale era stata mandata a guardia de' confini per mantenere inviolato il territorio granducale.

Laonde un tal frangente era assai scabro e difficile a risolversi, perchè occorreva escogitare mezzi adattati per mantenere la quiete e la sicurezza interna, senz'appigliarsi ad espedienti radicali, che ugualmente avrebbero dato appiglio all'Austria d'intervenire. L'accortezza del Fossombroni, spalleggiato da' colleghi, comprese subito quanto possa negli animi de' popoli civili un atto di spontanea e franca fiducia. Propose di riattivare la *Guardia Urbana*, che in diverse occasioni aveva resi utili servigj al paese, segnatamente nel 1815 durante la spedizione a Napoli. Trovò intoppo nel Granduca mal prevenuto dal Saurau e dal Ciantelli; ma il vecchio Segretario di Stato allegando la sua provata fe-

deltà alla dinastia, la lunga esperienza negli affari, e la perfetta cognizione de' Toscani, pervenne a trionfare di qualsivoglia opposizione. Di maniera che la *Guardia Urbana* venne ristabilita con generale soddisfazione, ed i cittadini più onorati ed interessati nel mantenimento dell'ordine vi s'ascrissero in folla (1). La capitale, siccome tutte le altre città e terre del Granducato, non ebbe a soffrire alcuna perturbazione, quantunque i conati di pochi settarj, e le trame austro-poliziesche, per diverse vie, e con opposti intendimenti, mirassero a far nascere chiassi e sollevazioni. Il Fossombroni uscì è vero appien trionfante dallo scabro frangente, ma questo fu l' ultimo e segnalato servigio da esso renduto allo Stato.

Conciosiachè i sospetti gettati dall' alto nei petti de' principi deboli, e di sè stessi molto estimatori e credenti, finiscon sempre con alienarli dai soggetti additati alla loro diffidenza, tanto più se quei principi trovansi raggirati da altre persone che abbiano vedute ed interessi diversi. Conobbe il Fossombroni quel raffreddamento, e le cause donde scaturiva; vide pure esser giunto il momento di tirarsi in disparte per provveder se non altro alla propria dignità e reputazione, ciocchè i sagaci ministri procacciano di sottrarre dalla giurisdizione de' sovrani aberranti. Allora il Saurau ed il Ciantelli ottennero più facile ascolto dal Granduca, per cui la Polizia s' addiede a cercare settarj da tutti i lati, a mandar viâ gran numero di forestieri stanziati, a rigettare i sopravvenienti, a cacciare o in esiglio o nelle carceri quanti nazionali erano ad essa invisi, a processare i men cauti, a proporre pene ille-

(1) Nella raccolta delle patrie leggi vedasi il *motuproprio* del di 12 febbrajo 1831.

gali ed esorbitanti per coloro che in qualche modo si trovavano compromessi. Vaghezza giovanile, desiderio di un avvenire stabilmente migliore, aveva indotti alcuni a mescolarsi nel parteggiare; altri, e questi erano pochissimi, cospiravano per spirito veramente fazioso, con tendenze al sovvertimento dell'ordine politico o sociale. La promulgazione di *franchigie costituzionali* avrebbe potuto metter fine a tutto, come appunto la pensava il Fossombroni (1). Se non che l'Austria sarebbe istantaneamente accorsa a guastare qualunque provvedimento si fosse voluto adottare per la stabilità della dinastia, gettando semi di futuro benessere per il paese.

Intraprese dal presidente Ciantelli molte procedure inquisitorie, dette *economiche*, ne rendeva tosto conto al Governo superiore in questi precisi termini: « Il delitto « di cui si sono resi debitori *(per giusti riguardi si tac-* « *ciano i nomi de' processati)*, è gravissimo, e com- « preso fra quei che le leggi conoscono per delitti di « *Lesa Maestà*, e ciò ad onta che i cospiratori non ab- « biano potuto compiere le azioni iniquissime alle quali « si erano comodamente disposti. Son noti i principj di « *gius comune* consentiti dalla pratica dei tribunali, e « confermati dalla sanzione delle patrie leggi, secondo

(1) In tal guisa scriveva il Fossombroni al cav. Giuliano Frullani il 31 dicembre del 1831 : « Io so che non merito tutto ciò che un animo « parziale vuole attribuirmi, ma sò ancora che la moderata opinione di sè « medesimo non deve andare all'eccesso. Un vecchio servitore, un milita- « re riformato non si riguarda dal decorarsi con gli attestati in scritto « della sua buona condotta. E così conto io che la vostra lettera mi serva « come un benservito, ossia (diplomaticamente parlando) di credenziale « da valere a favor mio, in qualunque epoca del progressivo incivilimento « sociale, *qualora l'età mia mi permettesse di aspirare a trovarmi in al-* « *cuna più avanzata della presente.* » Vedi il Doc. CLXXXII pubblicato dal marchese Gualterio nelle sue *Memorie sugli ultimi Rivolgimenti* ec.

« i quali è perduelle, o *reo di Maestà*, chi nell'animo « suo nutre sentimenti ostili verso la sua Repubblica, o « il suo Principe, appena che quella deliberazione di « animo siasi in qualche modo manifestata, come ap- « punto è avvenuto nel caso nostro, in cui si hanno i « cartelli, la scellerata fazione, il giuramento (1). Ove « in siffatti delitti si volesse per estremo costitutivo il « compimento dell'azione, colui che ne è stato autore « non avrebbe più che temere: l'impunità de'macchina- « tori contro l'ordine pubblico di uno Stato, e contro i « suoi distruttori, sarebbe la necessaria conseguenza « di questa dottrina. Analizzati in tal guisa i fatti non « vi ha dubbio, che al titolo del delitto competerebbe « una procedura ordinaria: ma in questo caso a me « sembra preferibile la celerità di un giudizio economi- « co, perchè l'effetto della pena, tanto necessario in « queste aberrazioni, e nell'attualità delle circostanze, « non si perda in troppo lunga distanza, perchè i se- « guaci di massime così perniciose veggano in tempo « che non impunemente si compromettono la sicurezza « e la tranquillità dello Stato, perchè non si dia a que- « sti fatti la pubblicità a cui li esporrebbe il treno di « un giudizio ordinario, e perchè finalmente sarebbe a « temersi, che taluno dei prevenuti che ha palesato l'an- « damento delle cose, fidando nella segretezza del pro- « cesso economico, non persistesse nelle sue dichiara- « zioni, o almeno oscurasse la prova dei fatti che ora « si sono stabiliti (2). »

(1) I *cartelli* trovati presso alcuni processati, per lo più dicevano: *Viva la Costituzione; viva il Consiglier Fossombroni; Morte a' ministri Corsini e Ciantelli.* In altri eravi aggiunto: *Morte a Leopoldo II che ha portato via tanti milioni*

(2) *Rappresentanza* del 20 marzo 1831, che si conserva in originale fra gli *Affari Archiviati* della già Segreteria di Stato.

Discese quindi il Ciantelli a proporre le pene che avrebbe loro applicate, le quali s' estendevano fino a cinque anni di reclusione, all'esiglio perpetuo dal Granducato, alla perdita degli assegnamenti fruiti sull' erario pubblico. Ma per buona fortuna l'esorbitanze Ciantelliane non incontrarono il genio del consiglier Corsini, che di buon inchiostro tolse così ad esporre al Granduca: « In tre « epoche diverse, per sconvolgimenti politici avvenuti in « alcuni Stati d' Italia, è occorso alla Polizia del Granducato di portare la sua più attiva vigilanza per conoscere coloro che anco nella sempre tranquilla Toscana « avevano manifestato coi fatti il loro spirito avverso alla « legittima sovranità, o si erano associati a complotti, « o a sette rivoluzionarie formatesi in altri paesi della « penisola. La prima epoca fu quella dell' invasione dell' Armata napoletana di Murat nel 1815, durante il momentaneo risorgimento dell' Impero di Napoleone in « Francia. In quel breve periodo di tempo pochissimi « esternarono il loro animo perverso, e semplici misure di polizia consistenti nell' allontanamento temporario dal Granducato, o nella relegazione in luoghi « distanti dal loro domicilio, bastarono per reprimere, ad « esempio altrui, i loro trascorsi.

« La seconda epoca, cioè quella della pur troppo « completa rivoluzione dei Stati napoletani nel 1820, e « della tentata rivoluzione del Piemonte nel 1821, ambedue prodotte dalle manovre dei settarj fece conoscere, che alcuni pochi o partigiani decisi di novità, « o sedotti da quelli, si erano associati, ed avevano « incominciato a formare delle riunioni di settarj, ed a « cercare anche qui de' proseliti; ma non vi fu neppur « preparativo d' attentati contro l'ordine pubblico, e solo « associazione di pochi individui per stringersi insieme

« con i vincoli di una setta, e cooperare, quando occa-
« sione propizia si presentasse, alla così detta *Indipen-*
« *denza dell' Italia*.. Non risultò dalle investigazioni della
« Polizia alcun complotto diretto particolarmente contro
« il Governo dello Stato. Queste incipienti associazioni
« di settarj scoperte specialmente nella capitale, vennero
« disciolte con semplici misure di Polizia, cioè coll' esi-
« lio de' forestieri che vi avevano preso parte, colla de-
« tenzione a breve tempo di alcuni Toscani, colla rele-
« gazione d' altri in luoghi di provincia, e colla sotto-
« posizione dei più fra loro alla sorveglianza della Poli-
« zia. Dall' annesso parere rilevasi il contegno allora
« suggerito dal Consiglio, e seguitato colla Sovrana an-
« nuenza (1).

« I più compromessi conobbero che il Governo
« aveva scoperti i loro colpevoli progetti, e che alla
« Sovrana Clemenza erano debitori dell' ottenuto perdo-
« no; dopo una leggiera punizione, si destò un timore
« salutare nei sedotti, che erano in gran parte giovani
« studenti; il pubblico esternò disprezzo verso le sette,
« ed i loro seguaci, e non sentendosi lagnanze di nu-
« merosi individui perseguitati, nè delle loro famiglie,
« le masse componenti la nazione non si accorsero di
« quanto era avvenuto; non ci fu azione o reazione di
« partiti, nè odj fra accusatori ed accusati, fra rei osti-
« nati e rei confitenti o penitenti. Luminosi poi furono
« i resultati di questo temperato sistema di Governo
« all' estero, perchè la Toscana vi conservò immaculata
« la sua reputazione di fedeltà, e d' attaccamento sin-
« cero verso il Sovrano e le sue Leggi, ed i Toscani

(1) Il citato *parere* è quell' istesso che abbiamo inserito per intero al n° CXV dell' annesso *Sommario*.

« udendo ripetere dai forestieri questi elogi che refluivano sul Governo, ne furono quasi gloriosi, e perciò « tanto meno proclivi a cedere alle suggestioni dei Novatori. Dopo quell'epoca non si erano avuti indizj di « avvertibile diffusione delle sette nel Granducato, benchè non potesse credersi che i Direttori di simili società avessero abbandonato il progetto d'associarsi « anco i Toscani.

« I funesti avvenimenti di Parigi e d'altri Stati, « ed il trionfo del partito rivoluzionario, diedero una « potente scossa all'ordine politico di tutte le monarchie, tanto assolute che costituzionali, ed in Italia « ancora fu evidente che le manovre de' settarj si rinforzavano, e che il partito de' Novatori si preparava « a profittare d'ogni occasione per eccitare degli sconvolgimenti. La Polizia dovè rinvigorire le sue misure sopra gli esteri più sospetti, ed esercitare un'assidua « vigilanza sulle persone nelle quali si era dovuto scorgere una pericolosa tendenza verso le fatali massime « che aveano trionfato nelle rivoluzioni di altri paesi. « Pur troppo peraltro non si limitarono i faziosi d'Italia a semplici desiderj, o preparativi di disordine, ma « proruppero in aperte violenze, rovesciando in pochi « giorni i due governi di Parma e di Modena, a contatto col Granducato, e ponendo in rivolta quasi tutte « le provincie del Dominio Ecclesiastico, che ci circondano. In mezzo a quest'incendio cosa avvenne in Toscana? Nessun fatto turbò l'andamento del Governo e « la pubblica quiete; si mostrarono però più audaci « quei pochi che si conoscevano già promotori di novità; un certo numero di persone deboli, poco riflessive e facili a cedere alle seduzioni de' più scaltri, « parve riguardare un cangiamento politico come inevi-

« tabile dopo gli avvenimenti di Francia, del Belgio,
« di molti paesi di Germania, ed in specie dopo l'in-
« cendio rivoluzionario di varj Stati centrali d'Italia.

« Questi indizj non già di malcontento o d'oppo-
« sizione aperta al Governo, ma di passiva adesione ad
« una mutazione nell'ordine politico da operarsi senza
« grave perturbazione, e con uno di quei colpi di mano
« che tante volte sono riusciti ai faziosi, si potevano
« scorger soltanto in qualche paese, e dentro un limi-
« tatissimo ceto d'individui, ma le masse della Nazione
« vi erano affatto estranee da per tutto, ed apertamente
« avverse nelle più popolate ed importanti provincie
« dello Stato. L'utilissima attività della Polizia, che si
« distinse col suo zelo e coll'indefessa sua vigilanza,
« e le misure opportunamente prese contro alcuni este-
« ri, e contro qualche Toscano, fecero conoscere che il
« Governo, senza esser punto in diffidenza sullo spirito
« della Nazione, vegliava su quei pochi che osassero
« manifestare prave intenzioni. Il resultato adunque del-
« l'epoca attuale è stato poco diverso da quello delle
« due epoche precedenti, e se non può negarsi che la
« situazione allarmante in cui si trova una parte dei
« Stati d'Europa, e l'influenza morale della Francia,
« che è sempre grandissima, abbiano resi più audaci i
« perversi, e più timidi e pieghevoli gl'indifferenti, egli
« è indubitato che il medesimo ottimo spirito si con-
« serva nei fedeli e sinceramente attaccati al Governo,
« che sono in gran numero in Toscana, onde può con-
« cludersi, che questo paese ha conservata la sua ono-
« revole reputazione di salda fedeltà, e che nessun ten-
« tativo colpevole l'ha oscurata.

« Questo prospetto di resultati politici nelle tre epo-
« che summentovate, e questo confronto fra lo stato

« morale del paese nell'epoca attuale, e nelle due pre-
« cedenti, mi è sembrato necessario per giudicare del-
« la convenienza del sistema da tenersi adesso per la
« risoluzione di qualche affare dipendente dalle politi-
« che vicende del momento. Se veridico ed imparziale
« (almeno perciò che ne penso) è il quadro da me de-
« lineato dell'effetto che i recenti avvenimenti d'Italia
« hanno prodotto in questo Stato, sembra primieramente
« manifesto, che non sia il Governo nella penosa neces-
« sità di dover intraprendere procedure o investigazio-
« ni severe su quelli che abbiano più o meno esternato
« sentimenti avversi al presente ordine di cose. Nissun
« fatto gravemente allarmante giustificherebbe simili mi-
« sure sempre inquietanti per molti, e che destano nel-
« l'interno ed all'esterno diffidenze ed apprensioni dan-
« nosissime.

« Aggiungerei che dopo il bello slancio che si è
« rimarcato per parte di tutte le classi più importanti
« della Nazione nell'associarsi con pronto e vero zelo
« al Governo per mantenere la subordinazione e la quie-
« te, mediante la formazione istantanea delle numerose
« *Guardie Urbane*, s'incominciassero processi, o si pren-
« dessero misure severe, potrebbe sembrare a molti
« (ed i cattivi non mancherebbero d'insinuarlo), che
« si compromettesse la bella reputazione della Toscana
« ponendo in evidenza la colpa di alcuni sciagurati, e
« diffondendo l'idea che anche qui ci siano dei settarj
« da perseguitare, e de' faziosi da punire. Quindi sa-
« rebbe mio avviso che l'interesse politico interno ed
« esterno suggerisse d'astenersi da qualunque atto che
« potesse stabilire la falsa opinione, che il Governo ab-
« bia scoperte trame sediziose, e che siasi trovato co-
« stretto a reprimerle energicamente.

« Premesse queste osservazioni sulla massima, « conviene parlare della direzione che più convenga « dare ad alcuni affari, per i quali la Polizia ha dovu- « to intraprendere delle procedure. Questi affari sono « di tre specie: alla prima appartengono quelli riguar- « danti alcuni Toscani, che si sono associati alle Ban- « de armate rivoluzionarie dello Stato Pontificio: alla « seconda si riferiscono i carteggi scoperti fra un Cau- « sidico del Vicariato di Pietrasanta ed uno Scuolare « dell' Università di Pisa nativo dell' istesso paese: la « terza consiste nella reperizione di cartelli rivoluzio- « narj già scritti e destinati, per quanto pare, a spar- « gersi in Firenze, presso un Piemontese dimorante da « lungo tempo nella terra di San Casciano, colla coope- « razione di altri due soggetti di quel luogo, ed asso- « ciazione di questi alla così detta setta dei *Militi Apo- « fosimeni*, della qual setta si sono trovati i statuti pres- « so il detto Piemontese. Quanto alla prima specie d'af- « fari è stato già ordinato alla Presidenza del Buon Go- « verno di risolverli colle sue facoltà, come è sempre « stato praticato contro i contravventori alle Leggi che « proibiscono di prendere servizio militare in paese stra- « niero senza la Sovrana annuenza, giacchè sebbene « assai severa fosse la pena stabilita per questo delitto « dalla Legge del 1742, consistente nella multa di scu- « di 500, in cinque anni di reclusione, ed all' inabili- « tazione agli onori ed agl' impieghi, tuttavia è invalsa « posteriormente, e ve ne sono molti esempj, la con- « suetudine di punirlo coll' esilio dal Granducato, o colla « temporaria relegazione; e siccome quest' ultima pena « è nelle facoltà del Presidente del Buon Governo, tali « affari potranno avere un regolare sfogo per mezzo « della superiore autorità di Polizia.

« Non avrebbero potuto simili gravi trascorsi la-
« sciarsi inosservati ed impuniti, tanto per i doveri di
« buon vicinato verso il limitrofo Governo Pontificio,
« contro il quale questi sudditi aveano preso le armi,
« quanto per il perverso fine da cui simili arruolamenti
« ad un' estera forz' armata erano animati, quello cioè
« di cooperare attivamente alla sovversione delle legit-
« time sovranità d' Italia. Rispetto alla seconda specie
« d' affari, cioè ai carteggi tendenti a preparare e con-
« certare i mezzi di coadiuvare il successo d' uno spe-
« rato sbarco di refugiati italiani in Toscana, la Pre-
« sidenza del Buon Governo ha ugualmente potuto ri-
« solvere l' unico affare che si sia presentato, applican-
« do la pena della temporaria relegazione ai due indi-
« vidui riconosciuti autori di tali carteggi. Molto più
« grave però si presenta l' affare in terzo luogo ram-
« mentato, poichè indipendentemente ancora dall' asso-
« ciazione ad una setta, che ha in mira di sovvertire
« la legittima sovranità, vi è non solo una preordina-
« zione, ma un incominciamento di preparativi tendenti
« ad infiammare il popolo contro il Governo, consistenti
« nei cartelli già scritti e reperiti nella casa di uno de-
« gl' imputati.

« Il titolo di ambedue i predetti delitti basta per
« sè solo a far conoscere che essi sarebbero della com-
« petenza dei tribunali ordinarj, e che renderebbero i
« rei passivi di pene molto severe. Ma qui cade in
« acconcio d' esaminare se sia nel sistema politico del
« Governo, dopo le premesse riflessioni, di dare ad un
« tale affare la solennità, e perciò la notorietà che na-
« sce da un' ordinaria procedura, nella quale dovrebbe-
« ro consumarsi tutte le formalità prescritte dalle leggi,
« alle quali non si deve mai derogare, nè in ciò che

« riguarda il modo della procedura, nè la forma del « giudizio, nè le difese. Sarebbe questa la prima for- « male procedura di tale specie che si fosse fatta in To- « scana dopo la ripristinazione dell' attuale Governo, e « senza che un pubblico attentato ne abbia dimostrata « la necessità; e questo riflesso ha nell' animo mio tan- « ta forza che credo preferibile l' usare una certa in- « dulgenza verso costoro, piuttosto che andare incon- « tro alle conseguenze di una pubblicità che farebbe « risuonare dappertutto la voce che in Toscana si fos- « sero scoperte vaste e pericolose cospirazioni.

« Se però sono alieno dal consigliare un solenne « e formale giudizio contro di essi, lo sono molto più « dall' adottare la proposizione che vien fatta dal Pre- « sidente del Buon Governo circa la pena da applicarsi « ai medesimi. Questa pena che si vorrebbe estendere « a cinque anni di reclusione nella Casa di Forza, più « l' esilio perpetuo dal Granducato . . . . . produr- « rebbe non solo l' istesso effetto che si vorrebbe evi- « tare circa l' erronea supposizione della scoperta di una « cospirazione in Toscana, ma farebbe un effetto mo- « rale anche peggiore per lo straordinario e non rego- « lare sistema adottato nell' infliggere questa pena; onde « se sottoponendo i rei ad un processo ordinario si « avrebbe un solo inconveniente, cioè quello dell' esa- « gerazione del fatto per cui si fosse proceduto, adot- « tando la proposizione del Presidente se ne incontre- « rebbero due, cioè quello di destare per la gravità « della pena l' idea di un gran delitto, e quello di far « incorrere il Governo nella taccia d' arbitrario e di vio- « latore dell' istesse sue Leggi, cosa che ripugna a quel- « la somma regolarità che si è sempre osservata in To- « scana, e che tanto onore ha fatto a' suoi Sovrani.

« E dovendo qui parlare delle facoltà e poteri dei « quali sia rivestita la Magistratura del Buon Governo « occorre di rimarcare, che queste facoltà sarebbero « limitatissime secondo l'Art. 56 della vigente legge « criminale del 30 Novembre 1786 (non variato nelle « leggi susseguenti) non estendendosi che alla carcere « per un mese, alla reclusione nella Casa di Correzione « che allora esisteva per i giovani di prava morale ed « indisciplinati, alle staffilate in privato, all'esilio dal « Vicariato e cinque miglia attorno per sei mesi, ed al- « l'esilio dal Granducato per i forestieri e vagabondi. « È vero peraltro che le cangiate circostanze de' tempi « hanno costretto ad ampliare in fatto le attribuzioni di « questa Magistratura, e senza che siano emanate nuo- « ve leggi o istruzioni, il Governo ha annuito, che « la Presidenza rispetto ai recidivi, ed a quelli che dai « tribunali ordinarj per difetto di prove non potendo « condannarsi alla pena legale, nè ad una grave pena « straordinaria, si rinviino alla così detta potestà eco- « nomica, ed in fine rispetto a' contravventori a' pre- « cetti ed ordini della Polizia decretasse punizioni più « severe, le quali però si son sempre limitate ad una « temporaria relegazione, o ad una breve reclusione « nella Casa di Forza di Volterra.

« Nè deve omettersi un altro riflesso, che a me « sembra importantissimo, cioè che se dal pubblico non « vien censurata una misura anche un poco eccedente « di Polizia sopra individui che per le loro abitudini « ai furti, alle risse o cose simili, siano divenuti odiosi « e molesti alle popolazioni in mezzo alle quali vivono, « ben diverso è il giudizio che si formerebbe sul modo « di procedere in un delitto politico, come è quello di « cui ora si tratta . . . . . perchè oltre le querele

« degl' imputati che griderebbero all' ingiustizia, e non « cesserebbero di domandare un solenne processo, s' in- « contrerebbe il biasimo non solo delle persone male « affette verso l'attuale forma di Governo, ma anco « delle persone savie ed imparziali, che amano la re- « golare amministrazione della giustizia, e che sareb- « bero allarmate da una così marcata deviazione delle « leggi e sistemi ordinarj, deviazione non giustificabile « da un attentato violento, che abbia posto in pericolo « l' ordine sociale, nè dalle circostanze del fatto che ri- « manendo occulte al pubblico non purgherebbero mai il « Governo dal sospetto della persecuzione e dell' arbitrio.

« Nè devesi dimenticare, che appunto per non es- « ser ben determinati i poteri del superiore Magistrato « di Polizia in Toscana, il pubblico non distingue, nè « realmente può distinguere fra Polizia e Governo, onde « qualunque censura che quella incorresse negli affari « di grave momento, anderebbe a refluire sul Governo « istesso. Sebbene adunque io sia intimamente convinto « e della grave reità degl' imputati, e delle pene alle « quali non potrebbero sfuggire anche se fossero sotto- « posti ad un giudizio solenne, le di cui forme sono « tanto diverse, e tanto più tutelari per gl' imputati delle « così dette procedure economiche, e quantunque rav- « visi nei rapporti politici meno conveniente di dare a « quest' affare la notorietà di una pubblica e formale « procedura, tuttavia sono d' avviso che il Governo deva « permettere che costoro siano puniti meno di quello « che meriterebbero di esserlo, piuttosto che lasciare « emanare una risoluzione che in nessun senso mi « sembra giustificabile dirimpetto alle nostre leggi (1). »

(1) L' importante scrittura del Corsini che abbiamo inclusa nel testo, onde meglio collegarla col filo delle nostre *Memorie*, porta la data

Ad una rappresentanza così franca, vibrata e ragionata in tutti i suoi rapporti e convenienze interne ed esterne, si trovò il Granduca conquiso a rescrivere: « Sua « Altezza Imperiale e Reale in risoluzione dell' annesso « affare. . . . . approva la dettagliata proposizione « del Consiglier Corsini, alla quale nei loro pareri se- « parati concorrono i sentimenti dei Consiglieri Fossom- « broni, Cempini e Nomi (1). » Una tal risoluzione produsse grande scontentezza nel conte Saurau, qua espressamente inviato per ridurre in piena devozione il Governo toscano alla politica austriaca. Immenso dispetto pur cagionò al presidente Ciantelli, che nulladimeno non seppe o volle rassegnarsi a batter sentiero più legale, mansueto e coerente alle vedute de' governanti superiori. Anzi non andò guari che ambedue d'accordo procacciarono d'ottenere una significante rivalsa, prevalendosi dell'incertezze omai penetrate nel petto del Principe già voltato a' sospetti, e della lontananza dalla capitale del ministro Fossombroni, che poco ben edificato della corte se ne stava in Arezzo sua patria (2). La *satanica Società de' Sanfedisti* ebbe anch' essa la sua parte in quanto scendiamo a dire, giacchè contava degli affigliati nella corte medesima.

del 9 Maggio 1831, e si conserva originalmente fra le *carte Archiviate* della già Segreteria di Stato.

(1) Questo sovrano *responso* porta la data del 13 maggio di detto anno, e và unito al *parere* del Corsini col *voto* adesivo degli altri tre sunnominati Consiglieri.

(2) Nell' Archivio degli Eredi Fossombroni esiste la *minuta autografa* vergata dall' illustre Segretario di Stato nel Dicembre 1830, colla quale intendeva chiedere la dimissione dall' ufficio, che sin d' allora aveva compreso non potersi altrimenti esercitare nei debiti modi. Il dissapore tra il Principe ed il Ministro era insorto a cagione delle insinuazioni derivanti da chi era proposto al *Bonificamento della Maremma;* ma il Corsini dissuase il Fossombroni da quel passo.

Lo slancio prodotto nei Toscani dalla formazione della *Guardia Urbana* non era piaciuto agli addetti a quella setta politica vestita con foggie religiose, perchè temevano le armi in mano a' cittadini onesti ed amatori di temperato vivere. Tanto meno ciò piaceva a' governi di Roma, di Modena e di Parma, i quali avevano or ora recuperato il potere, mediante l'intervenzione delle truppe austriache. Neppure al gabinetto di Vienna andava a versi che il Granduca di Toscana (quantunque del suo sangue) regnasse pacificamente per virtù dell'amorevolezza de' sudditi, i quali una volta o l'altra l'avrebbero potuto spingere a concessioni da esso aborrite. Vennero quindi pressanti lettere d' oltremonte al monarca sul grave pericolo a cui da un momento all'altro poteva trovarsi esposto, a cagione di quelle armi. I consiglieri Corsini, Cempini e Nomi, non bastarono a farvi fronte; lo scioglimento della *Guardia Urbana* fu deciso in fretta nei più reconditi penetrali della reggia, e tosto mandato ad effetto (1). Con lusinghiere parole venne concepito il relativo *editto*, ma nulla giovarono a mitigare la cattiva impressione prodotta dall'inaspettato e repentino scioglimento, che generalmente fu interpetrato per un vero affronto alla buonafede de' Toscani.

Ne giojrono peraltro i governi finitimi, ne giojrono i *Sanfedisti* e gli *Austriacanti*, ne provò soddisfazione il gabinetto di Vienna, che nella decadenza del credito di Leopoldo II scorgeva il modo d' aprirsi la via ad ingerirsi direttamente nei negozj del Granducato pel

(1) Vedasi il *motuproprio* del 4 giugno 1831 inserito fra le patrie leggi, controfirmato dal Corsini attesa l' assenza del Fossombroni. Quando esso comparve al pubblico sollevò un mormorio d' indignazione, che importa segnalare qual primo gradino della decadenza della stirpe Loreno-Austriaca in Toscana.

tratto successivo. Tutti s' ingannavano a gran partito. S' ingannavano i governi circonvicini, perchè chi ripete il proprio essere dalle forze altrui, ha sempre un' esistenza vacillante e precaria. S' ingannavano i *Sanfedisti* e gli *Austriacanti*, perchè i tratti perfidiosi contro la patria vanno immancabilmente a finire con l' esecrazione pubblica. S' ingannava il gabinetto di Vienna cooperando al discredito de' sovrani d' Italia per farne suo prò, perchè ei non poteva altrimenti illudere gl' Italiani dopo la mancata fede alle replicate e spontanee promesse di restaurare la *nazionalità*, e di dare l' *indipendenza* (1). S' ingannava ancora Leopoldo II stringendosi al seno de' suoi parenti, perchè attesa la loro posizione politica, erano i principali e più temibili nemici dell' autonomia dello Stato in cui regnava, e nel quale non poteva rimanere a lungo senza l' approvazione ed il consenso de' popoli. Se egli avesse consultate le storie sarebbesi facilmente accorto, che chi fida nell' assistenza altrui è posto sull' orlo del precipizio, e più presto o più tardi và in perdizione. Non a caso toccammo della sua imperfetta educazione in simili rapporti.

Il Ciantelli frattanto proseguiva a molestare forestieri e nazionali, onde rinvenir colpevoli di cospirazioni contro lo Stato, e così giustificare sè e l' Austria al cospetto del Granduca. Non potendo a suo talento imperversare nella capitale, cercò settarj a Siena, a Livorno, e nelle minori città e castella. Nel tempo istesso il conte Saurau faceva delle pratiche per introdurre una piccola guarnigione tedesca a Lucca, ma il duca Carlo Lodòvico non si mostrava disposto ad accettarla senza

(1) Intendiamo sempre riferire a *proclami* dell' arciduca Giovanni e del generale Nugent, altrove citati, e specialmente a quest' ultimo che aveva in fronte il motto scritto: REGNO D' ITALIA INDIPENDENTE.

il consentimento della Toscana. Leopoldo II non s'era tanto emancipato dai vecchi ministri da abbandonarsi a tal passo di sua propria volontà; essi ostarono, Saurau venne a morte, e l'insidia austriaca andò fallita (1). Nulladimeno il Ciantelli continuava le inquisizioni politiche, metteva le mani addosso a gran numero di liberali, denunziava al Governo superiore l'esistenza di due nuove società segrete, vale a dire, la *Giovane Italia* capitanata dal Mazzini, e l'altra detta de' *Figli di Bruto* guidata da altro famoso cospiratore. In quanto alla Toscana l'una faceva capo in Siena, e la seconda in Livorno. Importa conoscere il testuale disegno da esso delineatone.

« Potè sospettare questo Dipartimento (la Presiden-
« za del Buon Governo), che una setta di cospiratori
« macchinasse in Siena, onde sovvertire l'ordine pub-
« blico in Toscana, e sostituire altra forma di Governo
« a quella che ora avventurosamente ci regna. Questa
« setta porta il titolo di *Giovane Italia*; è divisa in con-
« greghe; ogni congrega ha un direttore, e fra i mem-
« bri ond'è composta a molti è dato l'incarico esclusi-
« vo di propagarne li errori aggiungendo *federati* al suo
« partito. Collegata con le altre città dello Stato, ha
« ugualmente diramato la sua corrispondenza alla cam-
« pagna: Montepulciano, Cortona, Fojano, Poggibonsi,
« Firenze, Prato, Livorno risultano i luoghi delle sue
« più frequenti comunicazioni. La sicurezza di questa
« comunanza reciproca è per loro affidata al segreto
« d'espressi, o al mistero di un linguaggio simbolico,
« e al precedente concerto di direzioni callidamente men-

(1) Il conte Saurau d'infausta memoria all'Italia, venne a morte in Firenze nel Giugno del 1832.

« tite. Lo scopo di questa fazione così organizzata ten-
« de al sovvertimento dell' attuale costituzione di Gover-
« no, con la veduta di rendere *indipendente la Nazione*,
« sottoponendola al regime di una vasta Repubblica,
« che si estenda a tutta l' Italia, e il mezzo preordinato
« a questo criminoso divisamento è la generale esplo-
« sione di una rivolta (1). » Posciachè il Ciantelli propo-
neva l' applicazione di pene straordinarie, ed in via detta *economica*, circa ad alcuni soggetti da esso qualificati agenti principali di detta setta. Ma il Corsini al solito vi s' opponeva fermamente; e siccome appoggiato dai colleghi, il Principe rescriveva: « Si risolva l' affare con
« le ordinarie facoltà della Presidenza del Buon Gover-
« no, e sulle tracce segnate dall' Art. 56 della Legge
« del di 30 Novembre 1786 (2). » Nonostante il Presidente faceva le viste di non intendere, nè desisteva dall' imperversare, sempre più infervorato dalle corrispondenze e dai partigiani *austriaci*, non che dalle delazioni e pressature *sanfedistiche*.

Relativamente alla setta denominata de' *Figli di Bruto*, credeva il Ciantelli che avesse sua principal sede in Genova, con affigliazioni in Livorno. Nel mentre ch'ei l'accusava di essere in stretti rapporti con gli agenti senesi della *Giovane Italia*, lasciava di più travedere, com' essa nutrisse tendenze rivolte non solamente a rivoluzionare l' ordine politico vigente nel Granducato, e negli altri Stati d' Italia, ma fin anco a sovvertire l' ordine sociale. Ed un' accusa sì tremenda ei la fondava sulla semplice deposizione di *un soggetto che non soggia-*

(1) Tanto si legge nella *rappresentanza riservata* del presidente Ciantelli datata del 31 Luglio 1832.

(2) Il surriferito *rescritto* è in data del di 8 Agosto del predetto anno 1832.

ceva ad eccezione veruna, donde ne deduceva la necessità d'infliggere punizioni gravissime a coloro che addebitava d'esserne i caporioni. Il Corsini peraltro, pertinace amatore del rigido impero delle leggi, di mano in mano emetteva contrarj *pareri*, dal Granduca sanzionati tutte volte le insinuazioni austriache lasciavanlo in balìa di sè stesso, e de' suoi fedeli consiglieri (1). Questo stato di cose però non poteva a lungo durare, ed il Ministero sarebbesi facilmente trovato nella più intrigata e penosa situazione, se non si fossero tosto adottati efficaci provvedimenti legali. Aveva egli da fare con un Principe troppo facilmente pieghevole, e con un capo della Polizia troppo arbitrario, prepotente e persecutore.

Ognora unito il Corsini di sentimenti e di vedute col Fossombroni, cercò di tirare dalla sua anche il Cempini, il quale alle molte cognizioni giurisprudenziali accoppiava sani e moderati principj politici (2). Tutti d'accordo proposero al Granduca di fare un'apposita legge, onde fissare con sicure norme i limiti del *potere economico*, subordinandolo inoltre, in certi determinati casi, alla revisione della Consulta, suprema magistratura collegiale dello Stato. Di che informato il Ciantelli, comprese esser arrivato l'istante d'abbandonare un ufficio che gli aveva procacciato la disapprovazione universale. Pieno di dispetto stese l'analoga petizione *ipso facto* accettata e divulgata; in guisa che la sera del 31 Agosto 1832 accadde una generale esplosione d'al-

(1) Le *rappresentanze*, i *pareri* e le *risoluzioni* a cui facciamo qui allusione, colpiscono i mesi di Luglio ed Agosto del 1832, documenti che per diversi riflessi stimiamo adesso opportuno di non pubblicare, ma che potranno formare gradito ed utile pascolo ai futuri scrittori.

(2) Al n° CXVII vedasi la giudiziosa *lettera* del cons. Cempini al Corsini su di questa materia.

légrezza nella capitale, da dove nei giorni consecutivi s'estese ad ogni angolo del Granducato. Serenate, applausi e ringraziamenti furono fatti al Principe: imprecazioni e canti funerei al Ciantelli. Se Leopoldo avesse allora ben compresa la propria situazione, sarebbe stato in tempo a sciogliere il volo a più alti destini, cioè lassù ov'eran fissi gli sguardi de' probi e leali patriotti. Le sette sarebbonsi spezzate a piè del suo seggio, e nessuno poteva certo contendergli il primato civile in Italia. Sin dal dì 27 Aprile 1831 Carlo Alberto di Savoia-Carignano aveva conseguito il trono de' suoi maggiori, ma egli era in diffidenza a' liberali, atteso il contegno che aveva dovuto assumere dal 1821 in poi.

Subentrato al Ciantelli l'auditor Giovanni Bologna, e venuta fuori la nuova legge sulle attribuzioni del Buon Governo, si rassicurarono alquanto gli animi de' Toscani, sì perchè piacque la scelta dell'uomo temperato, e sì perchè parve che dovessero cessare gli arbitrii della Polizia subordinata al ricorso in Consulta (1). Fu anche arra di migliore avvenire l'adottata misura di rivedere i processi antecedenti, onde mitigare le pene inflitte dal Ciantelli, siccome accadde: ma l'amarezza discesa nei cuori non potè affatto dissiparsi, a cagione di nuovi arresti e procedure dipoi iniziate nella materia politica. In luogo del Saurau, sul cadere del 1832, la corte d'Austria mandò a Firenze il conte di Senfft-Pilsach, che circondato dai consueti agenti segreti della Polizia di Vienna, ovunque vedeva cospiratori e cospirazioni. Non se gli dava grand'ascolto dal Governo toscano: il Granduca però di quando a quando, atterrito dalle delazioni diplomatiche, comandava rigore. Nell'anno seguente uo-

(1) *Editto* del di 13 settembre 1832.

mini di chiaro nome, spigolati in tutta Toscana, furon rinchiusi nelle fortezze di Livorno e di Portoferrajo per alcuni mesi; indi convenne restituirgli in libertà, perchè non eravi subietto di procedere a veruna punizione, qualora non si fosse voluto ascrivere a delitto le oneste tendenze liberali.

Il numero di questi in Toscana era in verità grandissimo, giacchè a confessione di un provetto ed elevato magistrato non vi sarebbero state carceri bastanti per contenerli (1). La *Società de' Veri Italiani* scoperta a Livorno contava un immenso stuolo d' addetti in quella città ed altrove, da sgomentare il Governo istesso circa a' mezzi di repressione. E lo sgomento nasceva da questo, che quando un concetto si è impadronito de' più, o di quelli almeno che hanno influenza sulle moltitudini, è impossibile a chiunque d' arrestarlo: non rimane altro espediente che di neutralizzarlo accostandovisi con le concessioni per timoneggiarlo a seconda de' casi. Il pensiero del risorgimento italiano incominciava talmente ad espandersi, che allignava anche nei petti alieni dal parteggiare per sette; ed una volta o l' altra doveva rovesciare gli avversarj, quantunque sostenuti dalle arti e dalle armi austriache. Imperciocchè a' piccoli principi dell' Italia centrale restava un unico compenso per scongiurare l' avvenire, quello cioè di tenersi uniti colla maggioranza pensante e liberale de' loro sudditi, serbandosi ancora quanto più avessero potuto indipendenti dal gabinetto di Vienna.

Rispetto particolarmente al Granduca di Toscana non dobbiamo intralasciare d' osservare, che la popolarità

(1) Vedasi al n° CXVIII del *Sommario* la *lettera* del presidente Ciaccheri a don Neri Corsini, ed il *parere* del Consiglio de' Ministri al Granduca su tale argomento.

riacquistata con la dimissione del Ciantelli non riuscì di stabile durata; conciossiachè ei soggiacesse ad altre non men perniciose influenze. In quell' occasione recuperò ascendente in corte Aurelio Puccini, già pervenuto alla Presidenza della Consulta. Egli era cupido di un seggio ministeriale, ma non godeva le simpatie de' vecchi ministri, i quali preferirono d' aver per collega Giuseppe Pauer, buon segretario e scarso consigliere. Tosto fu dato al Puccini di far entrare nell' intimo gabinetto granducale l' avv. Carlo Felici suo fidato, ond' essere al caso di saperne tutti i segreti, e di profittare all' occorrenza delle frequenti mutabilità del Principe per arrivare al suo scopo. Allora il Fossombroni, grave di anni e di reputazione s' allontanò affatto dal maneggio de' pubblici affari, e sebbene continuasse ad essere nominalmente il Segretario di Stato, pur tutte le ingerenze disimpegnavale don Neri Corsini. Non è questo il luogo per discutere se bene o male facesse il vegliardo adottando simil ripiego: egli ne assegnava tal spiegazione; che non gli pareva altrimenti possibile di poter governare con l' usata saviezza e circospezione, cosa che in appresso è divenuta abbastanza evidente.

Uomo assai insinuante ed ambidestro tanto si era quel Felici testè nominato, da dover fare gran progressi nell' animo di un Principe, che mentre si mostrava gelosissimo della propria autorità, per sua indole ed abitudine non poteva, nè sapeva esercitarla da sè. I piccoli ambiziosi assieparonsi intorno al favorito per esser ammessi alla partecipazione delle grazie sovrane: il successo ottenuto da' primi adescò altri a battere la medesima strada, ed il Felici divenne ben presto il capo d' una *conventicola di veri tristanzuoli*, intenti a pirateggiare impieghi ed onorificenze in cambio d'incensi e d'in-

gratitudini. Le loro adulazioni finirono di guastare lo spirito di Leopoldo II, il quale essendosi persuaso di poter fare da sè, pose quasi in non cale il parere de' ministri, ogni qual volta ad esso od a' suoi prediletti talentava di fare degli smacchi al Consiglio. Un fatale dualismo insorse allora a indebolire e render vacillante il Governo toscano, giacchè più fiate comparve palese il disaccordo d'alcuni, e talora di tutti i ministri col Sovrano. Laonde molti affari rimanevano o troppo a lungo sospesi, o affatto abbandonati, con grave scapito del pubblico e del privato interesse. Insorgevano querele da molte parti, che per farle cessare s'aveva ricorso a delle transazioni, che mentre oneravano l'erario, non appagavano chicchessiasi. La malacontentezza invadeva anche i più affezionati al Principato, ed il Felici tirava innanzi.

All'ombra della sua *livida conventicola* fu risoluta la riforma del sistema giudiciario suggerita dal Puccini, anelante di diventare gran-giudice e ministro della Giustizia (1838); vennero iniziati i Congressi scientifici italiani (1839); ebb'effetto un'ampliazione dell'Università di Pisa, e de' ritocchi a quella di Siena (1841). Se tali provvedimenti, astrattamente contemplati, ci si presentano con sembiante degno di lode, dall'altro lato non vanno esenti da meritati biasimi. Avvegnadiochè considerati nel loro esercizio venga a risultarne; come la riforma de' tribunali richiedesse d'esser preceduta, o almeno accompagnata da codici di leggi adattate alla progrediente civiltà e ai bisogni de' tempi; come le riunioni degli scienziati dovessero esser regolate diversamente per dare frutti adequati; come l'ampliazione dell'Università esigesse d'esser coordinata con un piano generale d'istruzione e d'educazione pubblica dall'imo al sommo. È quindi di

mestieri conchiudere, più la vanità che il senno aver promosso quelle ordinazioni, e per conseguenza esser stato maggiore il carico che l'utilità da esse derivato allo Stato. Laonde molti e funesti furon i guaj introdottisi nell'edificio governativo dal 1824 al 1844; ed in quest'ultimo anno ne intervennero altri anche più disastrosi per colpa degli uomini e della natura. L'affezione per la dinastia non era tuttavia venuta meno, ma bensí infiacchiva di giorno in giorno; e l'acuto indagatore delle metamorfosi dello spirito umano già ne ravvisava le cause nelle recenti inconsideratezze governative, ed i sintomi in una certa scontentezza ognora crescente.

§ III.

Il lettore è già istrutto dell'origine del credito vantato dalla corte d'Austria contro la Toscana; già conosce gli artifizj da essa impiegati per non ammettere a compensazione gl'ingenti capitali che questa aveva pure il diritto di contrapporvi, e similmente conosce le vertenze rimaste sempre insolute fra i due governi. Ora non ci resta che di raccontare l'esito finale di questo disgraziatissimo affare appena spirato il Fossombroni (1). Lui vivente a più riprese erano state introdotte incalzanti pratiche, acciocchè la Toscana sanzionasse senz'altro il credito austriaco discendente dai noti *Luoghi di Monte*. Ma egli sistematicamente temporeggiatore di tutti quei negozj che non credeva d'ammettere, nè aveva la forza d'escludere affatto, procacciò ognora di mandare in lungo tali pratiche; per modo che, oltre

(1) Il conte Fossombroni morì il 13 d'Aprile del 1844 in età di circa 90 anni.

il temperamento adottato nel 1816, nuovi motivi di procrastinazione addusse nel 1825, nel 1830 e nel 1835-36. Però il gabinetto imperiale teneva d'occhio l'affare, ond'esser pronto a cogliere qualsiasi propizia occasione. Laonde stimò d'avvantaggiarsi subito che seppe esser caduto infermo il decrepito Segretario di Stato, e che potè ritenere presso di sè alcuni capitali privati del Granduca, impegnato così a risolvere la lunga controversia.

Nel Maggio del 1842 il conte Rewitzky oratore di Vienna a Firenze ne inoltrò formale istanza a don Neri Corsini, facente funzioni di ministro delle relazioni straniere. Egli prese tosto, e di tal tenore ad informarne il Cempini Direttore delle Finanze (1). « Il Ministro Cesa-
« reo, dietro ordine ricevuto per parte dell'Imperatore,
« *di far valere i titoli di credito della prefata Maestà*, ha
« perciò avanzata una *Nota officiale*, la quale differisce
« in parte da quelle che avanzarono i di lui predeces-
« sori, in quanto che: 1° Il capitale vegliante sull'an-
« tico Monte Comune di Firenze è determinato in scu-
« di 1,113,562. 3. 16. —. (sull'appoggio di un contratto
« stipulato in Firenze il 4 Maggio 1791 fra l'impera-
« tor Leopoldo e il Granduca Ferdinando III), mentre
« l'ammontare era stato altra volta indicato in scu-
« di 1,221,576. 6. 7. 1: 2° E la decorrenza de' frutti
« al 3 per % sul capitale è stabilita a partire dal 9 del
« mese di Giugno 1815, *giorno nel quale rimasero con-*
« *clusi gli Atti del Congresso di Vienna, che dettero luo-*
« *go alla restaurazione della Casa Granducale in To-*
« *scana.* Nessun cenno del resto, nella recente Nota

(1) La *nota officiale* del conte Rewitzky è inserita al n° CXIX del *Sommario.*

« austriaca, del credito che la Toscana contrappose dal « canto suo fino dal 1804 a quello de' Luoghi di Mon- « te dell'Imperatore, e che nasceva dalle somministra- « zioni fatte alle Truppe Cesaree negli anni 1799 e 800. « È noto che la Corte di Vienna s'obbligò alla refezio- « ne di tali spese (calcolate scudi 675,317) con un *ar- « ticolo segreto* apposto alla Convenzione stipulata in Fi- « renze il 1° Maggio 1804 (*a*).

« Delle due questioni dibattute negli scorsi anni a « partire dal 1815, l'una *principale*, quella cioè del- « l'ammontare del credito dell'Imperatore, l'altra *secon- « daria*, cioè quella dell'epoca dalla quale sarebbe a « carico della Toscana il pagamento dei frutti, que- « st'ultima soltanto è risoluta ai termini di buona giu- « stizia dalla recente Nota austriaca, che fissa la detta « epoca al 9 Giugno 1815. Ma la risoluzione di questa « si rende sostanzialmente inutile, ove non rimanga del « pari ai termini di buona giustizia risoluta la questio- « ne principale. É vero che tanto rapporto alla Conven- « zione del Maggio 1804 (*b*), quanto rapporto all'ob-

(*a*) *Il Marchese Ghisilieri, segnatario di quella Convenzione, era munito di Plenipotenza dell' Imperatore, e dell' Arciduca Ferdinando III, allora Elettore di Salisburgo, e ciò perchè (per mera comodità) il capitale de' Luoghi di Monte fu allora presentato come proprietà dell' Elettore Ferdinando già Granduca di Toscana; il Trattato di Luneville aveva riservate alla R. A. S. le proprietà e beni suoi personali, senza stipulare un' eguale riserva pei beni e proprietà spettanti a S. M. l' Imperatore.* Nota del Corsini.

(*b*) *Oppose la Corte di Vienna che la Convenzione del 1804 non fu da essa ratificata. Ma può rispondersi che ciò fu soltanto l' effetto della guerra che si riaccese, e che terminò colla riunione della Toscana alla Francia. E che l' Imperatore fosse disposto a ratificarla, é detto espressamente in un Dispaccio del Plenipotenziario austriaco Ghisilieri del Decembre di detto anno, e rimase poi confermato nel Giugno 1806 da una Nota del Ministro Barone Colli, nella quale l' adesione dell' Imperatore*

« bligo assunto di risarcire la Toscana delle spese di « Guerra del 1799 e 1800 (*c*), la Corte di Vienna affac- « ciò dell' eccezioni dirette ad invalidare le obbligazioni « da essa contratte. Ma il Consiglier Direttore della R. « Segreteria di Finanze, che fu in caso di prendere in « quel tempo in esame accuratissimo l' affare in questio- « ne, e presso del quale esistono oggidì le più impor- « tanti carte relative al medesimo, ben sa di quanto poco « valore fossero quell' eccezioni di fronte alle buone ra- « gioni della Toscana appoggiate a stipulazioni formali « e ad autentici documenti.

« E quelle buone ragioni e quei documenti sarà « dunque il caso di porre di nuovo in campo in que- « sto momento, in cui la questione si riproduce come « se mai fosse stata ventilata e discussa. La renitenza « dell' Austria a conformarsi all'*articolo segreto* della Con- « venzione del Maggio 1804, non sarà sicuramente oggi « minore che in passato. Ma non par possibile, che « (nella peggiore ipotesi) almeno in linea di stralcio e « d' amichevole componimento non sia per concordarsi « una notabile riduzione del credito originario dell' Im-

è allegata come una ragione per non ritardare il pagamento dei frutti di Luoghi di Monte, pagamento che fu in fatti eseguito.

Nota del Corsini.

(*c*) *Oppose la Corte di Vienna che la relativa stipulazione del* 1804 era stata dettata da circostanze imperiose, *e che le spese di guerra non erano d' altronde state liquidate. Ma può rispondersi, che le Convenzioni fra legittimi Sovrani divengono obbligazioni reali e permanenti dei Stati respettivi, e non possono esser mai distrutte da successivi cambiamenti di Dinastia. Nel caso speciale poi, nessuno potrebbe persuadersi che l' Imperatore fosse per negare alla Toscana, ritornata sotto lo scettro di un Principe austriaco, quel che aveva accordato alla Toscana retta da un Sovrano straniero alla Casa d' Austria; e che fu esibito nel* 1804 *di procedere ad una nuova liquidazione delle spese di guerra del* 1799 *e* 1800.

Nota del medesimo.

« peratore, e conseguentemente di quello dipendente dai « frutti decorsi. Nella negoziazione che ebbe luogo in « Firenze nel 1804 fra i Plenipotenziarj Austriaci ed il « Governo Borbonico, quest'ultimo aveva messi in cam- « po altri titoli di credito dello Stato di Toscana, da « potersi contrapporre a quello de' *Luoghi di Monte*, ol- « tre il credito dipendente dalle somministrazioni fatte « alle Truppe Cesaree nel 1790 e 1800, cioè: 1° Il valore « de' Beni d'Urbino venduti dall'Imperator Francesco I « per scudi 550,000: 2° Il valore delle Gioje dello Sta- « to, trasportate a Vienna, in scudi 300,000. Ma in- « torno a questi due articoli il Dipartimento Estero non « possiede veruna precisa notizia (1).

« Il sullodato Consiglier Direttore delle Finanze ben « rammenta poi senza dubbio, che anche il patrimonio « personale di S. A. I. e R. il Granduca può avere dei « diritti da sperimentare, e degl'interessi da liquidare « con la Corte di Vienna, cioè: 1° I diritti che compe- « tevano al Granduca Ferdinando III, come a tutti gli « altri figli dell'Imperator Leopoldo sull'eredità perso- « nale e privata della Maestà Sua (della quale eredità « privata faceva parte il capitale de' Luoghi di Monte), sia « che esista, sia che non esista un patto o convenzione « di famiglia con cui quei diritti venissero regolati: 2° « La porzione dovuta allo stesso Granduca Ferdinando III « sulla cospicua Dote dell'Augusta sua Genitrice, Dote « che anche nel 1799 era impiegata nelle Casse pubbliche « di Vienna per un capitale di fiorini 3,768,250. Anche « con un semplice cenno che di questi diritti competenti « a S. A. I. e R. potesse darsi nella replica officiale che

(1) Le carte riguardanti la trattativa diplomatica di questa lunga e disastrosa vertenza, abbiamo motivo di credere che ora sian tutte riunite nel Ministero degli Affari Esteri.

« occorrerà di fare a suo tempo alla recente Nota au-
« striaca, varrebbe forse a far apprezzare in Vienna la
« convenienza di procedere in via amichevole alla li-
« quidazione di tutte le pendenze in discorso.

« A siffatta conclusione non è forse lo Stato debi-
« tore meno interessato dell'altro. Infatti, una volta che
« il credito dell'Austria sia stato debitamente liquidato,
« le annualità de' frutti da corrispondersi in avvenire sul
« ridetto capitale, non riusciranno di soverchio peso al
« R. Erario, e quanto a' frutti arretrati può esservi il
« mezzo o di capitalizzarli, o di convenire in un siste-
« ma pel quale tal debito possa estinguersi a discrete
« rate pure annuali. Al contrario, il protrarre tale liqui-
« dazione espone per un lato al gravissimo inconve-
« niente di rendere ognora più considerabile il già vi-
« stoso cumulo dei frutti, ed espone dall'altra parte al
« pericolo di trovarsi, prima o poi, vivamente pressati
« al pagamento dell'ammontare totale di essi, calcolato
« sull'intiero primitivo capitale de' Luoghi di Monte in
« scudi 1,113,562 (1). »

I riflessi di sopra enunciati dal Corsini sarebbero stati di qualche peso, quando la Finanza toscana nul-l'avesse avuto da ripetere dall'Austria; ma poichè in realtà i suoi crediti superavano di gran lunga il capitale reclamato dall'Imperatore, bisogna ben dire che il detto ministro dando quei suggerimenti contrarii a' suoi precedenti voti, fosse assolutamente conscio di non poter conseguire sì giusta compensazione. Non vogliamo nè possiamo adesso entrare in disputazioni giuridiche su tal proposito; e molto meno ci crediamo competenti

(1) Questa *nota informativa* del cons. Corsini al Cempini del 14 Maggio 1842, si conserva nel Ministero degli Affari Esteri.

ad istituire investigazioni di cotanto elevata indagine diplomatica e giurisprudenziale. Laonde fedeli al nostro ufficio di semplici e sinceri espositori de' fatti che precederono la finale Convenzione intorno a queste vertenze, stimiamo conveniente di produrre nella sua integrità la risposta data dopo qualche tempo dal cons. Cempini alla surriferita partecipazione del Corsini (1). Essa servì di base alla replica trasmessa alla Legazione Austriaca, che indi a poco inviò al Governo granducale il *Memorandum*, che del pari reputiamo prezzo dell' opera nostra di pubblicare integralmente, a tutti gli effetti, nell' annesso *Sommario* (2).

Nulladimeno non possiamo qui passar sotto silenzio una stranezza ivi contenuta: « La insussistenza delle « pretese *ex-capite* della vendita dei Beni d' Urbino, e « del trasporto delle Gioje dello Stato a Vienna, è stata « già provata dal Marchese Ghisilieri (!); dimodochè non « ne fu più fatta menzione, neppur nella Convenzione « del 1° Maggio 1804, tranne la *Nota verbale* del Ministe- « ro granducale rimessa all' I. e R. Legazione a Firenze « nel giorno 22 Dicembre 1815, ed un piccolo cenno « fatto in quella del 27 Febbrajo 1819, nessun altra « *Nota* di quel Ministero ne ha fatta più menzione. Ed « è veramente non ammissibile, per non dire *irreverente*, « il voler chieder conto dell' amministrazione e delle azio- « ni degli Augusti Antenati di S. A. I. e R., monarchi « assoluti della Toscana, per cui devesi riguardare que-

(1) Al n° CXX del *Sommario* è inserita la risposta del cons. Cempini al suo collega Corsini.

(2) Il *Memorandum* trasmesso dalla Legazione austriaca al Governo toscano, può vedersi al n° CXXI dell' annesso *Sommario*. Dicemmo trasmesso, perchè sappiamo essere stato elaborato da un Avvocato della Curia Fiorentina.

« st'unica pretesa come interamente allontanata dall'odier-« na questione (!!). » È pregato il lettore a ricordarsi la falsità dell'asserzione che la Toscana fosse un Principato assoluto; falso è del pari che i principi assoluti possano distrarre i beni e le sostanze pubbliche, per impinguare sè ed altrui a detrimento della Finanza e della Corona; falso è che non si possano sindacare i sovrani i quali violano i patti solennemente stipulati nell'interesse degli Stati da essi governati.

La Convenzione del 1737 canta chiaro: Francesco di Lorena la stipulò per sè e successori suoi nel Granducato di Toscana, e non per i figli e discendenti che sarebbero rimasti in Austria. Abbiamo sinora veduto come Francesco medesimo, e la sua progenie imperiale, in ogni tempo si comportassero con la Toscana, che non cessarono mai d'angariare e d'espilare. In forza di quella Convenzione, tutti gli averi Medicei, ripetiamo, diventarono *demaniali a titolo oneroso*. Coi beni nazionali furono pagati i debiti privati di detta Casa, abbenchè ammontassero a somme molto maggiori del valore degli oggetti e sostanze cedute dall'Elettrice allo Stato. E se quei debiti furon estinti, non fu per cura de' principi Loreno-Austriaci, ma per virtù di un Buonaparte. Anzi i Loreno-Austriaci, tosto che videro caduto Napoleone I, non tardarono a ravvivare le loro pretese per dilaniare le Finanze di uno Stato, ch'ebbero fin anco l'*invere-condia* d'appellare *austriaco*. Or non importa esser profondi giurisperiti per discernere da qual parte sia la ragione; ognun la vede e la sente in cuore, per quell'eterno sentimento del giusto e dell'ingiusto impresso dal Sommo Fattore in tutte le creature umane, sentimento che le prepotenze de're non arriveranno mai ad estinguere. Laonde *irreverente* dee chiamarsi l'estensore del *Memo-*

randum, e non coloro che propugnavano gl'interessi della Toscana. Il Granduca peraltro voleva che l'accomodamento si facesse, all'oggetto di ritirare i capitali che gli venivano trattenuti dalla corte imperiale.

Arrivate le cose a tal segno, premendo anche al Corsini di rettificare il trattato di Vienna rispetto a' confini del Granducato dalla parte della Lunigiana e della Garfagnana, in che era necessario il concorso dell'Austria, dovette porre in non cale gli obietti sostenuti in quanto a' noti titoli di contrapposizione. Intavolate pertanto delle conferenze verbali con il cav. Carlo Colombano Schnitzer-Meerau, incaricato d'affari a Firenze per l'Imperatore, tosto devennero alla seguente transazione: 1° Che il controverso capitale fosse ridotto da scudi 1,113,562. 3. 16. —. a scudi 900,000, o sia franchi 5,292,000: 2° Che il detto capitale così ridotto fosse irrepetibile e perpetuamente fruttifero al 3 per 100: 3° Che i frutti decorsi dal 9 Giugno 1815 in poi, ascendenti nella totalità a scudi 771,075, e detratti gli scudi 129,215. 4. 7. —. già dati in acconto, alla somma residuale di scudi 641,859. 2. 13. —., pari a franchi 3,774,133. 15., dovessersi di mano a mano estinguere negli anni successivi a ragione di scudi 43,000 la rata (1). Fatto l'infausto accordo, rimase tosto instrumentato con apposita Convenzione celebrata il dì 22 Maggio del 1844, senza che preventivamente fosse ricercato l'Av-

(1) Dal 1844 al 1858 l'Erario toscano ha pagato alla corte di Vienna pel titolo di frutti arretrati, lire 4,214,000 o sia franchi 3,539,760; sicchè sulla somma contemplata nella Convenzione non resterebbe a pagarle che lire 279,013. 13. —., che ragguagliano a franchi 234,371. 47. —. In detto frattempo ella ha inoltre ritirato per frutti correnti sul capitale irrepetibile la somma di lire 2,833,000 —. —. equivalenti a franchi 2,379,720.

vocato Regio consultore ordinario della Corona e dello Stato, nè qualsiasi altro savio legale (1).

La quale omissione potrà esser certamente tenuta a calcolo da coloro che nei futuri tempi dovranno occuparsi della valutazione giuridica degl' interessi passati fra lo Stato di Toscana ed i principi della dinastia Loreno-Austriaca. Non per volontà de' Toscani, ma a cagione de' proprii errori ella ha cessato di regnare in un paese ove ha lasciato delle cospicue proprietà immobiliari, che in qualche modo potrebbero stare a guarentire ed indennizzare ciò ch' ella ha rapito o estorto indebitamente dal paese medesimo negli antichi e nei moderni tempi. Mentre scriviamo queste cose compariscono sotto i nostri occhi delle carte assai importanti relativamente agli acquisti antedetti, i quali siccome potrebbero divenire vacillanti, almeno in parte, crediamo nostro migliore partito quello di produrle testualmente, per non alterarne nè il senso, nè la lettera, tanto più che esse hanno carattere d' officiale autenticità.

§ IV.

Il celeberrimo abate Antonio Genovesi nelle sue *Lezioni d' Economia Civile* fecesi in più luoghi a denotare i gravissimi danni derivanti all' agricoltura, ed all' industrie che vi si riferiscono, dall' agglomerazione de' predii rurali in pochi possidenti. E tra questi ei discorse da suo pari degl' inconvenienti resultanti alla pubblica ed alla privata economia, dei latifondi posseduti dagli Stati, i quali anzi che produrre beneficio alla Finanza, il più delle volte non le arrecano che scapiti ed imba-

(1) Vedi il testo della *Convenzione* al n° CXXII.

razzi amministrativi. Egl' infine osservò, come in uno Stato ben regolato, è salutare che le terre demaniali siano nella minor quantità possibile, ed esser poi ottima regola che il monarca non ne possegga alcuna nel suo particolare, e che le spese della di lui corte siano proporzionali alle rendite della Finanza. Avvegnachè la doppia qualità di sovrano, e di privato proprietario, da esso rivestite ad un tempo, troppo di sovente riescano causa di complicanze d'interessi, che finiscon sempre a pregiudizio dell' erario. La qual cosa raramente va disgiunta da disdoro pel sovrano medesimo, a cui incombe l'obbligo di essere il primo galantuomo dello Stato, e la persona più disinteressata d' ogn' altra nel proprio paese.

Importa ora esaminare come i suespressi principj economico-politici siano stati praticati regnante Leopoldo II. Dalle mappe catastali apparisce, che la Finanza dello Stato è quella che possiede in Toscana la maggior quantità di terre, le quali se fossero valutate come suol farsi a compra e vendita, verrebbe certamente a resultarne, che appena forniscono rendita corrispondente all' 1 e mezzo per 100 sul capitale realizzabile. Più fiate si è detto che i passati ministri delle Finanze, Cempini e Baldasseroni, abbiano proposta la vendita, almeno di una parte di queste terre, per far fronte alle spese straordinarie in cui si è trovato involto lo Stato. Ma l' ex-Granduca vi si è ognora tenacemente opposto, dicendo che simile alienazione avrebbe scemata la dignità della Corona. Laonde è stato di mestieri aggiugner debiti a debiti, corrispondendo il frutto ragguagliatamente del 5 per 100, mentre dai possessi demaniali appena ricavasi quello già indicato. Di maniera che la Finanza si è trovata sbalzata su di un sentiero di enormi scapiti annuali; e l' industria agricola è rimasta

defraudata di quei maggiori prodotti cui sarebbero suscettibili quei possessi, se fossero spezzati e divisi fra particolari coltivatori.

Non contento Leopoldo II di poter disporre di molti latifondi come sovrano, volle anche divenire proprietario privato d'alcuni di questi predii demaniali. Il Bonificamento delle Maremme nostrane da esso intrapreso con un andazzo di modi e forme poco plausibili, gli fece nascer l'idea d'acquistare in proprio i *beni di Buriano* e la *Tenuta dell'Alberese*, a non molta distanza da Grosseto. Appartenevano gli uni e l'altra alla Finanza pubblica, che poco stante ne aveva riunito il *dominio utile* a quello *diretto*, per renunzia della Casa Corsini di Firenze, nauseata delle vessazioni inferite a' possessori locali dai procedimenti arbitrarj ed oltracotanti de' ministri del Bonificamento antedetto (1). La stima di quei fondi fu commessa al cav. Pietro Municchi, ed a Giovanni Giuggioli, periti agrarii interamente dipendenti e devoluti al Principe acquirente. Già egli era andato al possesso del *Parco di Pratolino*, con annessi poderi; quindi rimase il tutto contrattato a' dì 10 Aprile 1845 pei rogiti del Notaro Carlo Redi, previo il parere affermativo dell'Avvocato Regio. Venne allora a conoscersi, che il credito complessivo della Finanza, per dipendenza de' suddetti, acquisti consisteva in lire 1,838,311. 1. 11. e che defalcate lire 533,064. 13. 6. per diversi titoli

(1) Le vecchie e le nuove vicende e passaggi della *Tenuta dell'Alberese* possono apprendersi esaminando la *Memoria* del sig. Cesare Messeri Archivista nel Dipartimento che soprintende a' Possessi dello Stato, la quale essendo stata officialmente richiesta dal Ministero delle Finanze ec., ha perciò i caratteri della maggiore autenticità, onde la inseriamo integralmente nel *Sommario* al n° CXXIII. Ivi pur si contengono le notizie relative al *Parco di Pratolino*, a' *Beni di Buriano*, ed alla famosa *Foresta di Pratovecchio*.

abbuonabili al Principe, egli restava debitore di lire 1,243,944. —. 1., pari a franchi 1,044,912. 97 (1).

Nel suddetto giorno 10 Aprile, pei rogiti del sunnominato Notaro Redi fu passato altro Contratto distinto e separato dal precedente, col quale Leopoldo Secondo venne a contrapporre un suo credito ascendente a lire 1,333,250. 1. —. *siccome resultante da spese per esso fatte in cause ed oggetti direttamente ed esclusivamente interessanti lo Stato* (2). Se queste cause ed oggetti interessanti direttamente ed esclusivamente lo Stato, così erano in realtà, perchè non averle portate nel conto prodotto, liquidato ed incluso nell' altro Contratto celebrato in quel medesimo giorno? Ciò risveglia il concetto della doppiezza solita praticarsi quando gli affari contengono alcunchè d' illecito, o incontrano gagliarde avversioni. Noi siamo autorizzati a credere, che l' Avvocato consultore legale dello Stato e della Corona, il cav. Capitolino Mutti, illibato giureconsulto, repugnasse lungamente ad approvare una tal sottrazione di capitali a danno dello Stato, mentre i titoli delle addotte spese dovevano formar carico alla dotazione annualmente pagata dalla Depositeria generale alla Cassa della Corte. Ma il Principe voleva omai da' suoi ministri tutto quanto faceva a suo prò, onde il Direttore in capo delle Finanze, quanto ancora il prefato Avvocato Regio, dovettero piegarsi all' esigenze di un monarca inebriato di sè al punto di stimarsi superiore a tutti.

Ecco quanto abbiamo trovato scritto in proposito

(1) Questo Contratto pubblico e solenne, oltre potersi riscontrare all' *Archivio Generale*, se ne trova un duplicato anche in Depositeria.

(2) Per rimuovere dai nostri lettori ogni dubbiezza circa alle cose superiormente narrate, stimiamo opportuno di riportare al n° CXXIV del *Sommario* il Contratto che appella a siffatto negozio.

nel protocollo del Ministero di Finanza sotto il dì 18 Aprile 1845, vale a dire, otto giorni dopo la celebrazione del testè menzionato Contratto: « Avendo il Maggiordomo Maggiore dell' I. e R. Corte rappresentato a « S. A. I. e R. il Granduca, che la Cassa del Dipartimento di Corte aveva fatte varie spese, le quali per « la natura del loro titolo sembravano doversi rimborsare alla Cassa predetta dalla R. Depositeria, l' I. e « R. A. S. autorizzò i Componenti il Consiglio di Stato, « Finanze e Guerra, non tanto ad esaminare quali di « dette spese formassero per la mentovata Cassa di « Corte un giusto titolo di rimborso a carico dello Stato, quanto a regolarizzare definitivamente questa pendenza. — Dopo le convenienti discussioni, i prefati « Componenti il Consiglio di Stato, Finanze e Guerra, « riconobbero che facevano carico allo Stato, ed erano « perciò rimborsabili al Dipartimento di Corte, le spese « fatte dal detto Dipartimento di Corte per causa ed « oggetto direttamente ed esclusivamente interessanti lo Stato, le quali ammontano in complesso a lire 1,333,250. 1. —., e quindi firmarono unitamente « al Maggiordomo Maggiore la relativa dimostrazione da « annettersi al Contratto col quale lo Stato avrebbe estinto altrettanta rata di questo suo debito verso il Dipartimento di Corte, mediante la cessione e dazione « in pagamento del credito di lire 1,243,944. —. 1., « che lo Stato predetto, in seguito delle fatte liquidazioni, teneva con S. A. I. e R. il Granduca per dependenza di alcuni Beni che la medesima I. e R. A. « S. aveva acquistati nella sua specialità e nome privato dall' Amministrazione del Demanio, e dello Scritoio delle RR. Possessioni.

« Sotto dì 10 Aprile corrente fu proceduto di fatto

« al passaggio di due Contratti per i rogiti del Regio « Procuratore e Notaro Carlo Redi: il primo di compra « e vendita dei beni suddetti, per cui lo Stato fu rico- « nosciuto creditore di S. A. I. e R. il Granduca nella « sua specialità e nome privato di lire 1,243,944. —. 1.: « Il secondo di cessione e dazione in pagamento del- « l'enunciato credito dello Stato di lire 1,243,944. —. 1. « in estinzione di altrettanta rata del debito dello Stato « predetto verso il Dipartimento dell'I. e R. Corte, di- « pendentemente dalle spese che sopra fatte per og- « getti direttamente ed esclusivamente riguardanti lo « Stato. — E dopo tutto ciò essendo stato reso conto « a S. A. I. e R. del passaggio di detti Contratti, l'istes- « sa I. e R. A. S. avendoli riconosciuti esattamente con- « formi alle già date autorizzazioni, si è degnata di « sanzionarne in ogni parte il contenuto (1). »

Imperocchè Leopoldo II, con simile operazione, non solo estinse tutto il debito formato con lo Stato a cagione de' sopraddetti acquisti, ma egli divenne anzi creditore di lire 89,306. —. 11., o sia franchi 75,017. 09., che tosto furongli dati dalla Depositeria (2). Se l'avv. Mutti repugnò dunque d'ammettere a carico della Finanza i rimborsi voluti dal Granduca, nessuno crediamo vorrà qualificarlo di soverchia stitichezza, riflettendo al pingue appannaggio fruito dal Principe sul pubblico erario pel suo mantenimento, ed alla strana natura de' reclamati

(1) Nella *partecipazione* data alla Depositeria del documento incluso nel testo, manca la *firma* del Segretario ed il *visto* del Ministro, i quali ne provarono forse rossore; il solo Archivista G. Setticelli vi pose la sua *autenticazione*. Essi però firmarono il *protocollo* insieme col Granduca, e perciò con esso dividono l'onta dell'insigne estorsione.

(2) Vedansi i *conteggi* riportati al n° CXXV del *Sommario*, fedelmente estratti dai *libri di scrittura* della R. Depositeria.

rimborsi. Consisteva l'appannaggio in quell'anno 1845 in lire 2,742,222. 4. 4., pari a franchi 2,303,466. 65. S'incominciò dal ripetere i resti di spese per viaggi all'estero di Ferdinando III (1): l'importare dell'*esequie* celebrate alla granduchessa Marianna Carolina: lo sfarzoso viaggio nuziale eseguito a Napoli (2): alcuni acconcimi effettuati alla Cappella sepolcrale de' Medici: i regali presentati a varii distinti personaggi e diplomatici stranieri. A che però corrispondeva l'erario dello Stato il sopraddetto appannaggio alla corte? Le rendite nette della Depositeria nel predetto anno 1845, furon di sole lire 21,288,768. 1. 7, vale a dire, franchi 17,882,565. 17; cosicchè la corte ne assorbiva quasi la settima parte, qualora il di lei mantenimento si fosse limitato a quest'unica uscita o dispendio erariale (3).

Ma la partita più osservabile ed inammissibile d'ogni altra, fu quella derivante dalle gite fatte dal Principe medesimo nell'interno del Granducato. Giova valersi delle precise parole che troviamo inserite nelle relative scrit-

(1) La somma ora portata in conto de' viaggi di Ferdinando III a Verona, è un supplemento ai 20,000 scudi fattisi da lui stesso pagare con *Ordine di Gabinetto* dato il dì 1° febbrajo 1823 — *firmato* G. Pauer.

(2) Sotto il di 19 Marzo 1827 troviamo, che la R. Depositeria rimborsò a Leopoldo II, dietro richiesta del Principe Rospigliosi, lire 88,734. a titolo di spese pel viaggio da esso fatto l'anno precedente a Vienna per *causa politica*, 18,960 delle quali erano state erogate in regali a Ministri esteri.

(3) Il mantenimento de' palazzi, ville, giardini e case annesse per servizio della corte, rimanevano interamente a carico dello Stato, ed al di là dell'appannaggio. Importa anche notare, come due sistemi di scrittura allora si praticavano nella contabilità dello Stato: uno proprio della Depositeria, l'altro dell'*Ufizio delle Revisioni e Sindacati*. Il primo calcolava l'*entrate* al netto di certe *spese*: il secondo abbracciava tutte le *rendite* e l'*uscita* della Finanza. Laonde ci siamo assicurati, che la *rendita* totale nel 1845 ammontò a lire 27,224,606. 15. 9., e le spese a lire 27,731,056. 5. 4.

ture: « Spese per esaminare localmente le condizioni delle « respettive provincie, e deliberare dipoi sopra i bisogni « delle medesime, e sopra i miglioramenti di cui fos- « sero suscettibili, assicurarsi di tempo in tempo che « gli ordini suoi fossero eseguiti a seconda delle sue « vedute, e dare anco personalmente sulla faccia dei « luoghi le direzioni, disposizioni ed eccitamenti che « le circostanze esigevano (1). » Da simile qualificazione è facile comprendere, che vuolsi riferire alle frequenti gite di Leopoldo II nella Maremma, le quali si fecero ascendere a lire 712,192. 14. 4., o sia franchi 623,441. 85. Ora, ragion comanda che siano aggiunte alla cifra cui ammontano i lavori del Bonificamento Maremmano, che se nel Granduca ebbe il suo preordinatore, trovò ancora nel Principe l'ingegnere in capo, lautamente remunerato dallo Stato, senza sindacazione e tara di conti. — Agli uomini spassionati e savj ne rimettiamo la non ardua sentenza.

Intanto noi c'inoltreremo ad esporre il modo praticato dal Principe medesimo per andare al possesso della *Foresta di Pratovecchio*, spettante all' *Opera di Santa Maria del Fiore*, per donazione fattale dal Comune di Firenze sin dall'anno 1380. Appena effettuata la ripristinazione degli ordini religiosi in Toscana, i Monaci di Camaldoli, profittando degli amichevoli rapporti esistenti con gli *Operaj della Metropolitana Fiorentina*, chiesero di condurre a Livello per 100 anni la detta *Foresta* ed annesse terre coltivate, dando a credere che l'avreb-

(1) Queste parole furono imposte al Maggiordomo Maggiore, e non fu il Conte della Gherardesca che suggerì a Leopoldo II d'esigere i detti rimborsi, come si vorrebbe far credere dall'instrumento già citato nella *nota* 1 a pag. 210.

bero risarcita de' patiti danni (1). Se non che i Monaci tirarono a devastarla maggiormente; al segno che il Governo, qual supremo tutore di tutte le aziende interessanti la causa pubblica, ravvisò ben presto la convenienza di rescindere l'enfiteutico contratto. I Monaci devastatori riusciron peraltro a ritenersi le terre coltivate a domestico, mentre le selve vennero affidate alla Soprintendenza de'Beni dello Stato, con certe determinate condizioni. Rimase istituita in Pratovecchio una speciale Amministrazione forestale, e Carlo Siemoni, espressamente chiamato dalla Boemia, fu nominato Ispettore. Sotto diversi punti di vista egli migliorò le condizioni della Foresta, ma nel tempo medesimo commesse degli arbitrii amministrativi, che non piacquero al cav. Pietro Municchi Soprintendente generale.

Donde nacque un conflitto, che il Granduca risolse d'eliminare facendosi egli acquirente della Foresta per sottrarre il favorito Siemoni dalla dipendenza del Municchi, che ugualmente godeva della sua grazia. Andò Leopoldo al possesso di fatto nel 1852, ma il Contratto venne soltanto celebrato nel 1857 (2). Il prezzo restò determinato in lire 389,323. 12. 2., o sia franchi 327,031. 82, e contemporaneamente fu dichiarato irrepetibile e fruttifero a favore dell'*Opera di S. Maria del Fiore*. Il Granduca da *buon figliuolo della Curia romana*, soffrì che nel Contratto fosse menzionato il *Beneplacito apostolico*. Un accurato esame delle circostanze che hanno accompagnato gli enunciati passaggi della *Foresta*

(1) La storia particolareggiata delle contrattazioni subite dalla *Foresta* detta *dell'Opera* dal 1817 a questa parte, può vedersi nella *Memoria* già citata nella *nota* 1 a pag. 210.

(2) Vedasi la *Memoria* inserita al n° CXXIII.

di Pratovecchio, metterà in chiaro a suo tempo le irregolarità e sconcezze intervenutevi. In primo luogo i danni enormissimi apportati dai Monaci Camaldolensi a quella magnifica e rigogliosa Foresta; secondariamente, che quando ella è pervenuta in proprietà privata di Leopoldo II, il summenzionato prezzo fu stabilito senza il concorso di stime fatte da idonei periti, e ciò a scapito dello Stato. Ora crediamo aver detto abbastanza per quanto a noi spettava.

Oltre i rammentati acquisti, più e diverse compre di beni stabili ha effettuate l'ex-Granduca, anche dai particolari, in varie parti della Toscana. Officialmente compulsati i *campioni catastali* è venuto a resultarne, che all'epoca della sua partenza i possessi della famiglia Lorenese hanno in complesso la *rendita imponibile* di lire toscane 93,782. 71., che equivalgono a franchi 78,777. 47. La loro superficie territoriale s'estende a *quadrati* 54,335. 51., corrispondenti a metri quadri 185,383,795. 00., vale a dire, circa 74 miglia toscane quadre. Dobbiamo infine avvertire, che queste cifre, per quanto possano essere esatte rispetto a' fondi situati nell'antico Granducato, in effetto sono minori del vero, perchè non esistendo ugualmente un regolare Catasto nel territorio lucchese, ove la detta famiglia ha pur fatti de'recenti acquisti, non è stato possibile ottenere i ragguagli all'uopo necessarii (1). Istrutto così il pubblico, ed i rettori attuali del vero stato delle cose, vogliano ora prendere le deliberazioni che meglio possono convenire ai nazionali interessi; accogliendo questi energiche provvi-

(1) Tutte le surriferite *cifre catastali* sono dedotte dai documenti inviati dal *Direttore del Censimento* al R. Ministero delle Finanze ec. con lettera officiale del dì 28 Dicembre 1859.

sioni, e quello appoggiandole con la forza derivante dal suffragio unanime delle popolazioni pensanti e sensate.

E poichè venisse per noi già fatta menzione di un *estradotale* formato da Ferdinando III a carico dello Stato riguardo alla Granduchessa sua moglie (vedi pagine 103-4), importa ora notare, che il prefato monarca, qual' erede della consorte defunta nel 1802, dopo la restaurazione del 1814, non ne facesse altrimenti soggetto di credito. Neppur Leopoldo II ha mai stimato di reclamare un capitale così mal fondato, come appunto si era quell' *estradotale* imposto da due corti straniere, d' Austria e di Napoli, a detrimento di uno Stato affatto indipendente dall' una e dall' altra. Anzi, nel *campione o libro maestro* dello *Scrittojo delle Possessioni*, sotto il dì 22 Dicembre 1845, si trova notato: « Nuovamente « interpellato S. E. il sig. Consiglier Cempini dal Sig. « Cav. Soprintendente Generale (Municchi) ha ripetuto « questo debito del Dipartimento non sussistere, ed es- « serne concorde S. A. I. e Reale per le cause a loro « connote, ma per la sua depennazione (nuovamente « sentita S. A. I. e Reale) sarà a spedire una Mini- « steriale ec. (1). » Essa però non venne mai; la partita è accesa tuttora, ma sta là come lettera morta, per difetto d' origine, ed anche nella peggiore ipotesi, la Toscana ha troppi titoli di miglior conio, e di maggiore entità, da poterle vittoriosamente contrapporre.

(1) Questa *particola* è stata certificata in autentiche forme dal sig. Gustavo Boninsegni Computista generale del suddetto Dipartimento, e vidimata dall' attuale Direttore, l' egregio Conte Guglielmo De Cambray Digny.

§ V.

Non essendo riuscito a don Neri Corsini d' ottenere dal Congresso di Vienna, l' immediata riunione di Lucca al Granducato di Toscana, fu di mestieri accontentarsi della *dichiarazione di reversibilità* inserita nell' art. 101 del più volte citato *Atto finale*. Premeva grandemente al gabinetto austriaco, che i Ducati di Parma e Piacenza fossero governati da persona della famiglia imperiale, anzi che da un Borbone, ond' aver agio di dominare a suo talento ambo le rive del Po nel centro d' Italia. Dall' altra parte le corti di Francia e di Spagna non rimanevano indifferenti alla negazione o privazione imposta ad un loro congiunto, che pur vantava de' titoli sulla Toscana. Il ministro spagnuolo massimamente, per ben due volte presentò al Congresso formali proteste contro simile deliberazione sostenuta dall' Austria (1). Imperocchè venne allora assegnato in sovranità temporanea a' Borboni parmensi il Ducato di Lucca, sin tanto che non se gli fosse potuto procacciare altro migliore stabilimento. E siccome quel Ducato era troppo inferiore a' sopradetti Stati, rimase fissata un' indennità pecuniaria di 500,000 franchi all' anno pagabile dall' Imperator d' Austria e dal Granduca di Toscana, fino all' epoca testè contemplata. Se non che la corte di Madrid ordinò al suo plenipotenziario, don Pedro Gomez Labrador, d' astenersi dal firmare l' *Atto finale*.

Nel summentovato art. 101 fu anch' espresso, che

(1) Il Labrador plenipotenziario spagnuolo al Congresso pose negli atti del medesimo due solenni *proteste* circa alla negazione di Parma, Piacenza e Guastalla rispetto a' suoi precedenti sovrani, sotto il dì 4 Aprile e il dì 5 Giugno del 1815.

l' assegnazione de' 500,000 franchi restava garantita dalle rendite delle *Signorie Bavaro-Palatine di Boemia*, date frattanto al granduca Ferdinando III, col patto che al momento della reversione di Lucca alla Toscana dovessero appartenere liberamente all' Austria. Era tuttavia il Corsini in Vienna quando venne a sapere, che tutta o parte di detta assegnazione sarebbe andata a ricadere sulle rendite di quelle *Signorie*, a discapito del Granduca. Ne fece delle serie rimostranze al principe di Metternich, il quale diede tutt' al più a sperare un qualche alleviamento. Tale assegnazione, diceva il Principe-Cancelliere, è ormai stabilito doversi pagare dalle due corti d'Austria e di Toscana; quindi i 250,000 franchi che toccherebbero al Granduca, potranno esser ridotti a 200,000. Rincrebbe assai a Ferdinando quest' improntitudine esternata da una corte, con la quale si trovava strettamente vincolato di parentela, e d' amichevoli rapporti politici. Nulladimeno scrisse officialmente il Metternich al Fossombroni, che la Toscana s' apparecchiasse a pagare, *perchè così volevasi là dove il forte non attende i giusti reclami del debole.* Tentò il Fossombroni di metter in opra tutti gli strattagemmi possibili per non assumere verun impegno preciso; ma il Gabinetto di Vienna si rese ognora più inflessibile (1).

Risolse allora Ferdinando di rivolgersi al fratello Imperatore con lettera del seguente tenore: « Per mez-
« zo del cav. Karcher che mi ha servito con fedeltà e
« zelo a Parigi, mando a V. M. la Ratifica del Trattato

(1) Queste cose le abbiamo ricavate dai documenti originali esistenti nell' Archivio del Ministero degli Affari Esteri. Attesa la ristrettezza del tempo, e per non ingrossare di soverchio il *Sommario*, gli lasciamo adesso inediti, ma vogliamo però segnalarli ad istruzione di chiunque possano far comodo ed utile.

« firmato il 12 Giugno fra il Principe di Metternich e « Corsini. Il mio contingente è pronto, ed a disposi- « zione de' Comandanti dell' Armata di V. M., ben intesi « che si pensi nell' istesso tempo all' isola dell' Elba, che « fa a tutti un male immenso, e disturba tutta l'Italia. « Dal mio Ministro degli Affari Esteri faccio dar conto « a Metternich delle cose più importanti, e da Corsini, « nella sua qualità di Plenipotenziario al Congresso, gli « faccio rimettere due *Memorie* relative agli articoli del « Trattato che mi riguardano. Nel fissare le condizioni « della reversibilità di Lucca, si sono determinati dei « smembramenti che rovinerebbero non solo il Principato « di Lucca, ma anche alcuni territorj toscani. Se ci ade- « rissi farei supporre a' miei buoni sudditi di quei ter- « ritorj, che li ho già abbandonati, ed i Lucchesi cre- « derebbero che al momento della riunione sarebbero « sacrificati. Siccome sarebbe inutile di fissare adesso « le condizioni di detta reversibilità, propongo una ri- « serva all' Atto d' accessione al Trattato, in virtù della « quale queste condizioni si tratterebbero sotto la me- « diazione di V. M. all' epoca in cui la reversione di « Lucca dovesse aver luogo, giacchè allora solamente « si potranno determinare con cognizione di causa i « confini della Toscana, e dei Stati limitrofi.

« La seconda *Memoria* riguarda l'aggravio di 200,000 « franchi che si vorrebbe sulle mie rendite delle terre « già Bavaro-Palatine di Boemia. Vostra Maestà mi fece « rendere la Toscana fino dal principio della prima cam- « pagna contro la Francia, perchè aveva stabilito coi « di Lei Alleati di ripristinare quanto era possibile gli « antichi sovrani in Italia. Adesso mi si rende *Porto-* « *ferrajo*, che era già Toscana; vi si riuniscono defini- « tivamente i *Presidii* che già possedeva il Regno d'Etru-

« ria fino dal 1801, ed il *Principato di Piombino*, della « di cui rendita devo indennizzare il Principe Ludovisi- « Boncompagni (1). Senza dubbio come Principe Au- « striaco, ed Italiano, ho desiderato, che un dominio « straniero non venisse a turbare a danno di tutti l'uni- « formità del sistema sanitativo della mia Costa, e non « servisse d'appoggio alle invasioni dell'Italia; ma il « *Prospetto* qui annesso, che è estratto da documenti « autentici dimostra, che ben lungi che questi territorj « siano una risorsa per la Finanza della Toscana, l'ob- « bligheranno ad una spesa significante, che per la di- « fesa della penisola mi assumerò di buona voglia. Bensì « come privarmi inoltre di una gran parte della rendita « di Boemia, quando devo valermene per il mantenì- « mento della mia Corte, e della mia Famiglia, dacchè « la Regina d'Etruria vendè una gran parte del dema- « nio privato?

« La Toscana è ben diversa da quello che era quan- « do dovei abbandonarla. Non ci è rimasto che la fe- « deltà, e l'attaccamento dei di lei abitanti alla nostra « Casa. Osserverà V. M. cosa mi è costato finora la « guerra di Napoli. Adesso il nuovo passaggio mi con- « suma gran parte delle imposizioni straordinarie che « erano destinate a sanare le piaghe passate, ed a « montare il mio stato militare. Nondimeno questo sta- « to militare è già tutto organizzato secondo il prospet- « to qui annesso. Fra poche settimane l'organizzazione « sarà finita. Sull'articolo che riguarda la prestazione « pecuniaria a favore dell'ex-Regina d'Etruria che do-

(1) L'acquisto di Piombino costò alla Toscana la ragguardevole somma di scudi 800,000, ossia franchi 4,704,000, conforme può vedersi dalla Convenzione relativa, inserita al n° XVII dell'*Appendice* al tomo IV della *Storia Civile*.

« vrebbe dividersi fra V. M. e me, non farò alcuna ri-
« serva; ma considerandolo come affare di famiglia, me
« ne rimetto alla giustizia di V. M., e sono certo di
« non ingannarmi. Del resto la Provvidenza apre la
« via ad assicurare la quiete del mondo. Negli accomo-
« damenti ulteriori che saranno il resultato de' presenti
« strepitosi avvenimenti, mi lusingo che V. M. avrà il
« mezzo di procurarmi l'unico vantaggio che ho chie-
« sto, più per il bene de' miei popoli, che per il mio
« particolare, cioè la riunione di Lucca.

« Ella sa che il compenso preso non ha potuto
« soddisfare neppure l'ex-Regina d'Etruria. Nei nuovi
« accomodamenti colla Casa di Borbone, che tutto deve
« alla costanza della M. V. la quale colle sue sole forze
« le ha anche restituito il Regno di Napoli, si potrà tro-
« var modo (lo spero, e glielo raccomando vivamente)
« di soddisfare la famiglia reale già stabilita a Parma,
« onde un nuovo Stato Borbonico in Lucca non som-
« ministri alle forze della Francia e della Spagna uno
« scalo per venire a fortificarsi in quella piazza, ed in-
« vadere il centro dell'Italia, e si frapponga fra la To-
« scana ed i possessi centrali austriaci di Lombardia,
« che per una strada già quasi fatta, e che terminerei
« subito, potrebbero direttamente comunicare col Medi-
« terraneo e Livorno. Ringrazio V. M. della clemenza
« con cui ha accolto e trattato il Corsini, che ne è stato
« al sommo riconoscente (1). »

(1) La surriferita *lettera* di Ferdinando III al fratello Imperatore, fu spedita dai Bagni di S. Giuliano presso Pisa il dì 16 luglio del 1815, in seguito di concerti presi col Consiglio de' Ministri. Il Fossombroni, nel giorno medesimo inviò una categorica *Nota* al principe di Metternich per dimostrare l'irragionevolezza della pretesa affacciata dal gabinetto imperiale, poichè tutte le previsioni umane collimavano a presen-

Ma neppur questa lettera produsse alcun buon effetto, poichè le trattative diplomatiche rallentarono d' attività, senza che la corte d' Austria peraltro desse segni di veruna condiscendenza. All' opposto ella si rese ancor più esigente e dura dopo il trattato supplementare stipulato a Parigi il dì 10 Giugno 1817, col quale la corte di Spagna accedè all' *Atto finale* di Vienna, a condizione, che la *reversibilità* di Parma e Piacenza a' Borboni sarebbesi verificata all' istante della morte dell' ex-imperatrice Maria Luisa, epoca in cui il Ducato di Lucca sarebbe incorporato alla Toscana (1). Le disposizioni contenute in detto trattato furon lunga pezza tenute occulte al gabinetto granducale, ed allorquando l' imperator Francesco ed il Metternich risolsero di rendergliele palesi, ciò fecero all' unico oggetto d' imporgli il raddoppiamento di un onere già altra fiata contrastato (2). Non 200,000, o al più 250,000 franchi or dissesi che il Granduca dovesse pagare all' ex-Regina d' Etruria, ma sivvero corrisponderle l' intero assegnamento de' 500,000 franchi, vale a dire, tutta o quasi tutta la rendita delle *Signorie Bavaro-Palatine*, colla quale Ferdinando doveva supplire al mantenimento della sua corte e famiglia. Laonde un tal onere, abbenchè apparentemente sembrasse colpire il solo interesse privato del Principe, in effetto venne a riversarsi sullo Stato, da questi pertanto

tare assai lontana la *reversione* di Lucca, e troppo costoso l' acquisto alla corte di Toscana di quello Stato.

(1) Il *trattato* di Parigi può vedersi al n° XXIV de' documenti in *Appendice* al tomo IV della *Storia Civile*.

(2) Il principe di Metternich scrisse un lungo *dispaccio* su tal proposito al conte Fossombroni non prima del 29 novembre 1815, in seguito del quale ebbe luogo una viva corrispondenza fra i due gabinetti, senza nessun vantaggio di quello granducale.

obbligato d'aumentare l'appannaggio della corte nella proporzione altrove indicata.

Durante il convento viennese era stato proposto di dare quelle *Signorìe* alla duchessa Beatrice Cybo d'Este in compenso de' beni espropriatile a Massa e nel Polesine; ma l'Imperatore rigettò perentoriamente una tal proposta dicendo: « Che mentre non poteva far nul-« la di buono per la Toscana, sarebbe stato ingiustis-« simo di privare il Granduca di quelle terre (1). » Ora che Lucca veniva definitivamente consegnata al ramo Borbonico parmense, che gli Stati di Parma erano usufruiti da una Principessa austriaca, e che l'Austria aveva ottenuto il possesso di Piacenza, il Granduca doveva sopportare il peso dell'intero assegnamento fissato a favore dell'ex-Regina, senza che fosse stato nemmeno interpellato preventivamente!! Note e soprannote furono scritte dal Fossombroni e dal Corsini a Vienna. Essi in sostanza dicevano; che l'acquisto di Lucca per la Toscana era troppo remoto ond'assoggettarla a sì cospicuo ed immediato sacrificio, mentre l'ex-Imperatrice, e l'Austria istessa, già raccoglievano i vantaggi resultanti dal possesso degli Stati parmensi. Tutto fu indarno. In quanto poi al pagamento degli arretrati, essi obiettavano: che le rendite del Ducato di Lucca, dalla primavera del 1814 all'autunno del 1817, se l'erano pur prese i Commissarj austriaci; esser quindi troppo ragionevole, che la corte imperiale indennizzasse di tutto il summentovato ramo Borbonico.

La qual cosa essendo stata ammessa dall'Imperatore e dal Metternich, esperti accileccatori, non rimase

(1) Tanto afferma il Corsini in un suo *dispaccio* inviato da Vienna al Granduca in data del 13 Giugno 1815, specialmente consacrato a questo argomento.

più scampo: la forza prepotente soverchiò la debole ragione: il dì 10 Luglio 1818 fu d'uopo stipulare in Firenze apposita Convenzione, che retrotrasse a carico della Toscana il pagamento de' 500,000 franchi sino al dì 1.° Gennajo di detto anno (1). Maria Luisa austriaca ex-imperatrice di Francia, e duchessa di Parma, è vissuta fino al 17 Dicembre 1847, e per conseguenza la corte di Toscana ha continuato a pagare il detto assegnamento al suddivisato ramo Borbonico per il corso di trent' anni, che è quanto dire, l' ingente somma di franchi 15,000,000. Se l' Articolo 101 del precitato *Atto finale* fosse stato rettamente interpretato ed eseguito dal gabinetto di Vienna, tutt' al più i Granduchi avrebbero dovuto pagare la metà di quella somma; onde qui cade in acconcio di ripetere quanto altrove dicemmo, cioè l' improntitudine austriaca è tale e tanta da non risparmiare nemmeno i suoi più stretti congiunti. E perchè all' enorme ingiustizia tampoco mancasse l' impronta ed i caratteri della diffidenza che insulta gratuitamente, non andò guari che si volle anco dal Granduca una *diplomatica dichiarazione* esprimente il riconoscimento della *reversibilità* delle *Signorìe Bavaro-Palatine* all' Imperatore, sebben ella fosse contemplata in detto *Atto finale*. Contemporaneamente si volle pur la promessa, che quelle *Signorìe* non verrebbero frattanto alienate, nè gravate di passività, esigenza invereconda e villana tra sovrani e fratelli (2). Non sì tosto la Duchessa di Parma fu spirata, la corte di Vienna intimò la consegna di dette

(1) La citata *Convenzione* può vedersi al n° CXXVI del *Sommario*, insieme con la conseguente *Dichiarazione diplomatica*.

(2) Tal *Dichiarazione* è collocata di seguito alla *Convenzione* citata nella *nota* precedente.

terre, con la comminazione di prendersele da sè, qualora non si facesse presto, siccome accadde.

Il duca Carlo Lodovico, succeduto alla madre nel governo di Lucca, vedendosi condannato a rimanere troppo lungamente in uno Stato così esiguo, e diremo quasi microscopico, più di una volta lasciò intendere, che lo avrebbe consegnato anche innanzi tempo alla Toscana mediante congrui compensi. Se non che il fare irresoluto e meticuloso di Leopoldo II, e le astuzie austriache, ne ritardarono l' esecuzione fino all' istante che stava per effettuarsi naturalmente (1). Prima però di far motto del relativo accordo, è d' uopo soffermarsi alquanto sul trattato stipulato a Firenze il dì 28 Novembre 1844 per la rettificazione de' confini, e concambj territoriali, fra le corti di Toscana, di Modena, Parma e Torino, a vantaggio dell'Austria. Ottenne la Toscana quanto ella desiderava, vale a dire, di conservare i Vicariati di Barga e di Pietrasanta, anche dopo la riunione di Lucca, invece di Pontremoli, Bagnone, Fivizzano ec., che al momento della reversibilità sarebbero passati in dominio del futuro Duca di Parma, e respettivamente di Modena. Ma per tirare a questo accomodamento Francesco IV Austro-Estense, occorse accettare la linea di frontiera che più gli piacque, la quale non riuscì certamente la migliore per il Granducato, quantunque don Neri Corsini, per aver auspice l' Austria, fossesi di troppo lasciato andare nell' infausta *Convenzione* relativa ai *Luoghi di Monte*, della quale abbiamo già tenuto proposito (2).

(1) Che il Duca di Lucca si fosse più volte mostrato disposto a cedere anticipatamente lo Stato al Granduca, l' abbiamo rilevato dalla corrispondenza privata di questi col conte Fossombroni esistente presso i suoi Eredi.

(2) il *trattato* firmato in Firenze il dì 28 Novembre 1844 può vedersi al n° LVII dell' *Appendice* al tomo IV della *Storia Civile*.

La cessione di Fivizzano al Duca di Modena rese più spedita la discesa degli Austriaci al di quà degli Appennini, per la via militare del Cerreto, appunto promossa dal gabinetto di Vienna, onde comunicare a suo talento col Mar Tirreno. Un altro vantaggio ebbe l'Austria in questo trattato, cioè la conferma per parte del Re di Sardegna, del dominio perpetuo della città e fortezza di Piacenza, che tanto le premeva; avvegnadiochè ivi fossero determinati i relativi compensi pel caso previsto dal trattato speciale del dì 20 Maggio 1815. Un altro benefizio venne compartito al Duca di Modena colla cessione di Guastalla, fattagli dal futuro sovrano di Parma, che non conosceva il valore del paese cui renunziava. Questi accomodamenti territoriali in *verba de futuro* erano rimasti segretissimi anche alle corti amiche, allorquando il duca Carlo Lodovico di Lucca sconsigliatamente falsò la sua posizione dirimpetto ai proprj sudditi, non d'altro desiderosi che di liberali riforme. Negò, acconsentì e fuggì a Modena, e di là mandò un negoziatore a Firenze per trattare dell'immediata cessione dello Stato al Granduca, piuttosto che aver da fare con uomini ed istituzioni onestamente liberali, sopra a tutto rivolte a sollevare i regnanti dal peso del governo, e dalla grave responsabilità che contrae chi esercita il potere assoluto (1).

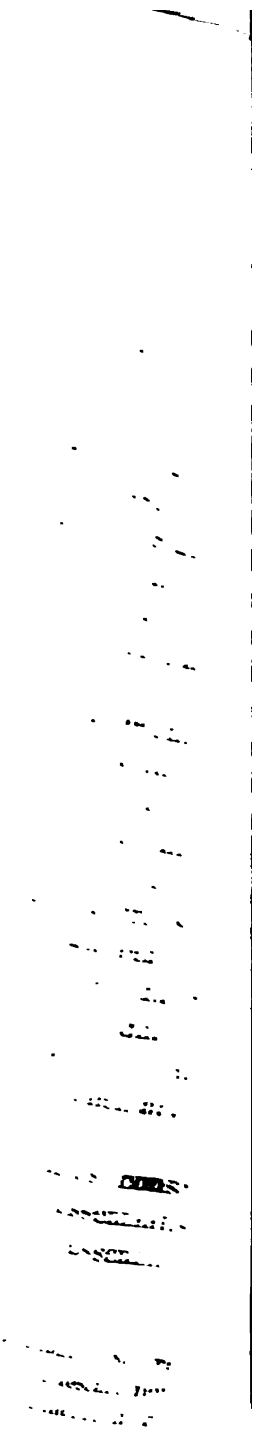
(1) I 16 articoli componenti il preallegato *trattato* di cessione del 4 ottobre 1847, furono già prodotti al n° XLVI dell'*Appendice* al tomo V della *Storia Civile*, mancanti del proemio qui sotto inserito, perchè allora ci fu negato di vedere il documento originale: « Sua A. R. Carlo « Lodovico di Borbone, Infante di Spagna ec., Duca di Lucca, e S. A. « I. e R. Leopoldo II, Principe Imperiale d'Austria, Principe Reale « d'Ungheria e di Boemia, Arciduca d'Austria, Granduca di Tosca- « na ec., Animati dal desiderio di contribuire con ogni mezzo più con- « veniente al maggior bene della popolazione dello Stato di Lucca con

Spirava allora lemme lemme una certa brezza liberalesca in corte di Toscana, per cui venne fatto assai buon viso a tal profferta. Tommaso Ward, originario inglese e consiglier del Duca, presto fu alle strette col Granduca e col conte Luigi Serristori sulle condizioni richieste per la detta cessione. Il 4 Ottobre 1847 restò conchiuso in Firenze l'analogo instrumento, ed il giorno appresso fu ratificato in Modena dal Duca Carlo Lodovico, e dal suo figlio Ferdinando Carlo principe ereditario (1). Le complicanze che indi ne derivarono, sono già note. A noi importa segnalare due cose; la prima, che il governo toscano aveva fatto un pessimo contratto finanziero; la seconda, che il Duca mandò a Firenze la sua proposta stando in corte di Modena, probabilmente col consenso segreto del gabinetto di Vienna, il quale cospirava per imbarazzare il governo toscano in modo da render necessario il suo intervento. Data comunicazione del trattato a tutte le corti segnatarie dell'*Atto finale* di Vienna, ed a' governi italiani in special modo, Pio IX fece rispondere: *Che si congratulava sinceramente per l' avvenuta estensione de' dominii granducali.* Re Carlo Alberto esprimeva il più verace interesse *nell' apprender come un sì grave ed arduo negozio fosse rimasto felicemente compiuto con tanta sollecitudine* (2). Gli altri gabinetti però si contennero nella consueta riserva diplomatica; anzi dalle loro risposte traspira un tal

« accelerare la riunione dello Stato medesimo alla Toscana, stabilita già « dall' Atto del Congresso di Vienna de' 9 Giugno 1815, a tal' effetto « hanno munito di loro pienipoteri ec. »

(1) Abbiamo rilevato dalla corrispondenza unita al *trattato* medesimo esistente nel Ministero degli Affari Esteri, che vi accedè pure Francesco V duca di Modena.

(2) Le papali e le regie espressioni sono ricavate dalla corrispondenza citata nella *nota* precedente.

La c
più spedi
Appennin
mossa d
talento c
stria in
Re di S
tezza c
ivi fos
visto
altro
cessi
ma,
ziav
tur
all
tar
di
a
z


sicurare la quiete anche della popolazione lucchese, Granduca nostro Signore si è creduto in obbligo di ccettare le condizioni che si erano poste all'immediata riunione del Ducato di Lucca alla Toscana. E sebbene le condizioni medesime siano in fatto onerosissime, tuttavolta non ha voluto S. A. I. tener conto di siffatti sacrifizj, avuto anche riguardo alla parte che si è assicurato aver presa S. A. R. l'Arciduca Massimiliano (d'Austria d'Este) nello stabilire quelle condizioni. A questa luminosa prova di generoso disinteresse ha poi voluto il Granduca aggiungerne altra non meno luminosa, di voler, cioè, espressamente stipulato nel trattato, che appena venuto Egli al possesso del Ducato di Lucca, effettuerà *gratuitamente* a prò di S. A. R. il Duca di Modena, e del Duca di Lucca come futuro Duca di Parma, quelle reversioni di territorj che furono indicate e stabilite dall'Atto del Congresso di Vienna de' 9 Giugno 1815, e in seguito modificate dal trattato segreto concluso con intervenzione di cotesta Corte il dì 28 Novembre 1844 in Firenze.

« Mentre siamo in attenzione della ratifica di S. « A. R. il Duca di Lucca, che il di lui Plenipotenziario « Consigliere Ward è subito andato a prendere a Mo« dena, io mi faccio un premuroso dovere di renderla « di tutto ciò informata, sig. Incaricato d'Affari, affinchè « ella possa darne immediatamente parte a S. A. il sig. « Principe di Metternich, sebbene trattisi di cosa che si « ritiene non possa giungergli nuova, e che abbia, nelle « urgenze del caso presente, da sembrare in massima « conveniente. Al più presto, e tosto che le ratifiche « venissero cambiate, io mi farò una premura di tra« smetterle copia del trattato, per più ampia cognizio-

« ne della prefata A. S. (1). » Ignorasi il giudizio portato dal Principe-Cancelliere sugli avvenimenti che provocarono la sopraddetta cessione, anticipata solo di 73 giorni, poichè come Dio volle, la donna che tanto indegnamente fu moglie di quel Grande che sta a cavaliere di due secoli, scomparve dal mondo lasciandovi solo un nome emulo delle due zie, Antonietta di Francia, Carolina di Napoli. Il duca Carlo Lodovico, assai beneviso all' Austria, entrò allora al possesso di Parma, diportandosi sempre, innanzi e dopo, da vero proconsole imperiale, conforme anderemo accennando in seguito.

§ VI.

L' assunzione del cardinal Giovanni Mastai al soglio pontificio, e le speranze generalmente concepite dai *liberali* per la sua elezione, quantunque non avesse alcun noto precedente meritevole di favore, diedero a credere a molti, che nella prima gioventù ei non fosse stato estraneo alle *sette carbonaresche* assai diffuse nelle Marche, ov' ebbe i natali (2). Più presto o più tardi il tempo non mancherà di svelare la verità; intanto è indubitato, che l' apparizione del nuovo Papa segna un' epoca distinta nello sviluppo della rinascente vita nazionale italica. L' *Amnistìa* da esso conceduta a migliaja di sudditi compromessi per cause politiche essenzialmente de-

(1) Questa *lettera* fu scritta il 6 d' Ottobre, ed il cav. Lenzoni ne accusò il ricevimento il dì 15 del suddetto mese, senza che costi dell' impressione prodotta sul Metternich, al quale doveva esser comunicata.

(2) Da certe recondite *Memorie* che ci sono passate sotto gli occhi apparirebbe, che il giovane contino Giovanni Mastai fosse ascritto alla *Loggia de' Carbonari* in Macerata nella primavera del 1815, cioè quando Giovacchino Murat invase armata mano le Marche.

rivanti dal malgoverno de' suoi predecessori, circondò di tal prestigio il nome di Pio IX, da destare apprensione in molti gabinetti, e soprattutti nell' austriaco e nel napolitano. Gl' interessi pecuniarj fra le corti di Toscana e di Vienna, e la delimitazione della frontiera del Granducato con gli Stati adiacenti, erano affari ormai compiuti; quindi Leopoldo II trovavasi in situazione meno riguardosa e più sciolta dirimpetto al ministero imperiale, chè l' imperator Ferdinando era nulla. Allora il Granduca risolse d' inviare un oratore proprio presso il Pontefice, giacchè l' ambasciatore austriaco a Roma troppo frequentemente trascurava gli affari nostrani in quella dominante (1). L' eletto a tale incarico fu il cav. Scipione Bargagli senese, con gradimento del Papa e di chi lo aveva inviato.

Ogni più lieve atto d' indipendenza de' governi italiani, dal 1814 in poi ha sempre prodotto de' risentimenti per parte del gabinetto di Vienna; laonde rimprocci e dispetti ebbe pertanto a soffrire il Granduca (2). Egli credeva poter tenere di qua e di là, vale a dire, di barcamenarsi fra il partito *austro-sanfedistico* e quello *liberale*, che si spingeva alacremente innanzi, sotto gli auspicj dell'Archimandrita romano predicato dal filosofo Gioberti.

(1) Il conte Adolfo di Lützow ambasciatore austriaco a Roma, nutriva dell' avversione personale alla trattazione degli affari toscani, per cui fu facile aver consenziente il gabinetto di Vienna all' istituzione di una Legazione granducale presso il Pontefice, avvenuta nel Settembre del 1846.

(2) Volendo dare il Governo toscano qualche attestato di riconoscenza al conte di Lützow, gli conferì una *Commenda Stefaniana* dell' annua rendita di lire 1,400, ma egli la rifiutò, onde venne a palesarsi il mal celato dispetto concepito dalla corte austriaca per l' istituzione della Legazione granducale in Roma. In appresso il Lützow accettò il *tosone* in brillanti dell' Ordine di S. Giuseppe.

Nessun libro ha avuto tanto successo in Italia quanto il *Primato* dell'illustre scrittore pedemontano. Concepito con elevatissimo pensiero nazionale, e formulato con una dialettica incantevole, trascinò dietro a sè quasi tutti quelli che avevano mente e cuore patriottico. Comparso un Papa che diede incominciamento a fare quanto il Gioberti aveva imaginato, l'idea della rigenerazione italica all'ombra del vessillo romano trionfò anche de' più schivi. Fu riserbato a pochissimi pensatori privilegiati, in mezzo a tanto frastuono, di discernere il vero dal falso. I *Giobertiani* dicevano; uniamoci a Pio IX riformatore, ed egli ci guiderà in porto: gli altri opponevano, cioè i pochissimi, da Roma papale non scaturì che guai e sventure per la nazionalità italiana; non doversi pertanto, nè potersi ragionevolmente attender giammai alcun sollievo da essa, che trova la sua esistenza nella continuazione delle calamità da lei procacciate alla penisola. I *Guelfi* esserle stati sicuramente non meno fatali de' *Ghibellini*.

Replicavano i primi: prendiamo il bene da qualunque parte egli venga, senza guardare in faccia al benefattore, e tiriamo innanzi. Colui che accetta il dono di una falsa moneta, soggiugnevano gli oppositori, tosto che è ravvisata tale, non solo trovasi nel caso di non poterla spendere, ma prova l'amarezza e gl'imbarazzi nascenti dalle mal concepite speranze. Gioberti che non aveva mai veduto Roma d'appresso, la credeva diversa dall'antica, e questo fu il suo grande errore istorico. Chi però si è dato cura d'esaminare da vicino la Curia romana, sa che le massime di Gregorio VII e d'Innocenzo III furono ridotte ed invariabili formule statutarie da Sisto V, colle sue famose *Costituzioni apostoliche*, le quali canonizzarono in sistema legale le tradizioni discen-

denti da quei tremendi gerarchi (1). Ora Pio IX, che non aveva il genio d' Alessandro III, nè la possa di Giulio II, doveva ben presto diventar mancipio de' suoi curiali, a somma jattura dell' Italia e di sè stesso. Quando più ferveva la guerra nazionale, ei tolse a' patriotti l' appoggio morale che avevagli sin allora accordato, e la guerra fu perduta. Comparve quindi chiaro ad ognuno, tranne pochi loschi per natura o per arte, che chi si muove da un falso principio, va sempre a cadere in precipizio. Vi s' intromessero per giunta i *Mazziniani*, ed il Papa *guelfo* stese la mano all' Imperatore *ghibellino*, pronubo alla triste consorteria Ferdinando di Napoli.

Abbiamo già avuto occasione di tener parola delle congratulazioni inviate da Pio IX a Leopoldo II per l' anticipata annessione di Lucca alla Toscana: fa ora d' uopo avvertire quali sentimenti egli esternasse udendo, che le *leggi Leopoldine in materia giurisdizionale* vigenti nel Granducato, dovevano esser estese anche a detta città e provincia. Il cav. Bargagli informò il conte Serristori, che il cardinal Ferretti Segretario di Stato, avevagli palesato; « Che la più valida resistenza sarebbe « opposta dall' Autorità pontificia a questo fatto; Che ten- « tare simil passo significherebbe decisa volontà di tron- « care ogni armonìa fra i due paesi; Che il Papa infine « era angustiatissimo per simili notizie, giungendo per- « fino a dire, *che incontrerebbe mille volte la morte*, *pri-*

(1) Io scrittore mi vanto di essere stato nel numero di quei *pochissimi* che rifuggirono dal credere al citato libro del Gioberti, ed a quanto si attendeva di bene da Pio IX per la causa italiana. Ebbi contro tutti i *credenti* in quel falso concetto; alcuni, cioè i più scioli, osarono anche di farmene carico; appena gli degnai di uno sguardo di sdegnosa compassione. Adesso che le idee antiromane prevalgono per forza d' antichi esempi e di nuove ragioni, mi trovo abbastanza soddisfatto.

« *ma che annuire o tollerare un tale avvenimento* (1). » La deduzione logica del senso contenuto nelle surriferite parole sarebbe, che le leggi giurisdizionali Leopoldine fossero assolutamente *sataniche*, subito che il Papa avrebbe voluto piuttosto incontrare mille volte la morte, anzi che annuire o tollerare che fossero maggiormente estese. Nonostante cotale atrabiliosa sfanfaronata curiale romana, eccitata dagli artificiosi rapporti di mons. Sacconi, allora incaricato d'affari a Firenze, adesso Nunzio a Parigi, la legislazione giurisdizionale Leopoldina, ha in sè stessa più virtù evangeliche delle prammatiche romanesche. Conciossiachè quella tenda a separare lo spirituale dal temporale, mentre queste fanno un fascio dell'uno e dell'altro, ad onta dell'espresso comandamento del Divino Maestro, che impose la separazione del regno celeste dal terreno.

Fatta questa non inutile digressione, riprendiamo tosto il filo del nostro racconto. Le idee liberali che da qualche tempo aveano incominciato a far breccia sullo spirito del Granduca, ed i conforti che gli venivano dagli esempj di Pio IX, non rimasero ignoti al gabinetto di Vienna, il quale oltre gli agenti diplomatici, Neumann, Scnhitzer de Meerau e Metzburg, residenti in Firenze, ci teneva pure dei *segreti spioni*. Francesco V Duca di Modena, ed il suo zio arciduca Ferdinando Austro-Estense, col pretesto d'ammirare le bellezze della Toscana, vennero alla corte granducale per suggerire a Leopoldo di star fermo nel precedente sistema di governo, e di chieder anzi l'intervento delle armi austriache, qualora non si fosse stimato forte abbastanza per

(1) Vedasi la *lettera riservata* del Bargagli al Serristori, inserita al n° CXXVII del *Sommario*.

far fronte alle voglie popolari, *subillate da pochi faziosi* (essi affermavano). Non ottennero altro che indugj e titubanze funeste. Partiti loro, comparve una legge che concedeva maggiori larghezze alla stampa libraria e periodica, che in verità non seppe far buon uso delle conseguite franchigie (1). Dissesi poscia che si sarebbero compilati de' migliori Codici di leggi civili e penali, ricomposte le istituzioni municipali, creato un' altra Consulta di Stato in luogo dell' antica (2). Le quali cose peraltro mandavansi ad effetto con singolare lentezza, di fronte ad un' impaziente aspettativa, che degenerava in minacciosa esacerbazione. Accordava il Papa la *Guardia civica* nei suoi Stati, ed il Governo toscano restava ancora del tempo fra il sì ed il no.

A cose nuove occorrevano uomini nuovi: Leopoldo non seppe opportunamente allontanarsi i ministri in carica. Dopo la morte di don Neri Corsini era rimasto col solo Cempini idoneo a seguitare il rapido svolgimento di straordinarj eventi, sempre che fosse attorniato da colleghi sinceramente imbevuti dalle idee del tempo (3). Alessandro Humbourg ministro delle relazioni straniere, era invecchiato nelle pratiche religiose, e nella devozione all' Austria. Quindi ogni passo che accennasse di volersi allontanare dalla di lei soggezione, lo poneva in angustie. Infatti, avendo il Granduca risoluto d' adottare pe' servi di corte, e per la soldatesca, la coccarda bianca e rossa, vetusti colori toscani, egli stimò di dover

(1) La legge sulla stampa fu emanata il 6 di Maggio del 1847.

(2) Tali concessioni furono portate a cognizione del pubblico per mezzo della *Gazzetta officiale*, ma poi essendo state o per arte, o per fiacchezza ritardate, non giovarono altrimenti allo scopo.

(3) Don Neri Corsini il *seniore* aveva cessato di vivere sin dal dì 25 Ottobre 1845.

fare umilissimi uffici e scuse a Vienna, come se tal cambiamento fosse stato un *casus belli* (1). Tornate infruttuose le pratiche de' Principi modenesi, il Gran-Cancelliere di Vienna, vedendo che Leopoldo II, sebbene adagio ed a tentone procedesse nel nuovo andazzo, pur persisteva a rimanere sopra un sentiero da esso disapprovato, s'appigliò al partito di scrivergli la seguente ammonizione:

« Che l'Italia stava sull'orlo di precipizj incom-
« mensurabili, massime perchè il *radicalismo* era pros-
« simo a signoreggiare il *liberalismo*. I vocaboli così fa-
« stosi d'unione e d'indipendenza non esser altra cosa
« che l'involucro appariscente del grande disegno dei
« vecchi settarj di porre la penisola in piena rivoluzio-
« ne. Volesse egli ben fermarsi nella mente, che l'odio
« manifestatosi contro l'Austria proveniva massime dal-
« la persuasione ch'era la sua potenza in Italia quella
« che rendeva vani i disegni dei rivoluzionarj a danno
« dei Principi, ed impediva a' radicali di prendere il di
« sopra. In qualsiasi andar di cose poi il Sovrano della
« Toscana rammentasse, che nè egli Arciduca austria-
« co, nè il Re di Napoli di sangue Borbonico, verreb-
« bero mai considerati come Principi italiani da coloro,
« che già proclamavano di voler cacciare dalla penisola
« quanti essi erano gli stranieri. Badasse impertanto a
« non mostrarsi fiacco nel condiscendere alle manifesta-
« tesi commozioni delle idee nei suoi Stati, che sem-

(1) Nella corte medesima vi era un partito interamente devoluto all'Austria, con alla testa la Granduchessa vedova di Ferdinando III, che ha sempre esercitato grande ascendente sull'animo variabile di Leopoldo II. L'Arciduchessa Maria Luisa vi compartecipava per dilezione all'assolutismo, ed in ciò collimava pure la Granduchessa Maria Antonia sorella di Ferdinando II tiranno di Napoli.

« pre l'intervento austriaco basterebbe a comprimere, « ove si facessero apertamente ribelli, *ma ove fossero da « lui spontaneamente acconsentite, gli costerebbero il peso « e la necessità d'avere i suoi dominii occupati da guar- « nigioni tedesche* (1). » Con tal minaccia dunque il Metternich veniva a confermare quanto aveva esternato al Corsini sin dal 1815, cioè che la corte di Vienna considerava la Toscana come uno *Stato austriaco*. Il senno de' popoli avvalorato dall' assistenza del cielo, voglia disperdere il falso, ingiurioso e nefando detto, ed in caso diverso, almen si cada da forti.

Questa ed altre simili ammonizioni venute da Vienna al Granduca, nulla conclusero, se non che d' aumentare le irresoluzioni proprie del suo carattere. Ma non pertanto che arrivati a' 4 di Settembre ei s' astenesse dal concedere la *Guardia Civica*, sull' unanime parere della Consulta di Stato, e del Consiglio de' Ministri proclamata *istituzione permanente dello Stato* (2). Generale e profondamente sentita si fu l' allegrezza suscitata da simile provvisione, giacchè ognuno riconosceva, tranne gli *austro-sanfedisti*, l' urgente bisogno d' armarsi per esser parati agli eventi di straniere invasioni. Tosto accaddero parziali cambiamenti ministeriali: al Pauer successe l' egregio marchese Cosimo Ridolfi nel dicastero dell' Interno: all'Hombourg il conte Luigi Ser-

(1) Il riferito brano di lettera del Metternich a Leopoldo II, l' abbiamo ricavato dalla *Storia della Politica Austriaca* del chiaris. Nicomede Bianchi, che dee averla veduta negli Archivj di Torino, poichè il Gran Cancelliere, per mezzo del conte Solaro della Margarita, la faceva pur mettere sotto gli occhi di re Carlo Alberto, che ne rimase altamente indignato. Essa fu scritta nel Luglio del 1847.

(2) Che la *Guardia Civica* fosse dichiarata *Istituzione dello Stato* si legge nel relativo *Decreto sovrano*.

ristori nel portafoglio delle relazioni straniere. A questo era già stato designato Neri Corsini marchese di Lajatico, nipote dell'omonimo tante volte rammentato nelle precedenti pagine delle attuali *Memorie*, il quale allora rivestiva la carica di Governatore di Livorno. Non dobbiamo adesso tralasciare di ricordare un fatto che torna a sommo onore di un personaggio sì benemerito per gl'importanti servigj resi alla patria in varie scabrose contingenze, e che ora è costretta deplorarne la grave ed immatura perdita avvenuta lontano dalla terra natale, quando appunto stava perorandone la causa presso chi può tanto influire sulle sue sorti (1).

La narrazione del fatto giova apprenderla dall'istesse sue frasi: « Il mio primo *Rapporto* sullo stato del-
« l'opinione pubblica porta la data del 17 Luglio 1847.
« Fino dal primo momento in cui io sentiva parlare della
« legge sulla stampa, sulla quale però come semplice
« Governatore di una città di provincia io non avea ve-
« ste d'interloquire officialmente, io soleva dire, che se
« il Governo ne aveva prevedute tutte le conseguenze

(1) Il marchese di Lajatico è morto a Londra il dì primo Dicembre 1859, mentre egli con sommo zelo e fruttuosa intelligenza disimpegnava l'ufficio d'oratore presso i gabinetti di Francia e d'Inghilterra, onde vengano apprezzate le ragioni che indussero l'Assemblea nazionale toscana a statuire le *deliberazioni* del 20 Agosto di detto anno, rispetto a' destini dello Stato. La patria dolente e riconoscente ad un tempo onorava la salma dell'illustre cittadino con pompa e solennità di principe, e gli decretava a pubbliche spese marmoreo monumento nel tempio di S. Croce. All'abile scultore Fantacchiotti ne affidava l'incarico, ed ei così ne imaginava il disegno: — L'*Italia* con le catene spezzate a' piedi indossa le armi trascurate da secoli, e sembra che dir voglia a' risguardanti; io risorgo per virtù di queste, che altra volta mi fecer grande. Dall'altro lato dell'effigie di Corsini sta la *Storia* atteggiata a registrare, come nell'anno 1859 gl'Italiani imprendessero una tenzone diretta a restituire la veneranda madre nella primiera indipendenza e libertà.

« ed era determinato d'accettarle, io me ne congratu-
« lava con esso, non meno che col mio paese, ma che
« diversamente io vedeva in quella legge un elemento
« di gravi disordini. Non mi sorpresero adunque, nè
« le violenze del linguaggio in che subito proruppero i
« Giornalisti, nè la nullità della Censura preventiva, nè
« le grida popolari. Chiamato dal mio dovere a regge-
« re in tempi così difficili il Governo di una città, la
« di cui popolazione è senza fallo una delle più ener-
« giche della Toscana, se non pure la più energica di
« tutte, senza altra istruzione per parte del Governo
« superiore, da quella in fuori di usar *prudenza*, io
« ponevo ogni mio studio nel calmare quanto era pos-
« sibile l'effervescenza del popolo, e dal popolo io ot-
« teneva forse più di quello che io poteva sperare, poi-
« chè sempre, anche nei momenti della sua più grande
« esaltazione, la mia presenza, la mia voce, i miei pro-
« clami, sono stati da esso accolti con favore, ed hanno
« ottenuto una calma momentanea.

« Io però aveva sempre volto lo sguardo verso il
« Governo centrale con quella inquietudine che prova
« chiunque aspetti un soccorso che deve giungere da
« lungi, e che tarda ad arrivare; ed io aspettava in-
« fatti da esso che si ponesse finalmente in armonia la
« nostra macchina governativa col nuovo elemento che
« vi si era introdotto, prendendolo ad imprestito da altro
« meccanismo affatto diverso, cioè la stampa libera di
« diritto, licenziosa in fatto. Nel mese di Giugno un
« sovrano Motuproprio annunziò che andavasi a por
« mano alla riforma dei Codici civile e penale, ed a
« quella del sistema municipale, ed accennò di volo
« una non lontana ampliazione della patria istituzione
« della Consulta. Piacquero in generale queste disposi-

« zioni, ed a me sopra ad ogni altro, poichè sperai di ve-
« dere presto trapiantata in Toscana l'istituzione della
« Consulta di Stato, che già dal Santo Padre era stata
« donata ai suoi Stati. Io stava dunque aspettando con
« ansietà lo sviluppo di questa speranza data dal Prin-
« cipe, ma poichè trascorreva la prima metà del mese
« di Luglio senza che si sentisse più profferir. parola
« della riforma della Consulta, e d'altronde, a misura
« che i giorni trascorrevano, l'agitazione pubblica, non
« disgiunta da un certo tal qual senso di diffidenza,
« andavasi aumentando, la forza e l'autorità del Go-
« verno declinavano, io giudicai che fosse per me ve-
« nuto il tempo d'avvertire il Principe de' pericoli che lo
« minacciavano, e d'indicargli insieme riverentemente i
« mezzi che a me sembravano efficaci a scongiurarli.
« Io scrissi allora su questo gravissimo subietto il mio
« primo *rapporto* (1); il quale, come io accennava, porta
« la data del 17 Luglio. In esso, armandomi di quel
« coraggio civile che la circostanza esigeva, e che io
« spero di potermi vantare di avere avuto, io rap-
« presentava che in Toscana pendeva tuttora innan-
« zi al tribunale dell'opinione pubblica irresoluto un
« gran problema, cioè: — *Se il Governo fosse, o*
« *no entrato in buona fede nella via del progresso e*
« *delle saggie riforme:* — Che questo problema era
« da risolversi prontamente, ed in modo soddisfa-
« cente ad un tempo per il pubblico, favorevole ed ono-
« revole per il Governo: Che la legge sulla stampa,
« comunque fosse un atto per le sue conseguenze gra-
« vissimo, non valeva per sè stesso a dilucidare que-

(1) In più Archivj abbiamo fatte delle ricerche di questo *rapporto*, ma invano.

« sto punto importante, poichè in cotesta legge ognuno « ravvisava non un atto spontaneo del Governo, ma « bensì una concessione estortagli dall' esigenze della « opinione pubblica, divenute giganti dopo l' esempio di « quello che erasi accordato nel limitrofo Stato Pontifi- « cio, non meno che dal desiderio di porre un termi- « ne agl' imbarazzi ed ai pericoli della sempre più « attiva stampa clandestina. Che a me il modo più feli- « ce di risolvere il grave problema sembrava esser quel- « lo di dar vita ed attività alla già fatta sperare Con- « sulta di Stato; ma che onde l' effetto di questa misura « fosse quello che io sperava, conveniva procedere « con celerità nella creazione della nuova istituzione, « e darle ad un tempo quelle forme che potessero « renderla atta a ben corrispondere al suo scopo poli- « tico, non meno che alla pubblica espettativa.

« Quanto alla celerità io rammentava, che la pa- « zienza non era la caratteristica de' partiti, e che se « un soverchio ritardo avesse dato a' Giornali occasione « di ricordare al Governo la data promessa, e l' obbligo « di compierla, la concessione avrebbe perduto quel « carattere di spontaneità che era indispensabile che « avesse, onde rassicurare l' opinione pubblica sulla « lealtà delle intenzioni del Governo. Quanto alla forma « da darsi alla nuova istituzione io avvertiva, che se « per avventura fosse stata composta in totalità o in « massima parte d' impiegati, essa sarebbe stata riguar- « data come istituzione meramente illusoria, poichè niu- « no avrebbe avuto fiducia nella indipendenza del voto « degli uomini pagati dal Governo, quindi concludeva, « che onde l' istituzione sortisse il suo pieno effetto, « conveniva che oltre gl' impiegati, che io non ne esclu- « deva, vi fosse introdotto un numero, se non su-

« periore a quello, almeno però uguale, di uomini « indipendenti presi dalle diverse parti del Granducato, « e dalle diverse classi della società, affinchè ogni pro- « vincia, ogni classe (intendo parlare delle classi, o « aventi possessi, o esercenti professioni liberali, o in- « dustrie importanti, non de' proletarj) vi avesse chi « rappresentasse i suoi interessi, con indipendenza di « sentimenti, e con cognizione di causa. Io aggiungeva « inoltre, che la stampa libera ed autorizzata a prof- « ferir giudizj sugli atti governativi, era di grave im- « barazzo in un Governo assoluto, nel quale le dispo- « sizioni da prendersi vengono discusse nel segreto del- « la corrispondenza officiale, e non si conoscono dal « pubblico, che allorquando per la sanzione sovrana « sono divenute regolamento, o legge dello Stato (1). »

Queste ed altre considerazioni di non minore gravità e saggezza politica esponeva francamente il Marchese di Lajatico al Principe circa la metà del mese di Luglio, cioè quando rimaneva ancor tempo di adottare partiti energici e risoluti nella nuova via, che si era sol fatto le viste di voler intraprendere. Nessuna breccia fecero nell' animo irresoluto e caparbio di Leopoldo, che probabilmente covava il pensiero di passarsela ben con tutti, cioè con l' Austria, col partito assolutista, e co' liberali, accordandogli di quando a quando qualche cosuccia, e tal' altra acquietandoli con dei proclami. In ciò egli faceva consistere la *prudenza* che sovente soleva inculcare alle persone che avvicinava, o ne dipendevano, ma in realtà era una vera *stoltezza*. Avvegna-

(1) È questo un brano della *lettera* scritta dal Corsini marchese di Lajatico al conte Piero Ferretti il di 21 Ottobre 1847, ond' esplicare i precisi motivi della sua dimissione, la quale è per intero inserita al n° XXI dell' *Appendice* al tomo V della *Storia Civile*.

chè quando le passioni popolari sono arrivate ad un certo punto d'effervescenza, come appunto si verificava nel caso in discorso, due soli espedienti restavano per scongiurarle, vale a dire, o l'uso di forze prevalenti, o correr loro innanzi per dominarle allorquando incominciano a calmarsi. Le forze materiali peraltro mancavano, e l'autorità morale giornalmente diminuiva, nè lo spirito era da tanto per avventurarsi a correr l'arringo che avrebbe potuto portare ad un approdo di gloriosa salvezza. Quindi anche la formazione dell'effimera Consulta venne differita al 24 d'Agosto, e la istituzione della *Guardia Civica* al 4 di Settembre. Tutta Toscana festeggiò la sua apparizione, senza che però cessassero le agitazioni, attesa la tardività e la svogliatezza che il Governo dava a divedere in ogni suo passo.

In Livorno particolarmente il fuorsennato tumultuare della plebe si rese diuturno. Se qualcuno prendeva sul serio ad interrogare gli assembrati, perchè facessero quelle lustre, non sapevano darne precisa contezza; rispondevano anzi in modi diversi e contradittorii. Ma sotto la scorza di un'inquieta ed impetuosa melensaggine, si nascondevano iniquissime trame e perfidi disegni. Il partito radicale rammentato dal Metternich per spaventare il Granduca, apparecchiava nelle tenebre rei conati. Stavano nelle sue file non pochi che spendevano e spandevano l'oro dal Principe-Cancelliere accortamente distribuito per disviare e far naufragare il concetto de' *Liberali*. *Sanfedisti* ed *Austriacanti* gioivano in cuore di uno stato di cose cotanto intrigato. Tra loro dicevano: il Granduca con le sue lentezze scontenta i *liberali*, s'allontaneranno da lui, e tornerà pentito a noi. Se vorrà persistere nell'andare con essi, i *radicali* infiammati ed ajutati segretamente da noi, faranno pre-

cipitare il corso degli avvenimenti in modo che avrà di mestieri chieder aita alla corte austriaca. In tal caso il trionfo dell'assolutismo è più certo e duraturo. Laonde, i malvagi a ciò cospiravano con indefesse cure; e gli amici livornesi del Mazzini vi contribuivano a tutto potere, scienti o non scienti che ne fossero.

Il Marchese di Lajatico, che quantunque nominato ministro delle relazioni straniere, era tuttavia tenuto a reggere il Governo di Livorno, stimò esser suo debito indirizzarsi nuovamente al Principe per avvertirlo degli accresciuti pericoli. Importa valersi delle sue medesime frasi: « Io gli diceva dunque, che la Consulta di Stato « non aveva prodotto l'effetto sperato nel 17 Luglio, « per difetto della sua organizzazione, e che oggimai « le opinioni avevano talmente progredito, che una Ma- « gistratura meramente consultiva, non era più suffi- « ciente, a mio avviso, a soddisfare il voto pubblico: « Che la concessione della Guardia Civica non aveva « fatto verun merito al Governo, perchè concessione « estorta dall'esigenze de' Giornali e dai tumulti popo- « lari, e quindi concludeva, che secondo il mio convin- « cimento, l'unico mezzo che ormai rimanesse di ri- « costituire solidamente il Governo, fosse quello di pas- « sare dalla Monarchia pura alla Monarchia temperata, « se pure ostacoli insormontabili non vi si opponeva- « no, su di che tanto più insistevo, in quanto che mi « sembrava di poter temere che ove il Principe non « concedesse spontaneo alla Toscana una *Costituzione* « saggia, e nella quale fossero giustamente equilibrati « i diversi poteri dello Stato, egli si sarebbe forse espo- « sto a vedersene imporre una, nella quale il principio « democratico avrebbe avuto tutto quel maggiore svi- « luppo del quale può esser suscettibile in un Governo

« rappresentativo (1). » Neppur queste ulteriori considerazioni, esposte con tanta buona grazia e sagacità dal Governatore di Livorno, ottennero il suffragio del Principe, che entrò sempre più in diffidenza de' *Liberali*, i quali scorgevano in simigliante contegno la prova di quanto andavano ad arte spargendo i *Mazziniani*, e gli *Austro-Sanfedisti*, intorno alle segrete relazioni della corte di Toscana con il gabinetto di Vienna e col feld-maresciallo Radetzky.

Il prefato Marchese di Lajatico continua a dire; « Queste cose io accennava in un mio *rapporto*, non « senza aggiungere, che ove le mie idee fossero ac- « colte, conveniva che il Principe riflettesse, che il Mi- « nistero di quel tempo non poteva sperare di essere « appoggiato dalla maggiorità in un' Assemblea delibe- « rante, e che quindi era cosa degna della sua sapien- « za e giustizia l'accordare un onorato riposo ai Mem- « bri pur sempre rispettabili che lo componevano, e « procedere a formarne un nuovo; ma che nel caso op- « posto io doveva dichiarare, che la mia coscienza mi « vietava di prender parte ad un' amministrazione che « avesse professati principj opposti a' miei. ». I vecchi ministri, tenacemente attaccati a' loro portafogli, profittarono di tai sensi per colorirli agli occhi del Granduca con tinte fosche ed assurde; il che bastò per far incontanente accettare la dimissione del Corsini da qualsiasi ufficio pubblico. Opinava allora Leopoldo, che col dare la *Costituzione* sarebbe rimasto compromesso il paese, ed esposto all'intervento austriaco, di cui il Metternich per spaventarlo lo aveva minacciato, dietro interpellanza del

(1) Vedasi la lettera citata nella *nota* precedente.

cav. Lenzoni (1). Ma poichè lo Stato era realmente indipendente ed autonomo, un energico appello all'Europa sarebbe bastato a frenare la baldanza viennese. Se il Principe avesse dunque allontanati subito da sè i consiglieri che lo avevano servito come monarca assoluto; se avesse promulgata una vera e soddisfacente *Costituzione;* se insomma avesse fatto conoscere d'aver sposato lealmente e francamente la causa nazionale, ei poteva andare avanti a tutti i sovrani d'Italia. Carlo Alberto non aveva ancora mosso alcun passo; sarebbe stata follìa il credere che Ferdinando di Napoli fossesi piegato così alla buona; in quanto a Pio IX era facile passargl'innanzi, perchè come Pontefice e Re trovavasi collocato, più a cagione d'onore che d'autorità, nel centro culminante di una vasta e spessa rete, intessuta di *tradizioni* e di *costituzioni indeclinabili*, di quella cioè che si chiama Curia romana.

Frattanto sopravvennero altri emergenti a complicare viepiù la difficile situazione del Governo granducale. Appena che gli abitanti di Fivizzano seppero di dover passare sotto il giogo del Duca di Modena, e quelli di Pontremoli e Bagnone in dominio del futuro Duca di Parma, elevarono clamorose lamentazioni, che trovarono fragorosissimo eco in tutta Toscana. Il giornalismo colse a volo l'opportunità per infiammare le popolazioni già abbastanza inquiete a cagione delle sopraenunciate incertezze. Alle vivaci preghiere successero i tumulti, ond'impegnare il Principe a ritenere quei paesi; ciocchè egli non poteva ragionevolmente fare, senza il consenso delle parti interessate nell'esecuzione de' trattati

(1) Tanto afferma il conte Solaro della Margarita nel suo *Memorandum* storico-politico, a pag. 419.

stipulati nel 1815, e confermati nel 1844 e 47. Carlo Lodovico di Borbone parve non esser alieno da un accomodamento sospensivo, ma Francesco V di Modena non dava posa un istante per ottenere il possesso di Fivizzano, punto militare importante per discendere in Lunigiana. Pregato d'entrare in trattative anche per una semplice dilazione, negò recisamente, dietro i consigli del gabinetto austriaco, che cercava il modo di cimentare il Granduca dentro e fuori, all'oggetto d'aver appigli d'intervenire colle proprie soldatesche nelle vertenze fra principi del medesimo lignaggio.

Era noto anche in corte di Firenze, che il Duca viveva nella più perfetta dipendenza dal gabinetto di Vienna; laonde Leopoldo risolse di scrivere all'Arciduca Ranieri vice-re di Milano in questi termini: « Ottimo zio. Per verità è molto tempo che non le ho scritto. Ora però le scrivo per un affare importante. Non è certamente necessario che io le descriva lo stato d'agitazione in Italia, come neanco importa che io le racconti tutto quello che avvenne in Lucca, ove io sperava di ristabilire la quiete, mediante l'esecuzione anticipata del Trattato che fu concluso in Firenze nell'anno 1844, con la cooperazione di S. M. l'Imperatore e sotto la direzione del plenipotenziario austriaco generale Vacani. — Ora però insorgono da altra parte nuovi pericoli. Le popolazioni della Lunigiana dimostrano un'avversione così determinata e manifesta di passare sotto al dominio Modenese e di assoggettarvisi, che esse minacciano d'emigrare, abbandonando il loro paese. Da alcuni persino si vuol resistere con la forza. Così si verrebbe sul punto di veder fatti, i quali senza dubbio condurrebbero a un totale commovimento, a impedire il quale deve, come credo, esser ne-

« cessariamente interessato il Governo austriaco. — Una « Deputazione di Pontremolesi si è rivolta al Duca di « Lucca, perchè ceda quel paese piuttosto alla Tosca- « na che a Modena, non potendo essere a lui conve- « niente d'amministrarlo per conto proprio. Un eguale « tentativo vogliono fare i Fivizzanesi presso il Duca « di Modena, acciocchè egli non prenda possesso del « loro paese, che al tempo stabilito dal Congresso di « Vienna. — A tutto ciò io per mia parte sarei pronto « di sottostare, naturalmente dietro convenevoli condi- « zioni pecuniarie, e non già per desiderio d'ingrandi- « mento, ma unicamente per arrestare con un nuovo « tentativo, uno scoppio atto a produrre effetti incal- « colabili. — Tutto questo io volli far noto a lei, mio « ottimo zio, anco pel caso, che nella sua esperimen- « tata prudenza trovasse conveniente di farne uso pres- « so il Duca di Modena, onde egli comprenda la sua « condizione, che è quella di dover agire con circo- « spezione e prudenza. Mio ottimo zio, badi poi allo « spirito agitato dell'Italia, alla parola di viva Pio IX, « affinchè non sorga una guerra di religione e di opi- « nioni, la quale devasti l'Italia, e prepari inciampi « di ogni genere nell'avvenire. — Mi conservi la sua « pregevole amicizia; mi riverisca anche la sua con- « sorte, e mi creda — Suo devotissimo amico e nipo- « te — Leopoldo (1). » Qual risposta desse il Vice-Re non sappiamo; ma il Granduca nulla ottenne certamente dal Duca di Modena in quanto alla desiderata sospensione del possesso di Fivizzano.

Anzi a' 5 di Novembre una banda di soldati esten-

(1) Vedasi Bianchi Nic., a pag. 247 *Storia* citata. La riportata *lettera granducale* fu scritta da Lucca il di 17 Ottobre 1847.

si, non senza frodi ed inganni entrò in detta terra, e ne prese possesso da sè, come suol farsi de' paesi conquistati per forza d'armi (1). Il governo toscano protestò solennemente di un' atto cotanto inconveniente e biasimevole; fece accostare alcune sue milizie a' confini della Garfagnana; molto s' adoprò per tener quieti i proprii sudditi vogliosi d' acciuffarsi con gli sgherri ducali. Tosto vennero i Fivizzanesi alle mani con gli Estensi, non senza spargimento di sangue, insultando perfino i funzionarii granducali. Francesco V divenuto baldanzoso del vantaggio rimasto a' suoi, scrisse allora al Potestà di Massa la famosa millanteria, ch' oltrepò eravi una riserva di 300,000 uomini pronti a dargli aita, ove se ne manifestasse il bisogno. Dal gabinetto di Firenze fu ricercata l' interposizione di Pio IX e di Carlo Alberto, ond' escogitare un compenso adequato ad impedire che la faccenda degenerasse in una turbazione italiana. Di buona voglia accettò il Papa la richiesta espostagli dal Bargagli; ed ugualmente il Re di Sardegna aderiva al desiderio del Granduca significatogli dal baron Bettino Ricasoli espressamente inviato a Genova, ove il Re dimorava in quel tempo. Non un' assoluta mediazione i due prenominati sovrani offrirono al Duca di Modena, ma sivvero un' interposizione di buoni ed amichevoli ufficj, che non tardaron molto a produrre l' anelato effetto (2).

Pio IX mandò a Francesco V un autografo del seguente tenore: « Nel seguire la missione affidataci da

(1) Chi bramasse maggiori dettagli può vedere il tomo V della *Storia Civile*, alla pag. 208 e seguenti.

(2) Crediamo prezzo dell' Opera di riportare due *lettere* del baron B. Ricasoli al n° CXXVIII del *Sommario* sul proposito della vertenza di Fivizzano, perchè piene d' interesse politico.

« Dio medesimo, non intendiamo d'entrare nel merito « delle questioni odierne fra i due Stati, parliamo sol- « tanto delle maniere più proprie a definirle. L'unione « fra sovrani e popoli è cosa sacra, ma conviene pro- « muoverla e conservarla con un sistema di persuasio- « ne e d'amore. — Noi medesimi, che non possiamo « non ravvisare nei recenti trattati un atto contrario ai « diritti incontrastabilmente annessi al temporale prin- « cipato della Santa Sede, nel mentre rinnoviamo solen- « nemente le antiche proteste, torniamo ad esprimere « anche una volta l'ardente desiderio che formiamo in « cuor Nostro per il sollecito e pieno ritorno della pub- « blica tranquillità nei religiosi ed illustri popoli di Mo- « dena e di Toscana (1). » A quali trattati intendesse alludere il Papa e protestar contro, noi non sappiamo indovinare; comprendiamo dall'altro canto, *che l'unione fra sovrani e popoli è cosa sacra, e che il promuoverla e conservarla con un sistema di persuasione e d'amore*, è dovere impreteribile d'ogni monarca. Ora il mondo intero, e più specialmente gli abitatori delle provincie pontificie, hanno dunque tutto il diritto di chiedere a chi tali aurei sensi voleva insinuare agli altri, come da quindi in poi abbia operato rispetto a' proprii sudditi. Se vi fu mai tempo in cui il governo romano abbia agito contrariamente, è stato senza dubbio quello scorso dal 1848 a questa parte.

Durante la trattativa mandò il Granduca una seconda lettera al Vice-Re di Milano così concepita: « Ot- « timo zio. Da Lucca gli scrissi intorno agli avvenimenti « della Lunigiana in conseguenza del preso possesso di « Lucca, e dell'esecuzione del Trattato del 28 Novem-

(1) Bianchi Nic., *Storia* citata.

« bre 1844 col Duca di Modena. Ella sa come io as-
« sunsi la sovranità di Lucca prima dell'epoca stabili-
« ta, mediante una pensione annua di scudi novemila
« al Duca di Lucca per ricondurre la tranquillità in quel
« paese; e come il Duca di Modena volle intrometter-
« visi, essendochè in quei giorni Carlo Lodovico di
« Borbone era a Modena. Poi ella seppe, mio ottimo
« Zio, quante e non lievi difficoltà insorsero per rimet-
« tergli Fivizzano, parte per lo spirito dei tempi in cui
« viviamo, parte pel modo con cui il Duca amministra
« i suoi paesi. — Io cercai d'intavolare delle trattative
« con lui, e gli posi innanzi tutte le difficoltà ma egli
« rispose col dire soltanto di voler prender possesso.
« Infatti egli poi ha preso tal possesso con malizia, sen-
« za neanco attendere le necessarie condizioni della con-
« segna. Ella rileverà i veri dettagli dei fatti dalla Gaz-
« zetta di Firenze (1). Ora egli è colle sue Truppe Mo-
« denesi in Fivizzano, dove s'imprigiona per sospetto
« un mio Carabiniere, che neppur ebbi tempo di far
« richiamare, e si usano le armi da fuoco contro il po-
« polo inerme e non tumultuante. Ciò ella pure leggerà
« negli annessi fogli, oltrechè io stesso guarentisco della
« veracità dei fatti. — Ella può facilmente immaginarsi
« quale dispetto abbia destato fra noi un tal contegno.
« Io mi sono formalmente dichiarato contrario a siffat-
« to procedere; ma mi è costato jeri non poca fatica a
« tranquillare l'agitazione di Firenze, e a distogliere la
« gioventù riscaldata dalla voglia di correre in ajuto
« de' Fivizzanesi. — Di presente, mio ottimo Zio, ella

(1) La *Gazzetta di Firenze* del di 9 Novembre, ed il *Messaggere Modenese* del di 11 detto, intrapresero una polemica abbastanza acre e dispettosa su tale argomento.

« conosce lo stato delle cose, onde non mi resta che « d'assicurarla della mia devota ed intima amicizia, e di « pregarla a riverirmi cordialmente la di lei consorte. « La prego di credermi suo devotissimo nipote — LEO- « POLDO (1). » Quando un regnante e consanguineo discorre in cotal guisa di altro regnante a persona più anziana della medesima famiglia, certo è che le lagnanze dovevano essere ben fondate, com'erano appunto in questo caso.

Sin dal dì 3 Novembre erano state stipulate in Torino le *basi preliminari* di una *lega doganale* fra le corti di Sardegna, di Roma e di Toscana, e già i tre plenipotenziarii erano passati a Modena per esortare il Duca a voler esser quarto in un accordo di reciproca utilità e convenienza (2). Pio IX incaricò mons. Corboli-Bussi, e Carlo Alberto il march. Ricci, che mentre stavano negoziando per la *lega*, avessero pur procacciato d'indurre Francesco V a dare una soddisfacente riparazione alla Toscana, e ad esso sarebbe rimasto Fivizzano, a condizione d'obliare la condotta sul principio tenuta verso di lui dagli abitanti. Fu scritto analogamente da Firenze al cav. Giulio Martini, che per il medesimo oggetto trovavasi in Modena. Là pure stanziava il barone Neumann, che sebbene accreditato ministro d'Austria presso la corte granducale, ora preferiva di starsi a quella estense. Con esso ebbe il cav. Martini assai che fare, e da esso potè scoprire, che il Metternich, il Radetzky e l'Arciduca Massimiliano, erano quelli che consigliavano il Duca a star duro, ed impegnarsi in scanda-

(1) Bianchi Nic., *Storia* citata.

(2) I *preliminari* di questa *lega* che poi non ebb'alcun effetto, possono vedersi al n° XLII dell'*Appendice* al tomo V della *Storia Civile*.

li (1). Corboli-Bussi, Ricci e Martini, pervennero finalmente a comporre la vertenza di Fivizzano in maniera soddisfacente; ma in quanto alla *Lega doganale* poco o nulla conclusero, perchè l'Austria aveva le sue mire particolari per una *lega* di tal genere fra l'Impero e i Ducati (2).

Questi negoziati facevano perdere un tempo prezioso al governo toscano, dirimpetto all'ognor crescente esaltazione popolare; sicchè allo spuntare del 1848, non si era ancor arrivati a concretare la riforma del sistema municipale già promessa da sette mesi. Livorno in special modo destava serie apprensioni, e nei giorni 6 e 7 di Gennajo, appena conosciuti i primi casi di Milano, s'abbandonò a violente convulsioni, con fina destrezza fomentate da tal cospiratore, che o bisognava piaggiarlo o spengerlo sull'istante (3). I procedimenti legali in quei frangenti non giovano a nulla; irritano gli uomini che ne sono colpiti, e non gli attutano; mentre la loro irritazione più che mai gli stimola nell'ambizione, anche per spirito di vendetta. Dopo di che, circa alla fine del mese, comparve un *proclama* del Principe che prometteva di dotare il paese di quelle istituzioni di cui era divenuto maturo. All'onorando march. Gino Capponi, al magistrato Niccolò Lami, al professor Pietro Capei, al cav. Leonida Landucci ed all'avv. Leopoldo Galeotti, venne contemporaneamente affidato il nobilissimo incarico di compilare uno *Statuto Fondamentale pel Gran-*

(1) Vedansi le *relazioni* spedite dal Martini al Serristori ed al Granduca al n° CXXIX dell'annesso Sommario.

(2) Questa *lega* venne poi realmente conclusa per un quinquennio tra l'Austria, Modena e Parma nel 1850, ma spirato quel periodo fu disdetta dal governo parmense.

(3) È questa una massima che gli uomini di Stato dovrebbero aver sempre fissa nei gravi emergenti, quale appunto si fu quello livornese per noi descritto alla pag. 286 e seguenti del tomo V della *Storia Civile*.

ducato, che è quanto dire, di reintegrare la Toscana nelle *franchigie costituzionali* patteggiate dai popoli al cadere delle repubbliche, e per colpa de' principi abrogate.

I prefati *quinqueviri* conscii dell'urgenza, in pochi giorni, dietro le istruzioni ricevute dal Principe, compilarono il disegno per uno *Statuto* meramente consultivo. Quando essi rassegnarono il lavoro al Ministero, innanzi agli altri si levò il cav. Giovanni Baldasseroni direttore delle Finanze, dicendo, *è tardi*; *ora fa d'uopo allargarsi ad istituzioni rappresentative, con facoltà legislative e voto deliberativo.* È vero che là dove eran ridotte le cose non si poteva dire, nè fare altrimenti, non solo perchè le condizioni interne lo esigevano, ma più ancora perchè il Re delle Due Sicilie, e quello di Sardegna, i due più potenti sovrani della penisola, avevano pronunciate *costituzioni* di tal conio pei respettivi Stati. E vero altresì, che il Baldasseroni sedeva nel consiglio del Principe ancor quando nel Settembre del 1847, il Marchese di Lajatico propose la subitanea concessione di una *Costituzione* ben equilibrata in ogni sua parte. Avrebbe allora dovuto perorare per l'accettazione del salutare avviso, che molti mali sarebbero stati risparmiati alla Toscana, ed all'Italia intera. Qual'altra parte ei si riserbasse di fare sulla scena politica, lo vedremo in appresso. I detti *quinqueviri* presto foggiarono il loro lavoro nei termini testè indicati; e nel giorno 15 di Febbrajo ricevette la sovrana sanzione, col formale concorso de'ministri Cempini, Ridolfi, Bartalini, Serristori e Baldasseroni.

« Dal giorno in cui piacque alla Divina Provvidenza « che Noi fossimo chiamati a governare uno Stato di- « stinto per tanta civiltà ed illustrato da tante glorie « (*diceva Leopoldo nel proemio*), la concordia non mai

« smentita, e la fiducia che in Noi posero i Nostri « amatissimi popoli, formarono sempre la gioja del No- « stro cuore e la felicità della comune Patria. — Intesi « Noi a promuovere ogni prosperità dello Stato per via « di quelle riforme economiche e civili alle quali atten- « demmo con zelo indefesso per tutto il corso del Go- « verno Nostro, il Cielo benedisse le Nostre cure in tal « modo che ne fosse dato di giungere a questo per Noi « faustissimo giorno, senza che alcuna perturbazione « togliendo la possibilità di operare il bene pubblico, « rendesse necessario il ricorrere alla istituzione di nuo- « ve forme politiche. — Alle quali ora muove l'Animo « Nostro il desiderio di adempiere con ferma, costante « e deliberata volontà quel proposito che fu da Noi an- « nunziato precedentemente ai Nostri sudditi amatissi- « mi, e di procurare ad essi, ora che il tempo ne è « giunto, quella maggiore ampiezza di vita politica e « civile, alla quale è chiamata l'Italia, in questa so- « lenne inaugurazione del Nazionale risorgimento. — « Nè tale pensiero sorge nuovo nel petto Nostro, sic- « come non fu ignoto a quello del Padre Nostro e del- « l'Avo (1), dei quali il Governo ebbe gloria dal pro-

(1) Leopoldo I, conforme altrove dicemmo, incominciò nel 1779 a vagheggiare l'idea di reintegrare la Toscana nelle sue franchigie costituzionali, ed il senator Gianni fu quello che lo coadiuvò molto nell'elaborazione di simil disegno. Ei richiese del loro parere il Soprassindaco Mormorai, l'Auditor Vernaccini, il Dottor Cosimo Amidei, il Consiglier Shimidsweiller, l'Auditor Bartolommeo Martini, ed il Professor Paribeni. Tutti questi studj esistono in apposita Filza nell'Archivio della *Segreteria Intima*. Avvi in fine la *Memoria* del Gianni sin d'allora apparecchiata per la stampa, onde predisporre il pubblico al ricevimento dello *Statuto*. Se non che arrivato l'anno 1790 tutto fu messo da banda. Quindi il documento inserito al n° IX dell'*Appendice* al tomo V della *Storia Civile*, non può riguardarsi che come un primo sbozzo di detta *Costituzione*.

« ceder sempre coi tempi o antivenirli: nè le istituzioni « novelle che a Noi piace il concedere tali sono, che « non si conformino alle abitudini di tutta la vita No- « stra, o alle tradizioni della Toscana, cultrice antica « d'ogni sapere. — Il compiuto sistema di Governo rap- « presentativo che Noi veniamo in questo giorno a fon- « dare, è prova della fiducia da Noi posta nel senno, « e nella oramai compiuta maturità dei popoli Nostri a « dividere con Noi il peso dei doveri, dei quali pos- « siamo con intera sicurezza confidare che sia tanto « vivo il sentimento nel cuore de' Nostri popoli, quanto « è, e fu sempre nella coscienza del loro Principe e « Padre. Questo preghiamo da Dio, rafforzando la pre- « ghiera Nostra di quella benedizione che il Pontefice « della Cristianità spandeva poc'anzi sull'Italia tutta, « e nella fiducia del Nostro voto promulghiamo il se- « guente Statuto Fondamentale, col quale veniamo a dare « una nuova forma al Governo dello Stato, ed a fer- « mare le sorti della Nostra diletta Toscana (1). » Grandi allegrezze furon fatte pertanto nella capitale ed in tutta Toscana; e mentre da ogni verso si udivano congratulazioni e prosperi vaticinii sull'avvenire, io scrittore, nella mia modesta ed abituale ritiratezza, non potevo in veruna maniera allargare il cuore a speranze, che si fondavano sugli auspicj di un *Papa*, e sulla parola di un *Arciduca d'Austria.*

§ VII.

Dobbiamo adesso necessariamente tornare sopra a cose altra volta toccate con tutta quella circospezione

(1) L'intero *Statuto Fondamentale* può vedersi al n° LX dell'*Appendice* al tomo V della *Storia Civile.*

che ci veniva imposta dalla contrarietà dei tempi, all'oggetto di viemeglio determinare certi fatti non ancora abbastanza studiati, e di coordinarli col presente racconto. La promulgazione degli *Statuti* di Torino, Napoli, Roma e Firenze, produsse qualche momento di quiete a' respettivi governi per attendere ad armonizzare le vecchie con le nuove istituzioni. Se non che da oltremonte inaspettatamente traboccò in Italia una tal piena rivoluzionaria, che non fu altrimenti possibile contenere. Luigi Filippo re de' Francesi incorse in errori consimili a quelli che riuscirono fatali a Carlo X; per cui a' 24 di Febbrajo precipitò nella medesima voragine. I *radicali* italiani vedendo sorgere una repubblica a Parigi, presero maggior coraggio. La rivoluzione fece un rapido ma lungo giro prima di valicare le Alpi: serpeggiò furente per la Germania, e il dì 13 Marzo esplose in Vienna. Il Metternich, che per 40 anni circa aveva signoreggiato l'Impero e la Corte, che aveva occupato alto posto nella diplomazia europea, fu costretto cercarsi un asilo in Inghilterra con la fuga. Arrivate queste novelle a Milano il giorno 18, in un attimo la popolazione venne alle mani co' Tedeschi comandati dall'altero Radetzky. Dopo cinque giornate d'accanita ed eroica pugna, la città rimase sgombra dalle falangi imperiali, in ogni parte era tinta del sangue sparso dagl'immani stranieri.

Molte altre città e terre soggette all'Austria ne imitarono lo strenuo esempio; ed a Firenze, tosto che la mattina del dì 21 ebbersi notizie dell'insurrezione milanese, i più caldi ed animosi giovani chiesero istantemente le armi per volare a soccorso de' *fratelli lombardi*. Poche ve n'erano, e quelle poche furon tutte date per la *difesa de' confini del Granducato*. La sera istessa

venne fuori la seguente concione del Principe: « Tosca-
« ni ! *(egli diceva)* L'ora del completo risorgimento d'Ita-
« lia è giunta improvvisa, nè può chi davvero ama
« questa nostra Patria comune ricusarle il soccorso che
« reclama da lui. Io vi promisi altra volta di secondare
« lo slancio dei vostri cuori in circostanze opportune,
« ed eccomi a tenervi la parola. Ho dati gli ordini ne-
« cessarj perchè le truppe regolari marcino senza indu-
« gio alle frontiere su due colonne ec. (1). » Tal lin-
guaggio, che sembrava dovesse rassicurare dall' in-
valse suspicioni, in effetto nulla produsse di buono.
Se sotto vi fosse qualche fraude, noi non sappiamo con
certezza; sappiamo bensì che quella perversa genìa de-
gli *Austro-Sanfedisti*, quantunque tenesse la testa bas-
sa, affaticavasi a spargere diffidenze a destra ed a si-
nistra, ed i *radicali* ne facevano tesoro. A più riprese
partirono volontarj e soldati da Firenze per trasferirsi
a combattere il nemico comune sui campi lombardi; il
Granduca gli accompagnava per buona pezza di strada
fuori della cerchia urbana, e gli esortava a diportarsi da
prodi (2).

Anche il Re delle Due Sicilie ed il Papa inviarono
le loro soldatesche sul Po, dicendo di voler giovare alla

(1) Vedasi con quel di più che dice il *proclama* del 21 marzo fa-
ciente serie nella raccolta delle patrie leggi.

(2) Il 31 di Marzo Leopoldo II di bel nuovo rivolgevasi a Toscani !
« Mentre l' Italia cerca sul campo d' onore quelle sorti che solo possono
« far compiutamente felice la civiltà che l' adorna, la bandiera tosca-
« na, non poteva, non doveva mancare nel gran convegno di quelle
« forze che debbono rivendicare la nazionalità sospirata. Questa ban-
« diera passò la prima la frontiera che era solita di proteggere; e fu
« tosto salutata come liberatrice da popolazioni che vogliono esser go-
« vernate dalle nostre leggi, stringersi alla nostra famiglia, dividerne
« le sorti, e contribuire alla conservazione della concordia comune. ec. »

causa nazionale: erano impudenti menzogne orpellate con magniloquenti e generose parole (1). Poscia l'uno le richiamava addietro per adoprarle contro i suoi, e l'altro squarciava il prestigioso velo che aveva incitato gl'Italiani a formarsi in lui la loro stella polare. L'*Enciclica* del dì 29 Aprile, promossa dal timore che i vescovi d'Alemagna e d'Austria si separassero dalla comunione con la Chiesa romana, diede a conoscere fino all'ultima evidenza, l'incompatibilità del potere secolare nel Pontefice col desiderato risorgimento nazionale italico (2). Allora venne a risaltare la fallacia del principio Giobertiano, e la necessità di mettersi sopra a tutt'altra via per conseguire il fine voluto dai sinceri patriotti. Il Re di Sardegna venerava profondamente il Capo della Cattolicità; ma perchè appunto stimava che come sovrano sarebbe stato sempre di grande inciampo all'assettamento delle faccende nazionali, s'astenne da collegarsi con lui come principe temporale. Donde ne derivò, che la progettata *lega politica italiana* non fu mai perfezionata, mentre Carlo Alberto tenne religiosamente le promesse fatte a' popoli della Lombardia e della Venezia all'aprirsi di quella campagna, che dopo tre secoli d'ignave indolenza, pose di nuovo gl'Italiani viso a viso, e petto a petto, con gli stranieri spregiatori, oppressori e ladroni (3).

(1) Pio IX mandava ai *Popoli d'Italia* solenni proclamazioni di principj nazionali il 30 di Marzo, ed il Re di Napoli faceva lo stesso a' proprii sudditi il 7 d'Aprile, documenti inseriti nel capitolo IV del tomo V della *Storia Civile*.

(2) Gli elaboratori della cabala che fece credere al Pontefice la possibilità di uno scisma austro-germanico, furono mons. Viale-Prelà Nunzio a Vienna, e Mons. Sacconi, che da incaricato d'affari a Firenze era passato Nunzio in Baviera.

(3) Oltre il famoso *manifesto* di Carlo Alberto a *popoli della Lom-*

Le insurrezioni del lombardo-veneto essendosi ben presto estese anche al di qua del Po, i Duchi di Modena e di Parma dovettero fuggire dai loro Stati, abbenchè dopo la stipulazione del trattato d'alleanza offensiva e difensiva con l'Austria del dì 24 Dicembre 1847 vi si stimassero sicuri. Stupidi, o non sapevano, o il gabinetto di Vienna procacciava dar loro a credere diversamente, che i grandi quando si trovano in imbarazzi, non pensano che a sè soli, e lasciano andare i piccoli in perdizione. Appena ch'essi furonsi allontanati dalle proprie sedi, i popoli della Lunigiana e della Garfagnana, stesero le braccia al Governo di Firenze, memori delle amorevoli relazioni reciprocamente scambiatesi in addietro. Allora il Granduca così disse: « Al cessare dei « Ducali Governi di Modena e Parma, i popoli della Lu- « nigiana, i quali con tanto dolore scambievole eransi « veduti separare dal Granducato, manifestarono incon- « tanente la volontà loro di ricongiungersi con uno Sta- « to cui tante memorie li collegavano. — Eguale de- « siderio mostrarono altresì le popolazioni degli Stati di « Massa e Carrara, della Garfagnana, e degli ex-feudi « della Lunigiana; le quali per la geografica loro con- « dizione, pei commercj, per le industrie del vivere e « per le affezioni, furono mai sempre avvezze a con- « siderare sè stesse come congiunte alla prossima To- « scana. — Di questo comune sentimento delle suddette « popolazioni si fecero interpetri i varj Governi Prov-

bardia e della Venezia del 23 marzo, il dì 30 del mese medesimo, egli disse a' suoi soldati; « Che grande e sublime era la missione confi- « datagli dalla Divina Provvidenza di liberare questa sacra terra italiana « dalla presenza dello straniero conculcatore. » La sorte fu contraria alla lealtà; ma egli anche nella sventura trasmesse in retaggio al Figlio quel voto che gli meritò l'appellativo di MAGNANIMO.

« visorj che si erano costituiti in quelle città e terre;
« e a Noi si volsero perchè fosse accolto l'universale
« loro proposito di essere aggregati al Granducato. Ma
« parve a Noi riceverle solamente in protezione ed
« in tutela, non consentendo l'animo Nostro ad una
« formale aggregazione, consapevoli come Noi siamo
« che ampliare lo Stato non è per Noi altro che accre-
« scere la gravezza dei doveri, l'adempimento dei quali
« fu sempre l'unica ambizione nostra, e non volendo
« per modo alcuno preoccupare quel generale ordina-
« mento delle italiane cose, che insieme provvegga al
« comun bene della Nazione, e al particolare delle fa-
« miglie di che essa è composta. — Dovemmo però ben
« tosto conoscere, che uno stato incerto e mal fer-
« mo era dannoso ed increscevole a que' popoli, i quali
« parte per universali acclamazioni, parte per via di
« Assemblee popolari congregate a questo fine dai re-
« spettivi Governi Provvisorj, tornarono a più fortemen-
« te esprimere il voto di essere stabilmente uniti e pa-
« rificati ai popoli che la Provvidenza ebbe affidati alle
« Nostre cure. — E fu da ciò a Noi dimostrato esserci
« imposto di soddisfare a quel giusto e benevolo desi-
« derio loro, il che mentre tendeva ad accrescere e
« munire per via di un politico legame quegl' interessi
« scambievoli che mai non poteron esser distrutti dalle
« separazioni di signorìa, conduceva più efficacemente
« a coordinare le riunite forze a quello scopo comune
« e supremo al quale ora deve intendere tutta insieme
« la Nazione. — Animati pertanto da uguale affetto pe-
« gli antichi e pei nuovi Figli, e nella fiducia di pro-
« muovere quanto è in Noi quel bene d'Italia, il quale
« primeggia fra i Nostri pensieri, e perciò convinti di
« far cosa che sì per questo riflesso, sì per i vantaggi

« che ne vengono allo Stato, debba essere di soddi-
« sfazione alla Toscana, e alle Assemblee che la rappre-
« sentano;

« Sul parere del Nostro Consiglio di Stato, e sen-
« tito il Nostro Consiglio de' Ministri *(prosegue a dire*
« *Leopoldo II)*, Ci siamo determinati di pienamente ade-
« rire agli espressi voti con aggregare, conforme ag-
« greghiamo al Granducato, gli Stati di Massa e Car-
« rara, e i territorii della Lunigiana e della Garfagna-
« na; ordinando che ci siano proposti nel più breve
« tempo i modi convenienti ad introdurre in essi le leg-
« gi ed istituzioni governative ed amministrative del
« Granducato, onde le popolazioni dei medesimi sian
« fatte partecipi di tutti i diritti che spettano a' Tosca-
« ni. — Volendo però che l' adesione Nostra, e quindi
« l' aggregazione da Noi decretata, non sia per inter-
« porre alcun ostacolo alle future sorti d' Italia, e che
« nessuno, comunque non prevedibile evento, pregiu-
« dichi mai la volontà e gl' interessi dei sopraddetti a
« Noi carissimi Figli, dichiariamo fin d' ora, che nel na-
« zionale ordinamento, che con quest' atto avemmo in
« animo di promuovere, e cui professiamo di vole-
« re ora per allora conformarci, mentre sosterremo
« quanto è in Noi questa unione vantaggiosa del pari
« alle due parti che la formarono, intendiamo che per
« qualunque siasi contrario caso resti preservata ai po-
« poli, che ora a Noi si aggiungono, quella naturale
« libertà per cui possono in ogni evento provvedere a
« sè medesimi, e di essi non venga disposto altrimenti
« senza il loro consentimento (1). » Le leggi generali

(1) Tal *decreto* portante la data del 12 marzo 1848 fu sin d' allora inserito nella raccolta delle patrie leggi, che noi qui riproduciamo a cagione d' opportunità.

del Granducato vennero quindi introdotte nelle regioni apuane; i Deputati lunesi e garfagnini s'assisero nel Parlamento toscano; Leopoldo II, in compagnia del ministro Ridolfi, si recò personalmente a visitare quei montani paesi, ed ovunque fu lietamente accolto dagli abitanti, attesa la già seguita aggregazione, e le promesse date in quanto all'avvenire. Com'esse fossero in diritto ed in fatto mantenute, vedremo più innanzi.

Qual vento spirasse in corte di Toscana nella primavera del 1848, può dedursi dai fatti, oltre quelli di sopra enunciati, che andiamo ad esporre. Comparso in Firenze un tal La Masa siciliano, conduttore d'altri siciliani incamminati alla volta di Lombardia, ricevè buona accoglienza, in specie dalla granduchessa Maria Antonia; ebbe armi e sussidj diversi per sè e suoi. Il rinomato professore di Botanica, Filippo Parlatore, anch'esso oriundo di Sicilia, intraprese allora un viaggio in quell'isola insorta contro re Ferdinando di Napoli. Abbiamo motivo di credere, che vi fosse segretamente inviato per fare delle pratiche, onde la scelta del nuovo monarca cadesse sopra il figlio secondogenito del Granduca. La trattativa per guadagnare la Corona sicula all'arciduca Carlo, di soli 9 anni, andò tanto avanti, da entrare in dominio della diplomazia, conforme ce ne fanno sicura testimonianza le corrispondenze officiali del ministro Hamilton, dell'ammiraglio Napier, e del console Goodwin (1). Pur d'avere la Trinacria, giacchè la tenera età del principe Carlo faceva ostacolo pei Siciliani, sarebbesi Leopoldo adattato a cedere la Toscana al figlio primogenito, con la reggenza materna, per passare egli stesso nell'isola. Se non che gl'isolani vole-

(1) Al n° CXXX del *Sommario* veggasi queste interessanti *lettere*.

vano un principe guerriero ed italiano, e perciò scelsero Ferdinando di Savoia-Carignano duca di Genova, al quale poi l'inclemenza de' tempi non permesse d'accettare un serto che altra volta aveva brillato sulla fronte del valoroso Vittorio Amedeo II.

Un pugno di volontarj e di soldati toscani accampati nelle vicinanze di Mantova per osservare la guarnigione di quella fortissima città, il 29 di Maggio vennero assaliti da forze austriache sei volte maggiori, e dopo un ben lungo ed ostinato combattimento, acquistarono più gloria i vinti che i vincitori (1). Le gentildonne lombarde usarono ogni maniera di pietosa assistenza a' nostri feriti, ed ebber anco l'affettuoso pensiero di rivolgere dolcissimi sensi alle madri ed alle spose de' Toscani periti in quella giornata. Dalla Maggiordoma della Granduchessa allora regnante, in cotal guisa replicavasi alle *magnanime donne lombarde:* « Le parole di gene-
« roso conforto da voi dirette alle sventurate donne to-
« scane, che ebbero a piangere i loro cari estinti sul
« campo dell'onore nel dì 29 Maggio di gloriosa e la-
« crimevole memoria, commossero di dolore e di rico-
« noscenza il nobile animo dell'Augusta nostra Sovra-
« na, Maria Antonietta, *che col cuore della più amorosa*
« *fra le madri, sente e divide la sventura della toscana*
« *famiglia.* — Sono pertanto incaricata dalla Reale Al-
« tezza Sua, che ho l'alto e caro onore d'avvicinare,
« di esternarvi i sensi della viva sua tenerezza e gra-
« titudine per le consolanti parole a noi inviate, perchè
« il pianto delle Sorelle lombarde rende meno acerbo il
« dolore delle sventurate sue figlie. — Essa però, fi-

(1) Vedasi il dettagliato *Racconto della giornata* suddetta dato già alle stampe dal generale Cesare de' Laugier, che in quel dì comandava i Toscani.

« data nella Divina bontà, e nel valore italiano, spera « che, cessato in breve il sangue, ed asciugate le la- « crime, restando solo la memoria della gloria dei no- « stri eroi, sia questo legame indissolubile di unione fra- « terna, com'è fin d'ora pegno d'italiana indipenden- « za. — Compito così al gradito ed onorifico incarico, « passo co' sentimenti del più verace amore ed alta sti- « ma a segnarmi, — di voi magnanime donne lombar- « de, — affezionatissima sorella — Adelaide Conti (1). »

Da qual sincero animo muovessero questi ringraziamenti per parte della corte granducale, è facile argomentarlo, facendo attenzione al fattarello poco più di un anno dopo accaduto nella corte medesima. Venuto a Firenze il maresciallo Radetzky ebbe lauto trattamento nella reggia. Nobilissime dame, cortigiane provette e trincate, fecero a gara nel carezzare il vegliardo duce austriaco. Vi fu alcuna che voleva baciargli la mano che aveva potuto riuscire a sottomettere i *rivoltosi italiani*. Poi tutte in coro decisero di prendersi a gara le *penne* che ornavano il suo cappello, onde ritenerle, ognuna la sua, come reliquie venerabili e venerande di un eroe così maraviglioso ed illustre!! Tal novella corse rapidamente sulle bocche di tutti, e l'insulto fu scolpito nei cuori con note di vitupero. La famiglia reale si compiaceva di queste vergogne; ed alle invereconde dame dava ognora maggiori segni d'accettazione. Nel tempo istesso faceva brutto viso a coloro che come volontarj presero parte alla guerra dell'indipendenza solennemente auspicata e proclamata dal Granduca co' fatti e colle parole. Se alcuni di essi furono posteriormente accolti in

(1) Questa *lettera* è inserita nel tomo II degli *Atti del Governo Provvisorio di Milano*, ivi stampati dal Pirola, e porta la data del 17 Giugno 1848.

grazia, o dipese dal sapere che avevano agito in malafede, o dalle sordide apostasie. Tutti gli altri vennero dannati all'ostracismo. Leopoldo erasi vantato in pien Parlamento, *che le sue schiere furon le prime a porsi oltre Po sotto gli ordini del magnanimo Re di Sardegna, perchè le guidasse sui campi di battaglia a conquistare l'indipendenza. Posciachè*, soggiugneva eziandio; *ad eccezione dell'Austria, noi siamo in ottime relazioni con tutti gli esteri potentati* (1).

L'infelice giornata di Custoza del 23 di Luglio, decise le sorti di questa prima campagna italica contro gli Austriaci: allora i due partiti estremi, cioè i *radicali* in sembiante di *demagoghi*, e gli *Austro-Sanfedisti*, crebbero assai in audacia, e tennero il campo. Gli uni imperversarono con stampe licenziose, e co' tumulti sulle piazze; gli altri elaboravano rei disegni per far retrocedere il Granduca dall'intrapreso cammino, e renderlo pupillo dell'Austria vittoriosa. Il ministero sguagliato, di cui era presidente il marchese Ridolfi, dovette offrire in massa la dimissione per le ognora crescenti sregolatezze de' radicali. A tale offerta il Principe replicò: *Ora vedo che la mia stella è tramontata*, e bene disse. Nel mese d'Agosto fu formato altro ministero della medesima tempra, con a preside il marchese Capponi; ma non ebbe migliore incontro. Anzi i tumulti in Firenze ed in Livorno divennero più frequenti e temibili. Parve per un istante che il Granduca volesse spiegare qualche energia. Intimò una ragunata di milizie a Pisa, dicendo di volersi mettere alla loro testa, e andare a Livorno, onde dar termine a quell'insana agitazione (2). Se non che trat-

(1) Vedasi il notissimo *Discorso* pronunziato da Leopoldo II all'apertura del Parlamento il dì 26 Giugno 1848.

(2) Vedansi i *proclami* del 3, 4 e 7 Settembre 1848, inseriti nella raccolta delle patrie leggi.

tenuto per le falde della giubba dagli *Austro-Sanfedisti*, mancò alla promessa, e ne raccolse immenso discredito. La demagogia livornese comparve ancor più insolente, ed il ministero Capponi si trovò nella necessità di dimettersi.

Un nuovo ministero appellato *democratico* venne fuori a' dì 27 Ottobre, per forza di sediziosi sussurri, e per suggestione di un' *iniqua conventicola* che voleva mandar tutto in perdizione. Basti il dire, che il noto Ciantelli costituiva l'anima di quel notturno convegno reazionario, il quale era in comunicazione col Principe mediante i segreti colloquj di un ex-ministro. Cardini del ministero democratico si erano il prof. Giuseppe Montanelli, e l'avv. Francesco Domenico Guerrazzi, pochi mesi prima imprigionato e poi amnistiato per cause politiche. Fu gravissimo errore questo di confidare parte di potere ad uomo, non solo una, ma molte volte penitenziato come cospiratore regnante il Principe, che ora lo appellava nel suo consiglio. O egli doveva mancare a chi gli dava prova di tanta fiducia, o doveva disconoscere l'azione di chi aveva cooperato a metterlo in vista, e bruscamente procacciato d'inalzarlo. In ambedue i casi ne andava ugualmente il bene del paese: il Guerrazzi studiavasi di tenere di qua e di là, perchè se gli piaceva molto l'esercizio dell' autorità ministeriale, nel tempo medesimo sentiva repugnanza di comparire diverso da quanto si era palesato in addietro in faccia a coloro che ve lo avevano preconizzato. Ma questi non tardarono a vincergli la mano, e trascinarlo tropp' oltre. Allora si verificò in lui quant' osserva Plutarco nelle *Vite d' Agide e Cleomene*, cioè, che chi affida le proprie sorti a' commovimenti popolari, può paragonarsi a quell' incauto piloto, cui spinge sua nave in balìa dell' onde d' agitato mare: la salvezza dipende solo dal caso.

La famiglia granducale intanto, tranne Leopoldo, lasciò la capitale ritraendosi a Siena. Sin d' allora fu creduto aver ella avuto in mira di render così meno vigilate le relazioni che teneva co' reazionarj interni ed esterni. Sopravvenuto quindi il nefando assassinio in Roma del celebre Pellegrino Rossi, attesa l'azione de' due sopraddetti partiti (1), e la conseguente fuga del Pontefice dalla sua sede, immenso turbamento s' impadronì del Granduca, che ad ogni momento era sollecitato dai *codini* d' imitarne l' esempio. La proposta avanzata dal Montanelli di convocare una *Costituente italiana*, anatemizzata da Pio IX, accrebbe lo sgomento nel monarca toscano. Accettata dapprima, se ne mostrò dipoi affatto alieno; per modo che ei non vide altro scampo se non quello d' abbandonarsi totalmente in braccio all' Austria, apparecchiata a riceverlo per farne quindi suo mancipio. Simili trattative furon condotte decorrendo il mese di Gennajo del 1849, più per *uomini fidati* che per corrispondenze epistolari; e tosto che Leopoldo fu sicurato dell' appoggio imperiale, si condusse parimente a Siena, parato d' appigliarsi ad estreme risoluzioni. Il gonfaloniere di Firenze, Ubaldino Peruzzi, ed il generale Corradino Ghigi comandante della Guardia Civica, portaronsi in detta città per pregarlo di restituirsi nella capitale; ei si finse incomodato, ma promesse sollecito ritorno. Anche il presidente Montanelli recossi a Siena per l' oggetto medesimo; ma il Granduca usò del medesimo pretesto, e diede uguali promissioni.

Tutt' ad un tratto figurò di star meglio, e di voler

(1) L' illustre Pier Silvestro Leopardi nelle sue *Narrazioni Storiche*, al cap. LXXIII dà forti prove, che l' assassinio del Rossi, quantunque eseguito da certi sciagurati giovani radicali, fosse ordito e preparato dai *Gesuiti* per mezzo d' agenti politici di Napoli.

fare una passeggiata in carrozza fuori di città con la famiglia. Eramo al dì 7 Febbrajo, quando egli si pose in cammino sulla strada maremmana, per non tornare addietro. A quell'annunzio la demagogìa esultò pazzamente; gli *Austro-Sanfedisti* gongolarono del prossimo trionfo; i buoni si rattristarono delle pessime conseguenze che ne sarebbero derivate al paese. Il partito liberale forse mancò di tutta quell'energìa che avrebbe potuto spiegare per dare di cozzo e schiacciare gli altri due; ma il Principe era ridotto al punto che non ispirava sufficiente fiducia. La di lui condotta in quest'ultimi frangenti eragli stata cosiffattamente tracciata da Radetzky: « Altezza Reale (*scrivevagli* « *da Verona il 2 Febbrajo*). Dietro precisi ordini ricevuti « dall'Imperial Governo, e dall'Imperatore (Francesco « Giuseppe) Nostro Signore, mi è grato significare al- « l'Altezza Vostra Imperiale e Reale, *che se Ella vuole* « *in tutto e per tutto uniformarsi a quanto le venne già* « *annunziato dall' Aulico Gabinetto con Dispaccio del 26* « *p. p. Gennajo*, abbandoni pure i suoi Stati di terra- « ferma, e si ponga in salvo a S. Stefano, che io to- « sto sottomessi i Demagoghi di Sardegna, volerò in « suo soccorso con trenta mila de' miei valorosi, e la « rimetterò sul trono de' suoi avi. — Se il Corriere, che « le trasmette in proprie mani la presente non porta « alcun riscontro, io terrò la cosa come intesa (1). » E Leopoldo eseguì appuntino gli avvisi del Maresciallo; si fermò alcuni giorni nel picciol porto di S. Stefano, situato all'estremo confine del Granducato dalla parte di Civitavecchia, per attendere gli eventi.

Appena che il Montanelli conobbe la partenza del-

(1) Bianchi Nic., *Storia* citata.

la corte da Siena, indilatamente si restituì a Firenze, recandone la notizia agli attoniti cittadini. Vogliamo servirci delle frasi medesime adoprate dall' egregio istorico C. L. Farini: « Tornato Montanelli tosto si ragunaro-
« no i ministri a consiglio fra loro in palazzo pri-
« ma, co' sollevatori nei circoli poi; fermo il propo-
« sito in questi di mutare lo Stato, nel Guerrazzi e nel
« Montanelli di tenere il Governo in nome del popolo.
« Già da alcun tempo sì l'uno che l'altro erano nel-
« l'ambizione raggiunti, nelle voglie sorpassati da co-
« loro che non avevano posa, se non si facesse speri-
« mento di repubblica (1). » Adunato per urgenza il Parlamento, una frotta di gente abituata ai subbugli di piazza, irrompeva nelle sale legislative, gridando *triumviri* i due soprannominati, e Giuseppe Mazzoni, integro repubblicano. Furon essi accettati dalle due Camere, non senza il condimento di violenze e minacce plebee. Eran costoro *ministri costituzionali* di Leopoldo II, e perciò responsabili di tutti i loro atti: ora se facessero bene o male ad assumere il carico di un *Governo Provvisorio*, non vogliamo qui discutere, giacchè debbono averne già reso conto alla propria coscienza, come non potranno esimersi da passare sotto il severo giudizio della Storia, che non risparmia alcuno. Ella avrà tutto il diritto di chieder loro ragione del *decreto* emanato due giorni dopo, nel quale si legge: « *Il Consiglio Generale ed il Senato sono aboliti* (2). » Laonde, la prima manomissione delle *franchigie costituzionali* in Toscana, fu commessa dai signori Guerrazzi, Montanelli e Mazzoni.

Venute queste cose a cognizione di Leopoldo II, il

(1) Montanelli, *Memorie sull' Italia*, vol. II, pag. 342.

(2) Tra gli *Atti del Governo Provvisorio* vedasi il *decreto* del di 10 febbrajo relativo alla *Costituente*

giorno 12 del summentovato mese dava fuori da S. Stefano tal dicerìa: « Protesto contro il nuovo Governo Prov-
« visorio stabilito in Firenze il dì 8 Febbrajo, e di-
« chiaro di non riconoscere per legale nessun atto ema-
« nato, e che sia per emanare dal medesimo. Illegittima
« è la sua origine, nulla la sua autorità. Io ricordo alla
« milizia i suoi giuramenti, agl' impiegati l' osservanza
« de' propri doveri; *al popolo la fedeltà verso il suo* PRIN-
« CIPE COSTITUZIONALE (1). » La qual dichiarazione rianimò alquanto i *liberali*, che peraltro non osarono di passare alle vie di fatto per ribrezzo allo spargimento del sangue fraterno. Giova ancora di seguitare il racconto del ben informato Farini: « Come prima i legati
« italiani e stranieri seppero che il Principe non aveva
« abbandonato la Toscana, il Marchese di Villamarina le-
« gato di Sardegna, il quale dal Gioberti aveva avuto
« sicurtà che il Piemonte non lascierebbe perire il Prin-
« cipato costituzionale in Italia, ed ordine di seguire il
« Granduca, se in Toscana fosse, e di profferirgli ospi-
« talità, propose a' suoi colleghi di partire immantinente
« per S. Stefano. A che avendo assentito tutti di buon
« grado, meno il Champy legato di Francia, il quale
« a malincuore seguì l' esempio, nè approvò il consi-
« glio, si posero in viaggio e furono a S. Stefano il
« giorno 17, ove trovarono a presidio una fregata in-
« glese, la *Teti*, ed un piroscafo, il *Bull-Dog*. Invitati,
« vennero subitamente innanzi al Granduca, il quale li
« accolse con molta cortesìa ed onoranza, e narrati gli
« accidenti del viaggio, data ragione delle sue delibe-
« razioni, prese a dire, come Re Carlo Alberto gli aves-
« se offerto soccorso per restaurarlo sul trono costitu-

(1) Farini, *Lo Stato Romano* ec., tomo III.

« zionale, e come egli avesse accettato la generosa of-
« ferta, rispondendo immediatamente del sì. Poi avendo
« il Legato di Sardegna, secondochè gli era stato or-
« dinato, offerta ospitalità sul suolo piemontese, il Gran-
« duca disse, esser egli fermo nella persuasione di non
« dover lasciare S. Stefano, che per estrema necessi-
« tà, ma che a mal partito non anderebbe che a Gae-
« ta o alla Spezia. E perchè tutti gli ambasciatori fa-
« cevano giudizio che non dovesse lasciare la Toscana
« finchè gli restasse alcuna parte sicura in quella, egli
« riprese a dire; che quando fosse costretto a partire
« da S. Stefano, aveva in cuore di condursi a Viareg-
« gio o a Massa per essere in mezzo alle truppe to-
« scane, e vicino alle piemontesi. »

Ed il generale De Laugier che comandava le genti granducali in Lunigiana, essendo opportunamente istrutto per lettere e persone inviategli da Leopoldo medesimo, aveva tutto apparecchiato onde portarsi su Lucca, ove appunto teneva pratiche ed accordi co' costituzionali per fare la restaurazione. Ma il Guerrazzi prevenne il De Laugier, che poco potendo fidare de' suoi, e mal certo delle vere e ferme intenzioni del Principe, nulla potè intentare a pro della causa costituzionale. Intorno al Granduca torvi s' aggiravano in S. Stefano segreti agenti dell' Austria, abbenchè ella figurasse di non avervi alcun oratore. Cercavano questi tutte le maniere più adattate per distoglierlo dal pensiero d' associarsi col Piemonte, ed additavano Gaeta come il luogo di più sicuro e conveniente refugio. A ciò inclinava la moglie, sorella del Re delle Due Sicilie; a ciò lo confortava mons. Massoni incaricato pontificio, ed interessato a far sì che i due sovrani esuli dai loro Stati convenissero nell' istesso sito. Il Marchese di Villamarina s'adoprò con

tutta l'industria possibile, onde paralizzare le influenze contrarie al suo divisamento, onde giovare alla Toscana in particolare, ed al concetto italiano in generale. Ma l'alito austriaco prevalse fino in fondo; alla qual cosa efficacemente concorsero molte e varie circostanze interne ed esterne intervenute in quei giorni. A dì 20, Leopoldo II, seguìto dall'intera sua famiglia, ascese sulle navi inglesi, in contradizione al parere del corpo diplomatico, ad eccezione del Massoni, che lo seguì a bordo per scortarlo a Gaeta, alla cui volta mosse nel giorno appresso. Donde alcuni vollero inferirne, che le pratiche intavolate a riguardo della Corona di Sicilia, di cui testè facemmo menzione, discendessero da occulte intelligenze col re Ferdinando. E Leopoldo prima di partire per quel sito fatale, fece sapere al De Laugier, che desistesse dall'impresa, e mandò scuse a Carlo Alberto, che se non accettava altrimenti i richiesti ed accordati soccorsi, dipendeva dal desiderio di non compromettetlo maggiormente. Tutto il segreto però racchiudevasi nella lettera di Radetzky.

§ VIII.

Quell'istessa fazione che usurpò il disopra a Roma nel Novembre del 1848, e che nel Febbrajo del 1849 diportossi in Toscana nei sopraddetti modi, cercò pure d'avvantaggiarsi in Piemonte, ove arrivò al punto di mettere il Re nella dura alternativa, o di romper l'*armistizio* con l'Austria, o d'esporsi a dei rivolgimenti interni. Ei diede la preferenza al primo partito, quantunque per sè stesso pericolosissimo, perchè gli sembrò il più onorevole e cavalleresco. L'imperator Francesco Giuseppe vo-

lendo dal canto suo adescare con magnifiche promesse i diversi popoli soggetti che già incominciavano a quietare, e premendogli d' ammollire gli Ungheri che continuavano a star saldi in armi, a' 4 di Marzo promulgava la *Costituzione* valevole per tutta la monarchia. Sapeva bene l' Imperatore, e meglio di lui lo sapevano i consiglieri aulici, che quella *Costituzione* non doveva esser mai portata ad effetto. Premeva peraltro d' usufruttuare pel momento l' effetto morale di un' idea che brillava innanzi agli occhi di tante e sì svariate genti. Dall'altra parte il gabinetto di Vienna non fece attenzione, che non resultò mai gloria, nè stabilità all' imprese condotte con fraude; anzi quelle imprese, abbenchè talora promettano favorevole successo, poscia risolvonsi sempre a danno di chi usa doppiezze e perfidie per riuscire a non retti fini.

Il tradimento e la fortuna cospirarono contro Carlo Alberto a Novara, ed egli dopo di aver invano cercata la morte in mezzo a' suoi prodi, la sera istessa del 23 Marzo trasferiva in Vittorio Emanuele la Corona sabauda, scevra di colpe e ricca d' odio pei misleali nemici d' Italia. Dato indi un affettuoso addio al regno ed ai figli, il Principe illustre per sventure e magnanimi propositi, ponevasi in cammino alla volta della remota Lusitania, portando con sè l' ineffabile speranza, che il successore avrebbe un dì sicuramente vendicate el vecchie e le nuove ingiurie austriache. Le notizie della vittoria riportata dalle armi imperiali a Novara, inebriò di giòja gl' imbelli di Gaeta; il Re di Napoli comprese di poter continuare sul sentiero della reazione, e d' esser presto in grado di recuperare la Sicilia; Pio IX sperò sollecito ritorno in Vaticano; Leopoldo II già sapeva che Radetzky avrebbe mandato 30,000 uomini a rimetterlo

sul trono avìto. I Duchi di Parma e di Modena, fuggiti per la seconda volta dai loro angusti Stati, lusingaronsi di ugual sorte. Allora il *triunvirato toscano* si disciolse, ed il Guerrazzi restò solo al potere, consenziente l'*Assemblea Costituente*, che nulla seppe o potè costituire. Il partito liberale rialzò il capo, e subito rivolse il pensiero alla ristorazione della monarchia costituzionale con Leopoldo II. Fu creduto che le peripezìe gli avessero insegnato qualche cosa di buono e di savio: non aveva imparato che a rendersi vassallo dell'Austria.

Nei convegni gaetani tutto spirava furore, oscurantismo e reazione; se il concetto fosse stato eseguibile, avrebbero voluto ricondurre il mondo addietro almeno di un secolo, cioè al dispotismo brutale. Ma il mondo ha per legge invariabile di procedere sempre innanzi, ancor quando i cervelli balzani pretendono o credono di vederlo andare a ritroso. Ad ogni modo quello stolto, vano e codardo pensiero trovava un insormontabile ostacolo nella lealtà di Vittorio Emanuele II, nella sempre viva resistenza della Sicilia e di Venezia, nella fermezza degli Ungheri, nel bollore rivoluzionario di Francia e di Germania. Occupava l'Austria il primo posto in quei convegni per mezzo di legati e fautori: ad essa protendevano le braccia i Cardinali che circondavano il Papa ridotto all'umiliante condizione dell'uomo mal sofferto per le peripezìe derivate dai proprii errori. E le riforme largite da Pio IX allo Stato Pontificio, erano i falli rimproveratigli dai porporati, falli che dovevano esser espiati con la più illimitata sottomissione alle massime teocratiche della Curia romana. Similmente il Granduca non poteva ottenere il perdono da' suoi parenti, altro che al patto intimatogli da Radetzky, cioè, *di far tutto quanto sarebbe piaciuto al Gabinetto Aulico,* il quale riguardava la

Toscana come *Stato Austriaco*, giusta l'espressione usata dal Metternich con don Neri Corsini nel 1815.

Aveva Leopoldo chiamati intorno a sè il cav. Leonida Landucci, il magistrato Antonio Bicchierai, il cav. Giov. Baldasseroni, il Duca di Casigliano, tutti propensi a' voleri dell' Austria. Il marchese Bargagli, il cav. Lenzoni, il cav. Martini, s' aggiravano pure a' suoi fianchi. Il conte Serristori ed il generale De Laugier erano stati ugualmente chiamati colà; ma siccome più temperati e dritti non partecipavano agl' intimi colloquj. Chiunque non professava intera devozione all' *Aquila grifagna* ne rimaneva escluso. Quanto il Metternich aveva scritto al Granduca nel 1847, venne ora risoluto di portarsi ad effetto, vale a dire, la occupazione militare della Toscana. Di peggio ancora: il Granduca fu obbligato di chiederla, e di scusarsi delle cose operate dal 4 di Settembre di detto anno in poi, affermando come a dispetto d'ogni sua voglia era stato trasportato da irresistibile corrente, dalla quale aveva procacciato salvarsi allontanandosene per aver facoltà di rimettersi su migliore strada. Ed una solenne prova ne adduceva nel rifiuto del soccorso piemontese dato allorquando stanziava a S. Stefano, per accettare i 30,000 Tedeschi annunziati da Radetzky. Dopo di che egli ottenne il segnalato favore che quelle schiere s' accostassero al Granducato dalla parte di Modena, accompagnate dal duca Francesco V anelante di recuperare gli Stati che gli pertenevano di qua e di là dagli Appennini.

Come non solo Firenze, ma la Toscana tutta, ad eccezione di Livorno, scuotesse il giogo di una fazione salita in cima più per le perfide trame degli *Austro-Sanfedisti*, che per la propria influenza, venne già lucidamente raccontato dal conte L. G. De Cambray Digny

con apposito libro documentato (1). E del pari in esso esponeva con quali mezzi erasi pensato di ricondurre quella città sul sentiero del *Principato costituzionale* raccomandato da Leopoldo medesimo, anche prima d'uscire dallo Stato. Ma non piacquero a Gaeta quei disegni, perchè putevano troppo di nazionalità: la penisola era destinata ad intedescarsi quanto più fosse venuto in destro di fare. Neppur piacque la dichiarazione emessa dal Municipio Fiorentino il dì 12 Aprile, circa alla *restaurazione del trono costituzionale di Leopoldo II circondato da istituzioni popolari* (2). *Costituzione* e *popolo* erano due parole ingratissime a' componenti quelle tenebrose conferenze; perciò il Granduca fiaccamente rispose a coloro che avevano assunto il Governo dello Stato a suo nome, *che i Toscani potevano esser certi che sarebbe stato qual sempre si fu.* Sull'ara pontificale ad istigazione e dettatura dell'Austria restò colà sacramentato, che le franchigie e le libertà precedentemente ottenute dagl'Italiani, dovevano essere poco a poco immolate al nume del dispotismo per mano degli stessi concedenti.

E Francesco Domenico Guerrazzi, che negli ultimi giorni del suo reggimento tenuto senza scopo e senza gloria, non fu alieno dal richiamo del Granduca, tosto divenne il trastullo di chi non ebbe la generosità di perdonargli, nè il coraggio di punirlo esemplarmente, attesa la violata *Costituzione.* Trascinato da private considerazioni e vedute, s'illaqueò talmente, da farsi prendere prigioniero in quel palagio in cui aveva riseduto come sovrano. Il *processo politico* affibbiatogli quindi per di-

(1) Vedansi i *Ricordi* sulla *Commissione Governativa Toscana del* 1849, stampati in Firenze sin dal 1853.

(2) Nella raccolta degli *Atti* emanati dalla suddetta *Commissione Governativa*, vedasi il proclama del dì 12 Aprile 1849.

versi titoli, riuscì più a mettere in chiara luce la dubbia fede ed il torbido contegno di Leopoldo II, che a far risaltare mendicati reati in quest'uomo, ad ogni modo distinto per potenza d'ingegno e vastità di cognizioni. La libertà sacra alla difesa di chiunque si trova incolpato di delitti portati innanzi al giudizio de' tribunali ordinarj, offrì l'adito a metter fuori importantissimi documenti, e dir cose al pubblico, che diversamente sarebbero rimaste nascose fra poche persone. E tutto quanto accadde sotto l'influenza delle armi austriache, replicatamente invocate dal Granduca medesimo e dal suo governo, quantunque all'articolo XIV dello *Statuto fondamentale* si legga: « Nessuna truppa straniera, potrà « essere chiamata a servizio dello Stato, se non in « virtù di una legge. »

Se non che lo *Statuto* per il Principe e pe' suoi ministri che ne precederono il ritorno da Gaeta, non era che un gergo per allucinare i gonzi. Quasi contemporaneamente al loro arrivo in Firenze, il generale D'Aspre da Empoli mandò a significare a' Fiorentini: *Che i vincoli di sangue ed i molti trattati avevano determinato l'Imperatore a cedere al desiderio del Granduca, e quindi chiamato da lui veniva a rassicurarlo sul trono* (1). Ma il trono che aveva più abbandonato che perduto, eragli stato anche reso per spontaneo moto nazionale. Ed il D'Aspre in realtà veniva ora a troncargli le nuove e tenere radici gettate il dì 12 Aprile; essendochè l'invasione tedesca nel Granducato fosse assolutamente contraria al sentimento di chi glielo aveva recuperato. La testimonianza resa dal generale austriaco della chiama-

(1) Il *proclama* del D'Aspre porta la data del 24 di Maggio, ed i sunnominati Ministri entrarono in funzione il dì 26 di detto mese.

ta degli stranieri, piuttosto che de' Piemontesi, per ricondurre a dovere Livorno, pose indelebile suggello sulla separazione della Casa di Lorena dal Popolo toscano. Non erano affatto ignote le dilapidazioni del granduca Francesco II, e le posteriori estorsioni austriache; tuttavia le benefiche virtù di Leopoldo I, e la saggia e moderata condotta di Ferdinando III, erano così vive nella mente dei più, da poterle guarentire sufficiente e durabile stabilità di regno, quando si fosse onestamente diportata per l'avvenire. Da quell'istante in poi cessò qualunque vincolo d'affetto.

Il governo di Leopoldo II dopo quest'epoca fece tutti gli sforzi per rendere odioso sè e la dinastia. Infatti, la *dichiarazione ministeriale* contenuta nella *circolare* del dì 5 Giugno successivo, non tardò a comparire una goffa ed abominevole menzogna: « Il Governo della Toscana, « *ivi si legge*, è quello della monarchia temperata da Co- « stituzione. La Costituzione toscana è lo Statuto fonda- « mentale concesso da S. A. I. e R. il Granduca regnan- « te nel 15 Febbraio del 1848; Statuto che il Principe, « sempre fedele alle sue promesse, vuol mantenere, co- « munque sia stato da altri violato; Statuto, che come « base alle oneste libertà civili, ed elemento d'ordine, « di unione e di tranquillità, *il Ministero vuol conservare* « *e difendere dagli attacchi di ogni partito* (1). » I ministri che firmarono tal *dichiarazione* furono Giovanni Baldasseroni, Leonida Landucci, il Duca di Casigliano, Cesare Capoquadri, Iacopo Mazzei, Cesare De Laugier e Cesare Boccella. In appresso, il Capoquadri, il Mazzei e il De Laugier, si ritirarono dall'officio, anzi che

(1) Questo singolare documento può vedersi per intero nella raccolta delle patrie leggi.

macchiare il loro nome con note di fedifraghi. Il Boccella usciva parimente di carica, ma dopo la consumazione degli atti vituperevoli che ancor ci resta a toccare di volo.

Tosto che la suddetta *circolare* vide la luce, il cav. Ottaviano Lenzoni veniva spedito a Vienna, ov'era ben accetto, per trattare fra le altre cose, la permanenza de' Tedeschi in Toscana, ad onta delle letterali disposizioni dello Statuto che si diceva voler mantenere. Fra le sue *istruzioni riservate* eravi pur quella di tener dietro all'ordinamento della Costituzione dell'Impero, ed al modo d'applicarla, perchè il Granduca erasi lasciato accalappiare in maniera, *da dover seguitare in tutto e per tutto i procedimenti del Gabinetto Aulico* (1). Intanto i comandanti le truppe tedesche nel Granducato la facevano da padroni. Promulgato lo stato d'assedio a Livorno, imprigionavano, fucilavano e perseguitavano cittadini e forestieri a loro talento. Proscrivevano la bandiera tricolore già adottata dal Principe; discioglievano la Guardia nazionale ovunque prendevano stanza, abbenchè il Principe l'avesse proclamata istituzione dello Stato. Commettevano da per tutto insopportabili prepotenze ed angherìe d'ogni genere: — a Pistoja fucilavano un giovanetto minorenne e di deboli facoltà mentali, per essersi permesso di dire poco misurate parole ad un soldato austriaco (2). Il governo granducale ne avanzò delle lagnanze al Comandante in capo, ed il Consiglio di Stato vi contraddisse (3). Allora fortemente scandaliz-

(1) Vedasi il documento n° CXXXI del *Sommario*.

(2) Vedasi su tal proposito quanto vien detto nel libercolo intitolato — *Toscana e Austria* — a pag. 100.

(3) Il *parere* del Consiglio di stato allegato nel testo, è del di 6 Luglio 1849, e fu emesso dall'allora vicepresidente Giannini, e dai con-

zato il Mazzei di sopra nominato, vergò documento, col quale se non altro pose la propria fama in salvo da qualunque taccia di compartecipazione al servile ed antipatriottico *voto* di detto collegio (1).

Nonostante tutte queste barbare prepotenze ed esigenze, il presidente Baldasseroni indirizzava al maresciallo Radetzky la seguente istanza: « Sua Altezza « Imperiale e Reale l'Arciduca Granduca mio Signore, « riconoscente verso la Maestà dell'Imperatore Suo Au- « gusto Parente ed Alleato per il compartitogli favore « di un corpo ausiliare di truppe austriache, il quale « ha concorso a consolidare l'ordine e la quiete nel « Granducato, e lo ha in gran parte garantito da ostili « aggressioni, sente nello stato attuale delle cose tutta « la convenienza, e nutre corrispondente desiderio che « la presenza e durata di quel soccorso si prolunghi « fino a che le truppe toscane aumentate di numero e « meglio costituite, offrano alla conservazione e difesa « della pubblica tranquillità tutta quella garanzìa che è « nei voti comuni (2). » Com'è da credersi, di buona voglia aderiva il Maresciallo a tal dimanda, accolta con tutta soddisfazione anco a Vienna. Ora dunque non può esser più dubbia la prima richiesta, subito che si facevano premure per la continuazione di un tanto favore. Caderebbe qui opportuno di qualificare il Baldasseroni

siglieri Bologna e Buonarroti, dietro interpellanze del Ministero di Giustizia e Grazia, sulla questione, se il Comando Militare Austriaco in Pistoja, agisse arbitrariamente, ed usurpasse la giurisdizione granducale, sottoponendo ad un Consiglio di Guerra tedesco Attilio Frosini di quella città passato per le armi nel dì 29 dell'antecedente mese di Giugno. Quel *parere* fu favorevole all'operato dagli Austriaci: quindi i Toscani peggiori degli stranieri.

(1) Vedasi il documento n° CXXXII del *Sommario*.

(2) Vedasi il documento n° CXXXIII del *Sommario*.

con tutti gli epiteti proprii di un ministro traditore della patria. Ma la palese disistima in cui l'abbiamo sempre tenuto ci vieta di farlo, per schivare la taccia d'animosità; tanto più che è facile ad ognuno di formarsene adequato criterio.

Ottenuto l'*implorato favore di un' occupazione a lungo tempo*, fu di mestieri assoggettarsi al mantenimento del Corpo ausiliare, e così onerare la Finanza dello Stato per far contro agl'interessi dello Stato medesimo. A dì 20 Maggio 1850 rimase stipulata in Firenze l'analoga Convenzione, mediante la quale venne provveduto a quanto risguardava il futuro, e rispetto al passato tutto il carico andò a riversarsi sull'erario toscano (1). Quantunque Leopoldo avesse fatto appello alla forza austriaca, però non tutte le truppe imperiali venute in Toscana nell'anno precedente appartenevano al Corpo d'occupazione. Alcune eransi qui trasferite per comodo delle operazioni strategiche relative a Stati finitimi. Se non che l'imperator Francesco Giuseppe volendo comparir generoso con il suo *Augusto Parente ed Alleato*, cedè a lui i 400,000 fiorini di Vienna imposti come *taglia di guerra* alla città di Livorno, allorquando fu assaltata da' suoi soldati. Ma chi aveva mai dato a lui il diritto di levare tal contribuzione in Stato alieno? Nessuno. Il diritto internazionale, e più quello ancora delle genti, vi resistevano apertamente. Laonde, quell'apparente generosità venne a risolversi in un atto di doverosa restituzione, mentre la responsabilità di simile espilazione ricadde interamente sul Governo granducale che ne accettava il prodotto (2).

(1) Questa *Convenzione* può ricercarsi nella raccolta delle patrie leggi.

(2) La Comunità di Livorno ha più fiate reclamata questa ragguar-

Della detta Convenzione ne fu data parte a' gabinetti nei consueti modi; nessuno vi fece la minima osservazione, tranne quello di Torino vigile guardiano di tutto ciò che poteva compromettere l'indipendenza nazionale. La stampa piemontese vi si scagliò contro, ed il governo regio procedendo sempre con l'usata benignità verso quello granducale, per l'organo dell'illustre cav. Massimo d'Azeglio, onore delle lettere, delle arti e della diplomazìa italiana, limitavasi ad affacciare assennate riflessioni al cav. Martini, da esso debolmente spiegate quando il fatto era divenuto irretrattabile (1). Correva già il sesto anno da che questa calamità economico-politica pesava ognora più sul paese, quando i governanti si rivolsero alla corte di Vienna per trattare di comune accordo il definitivo ritiro dal Granducato della truppa imperiale quivi stanziata. Il Duca di Casigliano ministro delle relazioni straniere commetteva al cav. Lenzoni, d'intavolare le necessarie pratiche con quel gabinetto; ed a tal effetto procacciavasi pur di guadagnar l'animo del barone Hügel residente austriaco in Firenze (2). Dalle lettere all'uno ed all'altro dirette abbiamo la conferma della primitiva richiesta, non che del grandissimo conto e dell'immensa soddisfazione provata dai governanti per la presenza di ausiliari generalmente aborriti dalle popolazioni.

« Nel fare presso il Gabinetto di Vienna l'officio « che le viene commesso (*scriveva il Duca di Casigliano* « *al Lenzoni*), non solo esprima i sentimenti preaccen-

devole somma dal cessato governo granducale, il quale senza denegarla risolutamente, nemmeno indusse a prometterne la reintegrazione.

(1) Vedansi i documenti inseriti nel *Sommario* sotto i n^{i} CXXXIV, CXXXV e CXXXVI.

(2) Vedasi il documento CXXXVII del *Sommario*.

« nati, ma quelli pure vi unisca della più ferma e sin-
« cera intenzione di mantenere sempre col Governo Au-
« striaco, i *più intimi e stretti rapporti, seguitando ad*
« *andare di concerto in tutto ciò che può più specialmente*
« *contribuire a mantenere la quiete e la tranquillità nella*
« *penisola, e prevenire qualunque alterazione politica nella*
« *medesima* (1). » Ed il gabinetto di Vienna ammettendo la congruità di richiamare i suoi presidii dalla Toscana, assai gradiva le dichiarazioni di riconoscenza e di subiezione, che con tanta umiltà e fervore gli venivano inviate dal gabinetto granducale. Quindi resta facile spiegare il contegno totalmente ligio e deferente osservato dalla corte di Toscana rispetto a quella d' Austria fino a' dì 27 Aprile 1859, malgrado tutte le contrarie rimostranze che le vennero fatte dal di fuori e dal di dentro per risparmiarle un' irretrattabile catastrofe. Essa fidava ancora sull' appoggio delle armi austriache, e se risolse di partire da Firenze anzi che cedere a'giusti desiderj del popolo toscano, partiva per tornare preceduta da un' altra armata imperiale, che avrebbe gettati i popoli nell'ultima miseria, cioè in quella desolazione, che ingenera il più disperato vivere.

La somma complessiva delle spese occorse nel mantenimento di dette truppe ausiliarie, dal momento del loro ingresso a Livorno, fino al giorno del totale sgombramento, avvenuto nel Maggio del 1855, ascende a lire 31,913,291. 1. 11., pari a franchi 26,807,164. 52., per quanto apparisce dai documenti che andiamo contemporaneamente pubblicando (2). Ma poichè tutta que-

(1) Questi sensi officialmente espressi dal Duca di Casigliano, erano poi raffermati dalla corrispondenza privata fra corte e corte, la quale un dì o l'altro potrà comparire alla luce, cioè quando maggior larghezza di tempo il comporti.

(2) I documenti inseriti ai n^{i} CXXXVIII, CXXXIX, CXL, CXLI

sta gestione non è stata ancora sottoposta all' esame ed alla sanzione della R. Corte de' Conti, non siamo pertanto in grado di dare la surriferita cifra come assoluta. All' opposto, noi abbiamo fondati motivi per credere e ritenere, che siccome alcune spese discendenti da quella occupazione continuano tuttora, ed altre non sono o ben liquidate o scevrate, così l' importare totale del *funesto soccorso* accordato dall' Austria a Leopoldo II, già superi i 32,000,000 di lire toscane. La quale ingente somma poteva e doveva essere affatto risparmiata, se l' ex-Granduca fosse stato veramente *padre* e non *patrigno* de' sudditi che rimasero per 35 anni sotto il suo scettro, se invece di essere *austriaco* fosse stato *italiano*, conforme molte volte osò impudentemente vantarsi in faccia al mondo intero. Re Carlo Alberto sospettava della sua sincerità sin dal Maggio del 1848, nè il Magnanimo Esule d' Oporto, che lo conosceva da lunga pezza, s' ingannava.

§ IX.

Dopo l' invio del cav. Lenzoni a Vienna, il governo granducale risolse di rivolgersi alle corti ducali di Modena e Parma, onde rannodare le relazioni di buon vicinato esistenti avanti gli ultimi rivolgimenti. Il decreto del dì 12 Maggio 1848, che abbiamo già riferito, sembrava che avesse dovuto produrre de' sinistri effetti in quei sovrani, ora ritornati nei respettivi Stati. Essi avevano pure recuperati i territorj di Lunigiana e Garfagnana, mediante il predetto *decreto* aggregati alla To-

e CXLII del *Sommario* indicano partitamente e complessivamente l' ercgazione di tal somma.

scana. Questo però non aveva fatto alcuna breccia nei loro cuori; bensì eravi penetrata la *protesta* emessa dalla *Commissione Governativa Toscana* il dì 22 Aprile 1849, contro l'invasione militare Austro-Estense operata in quelle provincie; *protesta* che poteva riguardarsi come una logica sequela del summenzionato *decreto* (1). Alle prime aperture fatte dal Duca di Casigliano su tale argomento, i due governi replicarono esser necessario innanzi tutto, che quell'atto fosse formalmente revocato. Su di che insisteva particolarmente il Duca di Modena, il quale sebbene non chiamato, nè cercato, volle far parte, con una impercettibile squadra de' suoi, della spedizione effettuata dagli Austriaci a Livorno nel Maggio del predetto anno.

La revoca del molesto atto non tardò a farsi aspettare, senza che dall'una e dall'altra parte venisse fatta la minima allusione al decreto summenzionato (2). La qual cosa dà ragionevolmente a sospettare, che venisse sanzionato da Leopoldo II, dietro segreta intelligenza col Duca Francesco V, e con Carlo Lodovico di Borbone, per impedire che le popolazioni lunesi e garfagnine si dessero al Re di Sardegna, da cui sarebbe stato più malagevole recuperarle. Per parte del gabinetto austriaco non poteva passare inosservata tanta docilità del governo granducale; imperciocchè il barone Hügel fece istanza al Duca di Casigliano, onde la pubblica autorità concorresse a solennizzare l'inalzamento dello stemma imperiale sulla casa di sua abitazione. E ciò veniva ri-

(1) L'allegato *atto di protesta* è inserito al n° LXXVII de' documenti che corredano i citati *ricordi* del conte L. G. De Cambray Digny.

(2) Le *note diplomatiche* passate fra i Governi di Firenze e di Modena, vengono collocate al n° CXLIII del *Sommario*, e il *dispaccio* del Duca di Casigliano al governo parmense al n° CXLIV.

chiesto come azione espiatoria del bruciamento di quella insegna accaduto a furia di popolo la sera del dì 24 Marzo 1848. Il Granduca ed il suo Ministero gareggiarono nel compiacere il nuovo legato di Vienna, ed oltre la truppa tedesca, un drappello di soldati toscani fu mandato a far onoranza a stemma straniero detestato dai paesani (1). A' 5 di Gennajo del 1850 fu recato ad effetto quest'oltraggio nazionale, dalla popolazione di Firenze tacitamente osservato e registrato nel cuore.

§ X.

Un altro grave e sensibile disordine politico fu apparecchiato alla Toscana in Gaeta; vogliamo dire il conquasso della *patria legislazione giurisdizionale* appellata *Leopoldina.* In qual concetto essa fosse tenuta da Pio IX, avemmo già occasione di sapere per bocca del marchese Bargagli (2). A quali pericoli andesse incontro nel 1848 per opera di gente inesperta a trattare con gli ambidestri curiali romani, fu da noi esposto in altri libri (3). Or ci resta a raccontare come nei convegni gaetani, papa, cardinali e prelati minori, ad ogni momento facessero risuonare alle orecchie di Leopoldo II e de' suoi consiglieri, che chi non rispetta i diritti della Chiesa incorre sempre in disgrazie e duri cimenti. La Granduchessa vedova rafforzava que' detti per affezione alle sue monachelle e fraticelli, da essa reputati colonne del cielo.

(1) I *dispacci* inseriti al n° CXLV fanno di ciò piena fede.

(2) Vedasi il documento n° CXXVII del *Sommario.*

(3) Del *Concordato* iniziato, firmato e non ratificato nel 1848, già ne demmo ragguaglio alla pag. 387 e seg. del tomo V della *Storia Civile.*

Se in realtà così fosse, la corte papale non avrebbe dovuto trovarsi esule in Gaeta, e lo stato romano dovrebbe essere il più beato del mondo. Ma i consiglieri granducali volevano far fondamento sul clero per averlo propizio e compartecipe a' futuri pervertimenti dello Stato. Imperciocchè il Baldasseroni compiacevasi d'informare il Radetzky, *che il clero secolare e regolare toscano, era benissimo disposto verso la causa austriaca* (1). Noi accettiamo la rivelazione Baldasseroniana in quanto al clero regolare: rispetto al secolare sappiamo, che la maggior parte de' parrochi e de' loro aggiunti e coadiutori, non avversano certo la causa nazionale, come vanno facendo molti prelati, canonici ed altri preti semplici ed oziosi.

Avendo l'Austria subodorato a Gaeta che il Piemonte voleva proceder risoluto nelle riforme degli abusi esistenti nel regno in materia giurisdizionale, ella decise all'opposto d'appigliarsi a far concessioni alla S. Sede per rendersela maggiormente amica, e respettivamente ostile alla corte Sabauda. Però la trista non pose a calcolo, che colui che dissipa le sostanze, o fa getto delle glorie ereditate dagli avi, presto presto si trova derelitto ed universalmente spregiato. Giuseppe II e Leopoldo I, sotto questo rapporto, avevano elevato a' cieli il nome austriaco: Francesco Giuseppe I e Leopoldo II, hanno studiato a tutt'uomo per lordarlo nel fango. In sequela di simili concerti, al ritorno del Granduca in Toscana, fu annunziato a' Vescovi, che tosto sarebbero riassunte altre trattative per far Concordato col Papa; e non andò guari che mons. Ferdinando Minucci arci-

(1) Vedasi la *lettera* del Baldasseroni al Radetzky inserita al n° CXXXII dell'annesso *Sommario*,

vescovo di Firenze convocò a sinedrio i prelati del Granducato, giusta l'*enciclica pontificia* del dì 1.° Dicembre 1849 (1). Quel che i prelati facessero in dette conferenze, poco sappiamo, e poco preme sapere; importa bensì far conoscere come il restaurato governo di Leopoldo II si conducesse con la Toscana. Portata ad effetto la istituzione della nuova Diocesi di Modigliana nella Romagna nostrana, e spedita da Roma la *Bolla* a ciò relativa, il Ministero esultò, che invece della consueta *quaderna*, la presentazione di un solo soggetto bastasse a riempire il vescovato. S'impermalirono i curiali di quella esultanza; richiesero la *Bolla*, ed il governo toscano ebbe la fanciullesca dappocaggine di rendergliela, e d'accettarne un'altra con diversa clausola (2).

La trama clericale correva veloce al suo scopo. Appena che l'illustre ministro piemontese, conte Giuseppe Siccardi, fecesi a presentare al Parlamento la legge per rivendicare al laicato la giurisdizione usurpatagli dal fôro ecclesiastico, Leopoldo II ne portò condoglianze al noto mons. Massoni. La qual cosa riuscì di gran conforto a Pio IX, conforme ne rese testimonianza il cardinale Antonelli con dispaccio del seguente tenore spedito al suddetto incaricato d'affari: « In mezzo alle « tante amarezze che pur troppo travagliano il Sommo « Pontefice, Sua Santità non potè non apprendere col « più vivo dispiacere l'attentato arrecato a' diritti ed « alla libertà della Chiesa negli Stati Sardi, colla nuova

(1) Questo sinedrio, da cui furono affatto esclusi i laici, ebbe luogo nel Giugno del 1850 nella casa attigua alla vetusta Basilica di S. Miniato al Monte suburbana a Firenze. I vescovi dissero poi al Governo d'essersi soltanto occupati di cose pertinenti alla disciplina ecclesiastica.

(2) La cosa sembra incredibile, ma è vera: l'attuale *Bolla* porta la data del 9 Luglio 1850.

« legge presentata da quel Governo alle Camere pie-
« montesi. Il vivo interessamento addimostrato a V.
« S. Illus. da S. A. I. e R. il Granduca in siffatta con-
« giuntura, e dal Ministero toscano, che forma il sog-
« getto del di Lei foglio del 5 corrente, N.° 923, si fu
« per Sua Santità un vero motivo di consolazione. Tali
« sentimenti, oltre che confermano N. S. nella opinione
« che ha della religione del Granduca, e della rettitu-
« dine che guida il Governo toscano, gli fanno sempre
« più sperare, che sarà per avverarsi il sospirato mo-
« mento che gli affari religiosi del Granducato, verran-
« no di comune accordo regolati su basi che mantenen-
« do la Chiesa nei suoi diritti, influiscano nel vero bene
« del popolo toscano, ispirando in esso colla vera re-
« ligione e retta educazione, i principj di fedele suddito
« ed utile cittadino (1).

Bastò questo cenno per trasportare il Granduca ed i suoi ministri al passo sconsigliato: Il Duca di Casigliano scrisse pochi dì appresso al march. Bargagli d' inoltrare a Sua Santità un' apertura in quel senso. Adempì il Bargagli l' ingiunta incombenza, ed il cardinale Antonelli, quanto ancora lo stesso Pontefice, ne manifestarono il loro più profondo gradimento (2). Quindi lo sfasciamento della più bella parte dell' edifizio civile toscano, venne così iniziato. Tali passi preparatorii accadevano nella primavera del 1850; ma poi nessuna persona di vaglia osava sobbarcarsi della responsabilità discendente su chi avesse assunto la trattativa di simil negozio. I ministri Capoquadri e Mazzei presero congedo, anzi che con-

(1) Il *dispaccio* Antonelliano esiste in copia nel Ministero degli Affari Esteri di Firenze, dato da Portici il dì 11 Marzo 1850.

(2) Vedansi i documenti inseriti al n° CXLVI dell'annesso *Sommario*.

sentire a tanta improvvidenza: vi restava però il Baldasseroni, che nell'alta stima in cui teneva sè stesso, avrebbe preso a rivoltare il mondo intero. Un anno dopo ponevasi quel presuntuoso in cammino per Roma dicendo, che andava per combinare accordi relativi a congiunzioni di strade ferrate; ma in realtà per conchiudere il *Concordato* effettivamente stipulato il 25 d'Aprile del 1851 (1). La enumerazione degli sconcerti derivati al nostro paese da quell'atto, oltre che non ci vien consentita dall'angustia del tempo, sarebbe adesso anche superflua, dacchè la Divina Provvidenza tanto soccorse la Toscana da permettere che fosse non ha guari troncato ed abolito (2). Solo ci limiteremo ad osservare, che mentre esso rendeva incerta e vacillante tutta la nostra eletta legislazione giurisdizionale, altri futuri *Concordati* per giunta ne preconizzava, vale a dire, altrettante conquiste per la Curia romana.

Quel governo medesimo che aveva ricercato e stipulato il predetto atto, ne raccolse pel primo amarezze e pentimenti. Ignaro il Baldasseroni delle scaltrezze romane, si lasciò facilmente indurre ad includer nel *Concordato* espressioni più late di quanto aveva in animo di concedere, a condizione che il governo avrebbe da sè potuto stabilire certi limiti sulla controversa materia. Non s'avvide esser questo un tranello che poneva l'autorità secolare in contradizione con le sue propie stipulazioni. Infatti, tosto che comparvero le due *circolari* del Mini-

(1) Esso fu pubblicato il 30 di Giugno del medesimo anno, e può vedersi nella raccolta delle patrie leggi.

(2) Vogliamo con ciò alludere al *Decreto* del 27 gennajo del corrente anno 1860, col quale il *Governo della Toscana, regnante S. M. Vittorio Emanuele*, per giustissimi e plausibilissimi motivi, ha totalmente annullato il *Concordato* antedetto, e tutte le sue sequele.

stro degli Affari Ecclesiastici, Gio. Bologna, sull'*Exequatur regio*, e sulle *affissioni esterne*, il rappresentante pontificio a Firenze, mons. Massoni più volte rammentato, presentò formale *protesta* al Duca di Casigliano contro il loro contenuto (1). Tanta audacia altamente indignò i rettori toscani, i quali peraltro non avevano da ripetere che *mea culpa*, perchè non erano loro mancati gli ammaestramenti antichi, ed i recenti avvisi, d'astenersi da cotanta scempiatezza. Commessero allora al Bargagli di porgerne lagnanze alla corte di Roma; ottennero anche una tal quale riparazione all'onta, che il Massoni non può aver eseguita senza segreta intelligenza col suo governo (2). Ma le incertezze crebbero nelle coscienze dette timorate, nè queste poterono esser acquietate dalle contrarie affermative del Baldasseroni medesimo. In appresso lasciaronsi andare ad altre concessioni, e Roma ne seppe talmente profittare, da trascorrere perfino a notificare in Toscana le sentenze emanate dalla Congregazione del S. Officio, tuttora esistente in quella metropoli (3). Chi aprì la porta e si prestò a simili esorbitanze, abbiasi la pena della pubblica esecrazione.

§ XI.

È già istrutto il lettore delle promesse granducali di voler mantenere e di restaurare la *Costituzione*, ed

(1) Vedasi il documento n° CXLVII del *Sommario*.

(2) Vedansi i documenti inseriti sotto il n° CXLVIII del *Sommario*.

(3) Per osservare fino a qual punto sia arrivata la condiscendenza del governo granducale toscano rispetto alla Curia romana, stimiamo opportuno di produrre al n° CXLIX del *Sommario* una sentenza dell'Inquisizione di Roma mandata ad eseguirsi nel Granducato per mezzo de' tribunali locali, collocata di seguito alla *lettera* dal Baldasseroni indirizzata a' Prefetti dello Stato.

ugualmente conosce il *programma ministeriale* del 5 Giugno 1849 in quella parte che appella a tale argomento. Egli del pari non ignora i disegni de' convenuti a Gaeta, e le *istruzioni* date al cav. Lenzoni nel momento di recarsi a Vienna. Occorre ora aggiugnere, che le prime leggi divulgate dal governo granducale dopo la sua ripristinazione, contenevano la clausola, *che avrebbero avuto vigore fino a che non sarebbero state sottomesse all'approvazione delle Camere legislative.* Intanto la Sicilia fu costretta d' arrendersi alle forze di Ferdinando II, quando Roma e Venezia erano cadute in potere delle armi francesi ed austriache. Similmente l' Ungheria aveva dovuto piegare al cospetto de' poderosi eserciti russi: i bollori germanici svaporavano di giorno in giorno; e la Francia dava sensibili segni di simpatìa al monarcato, piuttosto che alla repubblica surta per accidente. Allora l'Austria si pentì della *Costituzione* promessa il 4 Marzo, e decise di ritirarla prima di mandarla ad effetto. Da tal decisione ne discese la conseguenza, che i governi italiani con essa legati in rapporti amichevoli, dovettero associarsi alla sua condotta politica.

In quanto alle corti di Napoli, di Roma, di Modena e di Parma, non desideravano nulla di meglio. Il re Vittorio Emanuele, d'accordo col popolo piemontese, persisteva nella conservazione del patto giurato allorquando ascese sul trono. Questo dav' assai da pensare a' rettori di Firenze, i quali ben sapevano, che sin tanto fosse rimasto in vigore lo *Statuto* nel reame di Sardegna, i costituzionali toscani non avrebbero mai cessato di desiderare e di cospirare per la riattivazione di quello interno. Ma l' Austria la pensava diversamente, e la sua volontà era divenuta tanto più autorevole dacchè le truppe tedesche occupavano il Granducato. Nel-

l'estate del 1850, Leopoldo II andò personalmente a Vienna, ove lo seguirono il Duca di Casigliano ed il presidente Baldasseroni: ebbero tutti positive assicurazioni, che la *Costituzione* imperiale sarebbe stata tosto disdetta, e che altrettanto doveva fare la Toscana. Laonde il 21 Settembre di questo medesimo anno comparve il decreto, in cui si legge: « Considerando che le « circostanze politiche dell'Europa, e maggiormente poi « quelle particolari all'Italia, ed alla Toscana, non ci « hanno consentito, nè ci consentono per ora di nuo- « vamente attuare il sistema di Governo rappresentati- « vo, che già da Noi accordato nel Febbrajo 1848 fu « dalle violenze rivoluzionarie del Febbrajo 1849 suc- « cessivamente distrutto, e che pur dichiarammo di vo- « ler restaurare, in guisa che non dovesse temersi la « rinnovazione dei passati disordini. — Considerando, « che sotto l'imperiosa prevalenza delle circostanze enun- « ciate non è oggi dato di prefinire il tempo, nel quale « l'attuale precario stato di cose potrà aver termine. — « E considerando per ultimo esser frattanto indispensa- « bile, che ritenuti, quanto più le condizioni del tem- « po il comportano, i principj sanciti dallo Statuto, « si provveda poi in modo spedito ed efficace alla mi- « gliore amministrazione del paese, ed a consolidare in « esso l'ordine e la pubblica tranquillità (1). » Quindi il Consiglio generale venne disciolto, e le Assemblee legislative prorogate a tempo indefinito. Contemporaneamente le manomesse discipline sulla stampa rimasero sempre più ristrette e vulnerate (2).

Il concetto abolitivo delle franchigie costituzionali

(1) Tal *decreto* può ricercarsi nella raccolta delle patrie leggi.
(2) Anche questo decreto può ricercarsi in detta raccolta.

divenne allora palese ad ognuno, ed il partito liberale ne fu assai increscioso. Il Municipio di Firenze presieduto dal suo gonfaloniere, cav. Ubaldino Peruzzi, fu premuroso di rassegnare al Principe i contrarii sentimenti destatisi nella popolazione, e d'esprimergli il desiderio di veder sollecitamente riattivato il regime rappresentativo. Per tutta risposta venne il Peruzzi dimesso dalla carica occupata con piena soddisfazione del pubblico. Ugual trattamento fu praticato col marchese Gaetano Bartolini-Baldelli gonfaloniere del Bagno a Ripoli, che n'aveva imitato l'esempio. La Prefettura di Firenze annullò la deliberazione del Consiglio comunale, che assunse la responsabilità dell'indirizzo firmato dal suo gonfaloniere. Allora il detto Consiglio comunale inoltrò analogo ricorso al Consiglio di Stato, giusta le facoltà accordategli dalla legge: il Granduca rescrisse, che il ricorso non avesse seguito, segno evidente che lo Statuto sarebbe definitivamente scomparso (1). I legati toscani all'estero furono incaricati di partecipare la detta sospensione alle corti ov'erano accreditati, e mentre rimasero tutte in silenzio, quella sola di Torino esternò alcune osservazioni. Vittorio Emanuele II; appena ricevuta la riferita notizia della sospensione, disse; « Più gli altri mancano « ai loro giuramenti, più mi confermo nel mio: prima de- « porrei il potere che violarlo (2). » Leopoldo II non mancò d'esserne subito informato; nonostante procedè a

(1) Il ricorso inoltrato al Consiglio di Stato contro la decisione della Prefettura fu fatto dall'avv. Vincenzo Landrini, nel quale si contengono molti fatti e ragioni meritevoli di esser riferite, qualora non ci fosse vietato dalla ristrettezza del tempo.

(2) Al n° CL del *Sommario* vedansi i *dispacci* inviati dal Tanay De' Nerli a quel tempo incaricato provvisoriamente di reggere la Legazione toscana in Torino.

compiere il suo fedifrago divisamento. Ora però il Granduca mena oscura vita in remota parte della Boemia; ed il Re già regna nel cuore di 25 milioni d'Italiani. Questo in verità è il caso in cui l'errore e la virtù ricevono gastigo e premio respettivamente condegni; il che vogliamo notare a conforto de' buoni e leali uomini, ed a' confusione de' tristi e de' versipelli.

Non indugiò l'Austria gran fatto ad abolire una Costituzione data con inganno, e non mai attivata. Fu poscia la Toscana obbligata a seguirne il malvagio esempio; il che non scusa minimamente i governanti della mancata fede, perchè se non avesse bastato a salvarla un energico appello all'Europa, prima che divenire spergiuri dovevano, Principe e ministri, ritirarsi dai posti occupati per non infamarsi. Il proemio del relativo decreto è cosiffattamente concepito: « Quando in mezzo agli « straordinarj avvenimenti, che in Italia e fuori si com- « pievano, Noi deliberammo di concedere alla diletta No- « stra Toscana più larghe istituzioni politiche, promul- « gando il 15 Febbrajo 1848 lo Statuto fondamentale, « non altro desiderio ci mosse se non quello di pre- « servare il Paese dalle commozioni onde era minac- « ciato, di conformare la Nostra maniera di governo « con quella, che in altri Stati vicini, al tempo stesso, « adottavasi, e di contribuire col nuovo sistema alla « maggiore prosperità dei Nostri amatissimi sudditi.

« Ma l'esito non rispose ai desiderj comuni. I be- « nefizj sperati non si raccolsero; i mali temuti non si « sfuggirono; e l'Autorità Nostra, disconosciuta da pri- « ma, e resa inabile ad operare il bene, dovè poi ce- « dere alle violenze di una rivoluzione, la quale rove- « sciò insieme lo Statuto, e gittò la Toscana in mezzo « alle più deplorabili calamità.

« Ristabilito indi a poco dal coraggio de' Toscani ri-
« masti a Noi fedeli il Governo legittimo, Noi ringrazian-
« do la Provvidenza, che consolava così le amarezze
« del Nostro esiglio, accettammo il generoso fatto, ri-
« serbandoci a restaurare, nonostante la dolorosa espe-
« rienza, l'ordinamento politico da Noi fondato nel Feb-
« brajo 1848, in guisa peraltro che non avesse a te-
« mersi la rinnovazione dei passati disordini. A raffre-
« nare nondimeno le macchinazioni dei faziosi, sconcer-
« tate sì, ma non dome dal felice successo del 12 Apri-
« le 1849, fu necessario assicurare la quiete dello Stato
« con mezzi straordinarj; ed a provvedere dipoi in modo
« spedito ed efficace alla migliore amministrazione del
« Paese, Noi dovemmo riassumere l'esercizio di ogni
« potere, fino a tanto che le circostanze generali d'Eu-
« ropa, e le condizioni particolari di Toscana e d'Italia
« non consentissero di restaurare quel sistema di Go-
« verno rappresentativo.

« Frattanto gravissimi avvenimenti si sono succe-
« duti in Europa. La Società, ove più, ove meno, mi-
« nacciata nelle sue basi, ha cercato e cerca la propria
« salvezza nel ripararsi sotto il principio dell'Autorità
« libera e forte. E mentre già nella più gran parte
« d'Italia non resta omai traccia di governi rappresen-
« tativi, Noi possiamo andar persuasi che la maggio-
« ranza stessa dei Toscani, ricordevole della quiete,
« e della prosperità lungamente godute, ed ammaestrata
« dall'infelice esempio, senta piu presto il bisogno di
« sperare nel consolidamento della Potestà, e dell'ordi-
« dine lo sviluppo d'ogni ben essere del paese, di quello
« che desideri di veder risorgere forme di governo,
« le quali non consuonano nè colle patrie istituzio-
« ni, nè colle abitudini del Nostro popolo, e fecero

« di sè mala prova nel breve periodo di loro esi-
« stenza.

« Or poichè il vero bene del Paese esige, e le condi-
« zioni generali richiedono, che il Governo dello Stato si
« costituisca sopra le basi stesse, sulle quali procedè fino
« al 1848, Noi venuti perciò con animo tranquillo nella
« determinazione di promulgare le seguenti disposizio-
« ni, assicuriamo i Toscani che continuerà ad essere,
« fin che la vita Ci basti, la prima e più dolce cura
« per Noi quella di promuovere nel Nostro diletto Pae-
« se ogni maniera di morali e civili vantaggi.

« Così Iddio ci soccorra, e ci afforzi ogni dì più
« la concorde fiducia dei Nostri amatissimi popoli, men-
« tre siamo consapevoli che col nuovo ordinamento po-
« litico della Toscana tornando ad ampliarsi le prero-
« gative del potere, viene a farsi più grave il peso dei
« Nostri doveri (1). »

Abbenchè niuno serbasse fiducia di veder mai più risorgere lo *Statuto* toscano per opra di coloro che s'erano ormai tanto compromessi da non potersi esporre innanzi al Parlamento, senza incorrere nel pericolo di censure e di condanne politiche, niuno però supponeva che volessero arrivare a tanto d'inverecondia da proclamarsi da sè stessi spergiuri e fedifraghi. Prima d'ogn'altri fu spergiuro Leopoldo, che per ben due vòlte aveva invocato Dio in testimonio della rettitudine delle sue intenzioni (2). Fu spergiuro il Baldasseroni nella duplice qualità di ministro e di senatore; furono spergiuri il Lan-

(1) Questo *decreto* porta la data del 6 Maggio 1852.

(2) Quando Leopoldo doveva giurare lo *Statuto* in Parlamento, pregò alcuno de' suoi ministri di attenuarne la formula, *perchè si sentiva galantuomo abbastanza per mantenere ciocchè concedeva.* Tal repugnanza era figlia, probabilmente, delle future previsioni.

ducci, il Lami ed i compagni, che lo avevano confezionato come senatori; lo spergiurarono altri cittadini che l'avevano ugualmente accettato, fomentandone l'abolizione. Roma autorizzò diversi ecclesiastici toscani a prosciogliere da quei giuramenti, e ciò perchè si trattava di cosa calzante al suo genio. Alcuni chiericati, specialmente regolari, andarono tant'oltre, che si fecero anche a tentare anticipatamente le coscienze di quelli che dubitavasi volessero esser fedeli agl'impegni contratti innanzi al cielo ed agli uomini. Poi cooperarono in mille modi ad acquietare gli animi della gente devota, torcendo la morale religiosa a' loro pravi fini, ed ebbero anche ricorso a de' mezzi che un elevato riguardo religioso ci vieta ridire, quantunque le più autentiche prove siano in nostre mani, da mandarsi fuori quando che ne faccia di mestieri. La revoca dello *Statuto* portò con sè la naturale conseguenza, che i ministri divennero soltanto responsabili d'avanti al Principe, correo con essi di molti eccessi. La Guardia Civica rimase definitivamente abolita, nonostante che il potere assoluto l'avesse proclamata istituzione dello Stato. Il regolamento comunale messo in vigore dopo il ritorno da Gaeta, sembrando troppo largo, ebbe a subire indegni guasti. Le leggi sulla stampa già manomesse e vulnerate, dissesi di volerle ancora ristringere, ma non se n'ebbe poi il coraggio. La condotta del Governo granducale dopo il 1852, fu un misto di perversità, di vigliaccherie e di borie.

§ XII.

I disastri piombati sulla Toscana per colpa de' suoi governanti nel primo triennio della mal concepita restau-

razione, or succintamente narrati, recisero i vincoli d'affetto in passato esistenti tra Principe e popolo. Se in apparenza la rottura non riuscì molto sensibile, ciò dipese dall'intelligenza e dal savio carattere degli abitanti, i quali poteronsi facilmente persuadere, che faceva di mestieri attendere propizia occasione per insorgere e levarsi dal collo chi sprecava le sostanze nazionali con gli sgherri forestieri. Anche la distribuzione interna era parziale; la gente più servile e meschina pasciuta a dovizia; gli uomini più distinti per cognizioni e sostenuta dignità, o perseguitati o condannati all'inopia. Imperciocchè il governo si trovava in continua lotta co' governati, lotta sorda e passiva che doveva finire col renderlo impossibile. Al presidente Baldasseroni sembra che riuscisse assai molesto il peso dell'odio pubblicò, poichè di quando a quando studiavasi di far qualche carezza a' liberali più flosci ed annacquati, sempre che gli fossero molto ossequenti. All'opposto il Landucci, nato per tutt'altro ufficio che pel Ministero dell'Interno, affettava modi duri e bruschi, che accrescevano l'odiosità inerente alle sue funzioni. Avendo nella prima gioventù intinto nelle sette, gli antichi compagni lo detestavano *apostata*, il che dava risalto alle grossolane furberie del Baldasseroni, che quantunque fossero spesso discordi fra loro, pur di lui si serviva per fare le parti più vistose e brutte del governo.

Gli uomini più perspicaci osservavano passo passo un'amministrazione che viveva alla giornata, senza fede in alcun principio, e senza speranza in veruna risorsa, giacchè ognuno sentiva in cuor suo ritrosìa ad associarsi con chi conducevasi in modo cotanto censurabile. Facevasi fondamento, segnatamente dalla corte, sulla nuova armata organizzata e comandata da due ufficiali man-

dati dall'Austria; uno aborrito per le sue maniere dispotiche e villane, l'altro esoso per sconcerti derivati dal giuoco e simili sregolatezze. Poi avevano addosso il peccato d'origine, per cui non poteron mai guadagnarsi la confidenza de' soldati. Se questi sparsero con qualche rabbia del sangue cittadino in Livorno a' 30 di Giugno del 1857, dee attribuirsi al risentimento nascente dal vedersi proditoriamente assaliti, e tre de' loro uccisi (1). Ma poi n'ebbero tanto rincrescimento, da rivolgere ad altro segno le loro mire. Le asprezze del generale Ferrari da Grado vi contribuivano efficacemente, e la polizia investigativa che pretendeva d'esercitare su qualunque gli veniva in sospetto di patriottismo, accrebbe prodigiosamente i patriotti. Dall'infimo soldato fino a' capi di corpo, nessuno avrebbe recusato di partecipare ad una guerra nazionale, e nel tempo stesso nessun avrebbe accettato d'associarsi co' Tedeschi per far contro all'Italia. Anche la Magistratura fiorentina, tranne poche eccezioni, si serbò sempre indipendente, per non dire ostile al governo, il quale nello spazio di soli dieci anni dissipò affetti nati e cresciuti pel corso di oltre un secolo. Gli egregi autori del libercolo — *Toscana e Austria* — esposero già con molta maestria le cause di questa metamorfosi, e noi stessi facemmo analoghi sforzi nell'*Appendice* al — *Manuale degli Ordinamenti economici* ec. —

§ XIII.

Allorchè il conte di Cavour, nell'Aprile del 1856, alzò la sua eloquente e generosa parola in mezzo a'rap-

(1) Dai *rapporti officiali* del tempo apparisce, che 13 furono i cittadini fucilati dai soldati, senza forma di processo, nell'atto che vennero in loro potere, e 3 militari.

presentanti de' maggiori potentati d' Europa, onde richiamare la loro attenzione sui dolori e lamenti dell'Italia oppressa, dovette l'Austria accorgersi dell' impressione cagionata da quei detti nei diplomatici francesi ed inglesi. Essi ferivano e mortificavano più il gabinetto di Vienna che i piccoli sovrani della penisola, giacchè non poteva revocarsi in dubbio la dipendenza politica di questi dai suoi voleri. E tanto maggiormente rimase adirata la corte imperiale del linguaggio tenuto dal sullodato conte di Cavour nel Parlamento subalpino, ove dichiarò che i plenipotenziari austriaco e piemontese s' erano separati in Parigi con l' intima convinzione dell' inconciliabilità de' principj che regolavano i due paesi. Il Governo di Firenze ne concepì pure delle non lievi apprensioni, che il conte di Buol cercò di calmare mediante un dispaccio inviato al barone Hügel, coll' incarico di comunicarlo al presidente Baldasseroni. Son ivi spiegati in un modo tutto particolare i principj direttivi della politica austriaca in Italia, e nel tempo stesso ei dava assicurazioni che i principj medesimi sarebbero rimasti mai sempre inalterati (1).

Ed il Baldasseroni, presi gli ordini di Leopoldo II, faceva pervenire alla corte di Vienna, per l' organo del cav. Lenzoni, le sue più vive congratulazioni, attesa la enunciata fermezza nelle massime che informavano la politica dell' Imperatore rispetto all' Italia. Tolse poscia a disapprovare il contegno del conte di Cavour in questi termini: « È impossibile che i governi della penisola « riconoscano mai in uno di essi il diritto di parlare in « nome di tutta l' Italia, di erigersi in censore privile- « giato degli atti di altri Stati indipendenti, e di farsi,

(1) Vedasi il documento n° CLI. del *Sommario*.

« fors' anco senza sufficiente cognizione di causa, pro-
« motore di miglioramenti, di progressi, di riforme delle
« quali ciascun Sovrano ha il diritto di riserbarsi l' ini-
« ziativa, secondo i veri bisogni del proprio paese, e
« secondo le regole di quella pratica opportunità, da
« cui dipende sempre la felice attuazione, e la buona
« riuscita, anco delle migliori e più utili disposizio-
« ni (1). » Così la discorreva il Baldasseroni quando a Leopoldo II non rimaneva più un amico di polso nell' interno del paese, quando il governo trovavasi sopra di un terreno vulcanico, e pronto da un momento all' altro ad inghiottire i suoi dissennati rettori. Nonostante il dispaccio toscano incontrò l' approvazione ed il plauso de' gabinetti, oltre l' austriaco, pur di quelli di Roma e di Napoli, ed allorchè tutti d' accordo avrebbero avuto bisogno d' appigliarsi al partito loro indicato dal conte di Cavour, cioè di mettersi su diverso e miglior cammino.

§ XIV.

I piccoli governi della penisola attaccati all' Austria riposavano interamente sul di lei appoggio, e quasi verun conto facevano dello spirito pubblico, che si rendeva ognora ad essi più avverso. In corte di Roma prevalse l' idea che un viaggio del Pontefice a traverso le provincie dello Stato avrebbe potuto risvegliare dell' entusiasmo a suo favore, sì fra quelle popolazioni che dei paesi finitimi. Ma l' astro di Pio era traboccato all' occaso per non risorgere più mai. Le pompose comparse non sono per questo secolo, quando non siano

(1) Vedasi il documento n° CLII del *Sommario*

congiunte a qualche grande scopo interessante la morale, la politica o l'economia delle nazioni. Accorsero da per tutto le genti a vederlo con insignificante curiosità; imperciocchè la pia venerazione altre volte manifestatasi a riguardo de' papi peregrineggianti, mancò affatto in questo caso. Leopoldo II spedì l'arciduca Carlo suo figlio secondogenito ad ossequiarlo a Perugia; poscia andò egli stesso a visitarlo in Bologna. Invitato il Pontefice nel far ritorno a Roma di voler passare per Toscana, siccome aveva accettato di recarsi a Modena, accettò pure di comparire a Firenze. Nelle ore pomeridiane del giorno 17 Agosto 1857, quel papa Mastai che aveva destato tanto fanatismo quando prediligeva la causa nazionale, faceva ora ingresso in detta città affollata di popolo del tutto silenzioso. Era il Granduca al suo fianco; splendido il corteggio, le case urbane ornate a festa, ma da nessuna parte poterono scorgersi segni d'esultanza, e di religiosa devozione. I due personaggi non risquotevano altrimenti la fiducia de' popoli delusi.

Portossi Pio IX, sempre accompagnato da Leopoldo e dalla sua famiglia, a Prato, Pistoia, Lucca, Pisa, Livorno, Volterra e Siena, ovunque spasimando benedizioni a mute genti. Di là faceva ritorno alla propria residenza, lasciando in Toscana soltanto la memoria delle spese cagionate dal suo viaggio (1), e di un attentato commesso dai prelati toscani contro le leggi dello Stato. Durante il trattenimento del Pontefice nella capitale, questi prelati riunironsi intorno a lui per fargli ono-

(1) Il soggiorno del Papa in Toscana costò alla corte lire 166,958 7. 4. ed allo Stato lire 65,793. 3. — come resulta da documenti e scritture officiali.

ranza: decisero allora di inoltrare una petizione collettiva al Granduca, perchè volesse abolite le prammatiche dette delle *manimorte*, ed i tre arcivescovi ne fecero la presentazione, usando ancora di qualche sorpresa per deporla nelle mani del Sovrano. Nulla di più strano e di più ingiusto di detta petizione, perchè esatti calcoli dedotti da autentiche notizie censuarie ne accertano, che in quell'anno gli ecclesiastici del Granducato avevano la *perequata rendita imponibile* di lire 166 e 27 cent. per testa, mentre la perequazione de'laici consisteva in sole lire 27 e 52 cent. per individuo. Che sproporzione è mai questa? Nulladimeno volevano abrogate le prammatiche che da oltre un secolo avevano sapientemente eretti degli equi e ragionevoli ripari. È prezzo dell'opera nostra far conoscere con precisione a quanto ascenda il possesso della causa pia ecclesiastica in Toscana. Il clero secolare ha la rendita imponibile di lire 1,863,792. e 20. cent.; — il clero regolare ha lire 886,734 ed 1 cent.; — gl'istituti destinati al mantenimento del culto lire 162,755 e 88 cent. Di maniera che la detta causa pia ecclesiastica ha la complessiva *rendita imponibile* di lire 2,913,282 e 9 cent., a fronte della cifra totale della *rendita imponibile censuaria* di tutto lo Stato di lire 49,069,008 e 27 cent. (1). Ora queste cifre sono abbastanza eloquenti per sè stesse da dispensarci da ulteriore illustrazione.

§ XV.

Occorse già di fare in queste carte un breve cenno della spedizione militare toscana in Lombardia nel 1848

(1) Dette cifre provengono officialmente dall' Ufizio del pubblico *Censimento*.

onde propugnarvi la causa dell'indipendenza nazionale. Fa ora d'uopo aggiugnere, che il Governo Provvisorio di Milano, dietro concerti presi con quello granducale, volendo favoreggiare l'impresa, anticipò alcune somministrazioni di danari e di vettovaglie a' nostri volontarj e soldati. Cessato il predetto Governo Provvisorio nell'Agosto dell'infrascritto anno, gl'impegni assunti dalla Finanza toscana non erano ancora scaduti; ma nel tempo istesso disparve la causa del credito ed il creditore. Nulladimeno il Fisco austriaco non indugiò lunga pezza a reclamare dalla Toscana la ragguardevole somma di lire 533,333. 6. 8., che ragguagliano a *svanziche* 504,000. Il detto Fisco intimò anche davanti a' tribunali di Milano il sig. Antonio Berretta, uno de' componenti il testè rammentato Governo Provvisorio, all'oggetto di renderlo corresponsabile dell'enunciata somma, e di obbligarlo ad essere istrumento ed attore alla refusione contro la Finanza granducale.

Imperciocchè, essendo stato reso conto a Leopoldo II di quest'affare, *nell'alta sua saviezza* (o per meglio dire tenerezza per l'Austria) degnavasi d'ordinare; « Che anzichè prender parte comunque ad una conte- « stazione forense con intervento di terzi interessati, « e col dispiacere di sentir riprodurre pubblicamente « la storia di tempi che vorrebbe dimenticati, si faccia « appello diretto all'I. e R. Gabinetto di Vienna, e nel « denunziarle la recognizione in genere del debito di « che si tratta, porgasi ad esso domanda di venir seco « direttamente a liquidazione del debito medesimo, e « ad equitativi concerti sul pagamento (1). » Ebbe in-

(1) Le due *memorie* del Baldasseroni che produciamo al n° CLIII del Sommario, contengono appunto la storia di tale affare.

fatti luogo la liquidazione nella somma superiormente indicata; e facendo quindi il gabinetto austriaco delle continue premure per ottenere il pagamento, rimase composto in due rate, cioè la metà nell' Agosto del 1858, e l' altra metà nel ridetto mese dell' anno successivo. La prima rata fu effettivamente sborsata in Milano al tempo convenuto: in quanto all' altra è mancato il Fisco austriaco di detta città, ed è scomparso il debitore da Firenze. Questa è l'ultima concessione di danari, per quanto sia a nostra portata, fatta dalla corte granducale a quella di Vienna, senza che la prima abbia raggiunto lo scopo di *sentir pubblicamente riprodurre la storia di tempi che avrebbe voluti affatto dimenticati.* — L' unica cosa impossibile anche a Dio istesso è di distruggere la storia, finchè il mondo starà.

§ XVI.

Arrivati così al termine della nostra laboriosa ed ingrata tela, non dobbiamo trascurare di darle compimento col novero de' progressivi dispendj cagionati dalla cessata corte all' erario pubblico. Dal documento CXXV dell' annesso *Sommario* apparisce, che il viaggio nuziale di Leopoldo II a Napoli importasse lire 148,972. 12. 8., somma abbuonatagli dalla Depositeria nel 1845. Resulta da altra parte, che sin dal 1833 eragli stata pagata la somma di lire 120,618. 14. 4. per il medesimo titolo, con più lire 34,030 per mancie e regali distribuiti a quei cortigiani (1). Donde n' emerge, come la somma complessiva di detto viaggio costasse all' erario pubblico lire 303,611. 7. —. pari a franchi 255,033. 53. È pur

(1) Vedasi il decumento n° CLIV.

d'uopo rilevare, che allorquando accaddero i conguagli di cui abbiamo tenuto proposito nel parag. IV.° di questa *Parte Quarta*, l'annuo appannaggio della corte subì l'aumento di lire 160,000, onde raggiunse la cifra di lire 2,800,000, o sia franchi 2,352,000. 00., restata stazionaria fino al 1857 (1). In detto anno però volle la corte sgravarsi delle spese occorrenti pe' *Sergenti di Palazzo*, e per la *Guardia del Corpo*, addossandone il mantenimento allo Stato in lire 171,591. 14. 8. che ragguagliano a fr. 144,137. 05. (2). In sostanza si volle un accrescimento larvato di *Lista Civile.*

Alla quale ora devesi aggiugnere le spese di mantenimento e di miglioramento de' palazzi e ville esclusivamente destinate ad abitazione e diporto della corte nelle diverse città e provincie dello Stato. Cumulate queste spese nell'ultimo decennio, cioè dal 1 Gennajo 1848 a tutto Dic. 1857, esse ammontano a lire 1,714,368. 13. 7., vale a dire, a 171,436. 19. 4. all'anno, corrispondenti a franchi 144,007. 04. Recapitolando adunque queste cifre viene a concludersi; che l'appannaggio della corte medesima estendevasi a lire 3,143,028. 14. —., che ragguagliano a franchi 2,640,144. 09., senza computare il valore estimativo dei palazzi e ville antedette, e del mobiliare ivi esistente (3). Conciossiachè, a tenore della Convenzione del 1737 più e più volte citata, le *guardarobe*, *mobili*, *argenterie ed effetti d'uso* debbono considerarsi come una vera e propria dotazione della Corona di Toscana, e non proprietà private della famiglia di Lorena. E tale infatti vennero riguardate allorchè la

(1) Vedasi il documento n° CLV.

(2) Vedasi il documento n° CLVI.

(3) Queste cifre sono autentiche, perchè ottenute dalla *Direzione delle Fabbriche Civili.*

sovranità di questa nobilissima regione della penisola fu trasferita nei Borboni, e da essi nei Bonaparte. Nulla mai di proprio portarono i Lorenesi nel paese, che all'opposto in molte occasioni procacciarono di spogliare senza misericordia per sbramare le ingordigie austriache.

§ XVII.

I progressivi dispendj indotti dalla corte allo Stato, de' quali abbiamo fatto di sopra menzione, influirono non poco a sbilanciare la pubblica Finanza regnante Leopoldo II, il quale non volle conoscere limiti allo spendere in quelle cose che ferivano il suo piccolo genio. Alla pagina 166-7 delineammo a volo la situazione finanziera del Granducato allorquando pervenne, nel 1824, alle sue mani. C'incombe adesso il dovere d'istituirne confronto col 1858. Le passività gravanti l'erario in detto anno 1824 ascendevano in complesso a lir. 27,506,197. 7. -.: alla fine del 1858 sono di lire 137,123,036. 16. 7., o sia franchi 115,183,350. 92. Laonde in 34 anni vi è stato un aumento di lire 109,616,839. 9. —. corrispondenti a franchi 92,078,145. 16. Lo stato attivo consisteva allora in lire 108,254,550. 2. 9.; di maniera che si verificava un avanzo patrimoniale di lire 80,748,352. 15. 9. Nel 1858 il patrimonio dello Stato, compresi i fondi d'uso e di rendita, è diminuito fino a lire 97,069,257. 14. 3., o sia franchi 81,538,176. 50. (1). L'entrate generali

(1) Le cifre che appellano al 1824 sono estratte dalle scritture della R. Depositeria, e quelle del 1858 dal *rendimento di conti* a stampa sanzionato dalla R. Corte de' Conti.

della Finanza non oltrepassavano lire 19,114,191. 11. 3.; le spese erano lir. 16,060,859. 1. 4., per cui avevasi l'avanzo di lire 3,053,332. 9. 11. Le rendite del 1858 hanno raggiunto la vistosa somma di lire 40,337,124. 12. 1., equivalenti a franchi 33,883,184. 67., e le spese ordinarie lire 38,561,726. 8. 9., corrispondenti a fr. 32,391,850. 21. per cui sarebbesi verificato un avanzo di lir. 1,775,398. 3. 4. qualora non comparisse la categoria delle spese straordinarie consistente in lire 2,752,918. 6. 3., onde alla perfine vi è stato il disavanzo di lire 977,520. 2. 11., o sia franchi 821,116. 92.

Queste poche cifre parlano da sè un linguaggio abbastanza eloquente a chiunque abbia retto senso, da non esigere lunga discussione per formarsene un giusto criterio. Lo sviluppo economico del paese ha ricevuto sì in questo frattempo un certo incremento, ma non proporzionato all'aumento delle spese e delle imposte, la maggior parte delle quali hanno ricevuto inutile o superflua, se non dannosa erogazione. Ragguardevoli somme furon destinate in futili abbellimenti, in opere dispendiose più del dovere, in cose piuttosto perniciose che benefiche. Per ultimo, tre diversi titoli di spese produssero ingente sbrano nella Finanza toscana a cagione della corte d'Austria. Un Principe amante del proprio paese non avrebbe potuto abbandonare così facilmente le ragioni del proprio Stato, nè sarebbe mai disceso a stipulare l'infausta Convenzione del 1844. Un Principe savio e veracemente patriottico, non avrebbe mai potuto adattarsi a ricevere presidii stranieri quando lo Stato era tornato da sè in devozione; ed in ogni peggiore ipotesi avrebbe dovuto dare la preferenza a' soccorsi offertigli dal Piemonte. Un Principe illuminato sarebbesi ben guardato da sobbarcarsi di pagamenti, sol perchè eragli mo-

lesto sentir rammentare le passate vicende, nelle quali erasi trovato mescolato. Volete voi maggiore stoltezza? Ma il tempo scorre innanzi a noi rapidissimo, quindi ci è d'uopo discendere al seguente:

RIASSUNTO

Dalle cose fin qui esposte, e dai documenti prodotti a giustificazione delle medesime, n'emerge nel modo più evidente; che fu grandissima sventura per la Toscana il passaggio della sovranità da una dinastia nazionale ad altra straniera, poichè, attesi i contratti vincoli di sangue con la Casa d'Austria, non ha potuto mai naturalizzarsi, nè rendersi indipendente dalla corte di Vienna. Di due specie mali fu ella pertanto apportatrice: spogliazioni economiche senza pietà: umiliazioni e pervertimenti politici d'ogni genere. Francesco II, primo Granduca della schiatta Lorenese, commette enormi estorsioni; rapisce argenterie e gioje spettanti allo Stato; vende beni demaniali in quantità; obbliga i toscani a spargere il loro sangue, ed a spendere il loro danaro per interessi affatto estranei al paese, e poi gli ricompensa privandogli perfino delle loro assise, e dell'autonomia diplomatica al di fuori. Lui regnante cade lo Stato nel massimo spossamento economico, a cagione principalmente della sua costante dimora a Vienna, ove di continuo si son fabbricate catene per tenere in subiezione l'Italia in generale, e la Toscana in particolare.

Morto Francesco è venuto Leopoldo I a risedere in Firenze, Giuseppe II pretende all'eredità paterna, e con

questo artifizio rapisce allo Stato una somma che non gli apparteneva in veruna maniera. Profittando della sua qualità imperiale spinge gli attentati contro la Toscana fino al punto d'esortare il fratello a prenderne l'investitura feudale dall'Impero, che i passati rettori avevano sempre denegato a nome di un popolo libero ed indipendente. Lo stesso Leopoldo I, che tante buone riforme aveva introdotte nel paese durante il suo governo, divenuto erede della Corona imperiale, mandò presidio austriaco nel Granducato, e mentre fu sollecito di liquidare i crediti che aveva con la Finanza granducale, minimamente attese a reintegrarla della fraterna estorsione, da lui stesso appellata tale in pubblico documento. Anzi da Vienna, per compiacere all'esigenze della corte di Napoli, obbliga il successore ad imporre nuovi oneri sui rimanenti beni demaniali. Inoltre, osservando di là le cose sotto un diverso punto di vista, egli abbandona i migliori fautori ed istrumenti delle sue riforme, e mons. Scipione de' Ricci dovè accorgersi che i buoni servigj e l'amicizia nulla valgono per conservarsi il favore de' principi saliti più in alto.

Restato libero Ferdinando III dalla soggezione paterna, non rimase peraltro libero dalla tutela del gabinetto di Vienna, attesochè le mene austriache de' suoi parenti ed alleati, appunto incedessero a compromettere la Toscana in modo da esser invasa due volte da' Francesi, cioè nel 1796 e nel 1799. Occupata quindi dalle armate imperiali, i comandanti dispotizzarono a loro talento il paese, imponendone pure al Senato Fiorentino che reggeva lo Stato a nome di Ferdinando medesimo, dalla corte di Vienna trattenuto in Germania per servire alle sue particolari mire. Quando poi ella si trovò costretta ad accettare la pace d'Amiens, negoziò la To-

scana con la Francia, senza neppur consultare il Sovrano, il quale se ottenne una qualche indennizzazione di Stati in Alemagna, principalmente dipese dalla volontà del primo console Napoleone Buonaparte. Non sazia di ricavar danari dal Granducato, indusse Ferdinando a spedir commissari a Firenze per tentare d'averne: n'ebbe realmente usando tranelli e bindolerie, e quindi recusò accedere a convenzioni che l'obbligavano a rimborsare somme a cui s'erano obbligati i suoi generali, in correspettività di generi e danari chiesti e ricevuti.

Lo andazzo degli avvenimenti europei avendo dato adito al ritorno di Ferdinando in Toscana, l'Austria fu sollecita a farsene merito, e senza sua saputa l'obbligò a prender parte alla guerra di Napoli, e la Finanza a sostenerne le spese. Trascese poscia tanto innanzi, da dichiarare *Stato austriaco* il Granducato, trattando il suo sovrano come un semplice vassallo. E perchè Ferdinando ed i suoi successori le rimanessero ognora vincolati, procacciò la conchiusione del trattato d'alleanza del dì 12 Giugno 1815, ond'impedire che in futuro potessero contrarre altre alleanze. Se da una parte ella consentiva alla remota reversibilità di Lucca alla Corona granducale, nel tempo istesso imponeva un onere immediato alla corte, che in fine rovesciavasi sulla Finanza toscana. Allo spirare del prenominato Granduca, voleva l'Austria ingerirsi nella proclamazione del successore, all'oggetto di spiegare le sue cupide mire di supremazia, non tanto sullo Stato quanto sulla corte medesima. Le fallì il colpo disviatole dalla sagace prudenza di due benemeriti personaggi, che alla fedeltà verso i loro sovrani, seppero ognora accoppiare il più vivo interesse a riguardo del proprio paese.

Pervenuto Leopoldo II al soglio illustrato dalle vir-

tù dell' avo e del padre, l' Austria cercò d' insinuarsi finalmente nell' animo suo per averlo a sè ligio; e quando lo vide invogliato di ridurre a miglior sistema i confini dello Stato, non pretermesse di esigere anticipatamente la recognizione di un credito da lei le mille volte vantato, escludendo le compensazioni resultanti da' più evidenti e giusti titoli, per lungo tempo sostenute dalla Toscana. Quando ella vide il prenominato Principe infervorato di far prova di liberali riforme, gl' intimava d' astenersene, minacciandolo ancora, che se avesse proceduto al segno di concedere franchigie costituzionali alla Toscana, sarebbe stato suo pensiero d' invaderla ed abrogarle. Esse appartenevano al paese da tre secoli, ma siccome a lei non piacevano, neppur dovevano esser date. Promulgate ad onta de' suoi avvisi, efficacemente cooperò ad involgere Leopoldo nelle vicissitudini che lo condussero sulle roccie di Gaeta. Ridotto all'apparecchiato esiglio, gli mandò un'armata, non per riconquistargli il trono, ma per dargli la forza necessaria a fare il maggior male possibile al paese, ed a spese del paese. Lo lasciava poscia in balìa di sè stesso quando non poteva sperare altri soccorsi che da lei: avvegnachè egli fosse caduto in tanto discredito da non ispirare più fiducia ad alcuno, nè dentro, nè fuori dello Stato. Recapitolando in una sola cifra tutte le somme certe da essa carpite alla Toscana nello spazio di 122 anni, ella sale a lire 90,533,080. 3. 4. o sia fr. 76,047,787. 34., senza computare gli oggetti ed i fondi di cui s' ignora la stima. Nulladimeno ella comparisce creditrice di lire 7,203,000. —., pari a franchi 6,050,520. 00.

Nonostante questi assorbimenti, ed i dispendj e le improvvidenze introdotte da Leopoldo II nel governo dello Stato, tutte sarebbero state facilmente perdonate

dalla generosità del popolo toscano, se la mancata fede, e la chiamata degli aborriti Tedeschi, non l'avessero reso assolutamente impossibile. E dopo i casi del dì 27 Aprile del memorabile anno 1859, la stessa impossibilità milita pe' suoi figli e discendenti, che non potrebbero mai più regnare un istante in questo paese senza la bajonetta tesa di un esercito straniero e divoratore. La loro presenza a Solferino, suggellò per sempre la separazione della dinastia Lorenese dalla Toscana, perchè quella dinastia è inseparabile dall' Austria, perpetua nemica dell' Italia. Ed ora che i Toscani si pregiano di non esser secondi ad alcun popolo della penisola nel sentimento nazionale, diano uno sguardo all'orribile trattamento ricevuto in addietro dall' Austria e da' suoi proconsoli, e poi decidano a chi debbano rivolgere i loro voti, e le loro speranze. — L'urna delle sorti italiane, dopo tanti secoli trascorsi nella più abietta e ferrea servitù, sta per aprirsi: e dietro a noi stanno per elevarsi altri secoli che avranno il diritto di giudicarci a seconda del nostro senno. — Vittorio Emanuele II, italiano per schiatta e per generosità d' animo, prode e gentile della persona, Re guerriero e galantuomo, può solo liberare l'Italia da quel servaggio che sarebbe peggiore in avvenire che in passato, se i Principi Loreno-Austriaci tornassero fra di noi. Quindi o l' abiettitudine con essi, o la grandezza nazionale col vincitore di Palestro.

FINE DELLE MEMORIE

INDICE DELLE MEMORIE

DEDICA . . . . . Pag. 5
INTRODUZIOE . . . . . » 9

PARTE PRIMA

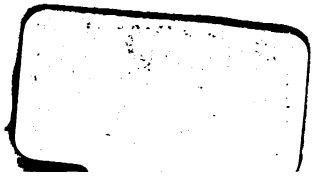
§ I. *Donativi o tributi straordinarii richiesti da Vienna alla Toscana in tempi diversi.* . . . . . » 21
» II. *Distrazione delle gioje della Corona granducale a benefizio della corte imperiale.* . . . . . » 27
» III. *Vendita de' beni demaniali situati fuori di Toscana a pro del Principe.* . . . . . » 34
» IV. *Le Comunità del Granducato costrette affrancarsi dal servizio militare in Germania sborsando danari.* . . . » 41
» V. *Sconcerti economici e politici derivati alla Toscana dalla residenza del Sovrano a Vienna.* . . . . . » 50

PARTE SECONDA

§ I. *La corte di Vienna estorce danari dalla Toscana, anche dopo la morte di Francesco II, a dispetto del successore.* . . . . . » 59
» II. *La politica austriaca prepondera sempre nel Granducato regnante Leopoldo I.* . . . . . » 65
» III. *Il novello Granduca riconosce i diritti di proprietà dello Stato sugli oggetti formanti parte dell' eredità medicea* » 81
» IV. *Separazione de' patrimonj della Corona e della Finanza entrambi dello Stato, da quello particolare del Principe* » 86
» V. *Leopoldo cede il Granducato a Ferdinando III, il quale lo fa dichiarare suo debitore di rilevante somma.* . » 96

PARTE TERZA

§ I. *Ferdinando III aggrava il Patrimonio della Corona di un estradotale a favore di sua moglie* . . . . . Pag. 103
» II. *Prestazioni condizionate fatte dalla Toscana agli Austriaci nel 1799 e 800 non mai rimborsate* . . . . . » 105
» III. *Infruttuose trattative del Governo etrusco co' Priacipi Loreno-Austriaci per liquidare gl' interessi pendenti* . . » 108
» IV. *La Toscana obbligata dall' Austria a prender parte alla guerra di Napoli nell' anno 1815* . . . . . » 125
» V. *Trattato d' alleanza fra le corti di Vienna e di Firenze.* » 138
» VI. *L' Austria rimette in campo le pretese de' Luoghi di Monte contro la Toscana* . . . . . » 155
» VII. *Appannaggio della corte alla restaurazione del 1815* . » 158

PARTE QUARTA

§ I. *Situazione dello Stato all' ascensione al trono di Leopoldo II.* . . . . . » 161
» II. *Venti anni di pacifico governo* . . . . . » 169
» III. *Recognizione di debito con l' Austria* . . . . . » 199
» IV. *Il Granduca acquista beni stabili appartenenti alla Finanza* . . . . . » 208
» V. *Reversione di Lucca e Signorie Bavaro-Palatine.* . . . » 219
» VI. *Riforme e Statuto.* . . . . . » 232
» VII. *Vicissitudini politiche del 1848-49.* . . . . . » 258
» VIII. *Gli Austriaci occupano la Toscana.* . . . . . » 275
» IX. *Rannodamento delle relazioni diplomatiche con l' Austria, Modena e Parma* . . . . . » 287
» X. *Concordato con la S. Sede.* . . . . . » 289
» XI. *Abolizione dello Statuto.* . . . . . » 294
» XII. *Il Governo in continua lotta con le popolazioni* . . . » 301
» XIII. *Congresso di Parigi, ed allarmi, dell' Austria e d' alcuni governi italiani.* . . . . . » 303
» XIV. *Pio IX visita la Toscana* . . . . . » 305
» XV. *Ultime concessioni di danari fatte dal Governo toscano all' Austria* . . . . . » 307
» XVI. *Appannaggio della Corte* . . . . . » 309
» XVII. *Estremi resultati dell' amministrazione economico-politica della Toscana nell' ultimo decennio.* . . . . . » 311
RIASSUNTO . . . . . » 313